



# Panorama de l'aide au développement 2008

STATISTIQUES PAR RÉGION



# **Panorama de l'aide au développement 2008**

STATISTIQUES PAR RÉGION



# ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'OCDE est un forum unique en son genre où les gouvernements de 30 démocraties œuvrent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux que pose la mondialisation. L'OCDE est aussi à l'avant-garde des efforts entrepris pour comprendre les évolutions du monde actuel et les préoccupations qu'elles font naître. Elle aide les gouvernements à faire face à des situations nouvelles en examinant des thèmes tels que le gouvernement d'entreprise, l'économie de l'information et les défis posés par le vieillissement de la population. L'Organisation offre aux gouvernements un cadre leur permettant de comparer leurs expériences en matière de politiques, de chercher des réponses à des problèmes communs, d'identifier les bonnes pratiques et de travailler à la coordination des politiques nationales et internationales.

Les pays membres de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, la Corée, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie. La Commission des Communautés européennes participe aux travaux de l'OCDE.

Les Éditions OCDE assurent une large diffusion aux travaux de l'Organisation. Ces derniers comprennent les résultats de l'activité de collecte de statistiques, les travaux de recherche menés sur des questions économiques, sociales et environnementales, ainsi que les conventions, les principes directeurs et les modèles développés par les pays membres.

*Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les interprétations exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de l'OCDE ou des gouvernements de ses pays membres.*

Publié en anglais sous le titre :  
**Development Aid at a Glance 2008**  
STATISTICS BY REGION

## **Crédits photos :**

Chapitre 1 : © Steven Hunt/ Photographer's Choice RF/Getty Images.

Chapitre 2 : © Stockbyte/Getty Images.

Chapitre 3 : © Gerardo Gomez/AFP.

Chapitre 4 : © Medioimages/Photodisc/Getty Images.

Chapitre 5 : © Goodshoot/Corbis.

Chapitre 6 : © Eric Feferberg/AFP.

Les corrigenda des publications de l'OCDE sont disponibles sur : [www.oecd.org/editions/corrigenda](http://www.oecd.org/editions/corrigenda).

© OCDE 2008

---

Toute reproduction, copie, transmission ou traduction de cette publication doit faire l'objet d'une autorisation écrite. Les demandes doivent être adressées aux Éditions OCDE [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org) ou par fax 33 1 45 24 99 30. Les demandes d'autorisation de photocopie partielle doivent être adressées au Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris, France, fax 33 1 46 34 67 19, [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com) ou (pour les États-Unis exclusivement) au Copyright Clearance Center (CCC), 222 Rosewood Drive, Danvers, MA 01923, USA, fax 1 978 646 8600, [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com).

---

## Avant-propos

**L**e Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE est un forum où les principaux donateurs d'aide bilatérale travaillent ensemble à améliorer l'efficacité de leurs efforts communs pour encourager le développement durable. Il rassemble 22 pays plus la Commission européenne. Le CAD se consacre à deux domaines clés : Comment la coopération internationale au développement contribue à améliorer la capacité des pays en développement à s'intégrer dans l'économie mondiale, et la capacité des personnes à surmonter la pauvreté et à s'intégrer pleinement dans leur société. La Direction de la coopération pour le développement (DCD) de l'OCDE appuie le CAD dans son travail et, de ce fait, est souvent surnommée le secrétariat du CAD.

Le CAD publie des statistiques et des rapports ([www.oecd.org/cad/stats](http://www.oecd.org/cad/stats)) sur les apports d'aide et d'autres ressources aux pays en développement et en transition ainsi que sur des questions connexes. Statistiques et rapports qui s'appuient essentiellement sur les notifications des membres du CAD. Le suivi des flux financiers et de leur répartition est un aspect important du programme de travail du Comité d'aide au développement. Les principaux objectifs poursuivis dans ce domaine sont les suivants :

- Recueillir et publier des statistiques à jour et complètes sur les apports publics et privés aux divers pays et territoires recensés dans la liste des bénéficiaires de l'aide établie par le CAD.
- Améliorer la cohérence, la présentation et la couverture des données, afin de tenir compte de l'évolution des priorités de la coopération pour le développement et des modifications apportées aux systèmes de classification.
- Actualiser les directives prescrites en matière de notification afin de préserver la comparabilité des statistiques.
- Améliorer la notification et la comparabilité des données sur le degré de liaison de l'aide.
- Apporter un soutien pour les travaux concernant l'évolution des modes de financement du développement et le rôle grandissant en la matière des capitaux privés.

La base de données sur les activités d'aide du CAD (SNPC, [www.oecd.org/cad/stats/snpc](http://www.oecd.org/cad/stats/snpc)) comprend des informations sur les montants d'aide publique au développement. Elle met à disposition des données de base permettant l'analyse de l'aide : où va l'aide, dans quels secteurs, quels objectifs politiques soutient-elle? Les statistiques du CAD ([www.oecd.org/cad/stats/cad](http://www.oecd.org/cad/stats/cad)) fournissent des informations sur les apports publics et privés de ressources aux pays composant la liste des bénéficiaires de l'aide établie par le CAD (pays en développement et en transition), avec une ventilation par grandes catégories de dépenses.

Panorama de l'aide au développement – Statistiques par région fournit des données détaillées sur l'aide publique au développement (APD) tirées des notifications officielles adressées par les membres du CAD. Les tableaux et graphiques sur chaque région et sur le monde en général précisent la répartition de l'aide – Quelle région reçoit le plus d'aide, quelle région le moins; quel secteur (santé, éducation, etc.) attire l'aide; quels sont les impacts de l'allègement de la dette et de

*l'action humanitaire sur l'APD totale. L'évolution et la répartition de la contribution des donateurs sont aussi étudiées.*

*La première section de chaque chapitre fournit une vue d'ensemble de l'aide à la région considérée. La deuxième section s'intéresse aux origines (principaux donateurs bilatéraux et multilatéraux) et aux destinations (principaux pays bénéficiaires au cours de la période récente) de cette aide. La dernière section se rapporte à la répartition sectorielle de l'aide. Y sont présentées des données détaillées sur l'aide en faveur de l'éducation, de la santé, et de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, ainsi que des données plus générales concernant les autres secteurs.*

*La présente publication apporte un complément aux données diffusées dans l'annexe statistique au Rapport sur la coopération pour le développement et dans Répartition géographique des ressources financières allouées aux pays bénéficiaires de l'aide. À partir de 2007, il remplacera les éditions régionales annuelles des Systèmes de notification des pays créanciers : Activités d'aide.*

## Table des matières

<b>Note à l'intention du lecteur</b> .....	7
<b>Liste des donateurs multilatéraux</b> .....	11
Chapitre 1. <b>Le monde en développement</b> .....	13
1.1. APD au monde en développement : Résumé .....	14
1.2. APD au monde par donneur et bénéficiaire .....	20
1.3. Répartition sectorielle de l'APD mondiale .....	26
Chapitre 2. <b>Afrique</b> .....	41
2.1. APD à l'Afrique : Résumé .....	42
2.2. APD à l'Afrique par donneur et bénéficiaire .....	46
2.3. Répartition sectorielle de l'APD à l'Afrique .....	52
Chapitre 3. <b>Amérique</b> .....	67
3.1. APD à l'Amérique : Résumé .....	68
3.2. APD à l'Amérique par donneur et bénéficiaire .....	72
3.3. Répartition sectorielle de l'APD à l'Amérique .....	78
Chapitre 4. <b>Asie</b> .....	93
4.1. APD à l'Asie : Résumé .....	94
4.2. APD à l'Asie par donneur et bénéficiaire .....	98
4.3. Répartition sectorielle de l'APD à l'Asie .....	104
Chapitre 5. <b>Europe</b> .....	119
5.1. APD à l'Europe : Résumé .....	120
5.2. APD à l'Europe par donneur et bénéficiaire .....	124
5.3. Répartition sectorielle de l'APD à l'Europe .....	130
Chapitre 6. <b>Océanie</b> .....	137
6.1. APD à l'Océanie : Résumé .....	138
6.2. APD à l'Océanie par donneur et bénéficiaire .....	142
6.3. Répartition sectorielle de l'APD à l'Océanie .....	148
Annexe. <b>Total APD en 2007 et projections pour le futur</b> .....	155

**Ce livre contient des...**



***StatLinks*** 

**Accédez aux fichiers Excel®  
à partir des livres imprimés !**

En bas à droite des tableaux ou graphiques de cet ouvrage, vous trouverez des *StatLinks*.

Pour télécharger le fichier Excel® correspondant, il vous suffit de retranscrire dans votre navigateur Internet le lien commençant par : <http://dx.doi.org>.

Si vous lisez la version PDF de l'ouvrage, et que votre ordinateur est connecté à Internet, il vous suffit de cliquer sur le lien.

Les *StatLinks* sont de plus en plus répandus dans les publications de l'OCDE.



## Note à l'intention du lecteur

### 1. Sources des données

Les chiffres présentés ici sont tirés des notifications officielles adressées par les membres du CAD à l'OCDE et se fondent en conséquence sur les données communiquées par les 22 pays membres du Comité d'aide au développement (CAD), la Commission européenne et d'autres organisations internationales. Les statistiques par secteur sont dérivées de la **base de données sur les activités d'aide du Système de notification des pays créanciers (SNPC)** et couvrent l'aide bilatérale des membres du CAD et les dépenses des institutions multilatérales de développement (voir la section consacrée aux principales définitions). Tous les autres chiffres proviennent la **base de données des statistiques annuelles du CAD**, dont le champ est un peu plus large du fait qu'elle est alimentée par des notifications émanant en outre de divers donneurs bilatéraux non membres du CAD et de quelques organisations multilatérales supplémentaires. Des séries complètes remontant jusqu'à 1960 sont disponibles sur le CD-ROM annuel des *Statistiques sur le développement international* et en ligne à l'adresse [www.oecd.org/cad/stats/sdienligne](http://www.oecd.org/cad/stats/sdienligne).

Les notifications reposent sur des définitions communes et des classifications types. Celles-ci sont succinctement exposées dans les sections qui suivent. Des informations complètes à propos des définitions utilisées sont accessibles aux adresses [www.oecd.org/cad/stats/cad/directives](http://www.oecd.org/cad/stats/cad/directives) et [www.oecd.org/cad/stats/snpc/directives](http://www.oecd.org/cad/stats/snpc/directives). Du fait de la normalisation, les chiffres relatifs aux divers donneurs sont comparables entre eux mais ils peuvent différer de ceux figurant dans les publications des donneurs eux-mêmes.

### 2. Base utilisée pour la mesure des apports

Entrent dans l'aide publique au développement (APD) des activités financées par des dons ou par des prêts assortis de conditions de faveur.

Dans les statistiques du CAD, les apports d'aide sont comptabilisés sur la base à la fois des engagements et des versements.

- Un **engagement** désigne une **obligation ferme**, stipulée par écrit et garantie par les fonds nécessaires, par laquelle un gouvernement ou un organisme public s'engage à fournir une somme spécifiée à un pays ou une organisation multilatérale bénéficiaire. Les engagements sont comptabilisés pour le montant total du transfert prévu, quel que soit le temps nécessaire à l'achèvement des versements.
- Un **versement** désigne la **mise de ressources à la disposition d'un pays ou d'un organisme bénéficiaire** ou, dans le cas des opérations internes en rapport avec le développement, le débours des fonds par le secteur public. Les versements peuvent être comptabilisés **bruts** (montant total versé au cours d'une période comptable donnée) ou **nets** (déduction faite des tous les remboursements de principal ou des restitutions de dons intervenus pendant la même période). Le versement d'un engagement peut prendre plusieurs années.

Sauf indication contraire, les tableaux et graphiques rendent compte des **versements nets d'APD** au cours de l'année civile considérée, exprimés en **USD courants**, tels qu'ils ressortent de la base de données des statistiques du CAD. Certains sont toutefois assortis de la mention **en USD aux prix et taux de change de 2005**, ce qui signifie qu'un ajustement a été opéré pour tenir compte de l'inflation dans le pays donneur entre l'année considérée et l'année de référence ainsi que des fluctuations de taux de change entre la monnaie de ce pays et le dollar des États-Unis au cours de la même période.

Les données par secteur renvoient, elles, aux **engagements** et sont tirées de la base de données du SNPC sur les activités d'aide. Le chiffre total des engagements pour une année comprend les nouveaux engagements et les compléments d'engagements antérieurs souscrits pendant l'année en question (quelle que soit la date prévue de versement). Les annulations et réductions d'engagements souscrits au cours d'années antérieures ne sont pas prises en compte. Tous les graphiques présentant des évolutions sur longue période se fondent sur des **moyennes mobiles sur trois ans** afin d'atténuer les fluctuations dues à la comptabilisation en bloc d'engagements pouvant porter sur plusieurs années et de mieux mettre en évidence les tendances. Le point relatif à l'année  $n$  correspond en conséquence à la moyenne des données concernant les années  $(n - 1)$  à  $(n + 1)$ . Le dernier point de tous les graphiques renvoie donc à l'année 2005 (moyenne de la période 2004 à 2006) et non à l'année 2006.

Dans le calcul du pourcentage de l'APD totale allant à tel ou tel pays ou région (dernière colonne des tableaux 2.2.3, 3.2.3, etc., et graphiques 1.1.8, 2.1.8, etc., notamment), il est fait abstraction des sommes non ventilables par destination géographique.

### 3. Classification sectorielle

Le CAD utilise une classification sectorielle spécifique, conçue pour permettre un suivi des apports d'aide et l'évaluation de la part, dans ces derniers, des différents secteurs (santé, énergie, agriculture, par exemple) ou autres catégories d'objet (soutien budgétaire général, aide humanitaire, entre autres). Le secteur de destination est déterminé par la réponse à la question suivante : « le développement de quel secteur spécifique de l'économie ou de la structure du pays bénéficiaire le transferts considéré vise-t-il à favoriser ? » Le type de biens ou services fournis par le donneur n'intervient en rien.

Globalement, sont distingués huit grands secteurs/catégories d'objet, recouvrant un certain nombre de codes-objet. À une activité d'aide ne peut être affecté qu'un seul code-objet. Lorsqu'une activité intéresse plusieurs secteurs, on utilise soit un code plurisectoriel, soit le code correspondant à la composante la plus importante de l'activité.

Étant donné qu'une partie seulement des apports d'aide peut être affectée à un secteur précis, pour le calcul de la part de l'aide allant à chaque secteur, le dénominateur renvoie uniquement à l'aide qui peut être ainsi ventilée. Autrement, on pose implicitement l'hypothèse que, sur les sommes dont on ne peut établir la destination sectorielle, pas un sou ne bénéficie au secteur considéré. Le dénominateur utilisé pour le calcul des parts présentées dans les graphiques 1.3.4 à 1.3.7 est l'aide « **ventilable par secteur** », autrement dit abstraction faite des catégories AIDE-PROGRAMME GÉNÉRALE, DETTE, HUMANITAIRE et AUTRE.

*Note spéciale* : L'Italie n'ayant communiqué aucune donnée dans le cadre du SNPC en 2005 et 2006, il n'a pu être procédé à une analyse sectorielle de ses apports pour cette année-là.

### Classification sectorielle utilisée dans la présente publication

Abréviation	Intitulé complet	Catégories/secteurs couverts
SOCIAL	Infrastructure et services sociaux	Éducation/Santé/Politique et programmes en matière population et santé et fertilité/Distribution d'eau et assainissement/gouvernement et société civile/Infrastructure et services sociaux divers
ÉCONOMIQUE	Infrastructure et services économiques	Transports et entreposage/Communications/Production et distribution d'énergie/Banques et services financiers/Entreprises et autres services
PRODUCTION	Secteurs de la production	Agriculture, sylviculture et pêche/Industries manufacturières et extractives et construction/Politique commerciale et réglementations/Tourisme
MULTISECTEURS	Destination plurisectorielle ou transversale	Protection de l'environnement générale/Femmes et développement/Autres multisecteurs
AIDE-PROGRAMME GÉNÉRALE	Aide-programme et aide sous forme de produits	Soutien budgétaire général/Aide alimentaire à des fins de développement/ Autre aide sous forme de produits
DETTE	Actions se rapportant à la dette	Toutes les opérations liées à la dette (remises, allègement de la dette multilatérale, rééchelonnements, refinancements, échanges et rachats de créances)
HUMANITAIRE	Aide humanitaire	Aide d'urgence/Aide alimentaire d'urgence/Aide à la reconstruction et à la remise en état
AUTRE	Autres et non spécifié	Frais administratifs des donateurs/Concours aux organisations non gouvernementales (ONG)/Non affecté/non spécifié (sensibilisation aux questions de développement)

#### 4. Principales définitions

Par **aide publique au développement (APD)**, on entend les concours accordés aux pays et territoires recensés dans la Liste des bénéficiaires de l'APD établie par le CAD (voir plus loin) et aux institutions multilatérales de développement :

- par le secteur public y;
- dans le but principalement de favoriser le développement économique et d'améliorer les conditions de vie;
- à des conditions financière libérales (dans le cas des prêts, l'élément de libéralité doit être d'au moins 25 pour cent, à un taux d'actualisation de 10 pour cent).

Les dons, prêts et crédits consentis pour des motifs militaires ne sont pas pris en compte.

L'**APD bilatérale** recouvre les opérations qu'un pays donneur effectue directement avec un pays en développement ou une organisation non gouvernementale, nationale ou internationale, oeuvrant dans le domaine du développement.

Les **dépenses multilatérales** renvoient aux activités d'aide financées par l'intermédiaire du budget ordinaire des institutions multilatérales de développement.

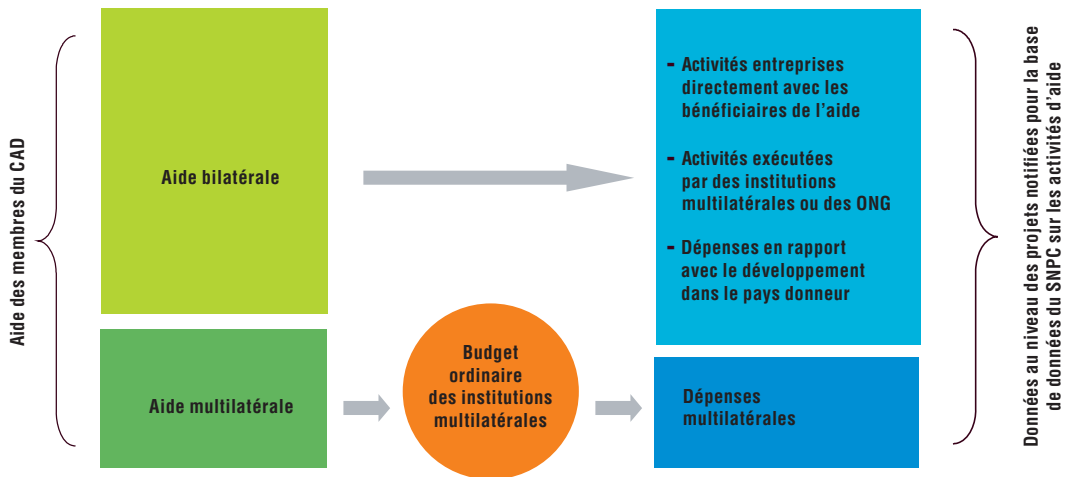
Les projets exécutés par des institutions multilatérales ou des ONG pour le compte des pays donateurs sont classés dans l'APD bilatérale (car c'est le donneur qui conserve le contrôle exclusif de l'utilisation des fonds).

Les **dons nets au titre des remises de dette** (notion utilisée dans les graphiques 1.2.8, 2.2.8, etc.) comprennent les annulations de créances d'APD, d'autres apports du secteur public (AASP) et privées déduction faite des contre-écritures au titre de l'effacement de tout élément de principal des créances d'APD en cause.

Le **Comité d'aide au développement (CAD)** est l'instance de l'OCDE qui traite des questions de coopération pour le développement. Il compte actuellement 23 membres : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, l'Italie, l'Irlande, le Japon, le Luxembourg, la

Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Communauté européenne.

La **Liste des bénéficiaires de l'APD établie par le CAD** énumère les pays et territoires en développement répondant aux conditions requises pour que l'aide qui leur est destinée soit comptabilisée dans l'APD. Cette liste a été établie à des fins statistiques et non pour orienter les décisions concernant l'aide ou l'octroi de tout autre traitement préférentiel. La répartition géographique de l'aide, en particulier, relève de la décision et de la responsabilité des autorités nationales. La liste est révisée tous les trois ans.



## Liste des donateurs multilatéraux

Sigle	Intitulé complet
ATNU	Programme régulier d'assistance technique des Nations Unies
BADEA	Banque arabe pour le développement économique en Afrique
BAfD	Banque africaine de développement
BASeD	Banque asiatique de développement
BDC	Banque caribéenne de développement
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
BID	Banque interaméricaine de développement
BID F.Sp.	Fonds pour les opérations spéciales de la Banque interaméricaine de développement
CE	Commission européenne
FAfD	Fonds africain de développement
FASD	Fonds asiatique de développement
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FIDA	Fonds international de développement agricole
FMI	Fonds monétaire international
FMI FRPC	Facilité du FMI pour la réduction de la pauvreté et la croissance
FND	Fonds nordique de développement
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
GFATM	Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IDA	Association internationale de développement
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
PAM	Programme alimentaire mondial
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
Protocole de Montréal	Fonds multilatéral pour l'application du protocole de Montréal
SFI	Société financière internationale
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNRWA	Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient





# 1. LE MONDE EN DÉVELOPPEMENT

1.1. <b>APD AU MONDE EN DÉVELOPPEMENT : RÉSUMÉ</b> .....	14
1.2. <b>APD AU MONDE PAR DONNEUR ET BÉNÉFICIAIRE</b> .....	20
1.3. <b>RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD MONDIALE</b> .....	26

# 1. LE MONDE EN DÉVELOPPEMENT

## 1.1. APD AU MONDE EN DÉVELOPPEMENT : RÉSUMÉ

### 1.1.1. 10 premiers bénéficiaires d'APD

Millions de USD, versements nets en 2006

Rang	Pays	Millions de USD	%
1	Nigeria	11 434	11 %
2	Irak	8 661	8 %
3	Afghanistan	3 000	3 %
4	Pakistan	2 147	2 %
5	Soudan	2 058	2 %
6	Congo, Rép. dém.	2 056	2 %
7	Éthiopie	1 947	2 %
8	Viêtnam	1 846	2 %
9	Tanzanie	1 825	2 %
10	Cameroun	1 684	2 %
Autres bénéficiaires		68 633	65 %
<b>Total</b>		<b>105 292</b>	<b>100 %</b>

### 1.1.2. 10 premiers donneurs d'APD

Millions de USD, versements nets en 2006

Rang	Donneur	Millions de USD	%
1	États-Unis	21 162	20 %
2	CE	9 489	9 %
3	Royaume-Uni	8 718	8 %
4	France	7 919	8 %
5	Japon	7 313	7 %
6	Allemagne	7 034	7 %
7	IDA	5 996	6 %
8	Pays-Bas	4 282	4 %
9	Suède	2 852	3 %
10	Canada	2 531	2 %
Autres donneurs		27 995	27 %
<b>Total</b>		<b>105 292</b>	<b>100 %</b>

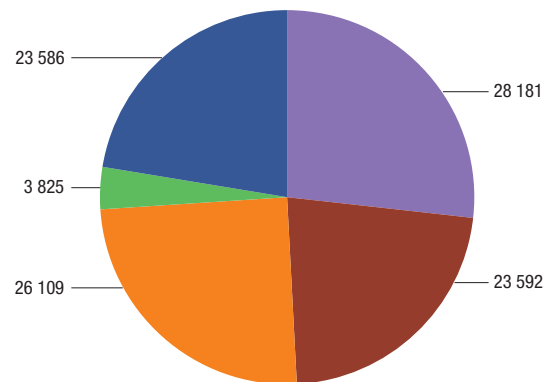
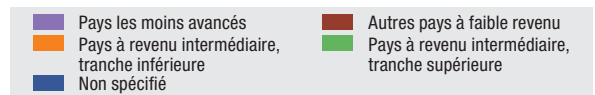
### 1.1.3. Tendances de l'APD

Millions de USD, prix constants 2006

	2005	2006	% de variation
Versements nets d'APD (millions de USD 2005)	107 292	102 899	-4.1
Engagements d'APD (millions de USD 2005)	121 945	119 076	-2.4
Population (milliers)	5 204 713	5 282 050	1.5
APD nette par habitant (USD)	20.6	19.9	-

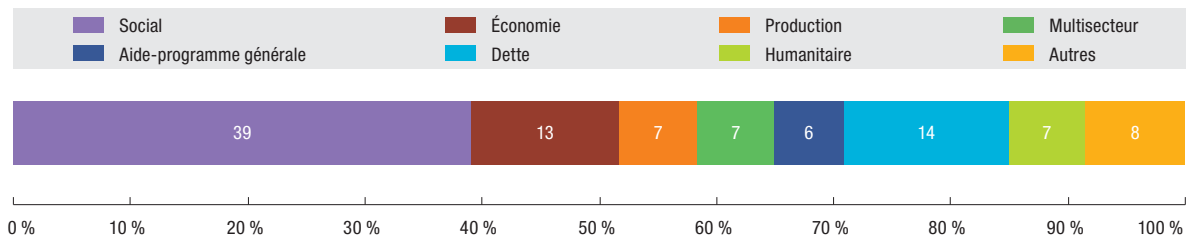
### 1.1.4. APD par groupe de revenu

Millions de USD, versements nets en 2006



### 1.1.5. Répartition sectorielle de l'APD en 2006

Engagements



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/412257878770>

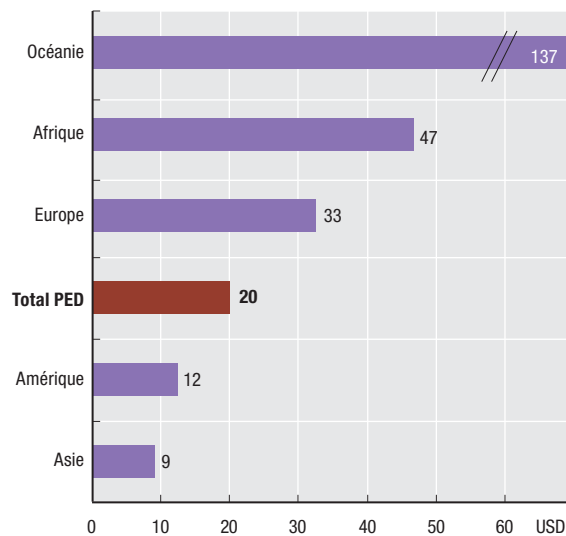




## 1.1. APD AU MONDE EN DÉVELOPPEMENT : RÉSUMÉ

### 1.1.6. APD nette reçue par habitant en 2006

En USD

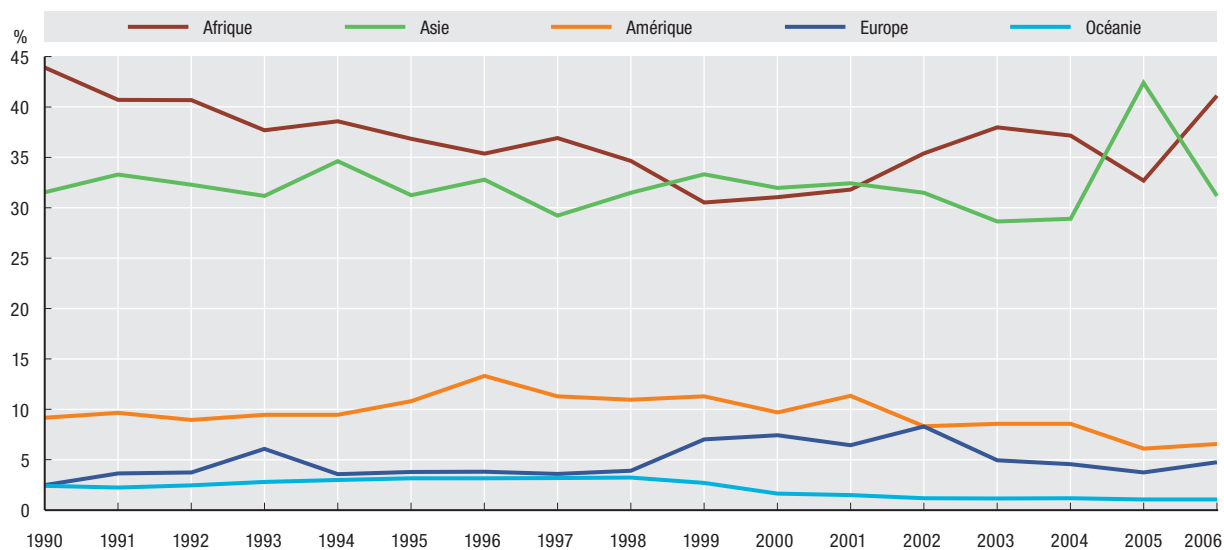


### 1.1.7. APD nette et population des pays bénéficiaires de l'aide par région en 2006

Région	APD nette millions de USD	Population millions
Afrique	43 402	926
Asie	32 885	3 635
Amérique	6 910	558
Europe	5 032	155
Océanie	1 127	8
Aide, régions non spécifiées	15 936	-
<b>Total des bénéficiaires de l'APD</b>	<b>105 292</b>	<b>5 282</b>

### 1.1.8. Distribution régionale de l'APD nette totale

En pourcentage de l'APD totale



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/412281375352>

# 1. LE MONDE EN DÉVELOPPEMENT

## 1.1. APD AU MONDE EN DÉVELOPPEMENT : RÉSUMÉ

### L'APD au monde en développement : de gros efforts sont encore nécessaires

Les émeutes de la faim survenues dans plus de 40 pays à la fin de 2007 et en 2008 sont venues rappeler avec force que des millions d'individus doivent mener une véritable lutte simplement pour se procurer des produits de première nécessité. Malgré les progrès accomplis dans la lutte contre la pauvreté, le développement demeure, dans de nombreux cas, une question de vie ou de mort. Deux chiffres mettent en évidence ce qui a été accompli et ce qui reste à réaliser. Le nombre d'individus vivant avec moins d'un dollar par jour pourrait bientôt tomber à moins d'un milliard et celui des décès de nourrissons et d'enfants à moins de 10 millions. Mais ce sont 1 milliard et 10 millions de trop.

L'aide publique au développement (APD) a pour objet d'aider les populations des pays en développement à s'affranchir de la pauvreté et à tenir pleinement leur rôle dans la société, et à améliorer la capacité de leurs pays de participer à l'économie mondiale. Dans l'ensemble, l'APD a augmenté dans de nombreux pays où les besoins sont les plus grands. Une forte contraction des apports d'APD a par contre été enregistrée dans certains pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure les plus prospères, mais comme ces pays sont désormais beaucoup mieux à même d'assurer leur propre développement, cette contraction a été presque toujours minime au regard de la taille de l'économie des pays concernés.

Dans quelle mesure l'APD remplit-elle sa mission? en 2003, le *Rapport sur la coopération pour le développement* présentait une série de 12 objectifs pour 2006 au regard desquels évaluer l'efficacité de l'APD. Les mesures retenues concernent le volume de l'aide, sa répartition, les situations de fragilité, l'efficacité de l'aide, les efforts déployés par les pays bénéficiaires et l'obtention de résultats. La section suivante examine les progrès accomplis à l'aune de ces mesures.

### Ce qui a été réalisé

- Les donateurs ont effectué des versements nets se chiffrant à au moins 75 milliards USD aux prix et taux de change de 2002. Le montant total pour 2006 est de 77.8 milliards USD, ce qui représente une très nette amélioration par rapport à 2002 où ce montant était inférieur à 60 milliards USD, même si les allègements de dette en faveur de l'Irak, soit plus de 3 milliards USD, ne sont pas pris en compte.

- La part de l'APD allant aux pays les moins avancés a augmenté. La part de l'APD allant aux pays les plus démunis est passée de 40 % de l'APD bilatérale nette en 2002 à 46 % en 2006; si l'on prend en considération l'APD totale, cette part est passée de 47 % à 49 %. Abstraction faite de l'Irak, les chiffres sont de 52 % pour l'aide bilatérale et de 54 % pour l'APD totale. Toutefois, ce résultat inclut l'annulation d'un volume important de créances commerciales sur le Nigeria. Si l'on n'en tient pas compte, la part de l'APD bilatérale nette qui est allée aux pays les plus démunis est tombée de 40 % en 2002 à 39 % en 2006.
- Une proportion plus élevée de l'aide n'est pas subordonnée à l'achat de services auprès du donateur (« aide liée »). La part de l'aide financière émanant des membres du CAD qui est notifiée comme non liée est passée de 42.5 % en 2002 à 53.0 % en 2006, et la part de l'aide qui est notifiée comme liée est tombée de 7.3 % à 3 %. Toutefois, le degré de liaison d'une importante fraction de l'aide financière n'est pas précisé dans les rapports statistiques de sorte qu'il est impossible de savoir si la part de l'aide financière non liée a effectivement augmenté. Une grande partie des marchés financés sur l'aide non liée continue à être attribuée à des fournisseurs des pays donateurs.
- Les pays bénéficiaires ont amélioré l'offre de services et accru de plusieurs points de pourcentage le degré de mobilisation de leurs ressources intérieures. Les lacunes dans les données rendent difficile une évaluation précise, mais il semble que le degré de mobilisation des ressources intérieures ait progressé (de quelque 15 % en 2000 à 18 % en 2004) et que les dépenses de santé et d'éducation aient légèrement augmenté en pourcentage du PNB. En Afrique subsaharienne, la progression de la mobilisation des ressources intérieures est particulièrement encourageante et elle a été plus forte que l'accroissement de l'APD sur la période 2001-2006.

### Ce qui n'a pas été réalisé

- La majeure partie de l'accroissement des apports d'aide n'a pas donné lieu à un véritable transfert de ressources dans les économies des pays en développement. C'est l'allègement de dette, et non pas l'aide programmable, qui est entré pour la plus grande part dans l'accroissement de l'aide.
- Un pourcentage supérieur de l'APD n'est pas allé à des pays comptant des populations pauvres relativement nombreuses et enregistrant de bonnes performances. Les performances sont



## 1.1. APD AU MONDE EN DÉVELOPPEMENT : RÉSUMÉ

déterminées au moyen de l'indice d'allocation des ressources de la Banque mondiale (<http://go.worldbank.org/V548IE3A80>). La proportion de l'aide qui a été affectée à des pays appartenant aux deux quintiles supérieurs a fléchi, passant de 19 % en 2002 à 17 % en 2006.

- Les secours d'urgence et l'aide humanitaire n'ont pas diminué, du moins en pourcentage de l'aide totale. Les secours d'urgence et l'aide humanitaire sont passés de 5 % de l'APD totale en 2002 à 6 % en 2006 (90 % en termes réels) probablement en raison du tsunami survenu en 2004 et du tremblement de terre au Pakistan en 2005.

### Domaines où les résultats sont mitigés

- Des progrès ont été accomplis sur la voie de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) les plus difficiles à atteindre, en particulier en Afrique subsaharienne, mais cela n'est pas suffisant. Si les tendances actuelles se confirment, l'objectif relatif à la pauvreté monétaire sera atteint bien avant 2015. Selon des rapports préliminaires, le nombre de personnes vivant avec moins d'un dollar par jour serait tombé à moins d'un milliard, mais des révisions des données économiques donnent à penser qu'on n'est peut-être pas encore passé au-dessous de cette barre. Il est peu probable que les autres OMD soient atteints d'ici 2015 à l'échelle mondiale ou dans de nombreuses régions. L'Afrique subsaharienne et la région Pacifique demeurent les régions qui enregistrent le moins de progrès.

### Domaines où les résultats n'apparaissent pas clairement

- *Mise en œuvre d'activités soigneusement conçues dans les pays peu performants vers lesquels des transferts efficaces sont possibles.* Des progrès ont été réalisés pour ce qui est de maximiser l'efficacité des interventions des donateurs dans des situations difficiles, par exemple dans les pays sortant d'un conflit. Toutefois, il faut que des progrès tangibles soient accomplis en ce qui concerne la coordination de l'action des donateurs et l'aide à la mise en place d'institutions locales compétentes et responsables.
- *Proportion nettement plus grande de l'aide alignée sur les priorités, programmes et systèmes locaux.* La proportion de l'aide transitant par les budgets nationaux permet de mesurer cet aspect. Il ressort d'une enquête conduite en 2006 que les performances dans ce domaine ont beaucoup

varié aussi bien entre les membres du CAD – de 24 % à 87 % – qu'entre les pays bénéficiaires – de 32 % à 99 %.

- *Amélioration radicale des indicateurs d'harmonisation par rapport à la situation de 2002-03.* L'harmonisation renvoie à la manière dont les donateurs collaborent pour réduire au minimum les coûts inutiles, tant pour les bénéficiaires que pour eux-mêmes. Pour les membres du CAD représentés dans le graphique ci-dessous, la proportion de travaux harmonisés a varié entre 12 % et 80 %.
- *Gain incontestable d'efficacité et d'efficacités pour les dépenses de coopération technique.* Les progrès réalisés n'apparaissent pas clairement pour le motif notamment qu'il est difficile d'évaluer les nombreux types d'assistance dits de « coopération technique ».

### Apports d'APD : faits saillants

Les promesses de contributions faites par les donateurs au Sommet du G8 de Gleneagles et au Sommet du millénaire+5 des Nations Unies tenus en 2005, parallèlement à d'autres engagements, supposaient que l'aide soit portée de 80 milliards USD en 2004 à 130 milliards USD en 2010 (à prix constants de 2004). Si quelques pays ont revu leurs objectifs légèrement à la baisse depuis 2005, la majorité des engagements souscrits restent d'actualité. Or, la plupart des donateurs ne sont pas en bonne voie pour concrétiser les engagements pris et il leur faudrait procéder à des augmentations sans précédent pour atteindre les objectifs qu'ils se sont fixés pour 2010, d'autant que l'allègement de dette devrait continuer de diminuer au cours des deux prochaines années. Environ 34 milliards USD (aux prix de 2004) – soit quelque 38 milliards USD en dollars de 2007 – devraient être injectés dans les budgets des donateurs pour que les engagements pris concernant l'accroissement substantiel de l'aide à l'horizon 2010 puisse être réalisés.

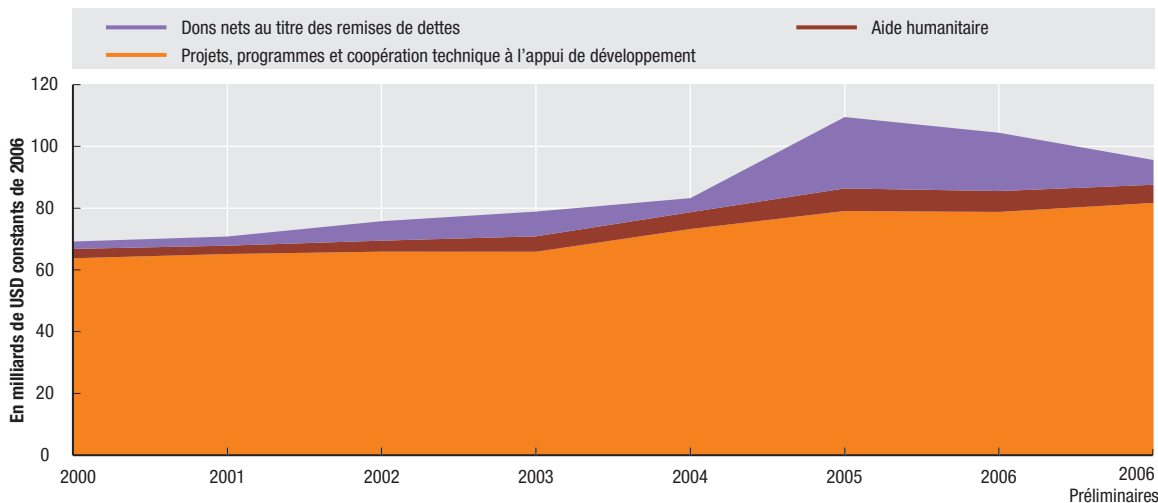
Avec la fin des opérations exceptionnelles d'allègement de la dette, l'APD totale des membres du CAD s'est chiffrée à 103.7 milliards USD en 2007, ce qui marque un recul de 8.4 % en termes réels par rapport à 2006, selon les données provisoires communiquées par les membres. D'un montant équivalent à 0.31 % du RNB cumulé de ces pays en 2006, la part de l'APD dans le RND n'a atteint que 0.28 % en 2007.


Cette baisse était prévisible. En effet, les niveaux exceptionnellement élevés qu'avait atteint l'APD en 2005 (107.1 milliards USD) et en 2006

# 1. LE MONDE EN DÉVELOPPEMENT

## 1.1. APD AU MONDE EN DÉVELOPPEMENT : RÉSUMÉ

### 1.1.9. L'essentiel de l'accroissement enregistré en 2005 et 2006 est imputable aux allègements de la dette



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/412223422285>

(104.4 milliards USD) s'expliquaient par les remises de dettes substantielles accordées dans le cadre du Club de Paris à l'Irak et au Nigeria. Les dons au titre de l'allègement de la dette ont diminué en 2007 pour s'établir à 8.7 milliards USD du fait de l'amenuisement des opérations négociées dans le cadre du Club de Paris.

Compte non tenu des dons au titre de l'allègement de la dette, l'APD nette des membres du CAD a augmenté de 2.4 %.

L'aide bilatérale destinée à l'Afrique subsaharienne, hors remises de dette, a progressé de 10 % en termes réels, ce qui dénote une amélioration par rapport au rythme d'accroissement observé sur la période récente. Il est toutefois évident qu'il sera extrêmement difficile de concrétiser les intentions affichées au Sommet du G8 de Gleneagles, à savoir doubler l'aide à l'Afrique à l'horizon 2010.

Les principaux bénéficiaires de l'APD bilatérale alloué par les donateurs du CAD ont été le Nigeria, puis l'Irak, l'Afghanistan, le Soudan, le Cameroun et la République démocratique du Congo.

Les principaux donateurs en volume ont été les États-Unis, suivis de l'Allemagne, de la France, du Royaume-Uni et du Japon. Les seuls pays à avoir dépassé l'objectif de 0.7 % du RNB préconisé par les Nations Unies pour l'APD sont le Danemark, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège et la Suède.

### La Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide

La *Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide* de 2005 est un plan d'action que les pays en développement et la communauté des donateurs ont élaboré ensemble pour faire en sorte que les pays bénéficiaires d'une aide puissent prendre la conduite de leurs programmes à l'appui du développement et obtenir dans ce domaine des résultats meilleurs et plus durables, profitant aux populations pauvres.

La *Déclaration* s'appuie sur les Objectifs du Millénaire pour le développement. Le dernier Objectif, « Mettre en place un partenariat mondial pour le développement », témoigne de la dénote la reconnaissance du fait que l'efficacité des programmes d'aide dépend des modalités de la collaboration instaurée au niveau international.

La *Déclaration* n'est pas un simple énoncé international de bonnes intentions. C'est une série de 56 engagements concrets en vertu desquels l'ensemble des pays participants et des donateurs doivent rendre et demander des comptes, et procéder conjointement au suivi et à l'évaluation des progrès accomplis. Ces engagements découlent de cinq grands principes qui visent tous à obtenir des résultats meilleurs et plus durables :

1. *Appropriation* – Les pays en développement définissent leurs propres stratégies de



## 1.1. APD AU MONDE EN DÉVELOPPEMENT : RÉSUMÉ

développement, améliorent leurs institutions et prennent des mesures pour lutter contre la corruption.

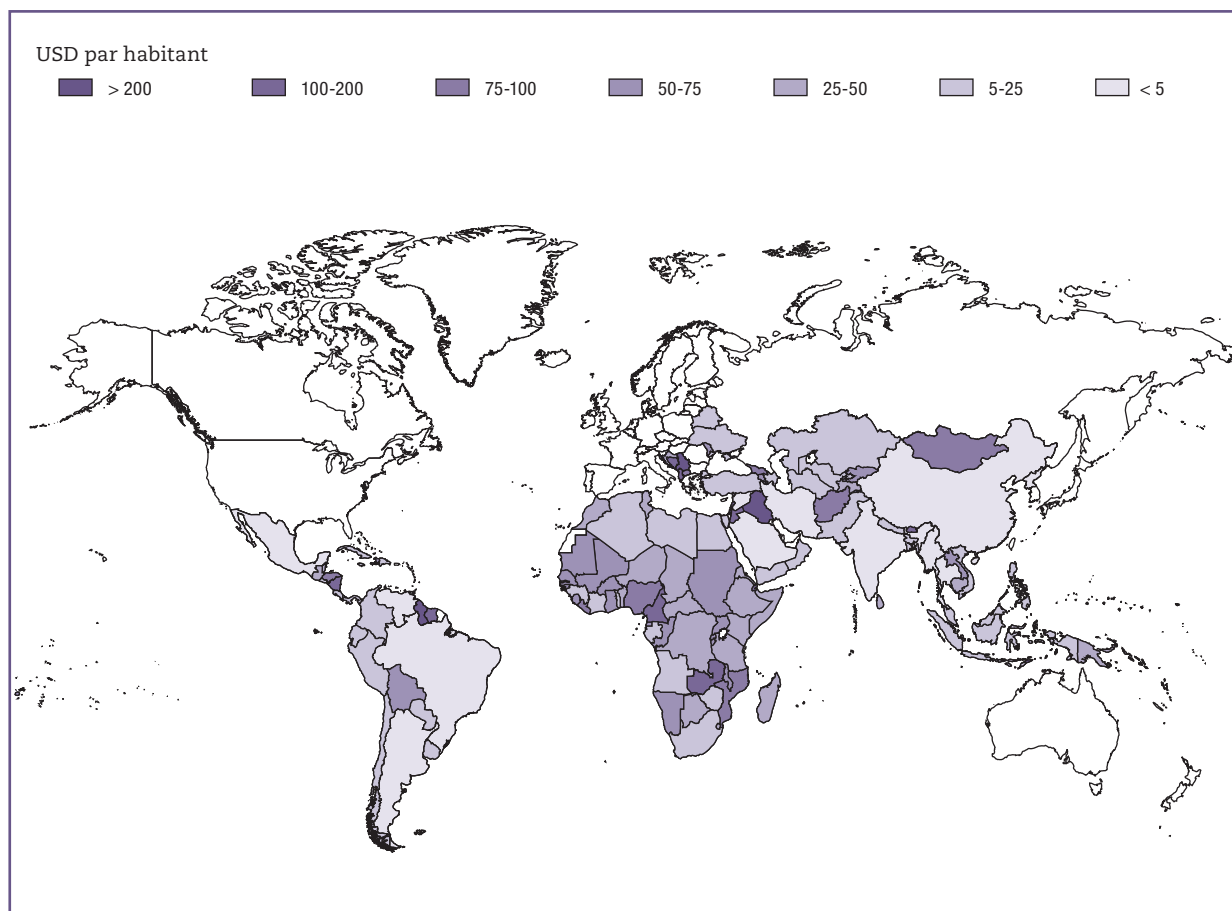
2. *Alignement* – Les pays donateurs alignent leur soutien sur ces objectifs et ont recours aux systèmes locaux.
3. *Harmonisation* – Les pays donateurs coordonnent leurs actions, simplifient les procédures et mettent en commun l'information pour éviter les doubles emplois.
4. *Gestion axée sur les résultats* – Les pays en développement et les donateurs se concentrent sur la production de résultats – et leur mesure.
5. *Responsabilité mutuelle* – Les donateurs et les pays partenaires en développement sont responsables des résultats obtenus en matière de développement.

La présente édition de *Panorama de l'aide au développement* porte sur la concrétisation de ces principes. Chaque section consacrée à une région particulière contient une étude cas illustrant l'un des principes susmentionnés étant toutefois entendu que ce sont les cinq principes qui, par leur interaction, déterminent le degré d'efficacité de l'aide dans un pays donné.

Un examen de l'efficacité de l'aide au niveau sectoriel offre des exemples concrets de ce que recouvre l'ensemble du processus sur le terrain. De par sa complexité, le secteur de la santé livre des enseignements qui peuvent être utiles pour adapter et affiner le cadre de la Déclaration de Paris, et c'est pourquoi il est l'objet d'une attention particulière, un bref article étant consacré, pour chaque région, à une question spécifique de santé.

### APD par habitant aux pays bénéficiaires, en 2006

Versements nets par habitant en USD



# 1. LE MONDE EN DÉVELOPPEMENT


## 1.2. APD AU MONDE PAR DONNEUR ET BÉNÉFICIAIRE

### ADP par donneur

#### 1.2.1. 10 premiers pays donateurs du CAD

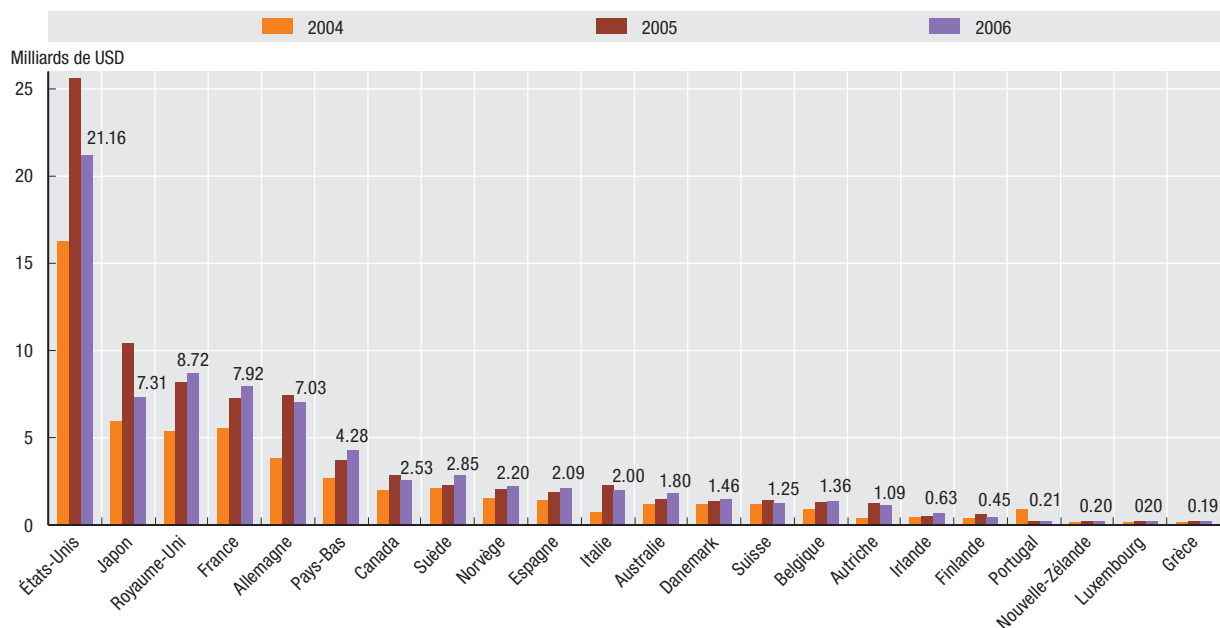
Millions de USD, versements bilatéraux nets

	2004	2005	2006	Moyenne sur 3 ans	% des pays du CAD
1 États-Unis	16 250	25 582	21 162	20 998	29
2 Japon	5 917	10 406	7 313	7 879	11
3 Royaume-Uni	5 361	8 168	8 718	7 416	10
4 France	5 567	7 239	7 919	6 908	10
5 Allemagne	3 823	7 447	7 034	6 101	9
6 Pays-Bas	2 670	3 683	4 282	3 545	5
7 Canada	1 991	2 833	2 531	2 452	3
8 Suède	2 076	2 256	2 852	2 395	3
9 Norvège	1 536	2 033	2 198	1 922	3
10 Espagne	1 400	1 863	2 092	1 785	3
Autres pays du CAD	7 714	10 936	10 859	9 836	14
<b>Total pays du CAD</b>	<b>54 304</b>	<b>82 445</b>	<b>76 960</b>	<b>71 237</b>	<b>100</b>

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/412306640874>

#### 1.2.2. L'aide des pays donateurs du CAD

Milliards de USD, valeurs montrées pour 2006, versement bilatéraux nets



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/412306640874>



## 1.2. APD AU MONDE PAR DONNEUR ET BÉNÉFICIAIRE

### ADP par donneur

#### 1.2.3. APD par pays donneur du CAD

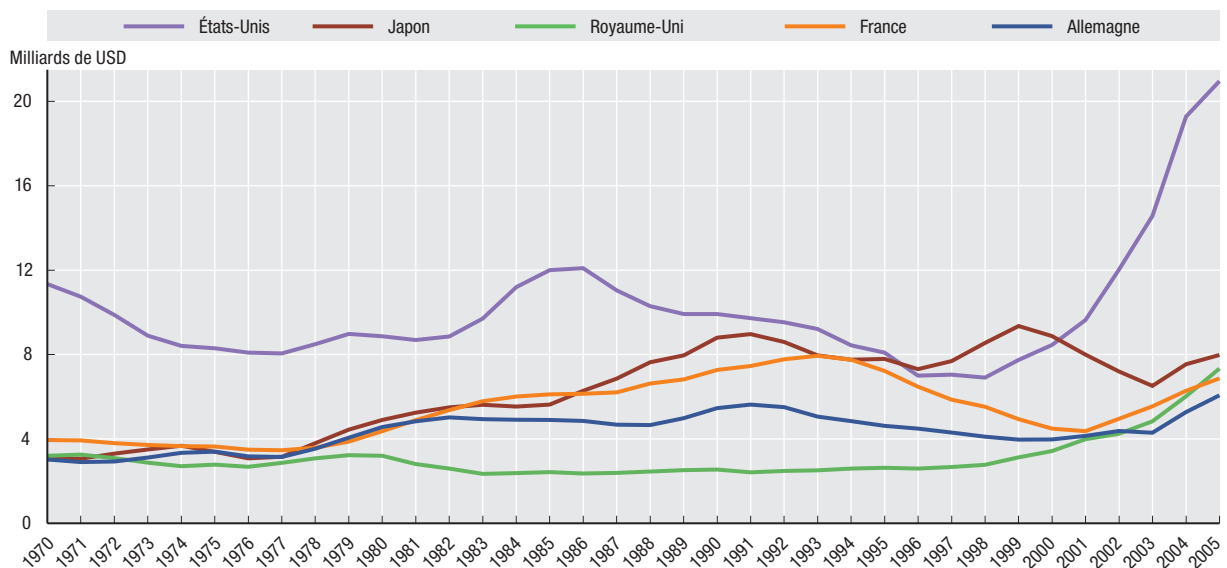
Millions de USD, prix et taux de change constants de 2005, moyennes pluriannuelles, versements bilatéraux nets

	1970-79	1980-89	1990-99	2000-06	2000-06 % des pays du CAD
Allemagne	3 255	4 809	4 835	5 025	9
Australie	1 012	1 014	1 070	1 319	2
Autriche	125	345	265	639	1
Belgique	692	745	615	1 099	2
Canada	1 349	1 795	1 965	2 065	4
Danemark	380	682	1 132	1 399	2
Espagne	–	349	1 166	1 606	3
États-Unis	9 088	10 260	8 350	15 331	26
Finlande	58	290	352	393	1
France	3 704	5 844	6 860	5 668	10
Grèce	–	–	27	181	0
Irlande	7	41	116	406	1
Italie	322	2 051	1 805	1 267	2
Japon	3 445	6 108	8 317	7 777	13
Luxembourg	–	–	62	175	0
Norvège	337	879	1 364	1 761	3
Nouvelle-Zélande	131	128	133	176	0
Pays-Bas	1 386	2 390	2 646	3 423	6
Portugal	–	38	251	338	1
Royaume-Uni	3 007	2 546	2 599	5 497	9
Suède	757	1 275	1 479	2 030	3
Suisse	228	563	808	1 088	2
<b>Total pays du CAD</b>	<b>29 282</b>	<b>42 152</b>	<b>46 218</b>	<b>58 665</b>	<b>100</b>
CE	1 947	3 340	5 530	7 936	–

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/412323037134>

#### 1.2.4. APD par principaux pays donneurs du CAD depuis 1970

Milliards de USD, prix et taux de change constants en 2005, moyennes mobiles sur 3 ans, versements bilatéraux nets



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/412323037134>

# 1. LE MONDE EN DÉVELOPPEMENT


## 1.2. APD AU MONDE PAR DONNEUR ET BÉNÉFICIAIRE

### ADP par donneur

#### 1.2.5. 10 premiers donateurs multilatéraux

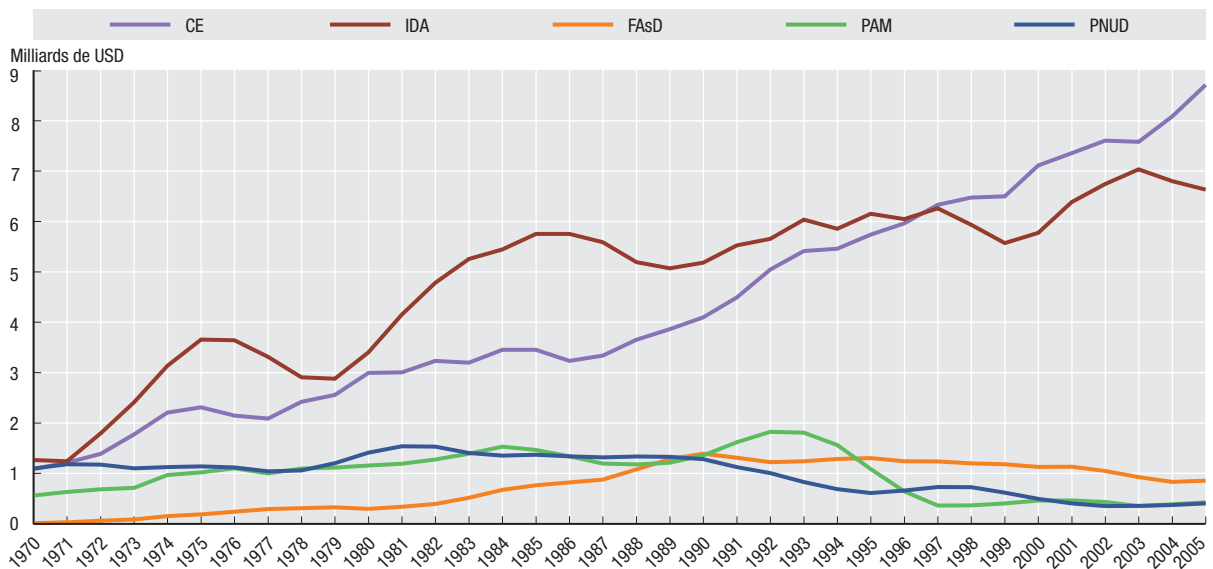
Millions de USD, versements nets

	2004	2005	2006	Moyenne sur 3 ans	% du total multilatéraux
1 CE	8 068	8 687	9 489	<b>8 748</b>	39
2 IDA	7 283	6 611	5 996	<b>6 630</b>	30
3 FAsD	919	852	1 541	<b>1 104</b>	5
4 FMSTP	586	995	1 252	<b>944</b>	4
5 FAsD	694	859	1 020	<b>858</b>	4
6 UNICEF	650	711	740	<b>700</b>	3
7 UNRWA	449	508	600	<b>519</b>	2
8 ATNU	434	580	371	<b>461</b>	2
9 HCR	253	555	473	<b>427</b>	2
10 PNUD	374	399	437	<b>403</b>	2
Autres multilatéraux	1 547	1 082	1 929	<b>1 519</b>	7
<b>Total multilatéraux</b>	<b>21 257</b>	<b>21 838</b>	<b>23 847</b>	<b>22 314</b>	<b>100</b>

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/414275386453>

#### 1.2.6. APD par principaux donateurs multilatéraux depuis 1970

Milliards de USD, prix et taux de change constants en 2005, moyennes mobiles sur 3 ans, versements nets



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/412324710403>





## 1.2. APD AU MONDE PAR DONNEUR ET BÉNÉFICIAIRE

### ADP par bénéficiaire

#### 1.2.7. 10 premiers bénéficiaires d'APD

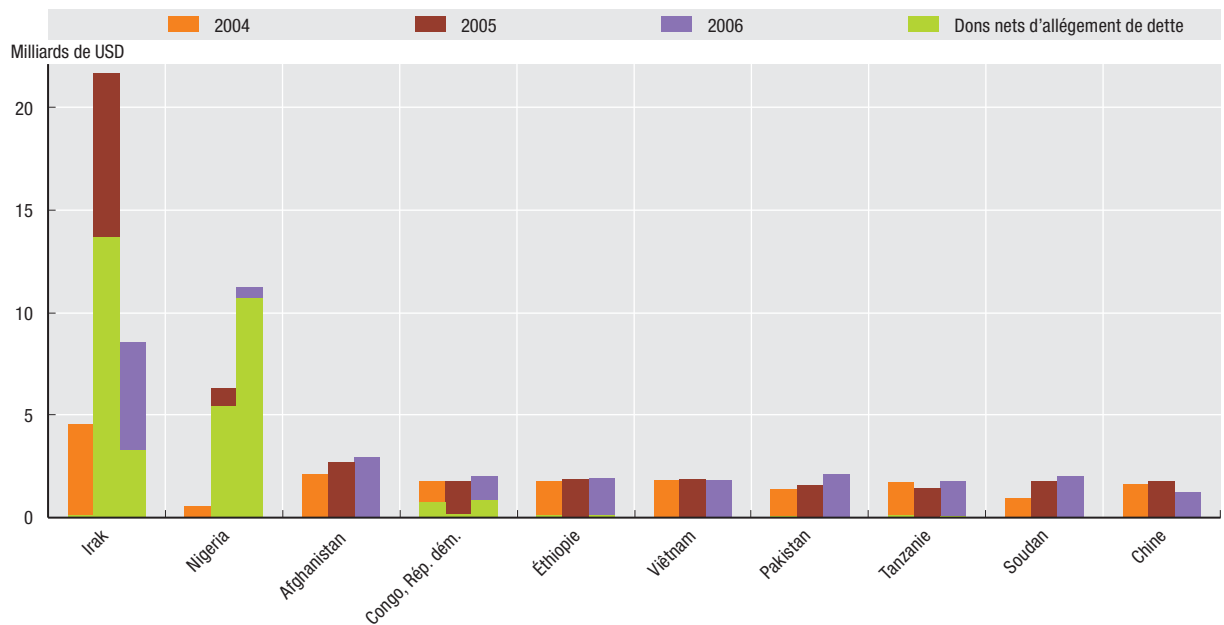
Millions de USD, montants reçus de tous les donateurs, recettes nettes d'APD

	2004	2005	2006	Moyenne sur 3 ans	% total bénéficiaires
1 Irak	4 650	22 052	8 661	<b>11 788</b>	12
2 Nigeria	578	6 416	11 434	<b>6 143</b>	6
3 Afghanistan	2 171	2 752	3 000	<b>2 641</b>	3
4 Congo, Rép. dém.	1 824	1 827	2 056	<b>1 902</b>	2
5 Éthiopie	1 806	1 910	1 947	<b>1 888</b>	2
6 Viêtnam	1 840	1 907	1 846	<b>1 865</b>	2
7 Pakistan	1 424	1 626	2 147	<b>1 732</b>	2
8 Tanzanie	1 751	1 481	1 825	<b>1 686</b>	2
9 Soudan	992	1 832	2 058	<b>1 627</b>	2
10 Chine	1 685	1 802	1 245	<b>1 577</b>	2
Autres bénéficiaires	60 072	63 687	69 072	<b>64 277</b>	66
<b>Total bénéficiaires de l'APD</b>	<b>78 793</b>	<b>107 292</b>	<b>105 292</b>	<b>97 126</b>	<b>100</b>

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/412326231263>

#### 1.2.8. 10 premiers bénéficiaires d'APD et indications de la part allouée aux annulations de dettes

Milliards de USD, versements nets



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/412326231263>

# 1. LE MONDE EN DÉVELOPPEMENT

## 1.2. APD AU MONDE PAR DONNEUR ET BÉNÉFICIAIRE

### ADP par bénéficiaire

#### 1.2.9. APD par pays bénéficiaire

Millions de USD, prix et taux de change constants de 2005, 50 premiers pays bénéficiaires depuis 1970, recettes nettes

	2000-06	1970-79	1980-89	1990-99	2000-06	2003	2004	2005	2006
	Part (%)	Moyennes annuelles				Montants annuels			
Afghanistan	2.1	211	63	276	1 730	1 772	2 226	2 752	2 915
Algérie	0.4	492	323	318	316	268	321	371	201
Bangladesh	1.7	1 702	2 566	1 819	1 362	1 567	1 448	1 336	1 186
Bolivie	1.0	222	461	756	785	1 030	784	632	573
Burkina Faso	0.8	278	440	512	625	572	637	681	849
Cameroun	1.0	378	444	649	847	1 009	788	417	1 633
Chine	2.0	4	1 734	2 935	1 680	1 433	1 674	1 802	1 265
Congo, Rép. dém.	2.4	656	860	356	1 978	6 053	1 861	1 827	1 998
Côte d'Ivoire	0.5	306	401	1 030	428	285	165	110	245
Égypte	1.6	3 933	2 764	3 586	1 302	1 083	1 488	995	848
Éthiopie	2.0	335	954	1 116	1 637	1 763	1 852	1 910	1 895
Ghana	1.2	271	546	762	1 029	1 068	1 400	1 125	1 146
Honduras	0.8	127	393	479	626	436	665	679	583
Inde	1.8	3 932	3 619	2 177	1 491	956	717	1 728	1 342
Indonésie	1.9	2 273	1 837	1 697	1 584	1 889	160	2 522	1 356
Irak	6.6	114	32	283	5 461	2 468	4 753	22 052	8 491
Israël	0.0	1 232	2 119	1 312	–	–	–	–	–
Jordanie	0.9	1 085	1 403	623	725	1 338	618	668	562
Kenya	0.8	494	1 028	855	673	584	667	767	925
Madagascar	0.9	254	485	513	703	605	1 274	914	738
Malawi	0.7	229	385	586	562	580	515	578	649
Mali	0.7	310	626	531	610	610	583	699	804
Maroc	0.9	752	1 187	922	712	608	719	694	1 023
Mozambique	1.9	109	751	1 346	1 537	1 171	1 268	1 277	1 573
Myanmar	0.2	355	606	120	138	138	126	145	145
Népal	0.6	172	494	483	475	518	436	425	503
Nicaragua	1.1	124	310	725	912	937	1 261	740	715
Niger	0.5	335	489	389	427	514	552	511	391
Nigeria	3.4	287	139	275	2 776	343	592	6 416	11 271
Ouganda	1.4	122	409	868	1 162	1 098	1 224	1 177	1 508
Pakistan	2.1	1 861	1 788	1 212	1 734	1 165	1 449	1 626	2 107
Papouasie-Nlle-Guinée	0.4	735	578	462	305	280	290	266	271
Pérou	0.6	321	497	516	504	540	481	477	453
Philippines	0.7	613	949	1 162	617	751	450	564	571
Rwanda	0.6	220	363	515	475	378	497	571	570
Sénégal	0.8	408	833	724	679	503	1 057	672	805
Serbie	2.0	–	–	141	1 619	1 486	1 198	1 136	1 542
Somalie	0.3	342	837	423	232	199	208	237	379
Soudan	1.1	602	1 589	524	931	688	1 023	1 832	1 995
Sri Lanka	0.8	441	909	653	625	748	527	1 192	791
Syrie	0.1	1 592	1 617	391	121	134	109	79	22
Tanzanie	2.0	688	1 401	1 264	1 661	1 928	1 791	1 481	1 775
Thaïlande	0.0	433	870	784	–2	–963	51	–165	–253
Tunisie	0.5	587	453	286	376	332	331	365	422
Turquie	0.5	592	819	522	390	194	293	459	559
Viêtnam	2.2	1 459	359	863	1 840	1 945	1 855	1 907	1 848
Yémen	0.5	640	840	366	404	259	257	336	277
Zambie	1.1	278	645	993	932	668	1 152	935	1 388
Zimbabwe	0.3	16	461	528	249	212	191	376	272
Zones/ad. palestinienne	1.5	–	–	418	1 265	1 091	1 148	1 116	1 411
<b>Total Afrique</b>	<b>36.1</b>	<b>15 852</b>	<b>24 521</b>	<b>26 293</b>	<b>29 789</b>	<b>30 041</b>	<b>30 022</b>	<b>35 156</b>	<b>42 382</b>
<b>Total Amérique</b>	<b>8.2</b>	<b>4 314</b>	<b>6 147</b>	<b>7 100</b>	<b>6 729</b>	<b>6 693</b>	<b>6 925</b>	<b>6 550</b>	<b>6 730</b>
<b>Total Asie</b>	<b>32.4</b>	<b>21 578</b>	<b>24 860</b>	<b>21 112</b>	<b>26 727</b>	<b>22 203</b>	<b>23 251</b>	<b>45 600</b>	<b>32 204</b>
<b>Total Europe</b>	<b>5.7</b>	<b>1 036</b>	<b>1 231</b>	<b>2 880</b>	<b>4 713</b>	<b>3 935</b>	<b>3 686</b>	<b>4 040</b>	<b>4 894</b>
<b>Total Océanie</b>	<b>1.3</b>	<b>1 760</b>	<b>2 120</b>	<b>1 983</b>	<b>1 051</b>	<b>968</b>	<b>988</b>	<b>1 144</b>	<b>1 112</b>
<b>Régions non spécifiées</b>	<b>16.4</b>	<b>5 170</b>	<b>8 205</b>	<b>8 655</b>	<b>13 538</b>	<b>14 556</b>	<b>15 683</b>	<b>14 802</b>	<b>15 576</b>
<b>Total monde en développement</b>	<b>100.0</b>	<b>49 711</b>	<b>67 084</b>	<b>68 023</b>	<b>82 547</b>	<b>78 397</b>	<b>80 556</b>	<b>107 292</b>	<b>102 899</b>

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/412328318471>

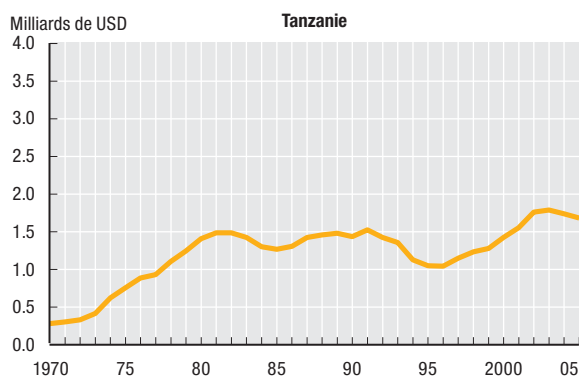
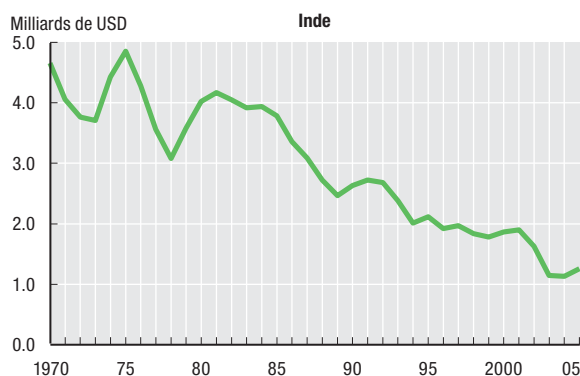
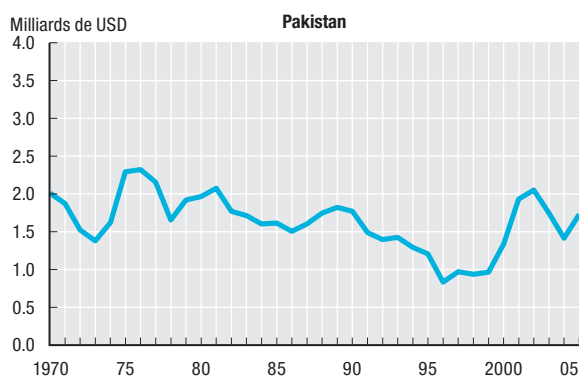
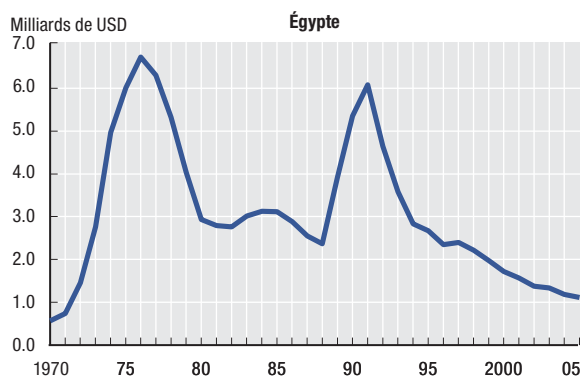
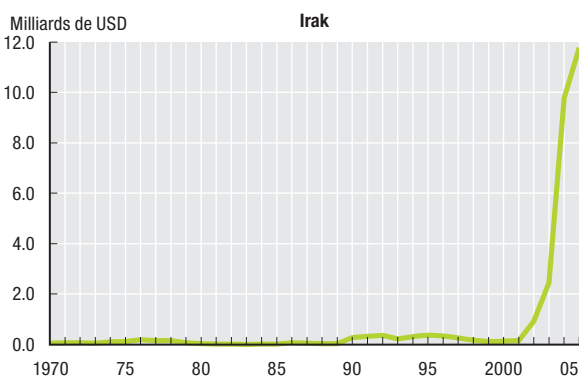
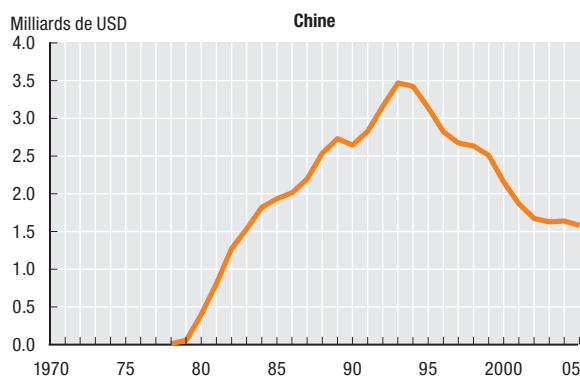
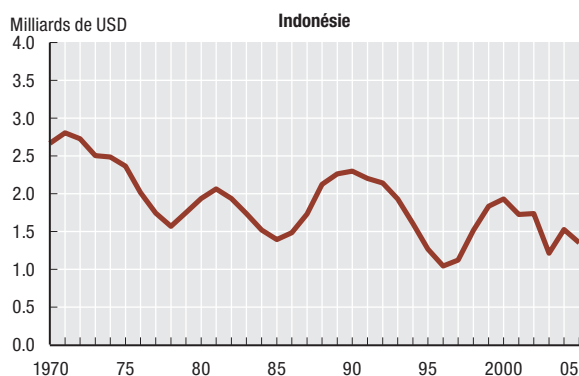
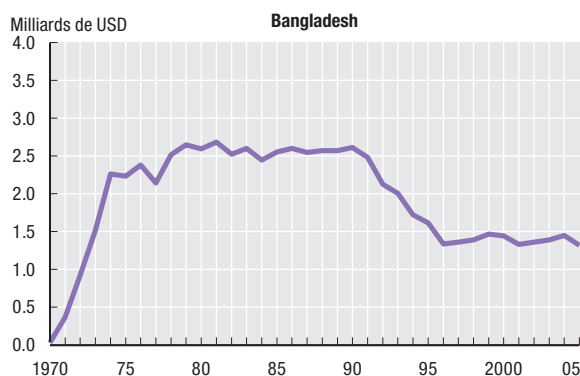


## 1.2. APD AU MONDE PAR DONNEUR ET BÉNÉFICIAIRE

### ADP par bénéficiaire

#### 1.2.10. Tendances de l'aide aux principaux bénéficiaires depuis 1970

Milliards de USD, prix et taux de change constants en 2004, moyennes mobiles sur 3 ans, versements nets



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/412328318471>

### 1.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD MONDIALE

#### AIDE SECTORIELLE : GROS PLAN SUR L'EFFICACITÉ DE L'AIDE EN MATIÈRE DE SANTÉ

Un volume d'aide substantiel est maintenant accordé au secteur de la santé dont l'importance est de plus en plus largement reconnue. Les engagements bilatéraux totaux en faveur de la santé sont passés de 5.3 % de l'APD durant la période 1980-1984 à 7.8 % en 2006. Les engagements d'APD en faveur de ce secteur ont, quant à eux, doublé entre 2003 et 2006 puisqu'ils sont passés de 4.8 milliards USD à 9.6 milliards USD.

Les sommes provenant de programmes mondiaux et d'organismes philanthropiques représentent 20 à 25 % de l'aide au développement destinée au secteur de la santé et il existerait aujourd'hui entre 80 et 100 partenariats mondiaux en matière de santé, selon la définition retenue. Leur présence grandissante s'est traduite par une augmentation du nombre, déjà important, d'instruments et de mécanismes d'aide, posant ainsi un défi aux pays qui possèdent des capacités limitées de gérer et d'utiliser efficacement l'aide. De fait, la santé est l'un des secteurs d'intervention les plus complexes et les plus fragmentés – sinon le secteur qui l'est le plus. Un autre problème vient du fait que, comme une part sans cesse croissante de l'aide est acheminée par l'intermédiaire de fonds orientés vers des maladies ou des sous-secteurs particuliers (programmes « verticaux »), l'aide n'est pas alignée sur les priorités des gouvernements des pays en développement. Quelque 20 % seulement de l'aide à la santé va au soutien budgétaire, général ou sectoriel, et sert à financer des programmes globaux des autorités nationales tandis que la moitié environ de cette aide ne passe pas par le budget.

Face à ces évolutions, il est d'autant plus urgent de s'attaquer à la question de l'efficacité de l'aide dans le secteur de la santé. Il faut accroître la prévisibilité et la durabilité des financements et renforcer dans le même temps la coordination et l'harmonisation. La Déclaration de Paris offre un cadre pour mener cette action. Dix-sept principes de pratiques optimales pour les partenariats mondiaux en matière de santé ont été dérivés des cinq grands principes énoncés dans la Déclaration (appropriation, alignement, harmonisation, gestion axée sur les résultats et responsabilité mutuelle), parmi lesquels une place privilégiée a été faite à l'alignement. D'autres principes ont été élaborés aussi bien pour les partenariats de plus grande envergure dotés de dispositifs formels de gouvernance que pour les travaux sur le VIH/sida.

#### Des évolutions positives sont visibles dans un certain nombre de domaines

On relève un regain d'intérêt pour le renforcement des systèmes de santé et un accroissement des investissements dans ce domaine, ce qui favorise un meilleur alignement de l'aide sur les priorités nationales et contribue à corriger des distorsions provoquées par les programmes verticaux. L'harmonisation et l'alignement de l'aide s'améliorent également grâce à des dispositifs comme l'Outil national d'harmonisation et d'alignement (CHAT) relatif au VIH/sida. La gestion axée sur les résultats et la répartition des financements en fonction des résultats tendent aussi à se généraliser. Le Réseau de métrologie sanitaire, créé pour répondre aux préoccupations suscitées par l'absence de données de qualité dans le domaine de la santé qui ont été exprimées au Forum à haut niveau sur les OMD relatifs à la santé, facilite la planification et le suivi des besoins et des dépenses en matière de santé. Enfin, des progrès sont également observés en ce qui concerne la mise en place de contrats de responsabilité mutuelle. Toutes ces initiatives ont débouché sur des améliorations notables dans des domaines comme la mortalité infantile, la lutte contre le paludisme et la tuberculose, et le traitement du VIH/sida.

#### Des progrès doivent être réalisés à d'autres égards :

- Il convient de redoubler d'efforts pour faire en sorte que l'aide concoure plus efficacement à améliorer la situation sanitaire des plus pauvres.
- Des progrès rapides et à grande échelle sont indispensables pour relever les grands défis qui se posent dans des domaines comme la mortalité maternelle et infantile, l'accès à l'eau potable et le changement climatique.
- Des efforts plus soutenus doivent être déployés pour réduire la fragmentation de l'aide, éviter les distorsions liées à la préaffectation des financements, faire baisser les coûts de transaction et définir des stratégies en matière de santé qui soient axées sur les résultats et placées sous la conduite des pays.
- De récentes initiatives mondiales en faveur de la santé ont été centrées sur les pays ou régions où



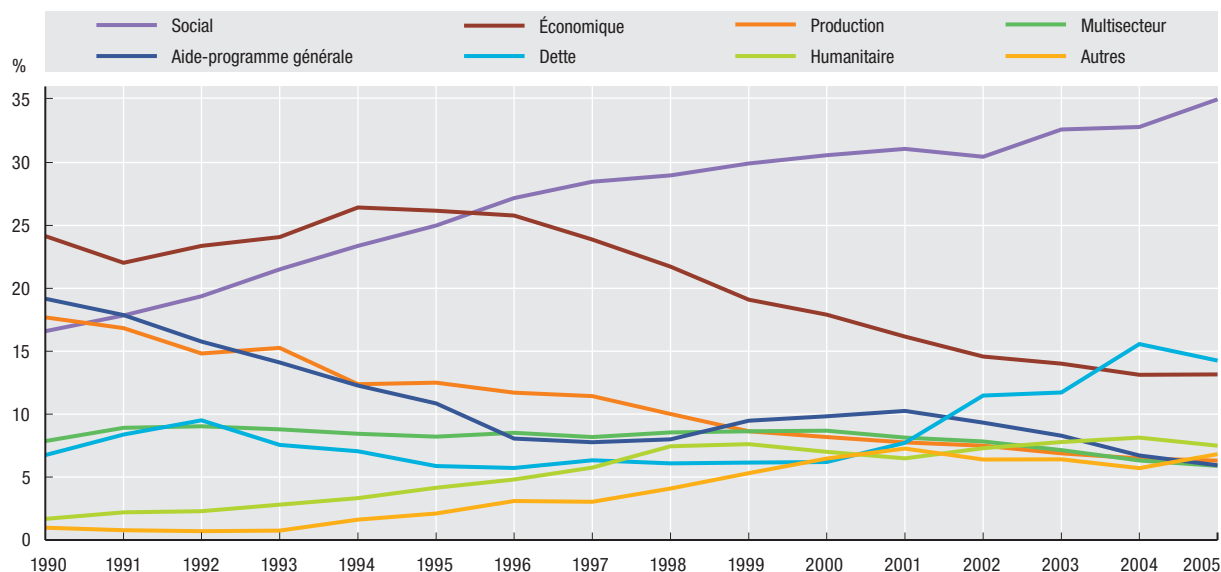
### 1.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD MONDIALE

les besoins sont les plus grands. Il importe que ces programmes pilotes fassent l'objet d'un suivi efficace de sorte que des enseignements puissent en être dégagés avant d'être mis en commun.

- Les États fragiles reçoivent, en moyenne, une aide par habitant inférieure de 40 % à celle dont bénéficient les autres pays. Il importe que dans le cadre des nouvelles initiatives, une attention particulière soit prêtée aux besoins de ces pays.

#### 1.3.1. APD par secteur depuis 1990

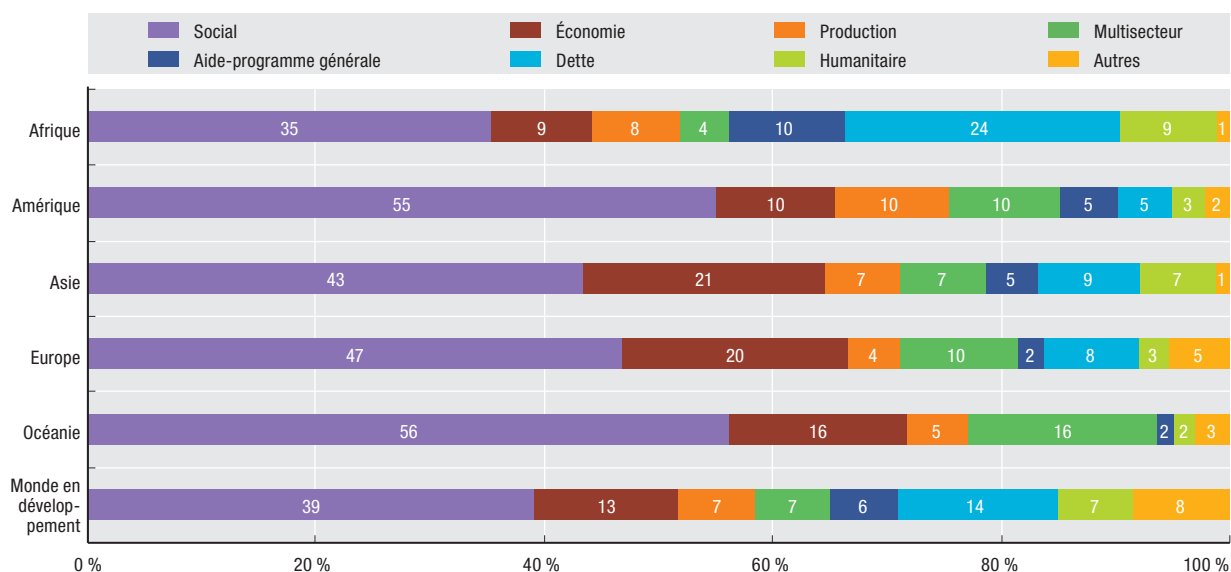
En pourcentage de l'APD totale, moyennes mobiles sur 3 ans, engagements



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/412360820828>

#### 1.3.2. APD par région et par secteur en 2006

En pourcentage de l'APD totale engagée pour chaque pays



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/412360820828>

# 1. LE MONDE EN DÉVELOPPEMENT

## 1.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD MONDIALE

### 1.3.3. APD par donneur et par secteur en 2006

En pourcentage du total des engagements bilatéraux

	Allemagne	Australie	Autriche	Belgique	Canada	Danemark	Espagne	États-Unis	Finlande	France	Grèce	Irlande	Italie	Japon
<b>Sociale</b>	<b>34.4</b>	<b>50.6</b>	<b>19.6</b>	<b>38.6</b>	<b>49.4</b>	<b>31.8</b>	<b>29.1</b>	<b>43.6</b>	<b>39.3</b>	<b>27.1</b>	<b>56.2</b>	<b>56.6</b>	-	<b>23.1</b>
Éducation	14.4	8.2	9.7	10.4	12.8	1.2	8.6	2.0	5.6	15.8	11.9	10.1	-	6.9
<i>Dont : éducation de base</i>	1.1	1.8	0.3	1.9	9.2	0.9	1.6	1.1	0.8	1.1	0.0	5.8	-	0.8
Santé	2.6	10.7	1.7	7.0	8.1	7.7	4.4	5.6	8.1	3.4	12.1	13.3	-	2.2
<i>Dont : santé de base</i>	1.6	8.0	1.4	5.0	5.8	3.1	2.7	4.9	2.2	0.2	11.1	6.8	-	1.2
Population, santé et fertilité	2.4	2.7	0.4	1.4	3.0	2.2	1.5	11.7	1.3	-	4.0	11.3	-	0.1
Distribution d'eau et assainissement	5.2	0.5	1.9	4.4	0.9	10.6	2.1	3.4	7.4	2.7	0.5	2.7	-	9.7
Gouvernement et société civile	7.1	27.2	5.3	10.8	19.8	8.9	7.1	10.7	15.3	0.9	23.5	13.7	-	2.9
Autres infrast. et services sociaux	2.6	1.2	0.7	4.7	4.6	1.4	5.4	10.4	1.7	4.4	4.3	5.5	-	1.3
<b>Économique</b>	<b>14.5</b>	<b>3.2</b>	<b>1.4</b>	<b>6.9</b>	<b>3.4</b>	<b>9.8</b>	<b>22.4</b>	<b>13.4</b>	<b>5.1</b>	<b>6.7</b>	<b>8.1</b>	<b>1.1</b>	-	<b>26.6</b>
Transport, communication	3.2	1.7	0.2	3.6	1.3	4.4	20.1	3.8	1.5	4.4	7.2	0.6	-	16.8
Énergie	5.2	0.4	0.7	0.1	0.8	2.4	2.0	5.7	2.8	1.1	0.2	0.0	-	9.5
Banques/Services aux entreprises	6.1	1.1	0.5	3.2	1.3	2.9	0.3	3.9	0.8	1.3	0.8	0.5	-	0.3
<b>Production</b>	<b>5.3</b>	<b>4.5</b>	<b>1.6</b>	<b>5.8</b>	<b>7.9</b>	<b>7.5</b>	<b>3.9</b>	<b>5.2</b>	<b>8.3</b>	<b>3.1</b>	<b>5.7</b>	<b>4.7</b>	-	<b>8.6</b>
Agriculture, sylviculture et pêche	3.8	4.0	0.9	4.8	6.3	5.3	2.7	2.6	4.0	2.2	1.5	4.2	-	4.6
Industrie, industries extractives et construction	1.3	0.2	0.4	0.8	0.8	2.2	0.8	1.3	2.1	0.2	3.9	0.3	-	1.1
Commerce et tourisme	0.2	0.2	0.4	0.2	0.8	0.0	0.4	1.3	2.2	0.7	0.3	0.2	-	2.9
<b>Multisecteur</b>	<b>5.7</b>	<b>11.4</b>	<b>2.0</b>	<b>4.0</b>	<b>4.4</b>	<b>5.1</b>	<b>5.8</b>	<b>7.2</b>	<b>12.9</b>	<b>7.6</b>	<b>5.4</b>	<b>2.8</b>	-	<b>4.1</b>
<b>Aide-programme générale</b>	<b>1.3</b>	<b>0.2</b>	<b>0.1</b>	<b>1.1</b>	<b>1.0</b>	<b>10.2</b>	<b>5.2</b>	<b>5.4</b>	<b>10.3</b>	<b>4.1</b>	<b>1.7</b>	<b>4.9</b>	-	<b>1.4</b>
<b>Dette</b>	<b>32.0</b>	<b>14.6</b>	<b>66.3</b>	<b>26.1</b>	<b>11.1</b>	<b>18.7</b>	<b>19.6</b>	<b>6.9</b>	<b>0.3</b>	<b>41.2</b>	-	-	-	<b>29.7</b>
<b>Humanitaire</b>	<b>3.7</b>	<b>11.1</b>	<b>1.2</b>	<b>5.7</b>	<b>13.4</b>	<b>9.2</b>	<b>5.0</b>	<b>11.4</b>	<b>9.9</b>	<b>0.5</b>	<b>10.1</b>	<b>22.2</b>	-	<b>2.4</b>
<b>Autres</b>	<b>3.1</b>	<b>4.5</b>	<b>7.9</b>	<b>11.8</b>	<b>9.4</b>	<b>7.7</b>	<b>9.0</b>	<b>6.8</b>	<b>13.9</b>	<b>9.6</b>	<b>12.7</b>	<b>7.6</b>	-	<b>4.0</b>
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	-	<b>100</b>
Aide alimentaire (aide d'urgence et à visée développementale)	1.0	2.4	0.2	1.4	6.7	0.9	1.4	8.2	1.8	0.4	0.6	2.3	-	0.7



## 1.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD MONDIALE

## 1.3.3. APD par donneur et par secteur en 2006 (suite)

En pourcentage du total des engagements bilatéraux

Pourcentage des financements multilatéraux

	Luxembourg	Norvège	Nouvelle-Zélande	Pays-Bas	Portugal	Royaume-Uni	Suède	Suisse	Total des pays du CAD	CE	Banque mondiale (IDA)	UNICEF et ONUSIDA	Total des organismes multilatéraux
<b>Sociale</b>	<b>47.9</b>	<b>43.6</b>	<b>47.7</b>	<b>31.5</b>	<b>74.2</b>	<b>54.7</b>	<b>45.0</b>	<b>23.4</b>	<b>36.9</b>	<b>37.7</b>	<b>44.9</b>	<b>75.0</b>	<b>46.0</b>
Éducation	14.9	8.8	20.2	12.6	34.7	13.0	5.8	4.9	8.7	4.8	8.3	4.2	6.3
<i>Dont : éducation de base</i>	2.7	3.8	5.9	10.5	3.3	7.6	3.5	1.4	3.0	1.6	2.5	3.9	1.8
Santé	15.1	10.7	6.3	5.5	5.5	12.3	9.1	2.6	5.5	3.8	7.6	9.0	7.2
<i>Dont : santé de base</i>	8.7	7.0	2.7	2.5	1.1	5.9	6.0	1.4	3.4	2.8	5.9	8.2	6.0
Population, santé et fertilité	6.4	2.7	3.7	1.8	0.0	11.1	1.2	0.1	4.8	0.9	4.5	46.8	7.5
Distribution d'eau et assainissement	5.2	1.0	1.1	4.4	0.3	1.9	2.4	2.8	4.2	5.9	10.7	2.8	8.9
Gouvernement et société civile	3.0	17.6	15.4	6.2	23.2	11.7	22.8	12.1	8.9	19.4	13.2	0.1	13.6
Autres infrast. et services sociaux	3.3	2.9	1.0	0.9	10.5	4.6	3.7	0.9	4.7	2.9	0.7	12.2	2.6
<b>Économique</b>	<b>3.3</b>	<b>5.9</b>	<b>8.2</b>	<b>6.5</b>	<b>3.6</b>	<b>4.3</b>	<b>4.1</b>	<b>8.2</b>	<b>12.0</b>	<b>13.5</b>	<b>20.6</b>	<b>-</b>	<b>14.7</b>
Transport, communication	1.2	0.6	6.4	0.2	3.2	1.4	1.5	2.0	5.1	9.0	12.3	-	9.6
Énergie	0.2	3.4	0.8	1.1	-	0.1	1.0	1.8	3.9	4.3	7.5	-	4.6
Banques/Services aux entreprises	1.9	2.0	1.0	5.2	0.5	2.7	1.7	4.5	2.9	0.1	0.8	-	0.6
<b>Production</b>	<b>4.4</b>	<b>6.3</b>	<b>7.7</b>	<b>1.9</b>	<b>1.7</b>	<b>4.8</b>	<b>6.5</b>	<b>6.9</b>	<b>5.2</b>	<b>12.7</b>	<b>12.0</b>	<b>-</b>	<b>11.6</b>
Agriculture, sylviculture et pêche	2.7	4.6	4.7	1.3	0.8	2.1	5.1	4.5	3.1	3.1	10.9	-	6.9
Industrie, industries extractives et construction	1.0	0.8	1.0	0.0	0.8	1.6	0.6	0.6	0.9	5.9	1.2	-	3.1
Commerce et tourisme	0.6	0.8	2.0	0.6	0.1	1.2	0.8	1.8	1.1	3.6	-	-	1.6
<b>Multisecteur</b>	<b>8.8</b>	<b>8.3</b>	<b>6.8</b>	<b>3.4</b>	<b>5.0</b>	<b>5.7</b>	<b>7.1</b>	<b>16.6</b>	<b>6.1</b>	<b>10.8</b>	<b>4.5</b>	<b>0.0</b>	<b>8.5</b>
<b>Aide-programme générale</b>	<b>3.9</b>	<b>6.2</b>	<b>3.8</b>	<b>3.0</b>	<b>0.8</b>	<b>19.7</b>	<b>5.7</b>	<b>3.3</b>	<b>4.8</b>	<b>7.0</b>	<b>17.5</b>	<b>-</b>	<b>9.8</b>
<b>Dette</b>	<b>-</b>	<b>8.5</b>	<b>-</b>	<b>14.4</b>	<b>-</b>	<b>0.4</b>	<b>9.6</b>	<b>7.9</b>	<b>18.2</b>	<b>-</b>	<b>0.2</b>	<b>-</b>	<b>0.1</b>
<b>Humanitaire</b>	<b>18.2</b>	<b>11.7</b>	<b>7.4</b>	<b>3.6</b>	<b>3.7</b>	<b>10.4</b>	<b>8.5</b>	<b>14.8</b>	<b>6.9</b>	<b>11.4</b>	<b>0.2</b>	<b>-</b>	<b>5.3</b>
<b>Autres</b>	<b>13.6</b>	<b>9.5</b>	<b>18.4</b>	<b>35.7</b>	<b>11.0</b>	<b>-</b>	<b>13.5</b>	<b>19.0</b>	<b>9.8</b>	<b>7.0</b>	<b>-</b>	<b>25.0</b>	<b>4.0</b>
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
Aide alimentaire (aide d'urgence et à visée développementale)	8.9	2.9	1.4	0.5	-	2.0	0.4	4.0	3.1	4.9	-	-	2.2

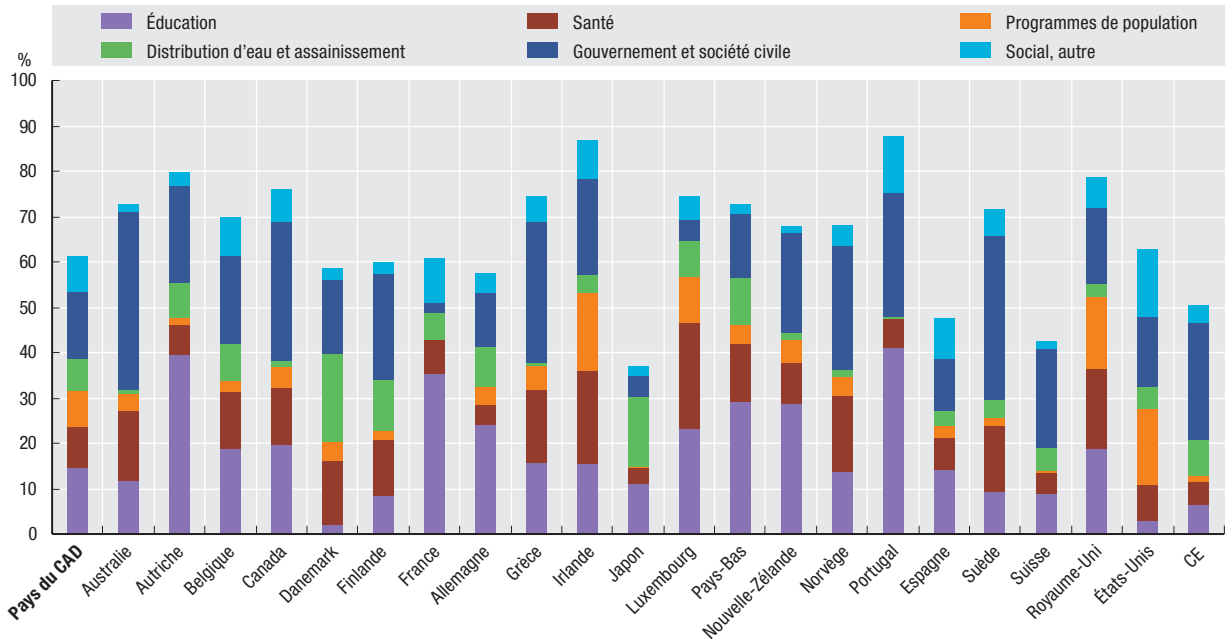
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/412485011755>

# 1. LE MONDE EN DÉVELOPPEMENT

## 1.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD MONDIALE

### 1.3.4. Analyse de l'APD par donneur dans le secteur social

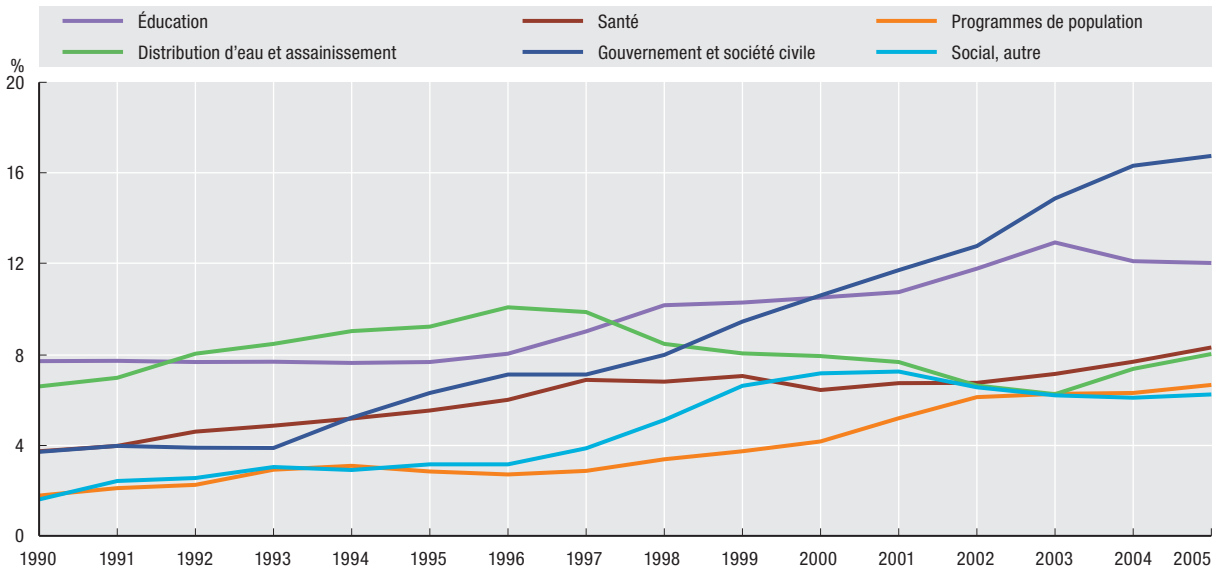
En pourcentage des engagements totaux allouables par secteur pour chaque donneur en 2006



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/412485011755>

### 1.3.5. Analyse de l'APD dans le secteur social depuis 1990

En pourcentage de l'APD totale allouable par secteur, moyennes mobiles sur 3 ans, engagements



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/412548081275>

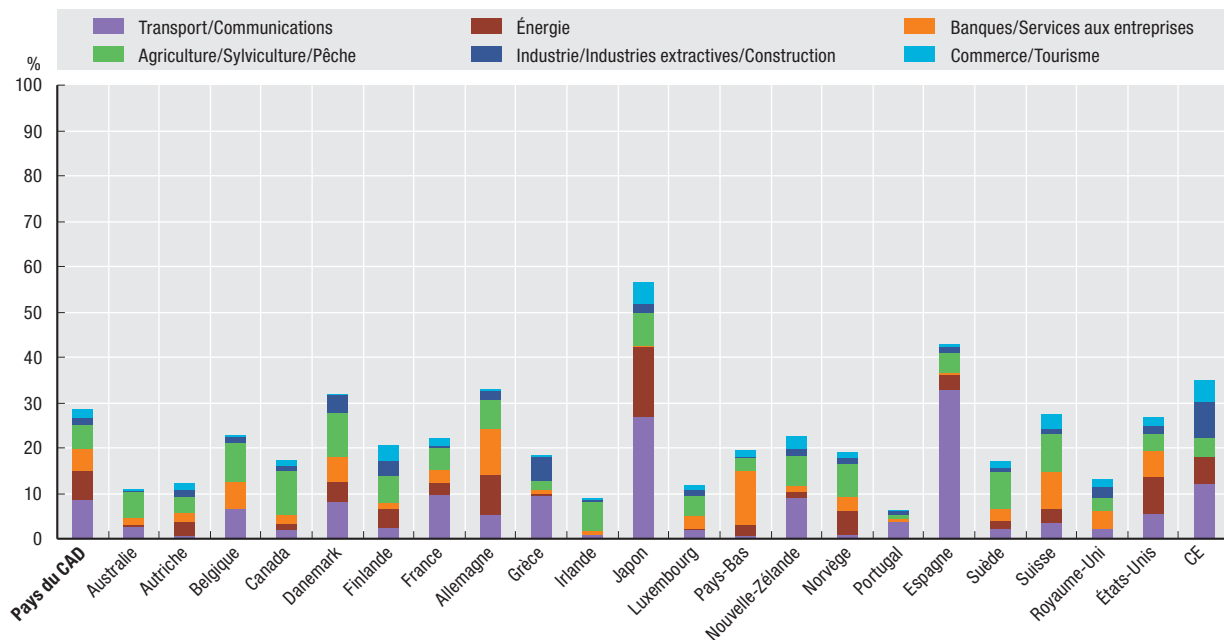




## 1.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD MONDIALE

### 1.3.6. Analyse de l'APD par donneur dans le secteur de l'économie et de la production

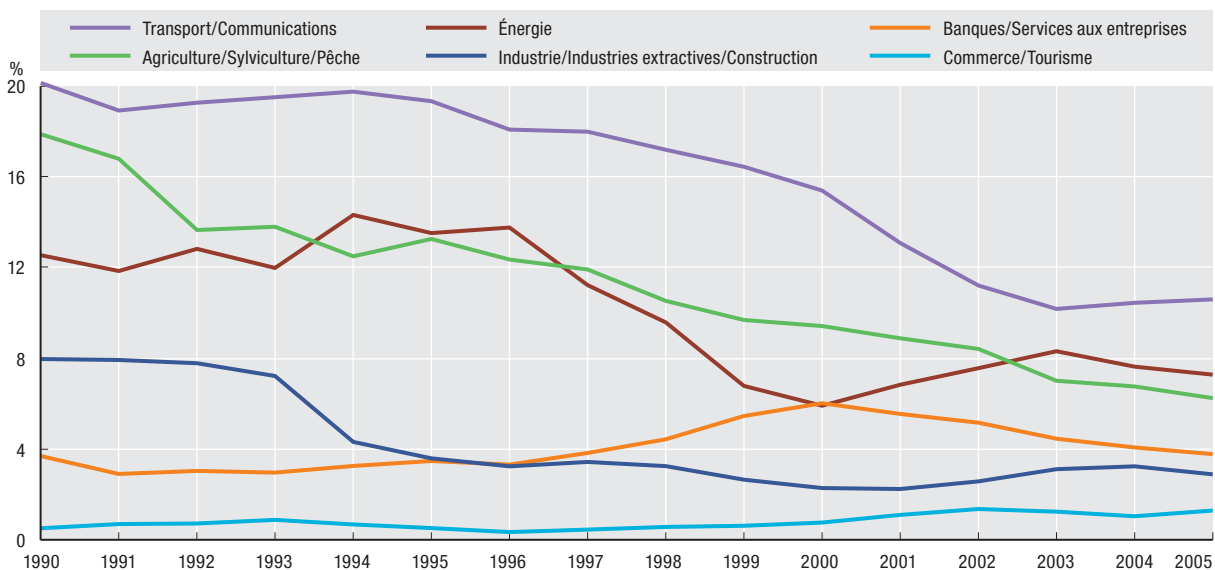
En pourcentage des engagements totaux allouables par secteur pour chaque donneur en 2006



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/412485011755>

### 1.3.7. Analyse de l'APD dans le secteur de l'économie et de la production depuis 1990

En pourcentage de l'APD totale allouable par secteur, moyennes mobiles sur 3 ans, engagements



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/412548081275>

# 1. LE MONDE EN DÉVELOPPEMENT

## 1.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD MONDIALE

### 1.3.8. APD par secteur et par bénéficiaire en 2006

Millions de USD, engagements

	Social	Économie	Production	Multisecteur	Aide-prog. gén.	Dette	Humanitaire	Autres	Total
Afghanistan	1 266	985	151	385	29	–	433	21	<b>3 269</b>
Afrique du Sud	695	24	92	47	0	–	1	11	<b>870</b>
Algérie	222	172	29	9	–	20	20	3	<b>474</b>
Arménie	129	98	158	41	39	1	9	2	<b>477</b>
Bangladesh	1 172	338	149	272	221	249	4	6	<b>2 410</b>
Bénin	312	90	188	98	96	11	1	3	<b>800</b>
Bolivie	410	8	107	46	51	69	5	7	<b>702</b>
Bosnie-Herzégovine	278	135	36	24	0	–	8	4	<b>485</b>
Burkina Faso	298	6	125	79	180	16	4	5	<b>714</b>
Burundi	196	38	23	96	100	14	100	3	<b>570</b>
Cambodge	358	123	70	71	7	–	8	17	<b>653</b>
Cameroun	272	205	48	30	188	1 150	1	5	<b>1 899</b>
Chine	1 480	409	131	352	63	–	3	17	<b>2 454</b>
Colombie	1 303	10	115	32	0	–	100	20	<b>1 580</b>
Congo, Rép. dém.	517	63	78	99	26	868	383	7	<b>2 041</b>
Égypte	468	135	568	91	196	131	5	5	<b>1 599</b>
Éthiopie	1 146	545	109	34	106	32	228	11	<b>2 211</b>
Géorgie	180	332	4	58	88	5	10	3	<b>680</b>
Ghana	561	85	121	81	485	8	9	2	<b>1 351</b>
Guatemala	160	69	22	83	39	179	36	8	<b>598</b>
Haïti	396	39	41	24	53	1	22	5	<b>581</b>
Inde	2 757	1 079	442	167	46	–	17	7	<b>4 515</b>
Indonésie	1 563	764	92	187	113	111	398	15	<b>3 243</b>
Irak	2 064	1 717	362	222	1	2 867	115	21	<b>7 369</b>
Jordanie	281	3	2	56	168	17	4	3	<b>534</b>
Kenya	851	106	186	60	38	70	241	18	<b>1 569</b>
Liban	176	20	25	13	13	–	370	5	<b>622</b>
Madagascar	225	57	69	74	145	28	2	7	<b>607</b>
Malawi	361	40	67	6	146	17	15	2	<b>655</b>
Mali	448	12	67	59	118	25	12	7	<b>748</b>
Maroc	735	331	25	27	0	2	5	19	<b>1 144</b>
Mozambique	597	173	142	37	277	84	8	11	<b>1 329</b>




## 1.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD MONDIALE

## 1.3.8. APD par secteur et par bénéficiaire en 2006 (suite)

Millions de USD, engagements

	Social	Économie	Production	Multisecteur	Aide-prog. gén.	Dette	Humanitaire	Autres	Total
Népal	203	108	73	24	9	32	32	4	<b>484</b>
Nicaragua	404	248	29	209	106	13	3	14	<b>1 026</b>
Niger	242	33	15	60	101	13	61	5	<b>529</b>
Nigeria	898	70	110	95	–	7 313	3	5	<b>8 493</b>
Ouganda	659	59	44	39	193	6	206	7	<b>1 214</b>
Pakistan	786	250	71	92	589	5	408	5	<b>2 207</b>
Pérou	440	24	146	36	46	1	3	5	<b>701</b>
Rwanda	331	49	30	10	237	98	14	3	<b>772</b>
Sénégal	414	94	107	132	38	165	3	14	<b>966</b>
Serbie	527	199	33	136	63	383	28	11	<b>1 380</b>
Soudan	649	90	23	54	36	3	1 184	7	<b>2 047</b>
Sri Lanka	228	223	64	67	18	66	134	7	<b>807</b>
Tanzanie	776	84	129	53	1 542	3	58	16	<b>2 662</b>
Turquie	649	234	4	167	38	–	3	17	<b>1 111</b>
Ukraine	262	146	48	41	–	–	1	3	<b>500</b>
Viêtnam	912	988	171	276	156	54	4	13	<b>2 575</b>
Zambie	580	79	172	22	114	542	24	8	<b>1 541</b>
Zones/ad. palestinienne	654	18	30	58	32	–	255	11	<b>1 058</b>
<b>Afrique</b>	<b>16 318</b>	<b>4 093</b>	<b>3 573</b>	<b>1 954</b>	<b>4 716</b>	<b>11 101</b>	<b>3 969</b>	<b>492</b>	<b>46 216</b>
<b>Amérique</b>	<b>5 023</b>	<b>958</b>	<b>904</b>	<b>894</b>	<b>467</b>	<b>429</b>	<b>266</b>	<b>194</b>	<b>9 135</b>
<b>Asie</b>	<b>16 617</b>	<b>8 094</b>	<b>2 542</b>	<b>2 861</b>	<b>1 750</b>	<b>3 438</b>	<b>2 548</b>	<b>447</b>	<b>38 298</b>
<b>Europe</b>	<b>2 610</b>	<b>1 109</b>	<b>250</b>	<b>579</b>	<b>127</b>	<b>464</b>	<b>146</b>	<b>297</b>	<b>5 583</b>
<b>Océanie</b>	<b>655</b>	<b>181</b>	<b>63</b>	<b>192</b>	<b>18</b>	<b>–</b>	<b>21</b>	<b>35</b>	<b>1 166</b>
<b>Régions non spécifiées</b>	<b>6 204</b>	<b>912</b>	<b>740</b>	<b>1 554</b>	<b>103</b>	<b>1 601</b>	<b>994</b>	<b>8 789</b>	<b>20 896</b>
<b>Total monde en développement</b>	<b>47 428</b>	<b>15 348</b>	<b>8 072</b>	<b>8 034</b>	<b>7 181</b>	<b>17 033</b>	<b>7 944</b>	<b>10 254</b>	<b>121 294</b>

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/414282213588>

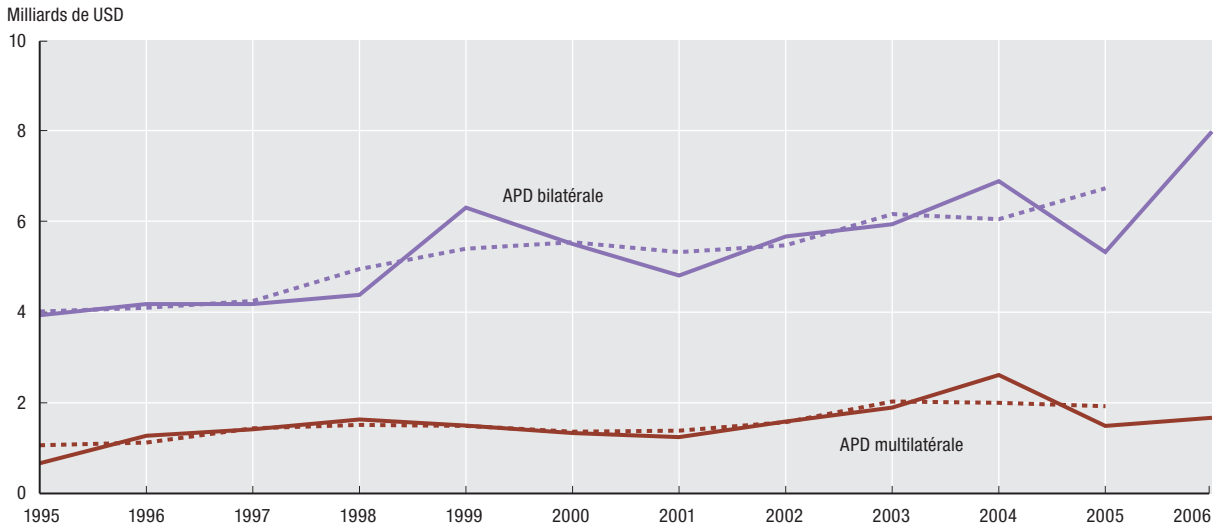
# 1. LE MONDE EN DÉVELOPPEMENT

## 1.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD MONDIALE

### Éducation

#### 1.3.9. APD totale dans le secteur de l'éducation

Milliards de USD, prix et taux de change constants en 2005, engagements  
Montants annuels (lignes continues), moyennes mobiles sur 3 ans (lignes en pointillés)



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/412548363180>

#### 1.3.10. 10 premiers bénéficiaires en 2006

Engagements, en millions de USD

	Chine	Indonésie	Éthiopie	Mali	Maroc	Ghana	Kenya	Bangladesh	Viêtnam	Soudan	Autres	Total
<b>10 premiers donateurs en 2006</b>												
France	134	3	7	15	204	1	3	0	47	1	1 073	<b>1 488</b>
Allemagne	237	62	7	1	57	7	4	5	29	7	951	<b>1 367</b>
Pays-Bas	1	130	38	87	–	12	4	20	10	0	994	<b>1 296</b>
Royaume-Uni	61	–	179	–	–	194	101	3	–	–	369	<b>906</b>
Japon	386	17	3	7	2	5	18	7	65	5	383	<b>899</b>
IDA	–	75	129	–	–	3	63	–	–	149	302	<b>721</b>
CE	12	22	–	–	–	–	–	18	–	–	539	<b>590</b>
États-Unis	–	28	11	4	5	18	4	–	–	0	406	<b>477</b>
Canada	3	–	–	132	1	–	8	12	0	–	127	<b>283</b>
Norvège	1	1	2	0	0	0	1	16	5	8	201	<b>234</b>
Autres donateurs	19	66	23	42	14	2	8	127	35	2	1 247	<b>1 584</b>
<b>Total</b>	<b>853</b>	<b>403</b>	<b>400</b>	<b>289</b>	<b>283</b>	<b>242</b>	<b>214</b>	<b>209</b>	<b>191</b>	<b>173</b>	<b>6 591</b>	<b>9 846</b>

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/412548363180>

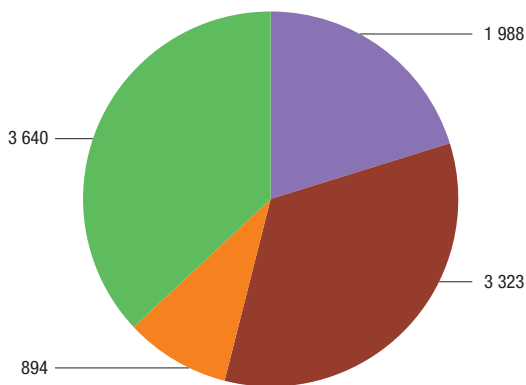


## 1.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD MONDIALE

### Éducation

#### 1.3.11. APD dans le secteur de l'éducation par sous-secteurs en 2006

Millions de USD, engagements



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/412548363180>

#### Objectif du Millénaire pour le développement associé

« Assurer l'éducation primaire pour tous »  
(objectif 2)

« D'ici à 2015, donner à tous les enfants, garçons et filles, partout dans le monde, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires »  
(cible 3)

#### 1.3.12. Engagements d'APD dans le secteur de l'éducation

Millions de USD

	2003	2004	2005	2006
Allemagne	984	1 084	405	1 367
Australie	111	107	137	155
Autriche	75	82	95	105
Belgique	104	154	143	161
Canada	252	163	232	283
Danemark	26	115	125	16
Espagne	141	119	217	231
États-Unis	278	582	619	477
Finlande	40	69	50	33
France	1 128	1 366	1 134	1 488
Grèce	74	21	38	23
Irlande	51	52	58	64
Italie	43	83	n.d.	n.d.
Japon	989	1 274	805	899
Luxembourg	27	22	29	30
Norvège	220	126	185	234
Nouvelle-Zélande	31	42	62	58
Pays-Bas	127	386	497	1 296
Portugal	63	55	64	66
Royaume-Uni	313	785	257	906
Suède	154	71	144	178
Suisse	45	35	24	60
<b>Pays du CAD</b>	<b>5 275</b>	<b>6 793</b>	<b>5 321</b>	<b>8 131</b>
CE	569	421	720	590

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/412548363180>

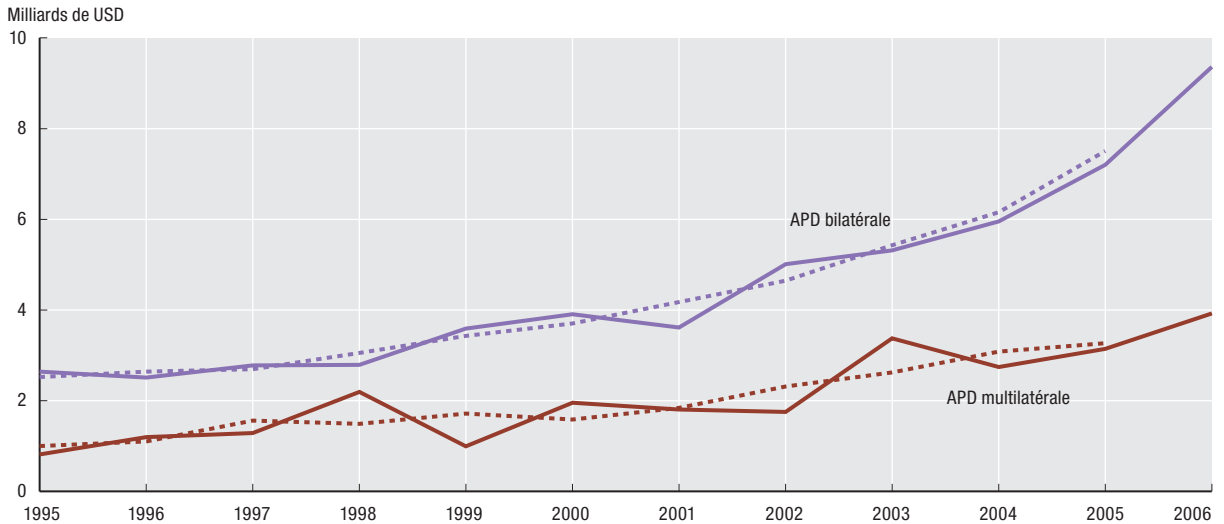
# 1. LE MONDE EN DÉVELOPPEMENT

## 1.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD MONDIALE

### Santé

#### 1.3.13. APD totale dans le secteur de la santé

Milliards de USD, prix et taux de change constants en 2005, engagements  
Montants annuels (lignes continues), moyennes mobiles sur 3 ans (lignes en pointillés)



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/412424402833>

#### 1.3.14. 10 premiers bénéficiaires en 2006

Engagements, en millions de USD

	Inde	Éthiopie	Bangladesh	Kenya	Nigeria	Zambie	Pakistan	Afrique du Sud	Afghanistan	Tanzanie	Autres	Total	
10 premiers donateurs en 2006	États-Unis	80	108	16	199	153	115	63	213	172	119	2 951	<b>4 189</b>
	FMSTP	22	195	49	99	72	–	6	–	15	12	1 264	<b>1 734</b>
	Royaume-Uni	464	32	185	9	74	1	187	8	–	11	653	<b>1 624</b>
	IDA	594	43	–	–	53	0	–	–	30	–	334	<b>1 055</b>
	Pays-Bas	–	30	47	–	–	91	–	1	0	–	587	<b>757</b>
	CE	42	–	–	6	4	19	–	56	51	6	396	<b>580</b>
	Allemagne	39	2	64	14	0	1	40	13	1	24	275	<b>474</b>
	Norvège	136	4	0	0	–	2	–	0	3	10	199	<b>355</b>
	UNICEF	22	14	7	5	25	4	10	1	12	9	234	<b>344</b>
	France	3	1	–	3	0	–	–	0	10	–	301	<b>318</b>
Autres donateurs	10	51	43	70	10	107	12	17	15	106	1 785	<b>2 226</b>	
<b>Total</b>	<b>1 414</b>	<b>480</b>	<b>413</b>	<b>404</b>	<b>390</b>	<b>339</b>	<b>319</b>	<b>311</b>	<b>310</b>	<b>297</b>	<b>8 980</b>	<b>13 657</b>	

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/412424402833>

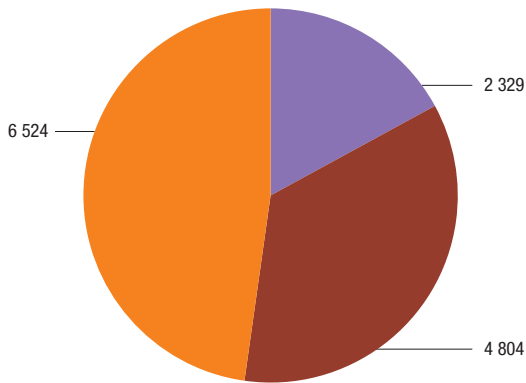


## 1.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD MONDIALE

### Santé

#### 1.3.15. APD à la santé par sous-secteur en 2006

Millions de USD, engagements



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/412424402833>

#### Objectifs du Millénaire pour le développement associés

- « Réduire la mortalité infantile » (objectif 4)
- « Améliorer la santé maternelle » (objectif 5)
- « Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies » (objectif 6)

#### 1.3.16. Engagements d'APD à la santé

Millions de USD

	2003	2004	2005	2006
Allemagne	214	231	200	474
Australie	123	56	138	254
Autriche	14	24	30	22
Belgique	86	103	122	129
Canada	215	249	308	244
Danemark	85	145	106	135
Espagne	86	124	145	160
États-Unis	2 183	2 594	3 448	4 189
Finlande	36	24	31	56
France	192	299	252	318
Grèce	12	22	28	32
Irlande	90	99	105	156
Italie	78	63	n.d.	n.d.
Japon	314	568	240	299
Luxembourg	25	30	39	43
Norvège	131	100	217	355
Nouvelle-Zélande	11	10	20	29
Pays-Bas	144	259	242	757
Portugal	8	10	10	10
Royaume-Uni	593	604	1 157	1 624
Suède	120	139	300	316
Suisse	32	59	38	35
<b>Pays du CAD</b>	<b>4 793</b>	<b>5 811</b>	<b>7 175</b>	<b>9 635</b>
CE	234	523	669	580

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/412424402833>

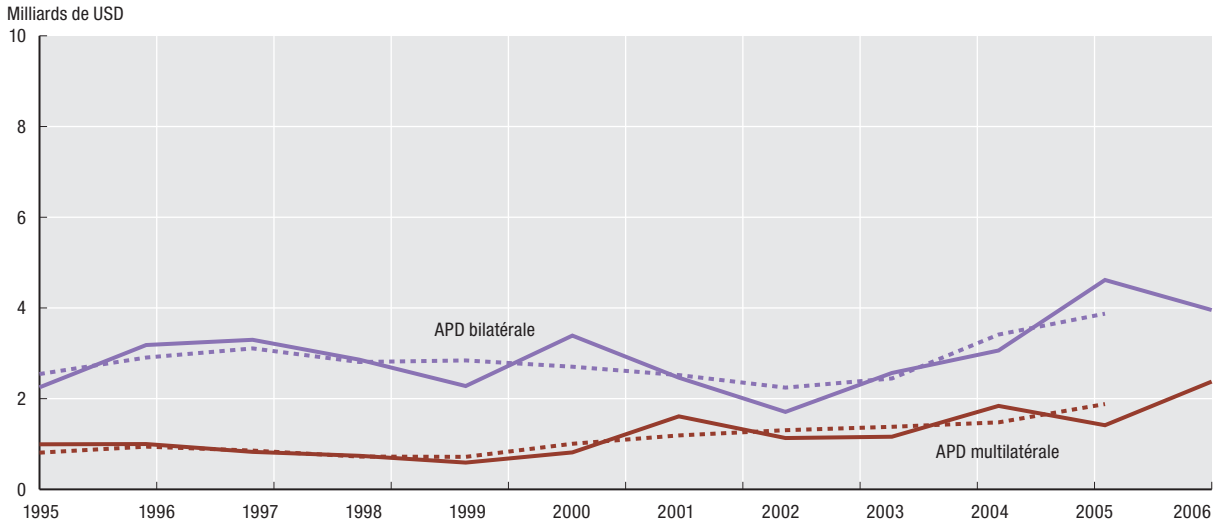
# 1. LE MONDE EN DÉVELOPPEMENT

## 1.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD MONDIALE

### Eau

#### 1.3.17. APD totale dans le secteur de l'eau

Milliards de USD, prix et taux de change constants en 2005, engagements  
Montants annuels (lignes continues), moyennes mobiles sur 3 ans (lignes en pointillés)



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/412468785212>

#### 1.3.18. 10 premiers bénéficiaires en 2006

Engagements, en millions de USD

	Inde	Irak	Viêtnam	Bangladesh	Indonésie	Chine	Maroc	Éthiopie	Afghanistan	Costa Rica	Autres	Total
<b>Top 10 premiers donateurs en 2006</b>												
Japon	350	3	40	106	145	230	1	7	3	129	242	<b>1 256</b>
IDA	260	–	102	4	126	5	–	22	76	3	335	<b>933</b>
États-Unis	10	668	–	–	–	1	0	–	4	–	134	<b>818</b>
CE	94	–	–	–	–	–	50	63	–	–	520	<b>727</b>
Allemagne	6	–	6	–	2	5	97	0	19	4	358	<b>497</b>
Pays-Bas	–	–	35	82	6	–	–	–	0	–	332	<b>455</b>
FAfD	–	–	–	–	–	–	–	64	–	–	387	<b>451</b>
FAsD	–	–	131	62	–	–	–	–	64	–	–	<b>257</b>
France	–	–	–	–	1	1	77	–	–	–	174	<b>254</b>
Danemark	–	–	72	–	–	–	–	–	–	–	73	<b>145</b>
Autres donateurs	12	3	5	69	11	7	5	19	3	1	455	<b>589</b>
<b>Total</b>	<b>733</b>	<b>675</b>	<b>391</b>	<b>323</b>	<b>291</b>	<b>249</b>	<b>231</b>	<b>175</b>	<b>169</b>	<b>136</b>	<b>3 008</b>	<b>6 381</b>

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/412468785212>



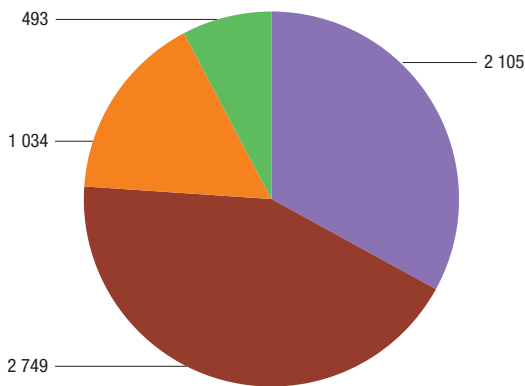
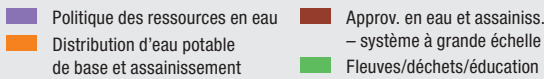


## 1.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD MONDIALE

### Eau

#### 1.3.19. APD dans le secteur de l'eau par sous-secteur en 2006

Millions de USD, engagements



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/412468785212>

#### Objectif du Millénaire pour le développement associé

« Assurer un environnement durable »  
(objectif 7)

« Réduire de moitié, d'ici à 2015, le pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable »  
(cible 10)

#### 1.3.20. Engagements d'APD dans le secteur de l'eau

Millions de USD

	2003	2004	2005	2006
Allemagne	350	424	402	497
Australie	38	15	3	10
Autriche	20	20	17	20
Belgique	24	16	57	68
Canada	72	80	39	21
Danemark	57	249	96	145
Espagne	87	45	58	55
États-Unis	106	955	1 026	818
Finlande	17	6	43	44
France	169	176	114	254
Grèce	1	1	1	1
Irlande	20	18	17	17
Italie	49	12	n.d.	n.d.
Japon	1 039	709	2 129	1 256
Luxembourg	11	14	13	10
Norvège	17	22	48	25
Nouvelle-Zélande	1	2	5	3
Pays-Bas	112	147	207	455
Portugal	0	2	2	1
Royaume-Uni	66	45	88	133
Suède	72	26	117	74
Suisse	27	39	65	34
<b>Pays du CAD</b>	<b>2 356</b>	<b>3 022</b>	<b>4 547</b>	<b>3 942</b>
CE	339	413	712	727

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/412468785212>





## **2. AFRIQUE**

<b>2.1. APD À L'AFRIQUE : RÉSUMÉ.....</b>	<b>42</b>
<b>2.2. APD À L'AFRIQUE PAR DONNEUR ET BÉNÉFICIAIRE .....</b>	<b>46</b>
<b>2.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD À L'AFRIQUE.....</b>	<b>52</b>

## 2. AFRIQUE

### 2.1. APD À L'AFRIQUE : RÉSUMÉ

#### 2.1.1. 10 premiers bénéficiaires d'APD

Millions de USD, versements nets en 2006

1	Nigeria	11 434	26 %
2	Soudan	2 058	5 %
3	Congo, Rép. dém.	2 056	5 %
4	Éthiopie	1 947	4 %
5	Tanzanie	1 825	4 %
6	Cameroun	1 684	4 %
7	Mozambique	1 611	4 %
8	Ouganda	1 551	4 %
9	Zambie	1 425	3 %
10	Ghana	1 176	3 %
	Autres bénéficiaires	16 636	38 %
	<b>Total</b>	<b>43 402</b>	<b>100 %</b>

#### 2.1.2. 10 premiers donneurs d'APD

Millions de USD, versements nets en 2006

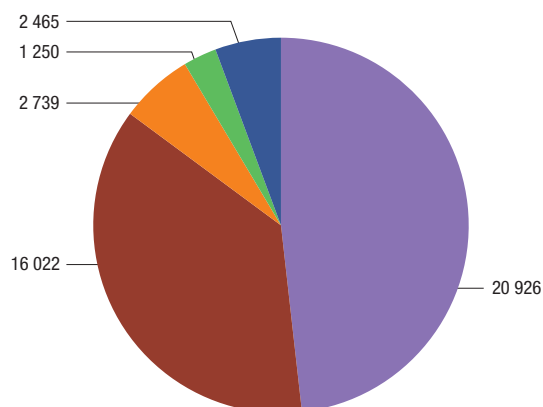
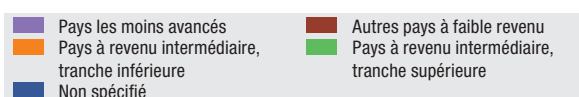
1	États-Unis	5 805	13 %
2	Royaume-Uni	5 462	13 %
3	France	5 159	12 %
4	CE	4 172	10 %
5	Allemagne	3 463	8 %
6	IDA	3 245	7 %
7	Japon	2 621	6 %
8	FAfD	1 541	4 %
9	Pays-Bas	1 342	3 %
10	Italie	1 084	2 %
	Autres donneurs	9 508	22 %
	<b>Total</b>	<b>43 402</b>	<b>100 %</b>

#### 2.1.3. Tendances de l'APD

	2005	2006	% de variation
Versements nets d'APD (millions de USD 2005)	35 156	42 382	20.6
Engagements d'APD (millions de USD 2005)	41 393	45 283	9.4
Population (milliers)	895 095	926 404	3.5
APD nette par habitant (USD)	39.3	46.8	-

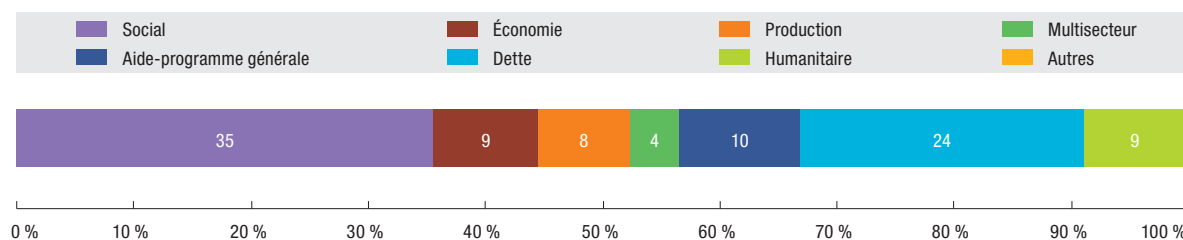
#### 2.1.4. APD par groupe de revenu

Millions de USD, versements nets en 2006



#### 2.1.5. Répartition sectorielle de l'APD en 2006

Engagements



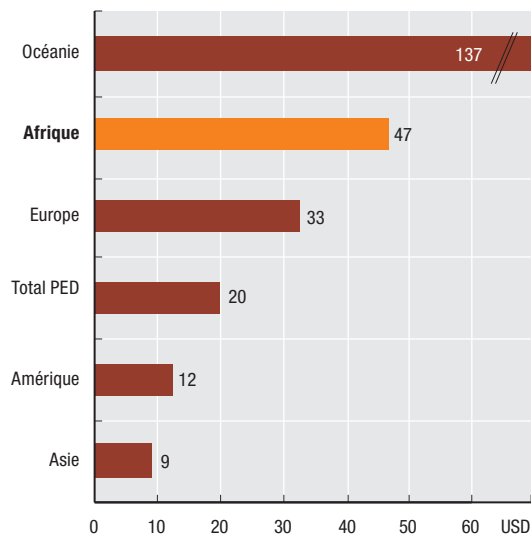
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/412564521888>



## 2.1. APD À L'AFRIQUE : RÉSUMÉ

### 2.1.6. APD nette reçue par habitant en 2006

En USD

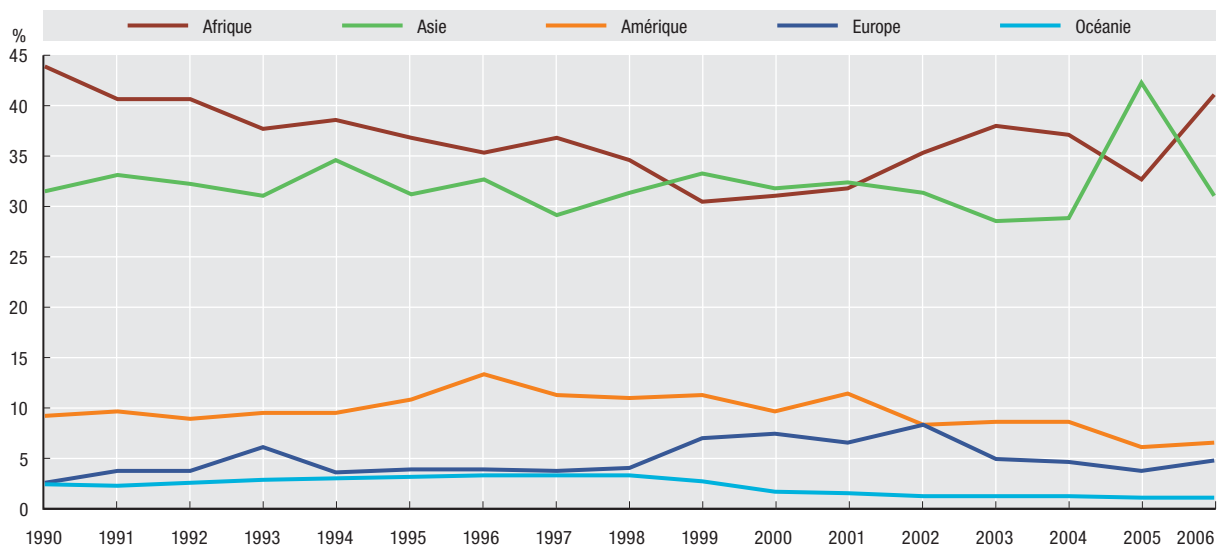


### 2.1.7. APD nette et population des pays bénéficiaires de l'aide par région en 2006

Région	APD nette millions de USD	Population millions
Afrique	43 402	926
Asie	32 885	3 635
Amérique	6 910	558
Europe	5 032	155
Océanie	1 127	8
Aide, régions non spécifiées	15 936	-
<b>Total des bénéficiaires de l'APD</b>	<b>105 292</b>	<b>5 282</b>

### 2.1.8. Distribution régionale de l'APD nette totale

En pourcentage de l'APD totale



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/412578161472>

### 2.1. APD À L'AFRIQUE : RÉSUMÉ

#### Faits saillants

En 2006, les apports d'aide publique au développement (APD) en faveur de l'Afrique ont atteint 43.4 milliards USD, dont 39.9 milliards USD pour l'Afrique subsaharienne.

L'APD nette par habitant s'est élevée à 46.8 USD, contre 39.3 USD en 2005.

Un peu plus d'un tiers de l'aide est allé à des programmes sociaux et un quart environ à l'allègement de la dette (10.9 milliards USD pour le seul Nigeria).

Compte non tenu des remises de dette, l'aide a augmenté de 11 % dans l'ensemble de l'Afrique et de 12 % en Afrique subsaharienne entre 2005 et 2006. Ces chiffres sont loin de la promesse faite lors du Sommet du G8 tenu à Gleneagles en juillet 2005 de doubler l'aide à l'Afrique d'ici 2010.

En 2006, le Nigeria a été le principal bénéficiaire de l'APD bilatérale consentie par les donateurs du CAD (en raison d'opérations exceptionnelles d'allègement de dette). Venaient ensuite le Soudan, le Cameroun et la République démocratique du Congo.

Les États-Unis et le Royaume-Uni se sont classés aux premiers rangs parmi les donateurs, chacun entrant pour 13 % dans les apports d'aide. Venaient ensuite la France (12 %) et la Commission européenne (10 %).

#### Étude de cas sur le Soudan

##### **Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide**

##### **Principe 1 – Appropriation**

*« Les pays partenaires exercent une réelle maîtrise sur leurs politiques et stratégies de développement et assurent la coordination de l'action à l'appui du développement. »*

Le Soudan a souffert d'une guerre civile qui a opposé le nord et le sud du pays pendant la majeure partie de la période postérieure à son indépendance en 1956. L'Accord de paix global entre le nord et le sud du pays a mis un terme à cette guerre en 2005, mais le conflit au Darfour qui a éclaté en 2003, a entraîné le déplacement de 2 millions de personnes et causé plus de 200 000 morts. Ces conflits ont détruit les infrastructures du pays et créé d'immenses besoins en matière de reconstruction,

notamment dans le sud où sont retournées les personnes déplacées.

Le Soudan a pourtant un grand potentiel. Il dispose de vastes superficies de terres cultivables (c'est le plus grand pays d'Afrique) et il est maintenant le troisième producteur de pétrole du continent. La croissance économique a été de 10 % par an en 2006 et 2007, et le FMI a félicité le Soudan pour les réformes opérées. Le revenu national brut (RNB) par habitant s'élève à 2 160 USD en termes de parité de pouvoir d'achat.

L'aide entre pour 6 % dans le RNB, encore que ce chiffre soit beaucoup plus élevé pour le sud. Le graphique concernant le Soudan fait apparaître une forte progression de l'aide après la fin de la première guerre civile en 1972, puis une diminution tout aussi rapide après que la guerre ait à nouveau éclaté en 1983, suivie d'une nouvelle reprise coïncidant avec la signature de l'accord de paix de 2005.

L'« appropriation » renvoie à l'aptitude d'un pays à exercer une réelle maîtrise sur ses politiques et stratégies de développement, et à assurer la coordination des efforts déployés par les acteurs du développement œuvrant dans le pays. L'appropriation repose essentiellement sur l'élaboration d'une stratégie nationale de développement qui recense des priorités claires et réalistes, est axée sur l'obtention de résultats, s'inscrit dans une perspective à long terme et oriente les dépenses publiques d'un pays.

Envisagée sous cet angle, l'appropriation pose un défi majeur au Soudan où les questions de gouvernance sont particulièrement complexes. Le pays a été classé 45<sup>e</sup> sur 48 dans l'Index Ibrahim pour la gouvernance africaine établi par la Kennedy School of Government de Harvard. Qui plus est, par suite de l'accord de paix, il existe en fait deux gouvernements, à savoir le gouvernement d'unité nationale et le gouvernement semi-autonome du sud-Soudan, chacun ayant des objectifs et une stratégie propres en matière de développement. Toutefois, les deux parties se sont mises d'accord, en 2005, sur un « Framework for Sustained Peace, Development and Poverty Eradication » (Cadre pour la paix, le développement et l'éradication durables de la pauvreté au Soudan) comportant deux étapes. La première étape qui visait la consolidation de la paix, a couvert la période 2005-07 et la deuxième étape, consacrée à l'accélération des progrès sur la voie de la réalisation des OMD, couvre la période 2008-11.

## 2.1. APD À L'AFRIQUE : RÉSUMÉ

Les donateurs, la Banque mondiale, la société civile et le secteur privé ont été associés à l'établissement de ce Cadre. L'Assemblée nationale a participé activement au processus, notamment en apportant des modifications substantielles au projet de budget pour 2006, dans le souci de mieux répondre aux besoins d'après-conflit et de mieux servir les objectifs de développement.

La Banque mondiale évalue les stratégies nationales de développement sur une échelle allant de E à A, où A indique que le pays a une stratégie de développement opérationnelle et E qu'aucune stratégie de ce type n'est en place. Le Soudan a reçu la note D pour 2005 et 2007, l'évaluation ayant mis en évidence la faiblesse des institutions publiques et le manque de capacités à différents niveaux.

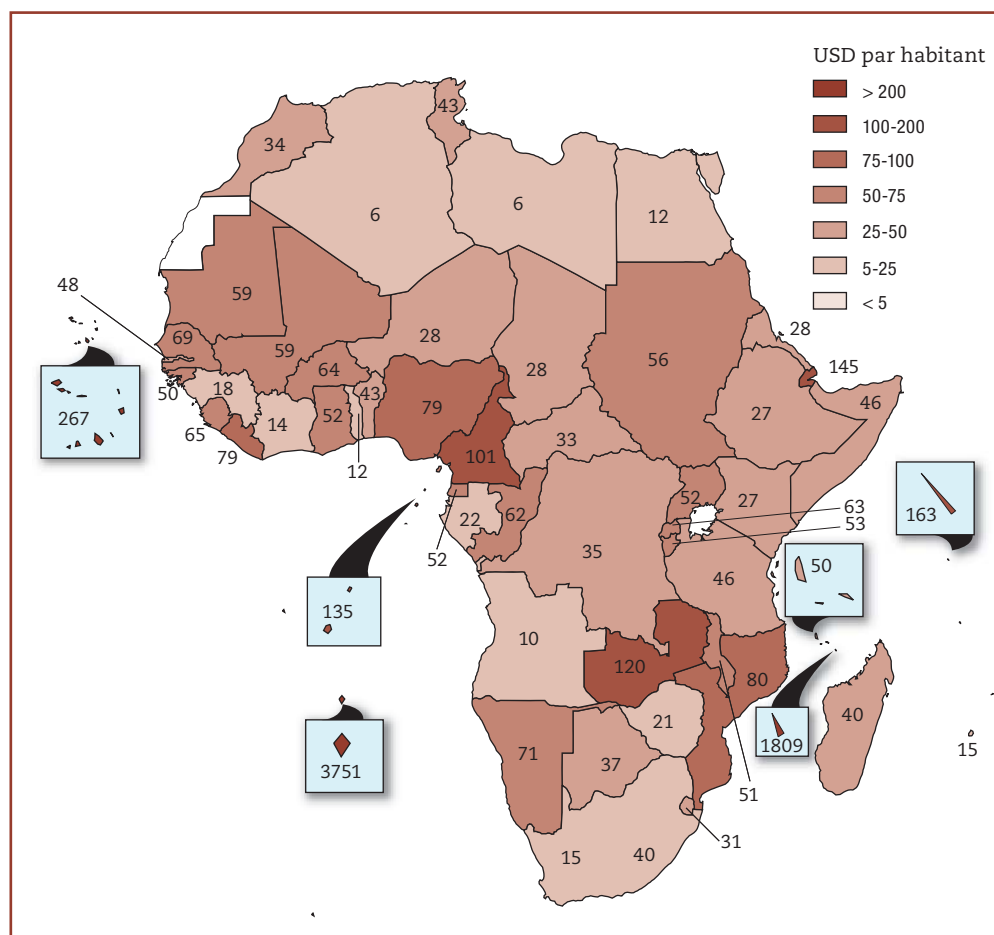
Le Soudan n'est pas, de toute évidence, le seul pays qui rencontre des difficultés pour consolider son appropriation du processus de développement.

De fait, le Programme d'action d'Accra contient un certain nombre de recommandations concrètes sous la rubrique « Renforcer l'appropriation par les pays du processus de développement ». Ces recommandations visent à faire en sorte que les pays en développement définissent et mettent en œuvre leurs politiques de développement pour réaliser leurs propres objectifs économiques, sociaux et environnementaux.

Le fait que l'appropriation ne puisse pas être limitée à l'administration centrale compte parmi les enseignements les plus précieux. La société civile, les médias, le secteur privé, les administrations locales et les instituts de recherche ont tous un rôle à jouer. Au Soudan, comme ailleurs, leur expertise et leur expérience peuvent aider à déterminer quels sont les compromis et les arbitrages à opérer pour orienter la planification du développement et acheminer l'aide malgré les intérêts concurrents existants.

### APD par habitant aux pays bénéficiaires, en 2006

Versements nets par habitant en USD



## 2.2. APD À L'AFRIQUE PAR DONNEUR ET BÉNÉFICIAIRE

## APD par donneur


## 2.2.1. 10 premiers pays donateurs du CAD à l'Afrique

Millions de USD, versements bilatéraux nets

a) 10 premiers pays donateurs du CAD selon le montant

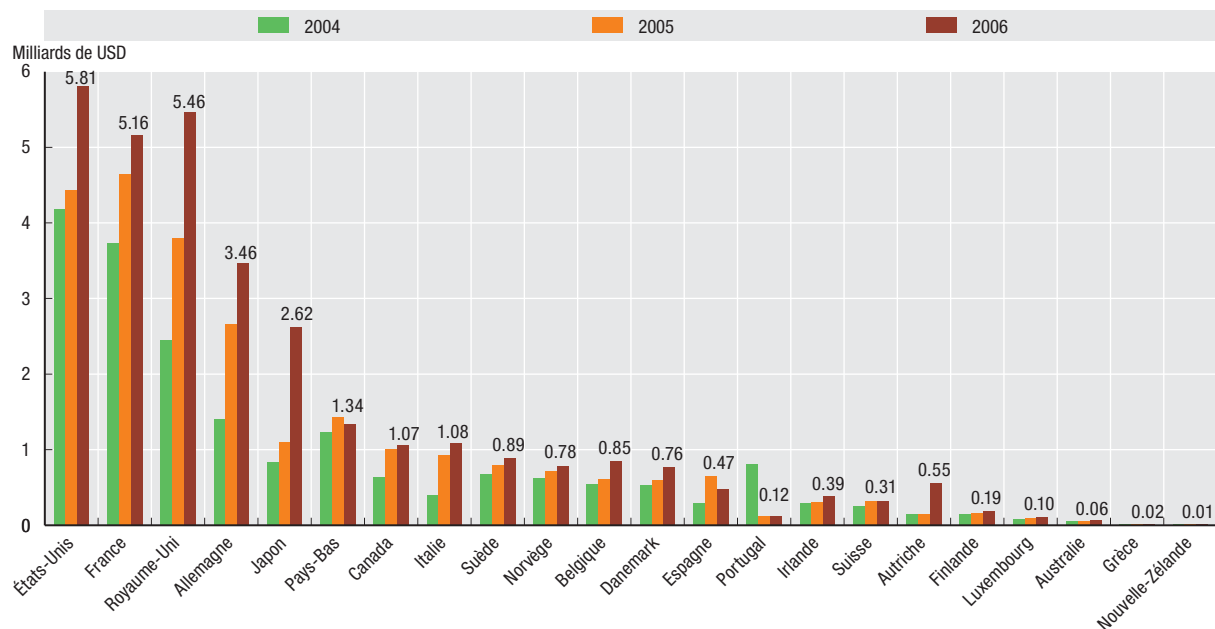
b) 10 premiers pays donateurs du CAD selon la part de leur aide destinée à l'Afrique

	2004	2005	2006	Moyenne sur 3 ans	% des pays du CAD	Part de l'aide destinée à l'Afrique pour chaque donneur (%) 2004-2006					
						2004	2005	2006	Moyenne sur 3 ans		
1 États-Unis	4 186	4 438	5 805	<b>4 810</b>	19	1 Portugal	804	124	125	<b>351</b>	84
2 France	3 728	4 647	5 159	<b>4 511</b>	18	2 Irlande	290	308	389	<b>329</b>	82
3 Royaume-Uni	2 449	3 800	5 462	<b>3 904</b>	16	3 Belgique	549	613	850	<b>671</b>	72
4 Allemagne	1 400	2 659	3 463	<b>2 507</b>	10	4 France	3 728	4 647	5 159	<b>4 511</b>	72
5 Japon	838	1 103	2 621	<b>1 521</b>	6	5 Royaume-Uni	2 449	3 800	5 462	<b>3 904</b>	63
6 Pays-Bas	1 225	1 422	1 342	<b>1 330</b>	5	6 Pays-Bas	1 225	1 422	1 342	<b>1 330</b>	59
7 Canada	632	1 005	1 065	<b>901</b>	4	7 Danemark	529	590	762	<b>627</b>	59
8 Italie	393	921	1 084	<b>799</b>	3	8 Luxembourg	84	90	104	<b>93</b>	56
9 Suède	676	798	886	<b>787</b>	3	9 Italie	393	921	1 084	<b>799</b>	52
10 Norvège	627	715	777	<b>706</b>	3	10 Norvège	627	715	777	<b>706</b>	50
Autres pays du CAD	3 179	3 082	3 850	<b>3 370</b>	13	Autres pays du CAD	8 656	11 360	15 460	<b>11 825</b>	31
<b>Total pays du CAD</b>	<b>19 334</b>	<b>24 589</b>	<b>31 515</b>	<b>25 146</b>	<b>100</b>	<b>Total pays du CAD</b>	<b>19 334</b>	<b>24 589</b>	<b>31 515</b>	<b>25 146</b>	<b>43</b>

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/412585271540>

## 2.2.2. L'aide des pays donateurs du CAD à l'Afrique

Milliards de USD, valeurs montrées pour 2006, versement bilatéraux nets

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/412585271540>





## 2.2. APD À L'AFRIQUE PAR DONNEUR ET BÉNÉFICIAIRE

### APD par donneur

#### 2.2.3. APD à l'Afrique par pays donneur du CAD

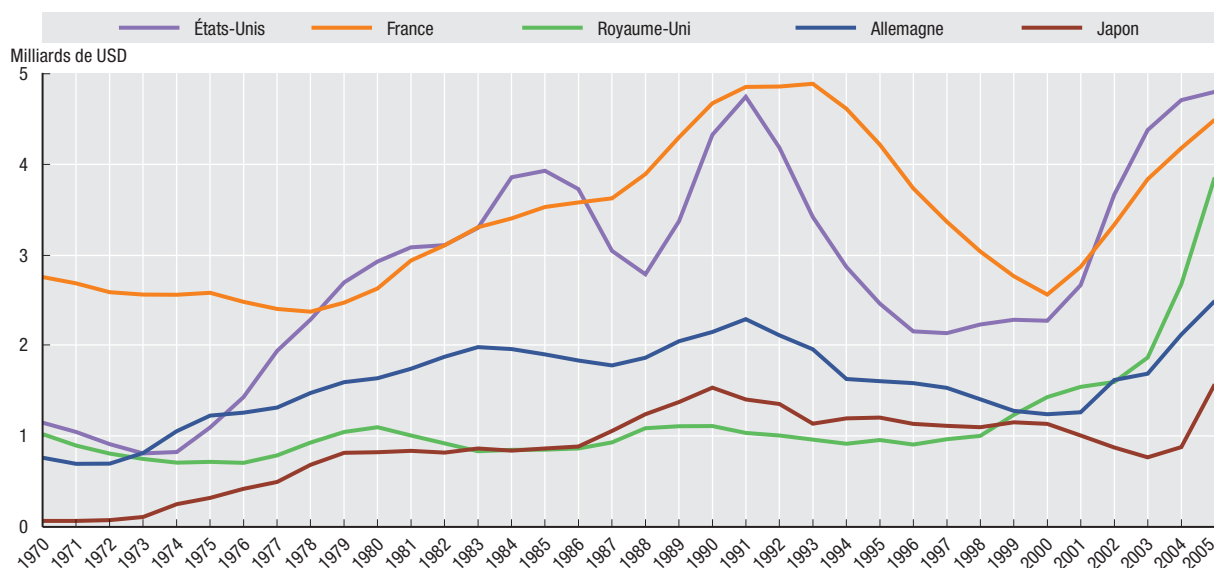
Millions de USD, prix et taux de change constants de 2006, moyennes pluriannuelles, versements bilatéraux nets

	1970-79	1980-89	1990-99	2000-06	2000-06 % des pays du CAD	2000-06 Part de l'aide destinée à l'Afrique pour chaque donneur (%)
Allemagne	1 095	1 847	1 766	1 937	10	45
Australie	19	86	84	56	0	5
Autriche	55	185	27	227	1	38
Belgique	534	519	317	630	3	75
Canada	445	609	528	640	3	45
Danemark	193	382	522	618	3	59
Espagne	–	24	314	344	2	26
États-Unis	1 393	3 260	3 150	3 965	20	32
Finlande	39	173	152	135	1	44
France	2 534	3 417	4 118	3 736	18	74
Grèce	–	–	2	11	0	8
Irlande	4	27	80	272	1	82
Italie	149	1 345	941	724	4	62
Japon	330	966	1 229	1 208	6	18
Luxembourg	–	–	32	82	0	53
Norvège	178	485	646	657	3	48
Nouvelle-Zélande	2	1	4	13	0	8
Pays-Bas	311	842	842	1 239	6	54
Portugal	–	16	236	242	1	76
Royaume-Uni	837	964	980	2 561	13	59
Suède	328	611	590	670	3	49
Suisse	70	243	273	263	1	35
<b>Total pays du CAD</b>	<b>8 516</b>	<b>16 003</b>	<b>16 834</b>	<b>20 231</b>	<b>100</b>	<b>42</b>
CE	1 238	2 076	2 829	3 331	–	48

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/412641251251>

#### 2.2.4. APD à l'Afrique par principaux pays donneurs du CAD depuis 1970

Milliards de USD, prix et taux de change constants en 2005, moyennes mobiles sur 3 ans, versements bilatéraux nets



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/412641251251>

## 2. AFRIQUE


### 2.2. APD À L'AFRIQUE PAR DONNEUR ET BÉNÉFICIAIRE

#### APD par donneur

##### 2.2.5. 10 premiers donateurs multilatéraux à l'Afrique

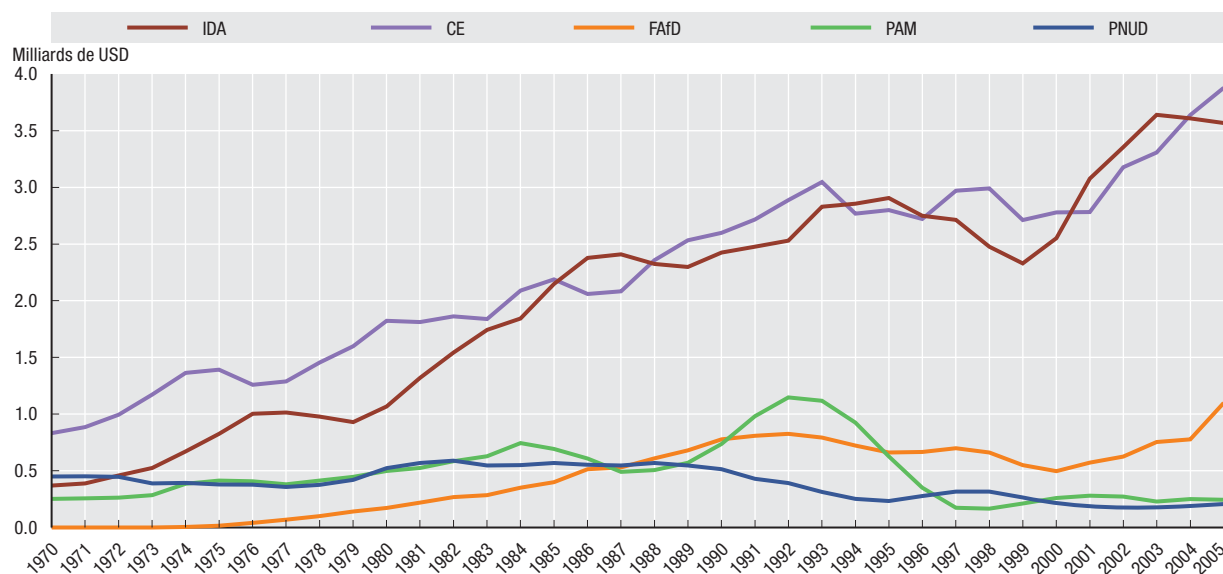
Millions de USD, versements nets

		2004	2005	2006	Moyenne sur 3 ans	% du total multilatéraux
1	CE	3 587	3 922	4 172	3 894	37
2	IDA	3 854	3 600	3 245	3 566	34
3	FAfD	919	852	1 541	1 104	11
4	FMSTP	357	675	791	608	6
5	UNICEF	208	252	301	254	2
6	HCR	158	353	222	245	2
7	PNUD	191	201	234	209	2
8	FNUAP	187	180	156	174	2
9	ATNU	151	189	103	148	1
10	UNFPA	112	121	139	124	1
	Autres multilatéraux	94	-129	464	143	1
	<b>Total multilatéraux</b>	<b>9 819</b>	<b>10 216</b>	<b>11 368</b>	<b>10 468</b>	<b>100</b>

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/414323531055>

##### 2.2.6. APD à l'Afrique par principaux donateurs multilatéraux depuis 1970

Milliards de USD, prix et taux de change constants en 2005, moyennes mobiles sur 3 ans, versements nets



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/412677622361>



## 2.2. APD À L'AFRIQUE PAR DONNEUR ET BÉNÉFICIAIRE

## ADP par bénéficiaire

## 2.2.7. 10 premiers bénéficiaires d'APD en Afrique

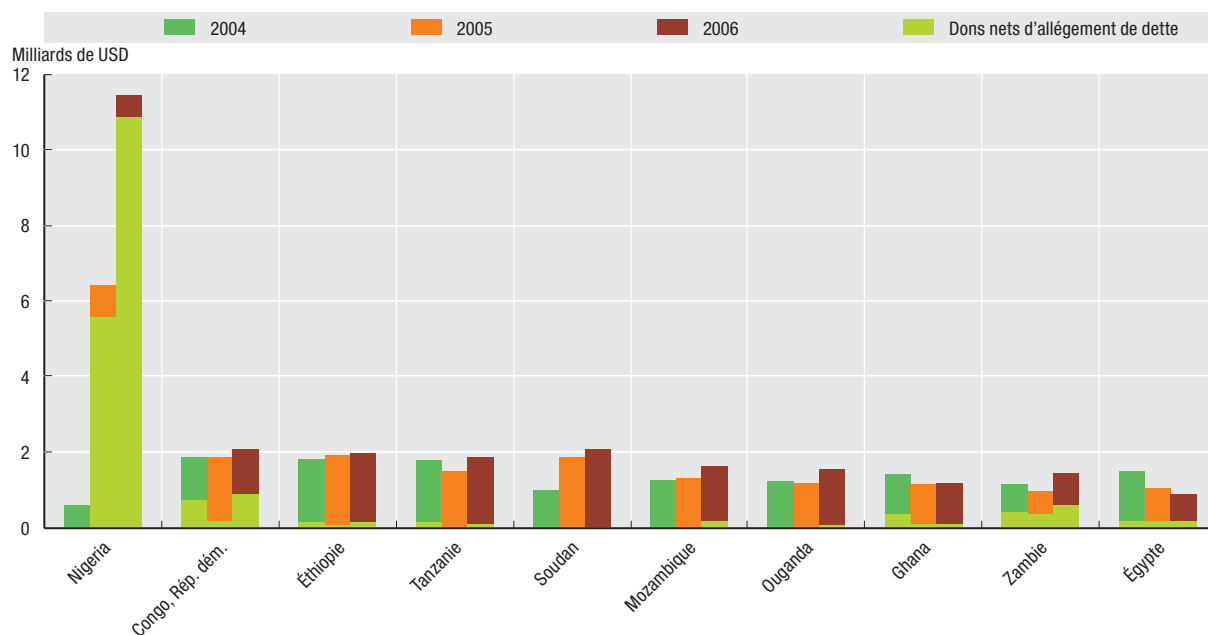
Millions de USD, montants reçus de tous les donateurs, recettes nettes d'APD

	2004	2005	2006	Moyenne sur 3 ans	% total bénéficiaires
1 Nigeria	578	6 416	11 434	<b>6 143</b>	17
2 Congo, Rép. dém.	1 824	1 827	2 056	<b>1 902</b>	5
3 Éthiopie	1 806	1 910	1 947	<b>1 888</b>	5
4 Tanzanie	1 751	1 481	1 825	<b>1 686</b>	5
5 Soudan	992	1 832	2 058	<b>1 627</b>	5
6 Mozambique	1 235	1 277	1 611	<b>1 374</b>	4
7 Ouganda	1 194	1 177	1 551	<b>1 307</b>	4
8 Ghana	1 375	1 125	1 176	<b>1 225</b>	3
9 Zambie	1 125	935	1 425	<b>1 162</b>	3
10 Égypte	1 456	995	873	<b>1 108</b>	3
Autres bénéficiaires	16 006	16 180	17 447	<b>16 544</b>	46
<b>Total bénéficiaires de l'APD</b>	<b>29 341</b>	<b>35 156</b>	<b>43 402</b>	<b>35 966</b>	<b>100</b>

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/412681672405>

## 2.2.8. 10 premiers bénéficiaires d'APD en Afrique et indications de la part allouée aux annulations de dettes

Milliards de USD, versements nets

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/412681672405>

## 2. AFRIQUE

### 2.2. APD À L'AFRIQUE PAR DONNEUR ET BÉNÉFICIAIRE

#### ADP par bénéficiaire

##### 2.2.9. APD à l'Afrique par pays bénéficiaire

Millions de USD, prix et taux de change constants de 2005, 50 premiers pays bénéficiaires depuis 1970, recettes nettes

	2000-06	1970-79	1980-89	1990-99	2000-06	2003	2004	2005	2006
	Part (%)	Moyennes annuelles				Montants annuels			
Afrique du Sud	2.2	–	–	359	667	726	642	680	699
Algérie	1.1	492	323	318	316	268	321	371	201
Angola	1.8	42	195	451	523	549	1 175	437	165
Bénin	1.2	142	226	311	347	332	394	346	366
Botswana	0.2	152	226	134	45	31	48	48	63
Burkina Faso	2.1	278	440	512	625	572	637	681	849
Burundi	0.9	144	306	241	279	255	370	365	405
Cameroun	2.8	378	444	649	847	1 009	788	417	1 633
Cap-Vert	0.5	33	137	146	138	162	147	162	134
Centrafricaine, Rép.	0.3	132	258	193	94	58	112	96	130
Comores	0.1	60	89	50	31	28	26	25	30
Congo, Rép.	1.0	154	194	245	301	78	118	1 444	247
Congo, Rép. dém.	6.6	656	860	356	1 978	6 053	1 861	1 827	1 998
Côte d'Ivoire	1.4	306	401	1 030	428	285	165	110	245
Djibouti	0.3	103	165	136	88	88	65	76	114
Égypte	4.4	3 933	2 764	3 586	1 302	1 083	1 488	995	848
Érythrée	1.0	–	–	121	290	352	272	355	126
Éthiopie	5.5	335	954	1 116	1 637	1 763	1 852	1 910	1 895
Gabon	0.1	126	150	127	34	–13	41	52	30
Gambie	0.2	44	134	82	67	69	56	61	73
Ghana	3.5	271	546	762	1 029	1 068	1 400	1 125	1 146
Guinée	0.9	70	296	433	255	266	277	199	160
Guinée équatoriale	0.1	8	47	51	29	24	31	38	26
Guinée-Bissau	0.3	49	145	148	98	166	79	79	80
Kenya	2.3	494	1 028	855	673	584	667	767	925
Lesotho	0.3	97	197	134	79	90	98	69	70
Liberia	0.5	79	178	137	148	120	219	233	263
Libye	0.0	29	14	6	9	–	–	24	36
Madagascar	2.4	254	485	513	703	605	1 274	914	738
Malawi	1.9	229	385	586	562	580	515	578	649
Mali	2.0	310	626	531	610	610	583	699	804
Maroc	2.4	752	1 187	922	712	608	719	694	1 023
Maurice	0.1	73	92	52	23	–17	33	34	18
Mauritanie	0.9	300	388	285	278	266	184	196	184
Mayotte	0.7	9	48	118	205	189	212	201	328
Mozambique	5.2	109	751	1 346	1 537	1 171	1 268	1 277	1 573
Namibie	0.5	0	19	202	164	164	178	115	141
Niger	1.4	335	489	389	427	514	552	511	391
Nigeria	9.3	287	139	275	2 776	343	592	6 416	11 271
Ouganda	3.9	122	409	868	1 162	1 098	1 224	1 177	1 508
Rwanda	1.6	220	363	515	475	378	497	571	570
Sao Tomé et Príncipe	0.1	7	29	61	39	43	34	32	21
Sénégal	2.3	408	833	724	679	503	1 057	672	805
Seychelles	0.0	47	41	25	15	10	10	15	14
Sierra Leone	1.2	62	153	180	369	341	362	344	359
Somalie	0.8	342	837	423	232	199	208	237	379
Soudan	3.1	602	1 589	524	931	688	1 023	1 832	1 995
Ste-Hélène	0.1	15	37	23	23	21	27	23	27
Swaziland	0.1	65	65	56	32	38	22	46	35
Tanzanie	5.6	688	1 401	1 264	1 661	1 928	1 791	1 481	1 775
Tchad	1.0	214	269	290	287	277	336	382	277
Togo	0.2	152	237	191	72	56	66	83	77
Tunisie	1.3	587	453	286	376	332	331	365	422
Zambie	3.1	278	645	993	932	668	1 152	935	1 388
Zimbabwe	0.8	16	461	528	249	212	191	376	272
Nord du Sahara, régional	0.3	17	27	45	103	128	185	141	140
Sud du Sahara, régional	3.9	541	731	725	1 169	1 505	1 461	1 116	1 534
Afrique, régional	2.1	203	615	665	627	518	587	698	707
<b>Total Afrique</b>	<b>100.0</b>	<b>15 852</b>	<b>24 521</b>	<b>26 293</b>	<b>29 789</b>	<b>30 041</b>	<b>30 022</b>	<b>35 156</b>	<b>42 382</b>

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/412702506761>

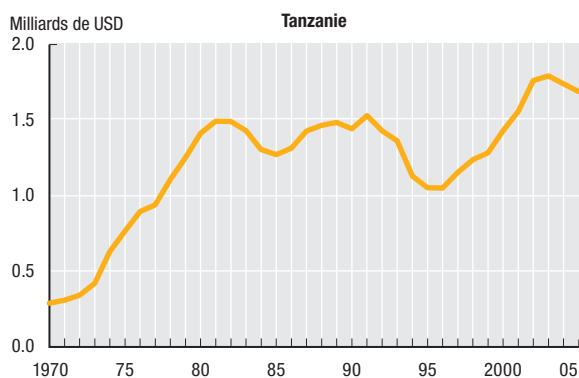
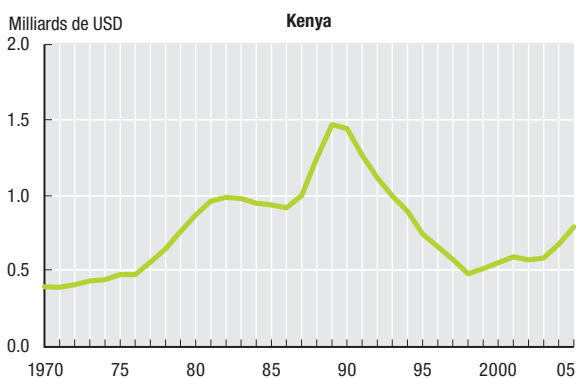
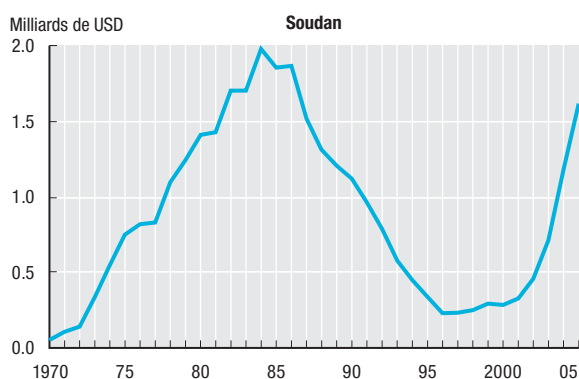
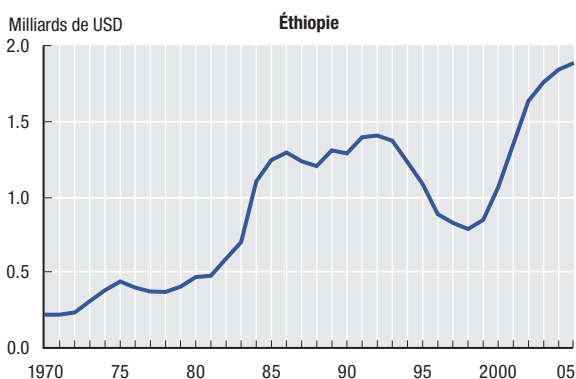
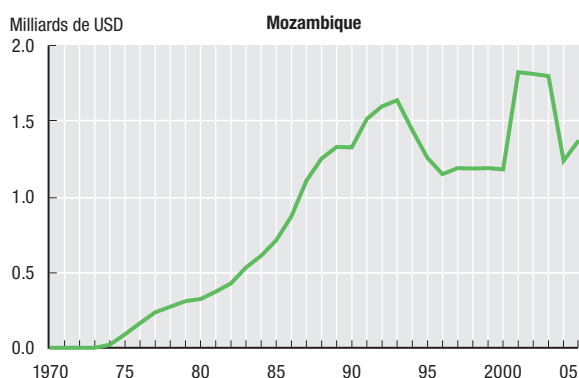
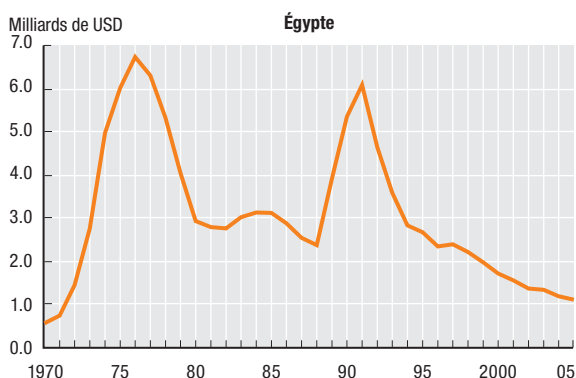
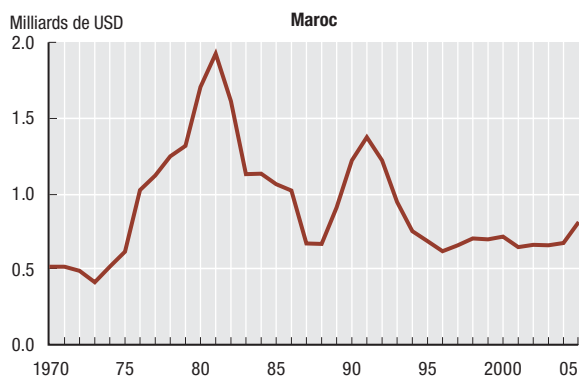
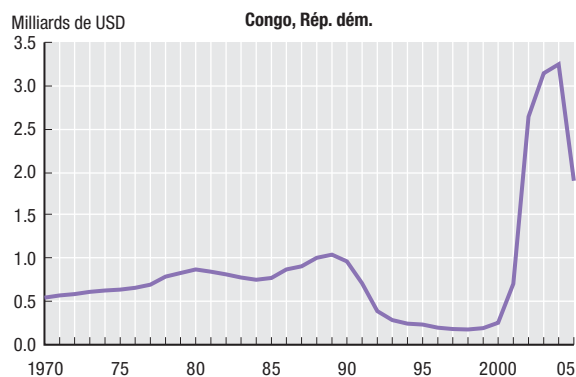


## 2.2. APD À L'AFRIQUE PAR DONNEUR ET BÉNÉFICIAIRE

## ADP par bénéficiaire

## 2.2.10. Tendances de l'aide aux principaux bénéficiaires africains depuis 1970

Milliards de USD, prix et taux de change constants en 2005, moyennes mobiles sur 3 ans, versements nets



### 2.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD À L'AFRIQUE

#### GROS PLAN SUR LA SANTÉ : RÉDUIRE LA MORTALITÉ DES ENFANTS DE MOINS DE 5 ANS

Toute personne adulte normale est prête à reconnaître qu'elle a le devoir moral d'empêcher la souffrance et la mort d'enfants et de promouvoir leur bien-être. La plupart des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) renvoient d'une manière ou d'une autre à cette obligation, l'objectif 4 visant expressément à « réduire de deux tiers, entre 1990 et 2015, le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans ». Dans l'ensemble de l'Afrique, 17 % seulement des pays ont atteint cet objectif ou sont en bonne voie pour l'atteindre. Ce pourcentage tombe à simplement 7.5 % lorsqu'on exclut du calcul les pays plus performants d'Afrique du Nord.

En 1990, le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans en Afrique était, en moyenne, d'environ 154 pour 1000. Il faudrait donc ramener ce taux à 51 pour 1 000 d'ici 2015 pour atteindre l'objectif fixé. En 2005, le taux était de 137 pour 1000, soit une diminution de seulement 9.3 % au lieu des 40 % requis pour être sur la bonne voie. Dans les pays d'Afrique australe qui sont très durement touchés par la pandémie du VIH/sida, les taux de mortalité enregistrés en 2005 étaient supérieurs à ceux des années 90 et, au Botswana, ce taux a plus que doublé, passant de 58 à 120 pour 1000.

Derrière ces statistiques se cachent des tragédies humaines. Selon l'OMS, une femme africaine sur cinq perd un très jeune enfant au cours de sa vie, contre une femme sur 125 dans les pays riches. Les principales causes médicales de ces décès sont des maladies qui seraient assurément une source d'inquiétude pour les parents d'autres régions du monde, mais ne seraient pas considérées comme étant potentiellement mortelles. Citons la diarrhée, la pneumonie, le paludisme et la rougeole que la malnutrition et le manque de soins de santé viennent toutes aggraver. On pourrait donc empêcher la mort d'enfants en investissant dans des solutions peu coûteuses, par exemple en encourageant l'allaitement maternel, la vaccination, la réhydratation par voie orale, la prescription d'antibiotiques et l'utilisation de moustiquaires imprégnées d'insecticide. Près des trois quarts de l'ensemble des décès néonataux pourraient être évités si les femmes se nourrissaient bien et recevaient des soins appropriés durant la grossesse, lors de l'accouchement et durant la période postnatale.

Naturellement, les ménages plus aisés, les ménages des zones urbaines et les ménages où la mère a fait des études sont ceux qui sont les plus

susceptibles de connaître une réduction de la mortalité infantile. La vaccination contre la rougeole constitue un autre facteur important. En 2005, sur l'ensemble du continent africain, 64 % seulement des enfants ayant entre 12 et 23 mois ont reçu au moins une dose de vaccin contre la rougeole (95 % en Afrique du Nord).

La situation est sombre, mais elle n'est pas désespérée. Un certain nombre de pays ont apporté la preuve que des progrès substantiels étaient possibles. Selon l'ONG *Save the Children*, trois pays méritent d'être félicités pour avoir sauvé la vie de jeunes enfants de moins de cinq ans. Madagascar, le Malawi et la Tanzanie ont réussi, malgré la faiblesse de leur PIB par habitant (seulement 280 USD, 170 USD et 350 USD, respectivement) à faire reculer la mortalité des enfants de moins de cinq ans de 32 %, 46 % et 27 % durant la période 1990-2006.

Cette réduction a pu être obtenue grâce à la mise en œuvre de réformes du secteur de la santé et de programmes communautaires. Au Malawi et en Tanzanie, les progrès accomplis sont en partie imputables à un accroissement du nombre de professionnels de la santé et à l'amélioration des soins dispensés durant la grossesse. De plus, les enfants âgés de 5 à 59 mois ont reçu au moins un supplément de vitamine A pour lutter contre la malnutrition. À Madagascar, la stratégie adoptée a principalement consisté à prévenir la malnutrition en encourageant l'allaitement au sein.

Le cas de l'Égypte démontre avec encore plus de force que la volonté politique est la clé du succès. L'Égypte est le seul pays africain à avoir atteint, dès 2006, l'objectif 4. Son gouvernement a lancé, en 1992, une initiative majeure appelée « mère en bonne santé, enfant en bonne santé » afin d'améliorer les conditions sanitaires dans les zones les plus pauvres. Les soins pendant la grossesse ont été fortement améliorés, l'accueil et l'assistance lors des accouchements se sont professionnalisés, et l'accès à l'information et aux services de planning familial s'est répandu.

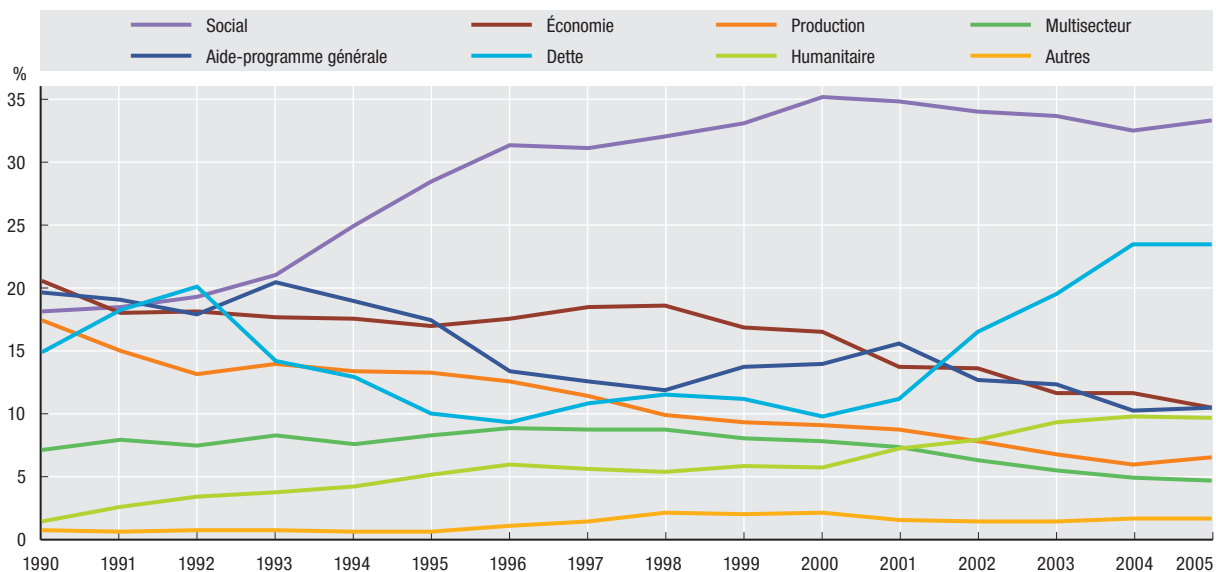
Cinq mesures simples peuvent servir : former les médecins et les infirmières aux accouchements, encourager l'allaitement pendant les six premiers mois de la vie du nourrisson, généraliser le vaccin contre la rougeole, encourager la réhydratation orale pour lutter contre la diarrhée, et former les travailleurs sanitaires à diagnostiquer les pneumonies et à les soigner avec des antibiotiques.



## 2.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD À L'AFRIQUE

### 2.3.1. APD à l'Afrique par secteur depuis 1990

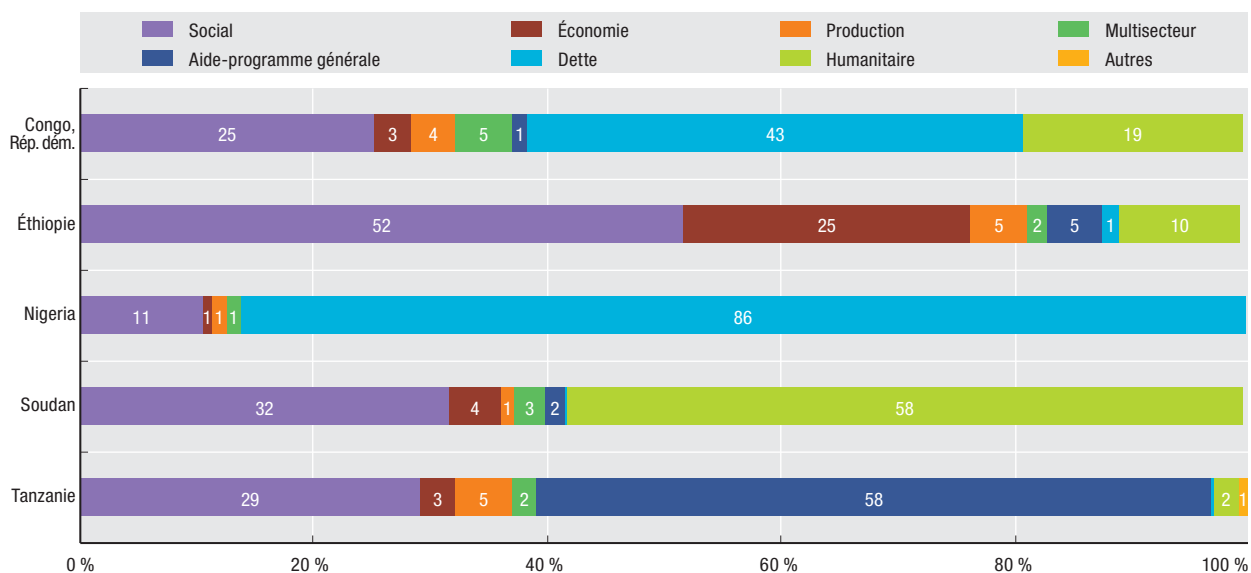
En pourcentage de l'APD totale, moyennes mobiles sur 3 ans, engagements



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/412741715051>

### 2.3.2. APD par secteurs aux 5 premiers bénéficiaires africains en 2006

En pourcentage de l'APD totale engagée pour chaque pays



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/412741715051>

## 2. AFRIQUE

### 2.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD À L'AFRIQUE

#### 2.3.3. APD à l'Afrique par donneur et par secteur en 2006

En pourcentage du total des engagements bilatéraux

	Allemagne	Australie	Autriche	Belgique	Canada	Danemark	Espagne	États-Unis	Finlande	France	Grèce	Irlande	Italie	Japon
<b>Sociale</b>	<b>22.1</b>	<b>38.7</b>	<b>7.7</b>	<b>35.5</b>	<b>42.3</b>	<b>27.5</b>	<b>37.5</b>	<b>36.2</b>	<b>36.1</b>	<b>27.7</b>	<b>61.4</b>	<b>57.0</b>	<b>-</b>	<b>11.7</b>
Éducation	7.3	11.2	1.6	7.6	20.7	1.1	10.4	3.3	5.9	15.8	31.9	12.0	-	3.1
<i>Dont</i> : éducation de base	1.0	1.2	0.2	1.7	17.5	1.0	1.3	2.7	0.9	1.2	0.1	7.1	-	1.5
Santé	1.1	0.1	1.1	6.8	5.6	11.7	8.1	3.1	10.0	3.2	3.5	13.0	-	2.6
<i>Dont</i> : santé de base	0.4	0.1	0.7	5.7	3.3	4.1	3.9	2.7	2.6	0.1	2.3	5.8	-	1.6
Population, santé et fertilité	2.6	6.6	0.4	2.0	3.6	3.5	3.2	20.1	1.3	-	21.9	7.9	-	0.1
Distribution d'eau et assainissement	5.8	-	1.9	6.3	0.4	4.0	2.0	0.1	5.2	3.5	1.0	3.8	-	3.3
Gouvernement et société civile	4.5	11.2	2.2	8.7	11.5	7.0	7.2	8.2	11.3	1.0	1.0	11.5	-	2.2
Autres infrast. et services sociaux	0.9	9.7	0.5	4.2	0.5	0.2	6.5	1.3	2.4	4.2	2.1	8.7	-	0.5
<b>Économique</b>	<b>4.3</b>	<b>0.0</b>	<b>0.9</b>	<b>6.8</b>	<b>1.6</b>	<b>7.7</b>	<b>22.9</b>	<b>1.7</b>	<b>3.5</b>	<b>4.4</b>	<b>1.9</b>	<b>1.1</b>	<b>-</b>	<b>9.8</b>
Transport, communication	0.7	0.0	0.1	5.0	1.3	4.1	19.2	0.3	3.2	2.4	-	0.8	-	7.0
Énergie	2.1	-	0.4	0.1	0.0	0.1	3.3	0.3	0.1	1.7	-	0.0	-	2.7
Banques/Services aux entreprises	1.5	-	0.4	1.7	0.3	3.5	0.3	1.1	0.2	0.3	1.9	0.2	-	0.1
<b>Production</b>	<b>6.2</b>	<b>3.4</b>	<b>1.1</b>	<b>6.5</b>	<b>5.3</b>	<b>2.6</b>	<b>4.1</b>	<b>5.3</b>	<b>10.1</b>	<b>3.8</b>	<b>6.4</b>	<b>6.1</b>	<b>-</b>	<b>10.2</b>
Agriculture, sylviculture et pêche	5.5	3.4	1.0	6.0	4.0	0.5	3.0	1.5	5.5	2.5	5.7	5.8	-	2.4
Industrie, industries extractives et construction	0.4	-	0.1	0.3	0.2	2.1	0.9	0.1	1.1	0.2	-	0.0	-	0.2
Commerce et tourisme	0.2	-	0.0	0.2	1.0	0.0	0.2	3.8	3.5	1.1	0.7	0.2	-	7.6
<b>Multisecteur</b>	<b>3.1</b>	<b>8.0</b>	<b>2.3</b>	<b>3.8</b>	<b>2.8</b>	<b>2.3</b>	<b>3.4</b>	<b>3.7</b>	<b>11.7</b>	<b>6.7</b>	<b>9.2</b>	<b>3.6</b>	<b>-</b>	<b>1.2</b>
<b>Aide-programme générale</b>	<b>1.5</b>	<b>1.2</b>	<b>0.2</b>	<b>1.7</b>	<b>2.5</b>	<b>17.5</b>	<b>1.9</b>	<b>6.9</b>	<b>20.5</b>	<b>4.9</b>	<b>1.8</b>	<b>8.0</b>	<b>-</b>	<b>1.2</b>
<b>Dette</b>	<b>59.6</b>	<b>12.9</b>	<b>86.9</b>	<b>38.9</b>	<b>23.1</b>	<b>32.2</b>	<b>20.5</b>	<b>22.1</b>	<b>-</b>	<b>48.1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>62.9</b>
<b>Humanitaire</b>	<b>3.1</b>	<b>35.6</b>	<b>0.9</b>	<b>5.9</b>	<b>21.9</b>	<b>9.2</b>	<b>6.3</b>	<b>24.0</b>	<b>14.7</b>	<b>0.2</b>	<b>18.5</b>	<b>20.3</b>	<b>-</b>	<b>2.2</b>
<b>Autres</b>	<b>0.1</b>	<b>0.1</b>	<b>0.0</b>	<b>1.0</b>	<b>0.5</b>	<b>1.0</b>	<b>3.5</b>	<b>0.0</b>	<b>3.4</b>	<b>4.3</b>	<b>0.8</b>	<b>4.0</b>	<b>-</b>	<b>0.7</b>
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>-</b>	<b>100</b>
Aide alimentaire (aide d'urgence et à visée développementale)	1.4	24.2	0.4	1.8	13.0	1.1	2.2	19.5	4.0	0.5	7.1	3.7	-	1.5





## 2.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD À L'AFRIQUE

## 2.3.3. APD à l'Afrique par donneur et par secteur en 2006 (suite)

En pourcentage du total des engagements bilatéraux

Pourcentage des financements  
multilatéraux

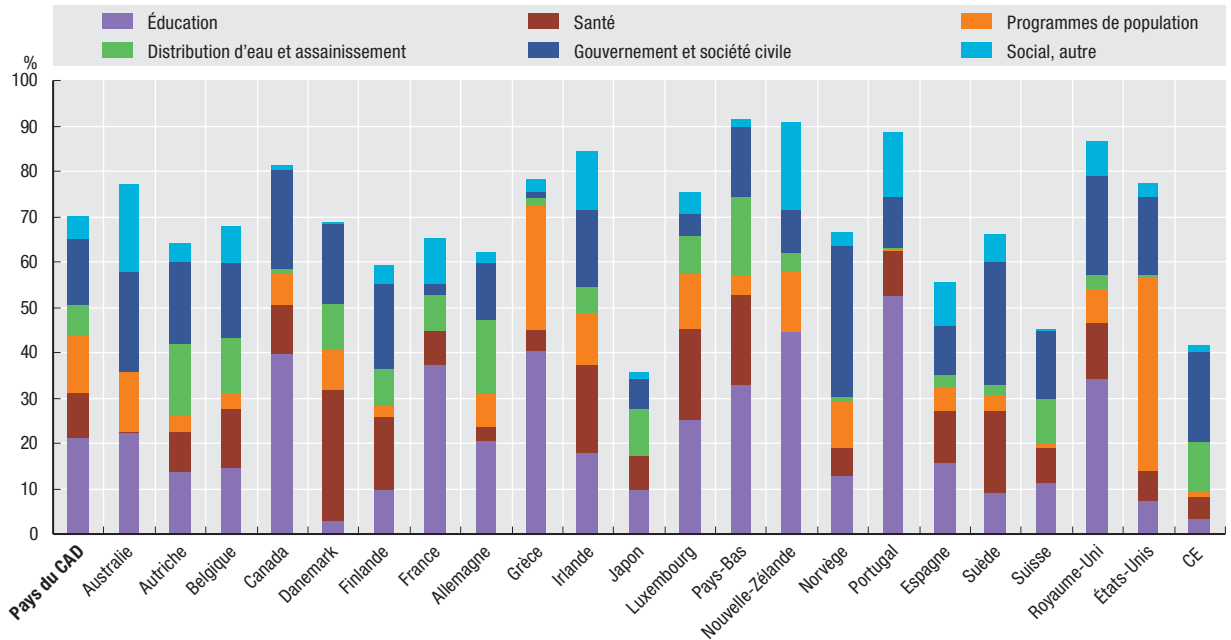
	Luxembourg	Norvège	Nouvelle-Zélande	Pays-Bas	Portugal	Royaume-Uni	Suède	Suisse	Total des pays du CAD	OE	Banque mondiale (IDA)	UNICEF et ONUSIDA	Total des organismes multilatéraux
<b>Sociale</b>	<b>50.3</b>	<b>36.4</b>	<b>33.1</b>	<b>69.2</b>	<b>80.5</b>	<b>42.4</b>	<b>44.4</b>	<b>25.5</b>	<b>32.4</b>	<b>32.4</b>	<b>38.0</b>	<b>87.2</b>	<b>42.5</b>
Éducation	16.7	7.1	16.2	24.8	47.8	16.7	5.8	6.4	9.7	2.5	10.6	6.9	6.0
<i>Dont : éducation de base</i>	3.6	3.0	7.1	20.0	2.8	6.1	1.1	2.3	3.6	1.0	1.7	6.5	1.5
Santé	13.3	3.2	–	15.1	9.1	6.0	12.4	4.4	4.7	3.9	4.6	14.8	7.2
<i>Dont : santé de base</i>	5.7	1.6	–	6.8	1.8	4.1	10.0	2.9	2.5	1.5	3.1	13.8	5.4
Population, santé et fertilité	8.3	5.6	4.9	3.1	0.0	3.8	2.2	0.5	5.7	0.7	0.8	44.3	7.2
Distribution d'eau et assainissement	5.4	0.6	1.6	13.2	0.5	1.4	1.6	5.7	3.2	8.7	6.3	4.0	9.2
Gouvernement et société civile	3.4	18.2	3.4	11.7	10.1	10.7	18.3	8.4	6.7	15.5	15.5	0.1	11.8
Autres infrast. et services sociaux	3.1	1.7	7.0	1.3	13.0	3.7	4.1	0.2	2.3	1.2	0.1	17.0	1.1
<b>Économique</b>	<b>4.9</b>	<b>6.9</b>	<b>–</b>	<b>1.5</b>	<b>4.3</b>	<b>1.6</b>	<b>7.6</b>	<b>14.4</b>	<b>4.7</b>	<b>23.9</b>	<b>21.4</b>	<b>–</b>	<b>19.4</b>
Transport, communication	2.2	1.5	–	0.3	3.7	0.8	3.2	1.2	2.5	19.2	14.1	–	14.4
Énergie	0.4	3.8	–	0.0	–	–	1.4	4.7	1.2	4.7	6.8	–	4.5
Banques/Services aux entreprises	2.3	1.6	–	1.2	0.7	0.7	3.0	8.5	1.0	–	0.5	–	0.5
<b>Production</b>	<b>3.0</b>	<b>8.5</b>	<b>1.9</b>	<b>2.9</b>	<b>1.4</b>	<b>5.0</b>	<b>10.5</b>	<b>9.6</b>	<b>5.8</b>	<b>14.6</b>	<b>13.3</b>	<b>–</b>	<b>12.8</b>
Agriculture, sylviculture et pêche	1.8	6.8	1.2	2.7	0.6	1.5	8.1	6.7	3.0	3.4	11.9	–	7.7
Industrie, industries extractives et construction	1.0	1.4	–	0.0	0.6	1.7	0.9	0.4	0.5	7.7	1.4	–	3.6
Commerce et tourisme	0.1	0.4	0.7	0.2	0.2	1.8	1.5	2.4	2.3	3.5	–	–	1.4
<b>Multisecteur</b>	<b>8.6</b>	<b>3.1</b>	<b>1.6</b>	<b>2.3</b>	<b>4.8</b>	<b>0.1</b>	<b>4.7</b>	<b>7.2</b>	<b>3.5</b>	<b>7.3</b>	<b>4.3</b>	<b>0.0</b>	<b>6.0</b>
<b>Aide-programme générale</b>	<b>7.4</b>	<b>18.8</b>	<b>0.8</b>	<b>12.6</b>	<b>1.3</b>	<b>39.1</b>	<b>17.3</b>	<b>6.8</b>	<b>9.0</b>	<b>8.5</b>	<b>22.2</b>	<b>–</b>	<b>13.2</b>
<b>Dettes</b>	<b>–</b>	<b>9.5</b>	<b>–</b>	<b>0.4</b>	<b>–</b>	<b>0.6</b>	<b>2.8</b>	<b>17.9</b>	<b>33.5</b>	<b>–</b>	<b>0.4</b>	<b>–</b>	<b>0.1</b>
<b>Humanitaire</b>	<b>17.5</b>	<b>13.3</b>	<b>34.7</b>	<b>10.6</b>	<b>1.4</b>	<b>11.4</b>	<b>11.9</b>	<b>18.5</b>	<b>9.8</b>	<b>13.1</b>	<b>0.4</b>	<b>–</b>	<b>5.5</b>
<b>Autres</b>	<b>8.5</b>	<b>3.5</b>	<b>28.0</b>	<b>0.5</b>	<b>6.2</b>	<b>–</b>	<b>0.7</b>	<b>0.1</b>	<b>1.3</b>	<b>0.3</b>	<b>–</b>	<b>12.8</b>	<b>0.5</b>
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
Aide alimentaire (aide d'urgence et à visée développementale)	14.0	1.5	20.2	2.1	–	4.3	1.3	7.6	5.8	6.3	–	–	2.6

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/412857131281>

### 2.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD À L'AFRIQUE

#### 2.3.4. Analyse de l'APD à l'Afrique par donneur dans le secteur social

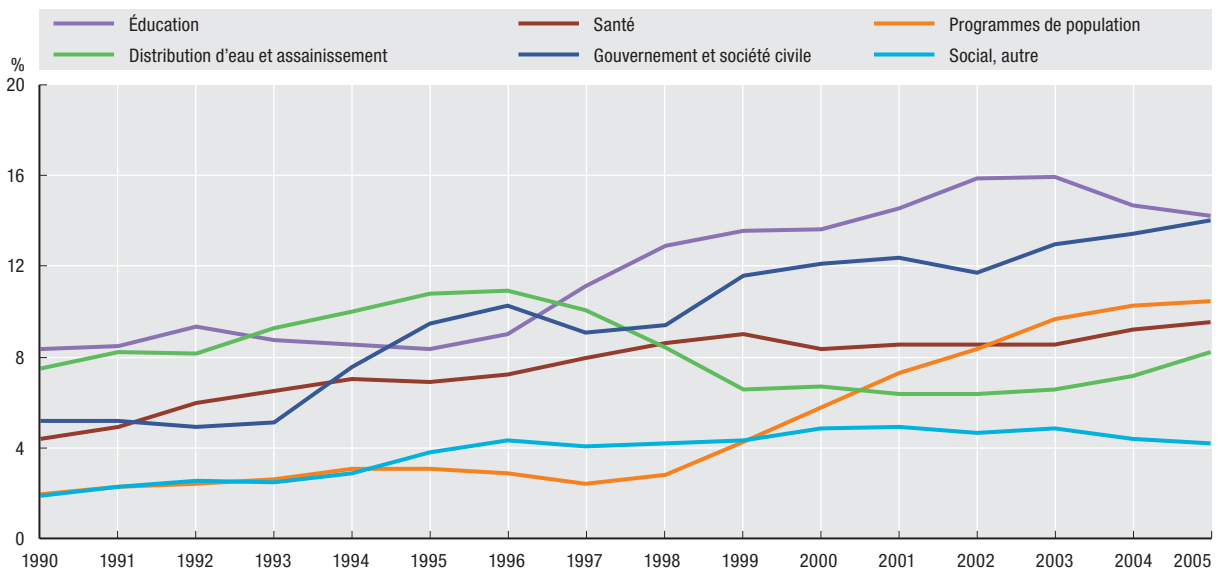
En pourcentage des engagements totaux allouables par secteur pour chaque donneur en 2006



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/412857131281>

#### 2.3.5. Analyse de l'APD à l'Afrique dans le secteur social depuis 1990

En pourcentage de l'APD totale allouable par secteur, moyennes mobiles sur 3 ans, engagements

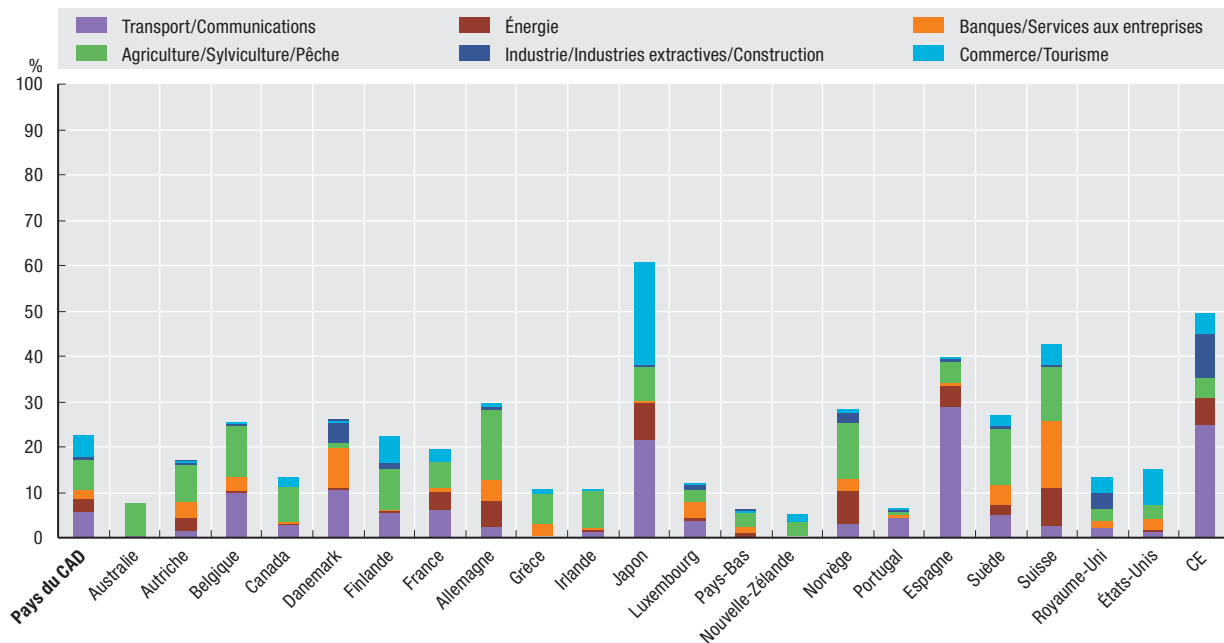


StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/412878750017>

## 2.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD À L'AFRIQUE

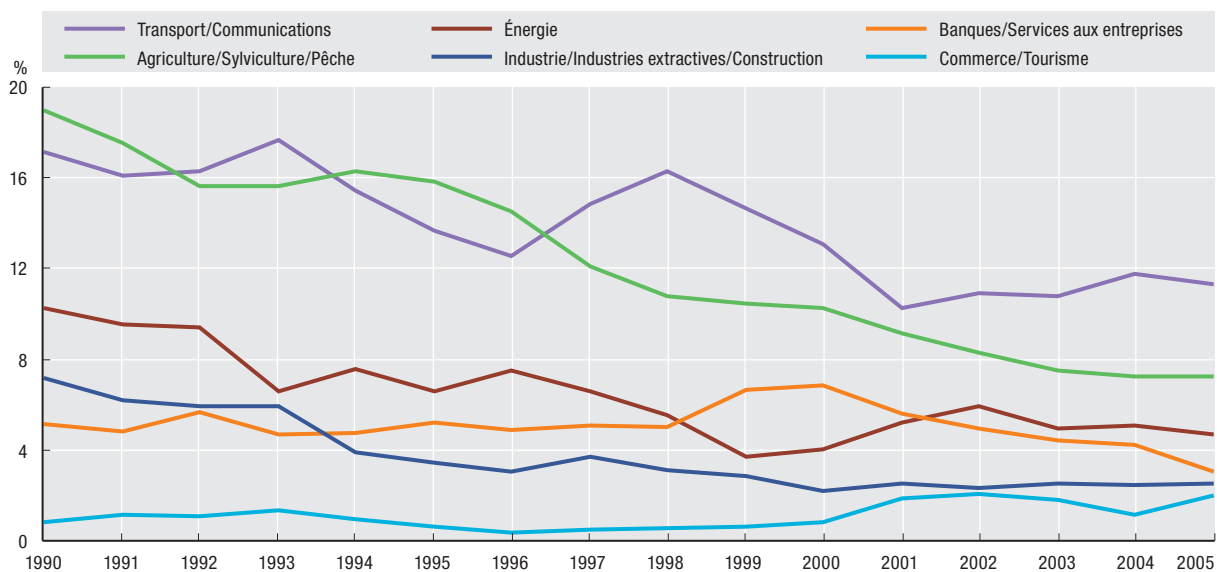
## 2.3.6. Analyse de l'APD à l'Afrique par donneur dans le secteur de l'économie et de la production

En pourcentage des engagements totaux allouables par secteur pour chaque donneur en 2006

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/412857131281>

## 2.3.7. Analyse de l'APD à l'Afrique dans le secteur de l'économie et de la production depuis 1990

En pourcentage de l'APD totale allouable par secteur, moyennes mobiles sur 3 ans, engagements

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/412878750017>

### 2.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD À L'AFRIQUE

#### 2.3.8. APD à l'Afrique par secteur et par bénéficiaire en 2006

Millions de USD, engagements

	Social	Économie	Production	Multisecteur	Aide-prog. générale	Dette	Humanitaire	Autres	Total
Afrique du Sud	695	24	92	47	0	–	1	11	<b>870</b>
Algérie	222	172	29	9	–	20	20	3	<b>474</b>
Angola	207	11	20	6	4	–	30	6	<b>283</b>
Bénin	312	90	188	98	96	11	1	3	<b>800</b>
Botswana	66	1	1	3	–	5	0	2	<b>77</b>
Burkina Faso	298	6	125	79	180	16	4	5	<b>714</b>
Burundi	196	38	23	96	100	14	100	3	<b>570</b>
Cameroun	272	205	48	30	188	1 150	1	5	<b>1 899</b>
Cap-Vert	78	21	3	8	24	1	0	4	<b>140</b>
Rép. centrafricaine	34	75	7	15	95	12	7	3	<b>249</b>
Comores	16	3	5	3	2	2	–	2	<b>34</b>
Congo, Rép.	50	0	16	20	11	227	25	4	<b>353</b>
Congo, Rép. dém.	517	63	78	99	26	868	383	7	<b>2 041</b>
Côte d'Ivoire	127	1	17	30	6	60	160	7	<b>408</b>
Djibouti	67	0	1	3	1	0	5	2	<b>80</b>
Égypte	468	135	568	91	196	131	5	5	<b>1 599</b>
Érythrée	43	1	5	15	7	–	28	6	<b>104</b>
Éthiopie	1 146	545	109	34	106	32	228	11	<b>2 211</b>
Gabon	55	62	11	20	–	0	0	3	<b>150</b>
Gambie	46	9	7	4	4	0	1	1	<b>71</b>
Ghana	561	85	121	81	485	8	9	2	<b>1 351</b>
Guinée	118	30	15	14	4	16	17	4	<b>218</b>
Guinée équatoriale	34	–	0	1	–	2	–	1	<b>38</b>
Guinée-Bissau	39	9	9	1	5	7	2	3	<b>76</b>
Kenya	851	106	186	60	38	70	241	18	<b>1 569</b>
Lesotho	87	17	1	2	1	0	1	2	<b>112</b>
Liberia	116	48	2	25	4	–	153	1	<b>349</b>
Libye	33	0	0	0	–	–	–	0	<b>34</b>
Madagascar	225	57	69	74	145	28	2	7	<b>607</b>
Malawi	361	40	67	6	146	17	15	2	<b>655</b>
Mali	448	12	67	59	118	25	12	7	<b>748</b>
Maroc	735	331	25	27	0	2	5	19	<b>1 144</b>



## 2.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD À L'AFRIQUE

## 2.3.8. APD à l'Afrique par secteur et par bénéficiaire en 2006 (suite)

Millions de USD, engagements

	Social	Économie	Production	Multisecteur	Aide-prog. générale	Dettes	Humanitaire	Autres	Total
Maurice	36	0	39	1	–	–	–	0	76
Mauritanie	127	95	25	20	15	3	8	4	296
Mayotte	5	–	0	0	–	–	–	–	6
Mozambique	597	173	142	37	277	84	8	11	1 329
Namibie	88	90	13	13	0	–	2	3	209
Niger	242	33	15	60	101	13	61	5	529
Nigeria	898	70	110	95	–	7 313	3	5	8 493
Ouganda	659	59	44	39	193	6	206	7	1 214
Rwanda	331	49	30	10	237	98	14	3	772
Sao Tomé et Príncipe	13	2	6	1	–	2	–	1	26
Sénégal	414	94	107	132	38	165	3	14	966
Seychelles	6	0	3	1	–	2	0	1	14
Sierra Leone	103	5	11	1	39	54	38	1	253
Somalie	82	1	8	1	10	1	313	12	427
Soudan	649	90	23	54	36	3	1 184	7	2 047
Ste-Hélène	2	20	0	–	–	–	0	0	22
Swaziland	30	0	7	2	1	–	0	1	41
Tanzanie	776	84	129	53	1 542	3	58	16	2 662
Tchad	73	0	2	37	14	7	128	5	265
Togo	33	1	2	8	3	6	1	4	58
Tunisie	238	79	69	9	51	–	0	3	450
Zambie	580	79	172	22	114	542	24	8	1 541
Zimbabwe	252	1	3	8	28	0	43	2	338
Nord du Sahara, régional	112	18	43	38	0	–	17	18	246
Sud du Sahara, régional	794	107	352	140	23	1	310	26	1 753
Afrique, régional	651	748	299	114	1	75	96	171	2 155
<b>Afrique total</b>	<b>16 318</b>	<b>4 093</b>	<b>3 573</b>	<b>1 954</b>	<b>4 716</b>	<b>11 101</b>	<b>3 969</b>	<b>492</b>	<b>46 216</b>

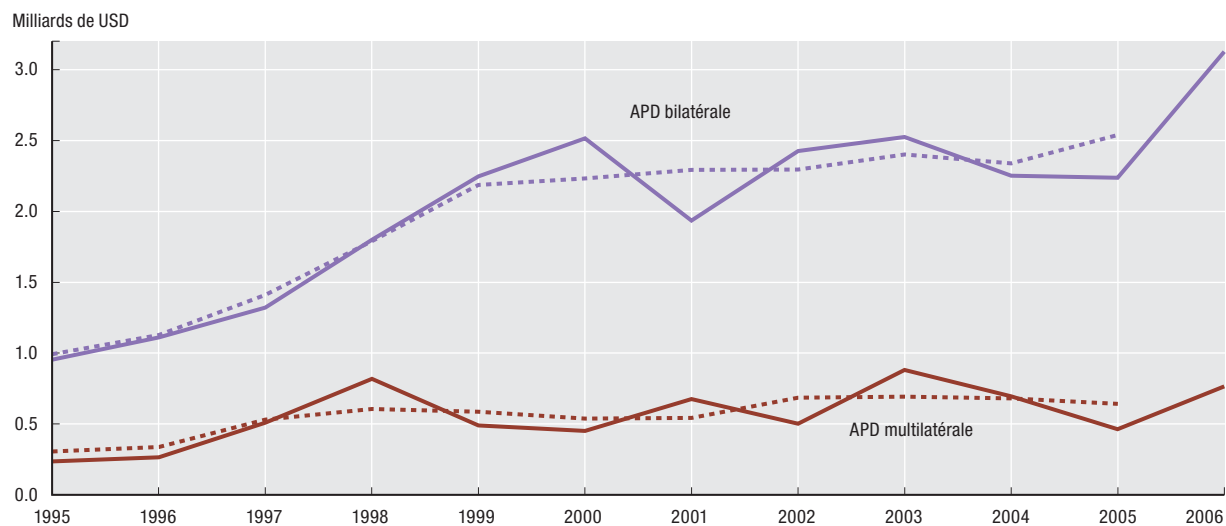
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/414352503234>

### 2.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD À L'AFRIQUE

#### Éducation

#### 2.3.9. APD totale dans le secteur de l'éducation

Milliards de USD, prix et taux de change constants en 2005, engagements  
Montants annuels (lignes continues), moyennes mobiles sur 3 ans (lignes en pointillés)



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/413022385570>

#### 2.3.10. 10 premiers bénéficiaires en 2006

Engagements, en millions de USD

	Éthiopie	Mali	Maroc	Ghana	Kenya	Soudan	Burkina Faso	Algérie	Sénégal	Égypte	Autres	Total
France	7	15	204	1	3	1	15	154	90	11	464	965
Royaume-Uni	179	–	–	194	101	–	–	–	–	–	57	531
IDA	129	–	–	3	63	149	19	–	26	–	77	467
Pays-Bas	38	87	–	12	4	0	87	–	0	–	204	432
Allemagne	7	1	57	7	4	7	2	3	2	38	169	297
États-Unis	11	4	5	18	4	0	–	–	17	85	84	229
Canada	–	132	1	–	8	–	3	5	4	14	15	181
FAfD	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	147	147
CE	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	133	133
Japon	3	7	2	5	18	5	8	0	11	3	61	124
Autres donateurs	25	42	14	2	9	10	30	3	12	5	341	492
<b>Total</b>	<b>400</b>	<b>289</b>	<b>283</b>	<b>242</b>	<b>214</b>	<b>173</b>	<b>165</b>	<b>165</b>	<b>162</b>	<b>154</b>	<b>1 754</b>	<b>3 999</b>

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/413022385570>

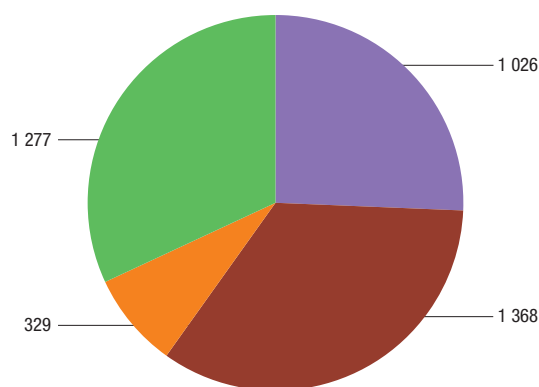
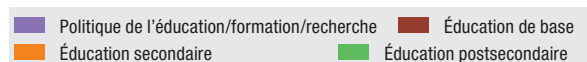


## 2.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD À L'AFRIQUE

## Éducation

## 2.3.11. APD dans le secteur de l'éducation par sous-secteurs en 2006

Millions de USD, engagements

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/413022385570>**Objectif du Millénaire pour le développement associé**« Assurer l'éducation primaire pour tous »  
**(objectif 2)**« D'ici à 2015, donner à tous les enfants, garçons et filles, partout dans le monde, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires » **(cible 3)**

## 2.3.12. Engagements d'APD dans le secteur de l'éducation

Millions de USD

	2003	2004	2005	2006
Allemagne	277	262	77	297
Australie	2	14	7	7
Autriche	7	9	5	9
Belgique	46	54	65	75
Canada	126	84	111	181
Danemark	10	36	76	9
Espagne	42	30	53	79
États-Unis	156	169	195	229
Finlande	35	29	38	15
France	835	987	775	965
Grèce	1	3	6	5
Irlande	42	45	48	47
Italie	19	41	n.d.	n.d.
Japon	121	199	217	124
Luxembourg	23	14	18	17
Norvège	98	34	87	60
Nouvelle-Zélande	1	1	1	2
Pays-Bas	50	45	187	432
Portugal	57	45	52	53
Royaume-Uni	160	82	168	531
Suède	94	21	47	59
Suisse	14	5	7	18
<b>Pays du CAD</b>	<b>2 218</b>	<b>2 209</b>	<b>2 238</b>	<b>3 216</b>
CE	223	94	268	133

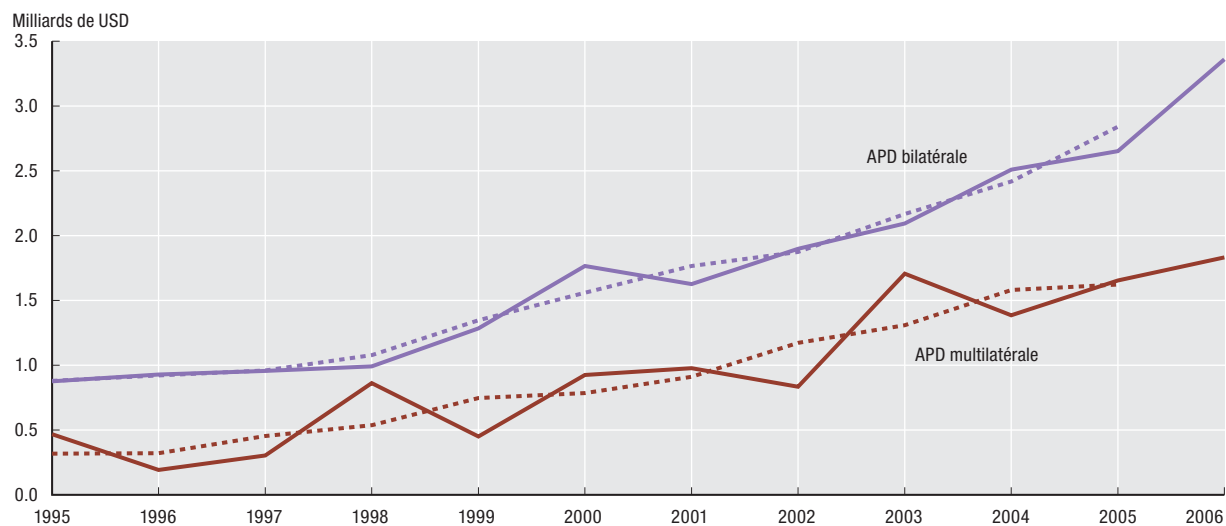
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/413022385570>

### 2.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD À L'AFRIQUE

#### Santé

#### 2.3.13. APD totale dans le secteur de la santé

Milliards de USD, prix et taux de change constants en 2005, engagements  
Montants annuels (lignes continues), moyennes mobiles sur 3 ans (lignes en pointillés)



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/412814864810>

#### 2.3.14. 10 premiers bénéficiaires en 2006

Engagements, en millions de USD

	Éthiopie	Kenya	Nigeria	Zambie	Afrique du Sud	Tanzanie	Malawi	Mozambique	Ouganda	Rwanda	Autres	Total	
10 premiers donateurs en 2006	États-Unis	108	199	153	115	213	119	28	83	155	67	361	1 601
	FMSTP	195	99	72	–	–	12	167	–	–	77	458	1 081
	Pays-Bas	30	–	–	91	1	–	–	20	–	–	176	318
	Royaume-Uni	32	9	74	1	8	11	2	0	37	1	137	312
	CE	–	6	4	19	56	6	2	4	–	–	145	241
	IDA	43	–	53	0	–	–	–	–	–	–	144	240
	UNICEF	14	5	25	4	1	9	6	6	7	4	122	204
	France	1	3	0	–	0	–	–	–	0	–	190	194
	Allemagne	2	14	0	1	13	24	10	0	3	1	84	152
	Suède	1	0	–	90	1	5	0	5	0	–	45	148
	Autres donateurs	53	70	10	19	17	111	39	134	25	17	350	845
	<b>Total</b>	<b>480</b>	<b>404</b>	<b>390</b>	<b>339</b>	<b>311</b>	<b>297</b>	<b>254</b>	<b>253</b>	<b>227</b>	<b>168</b>	<b>2 212</b>	<b>5 335</b>

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/412814864810>



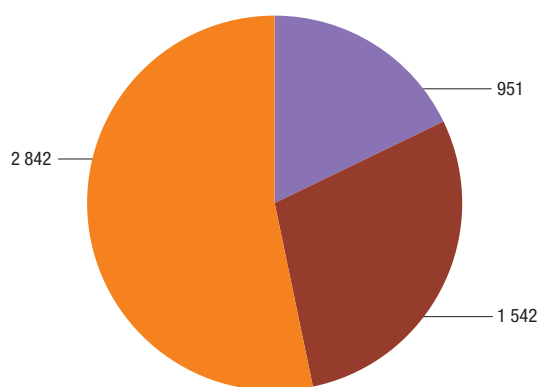


## 2.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD À L'AFRIQUE

## Santé

## 2.3.15. APD à la santé par sous-secteur en 2006

Millions de USD, engagements



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/412814864810>

### Objectifs du Millénaire pour le développement associés

- « Réduire la mortalité infantile » (**objectif 4**)
- « Améliorer la santé maternelle » (**objectif 5**)
- « Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies » (**objectif 6**)

## 2.3.16. Engagements d'APD à la santé

Millions de USD

	2003	2004	2005	2006
Allemagne	112	69	82	152
Australie	51	1	2	4
Autriche	2	4	6	8
Belgique	43	34	73	86
Canada	146	171	66	80
Danemark	53	129	88	121
Espagne	26	56	66	86
États-Unis	657	963	1 258	1 601
Finlande	7	10	11	30
France	90	139	83	194
Grèce	6	9	1	4
Irlande	60	72	74	81
Italie	31	34	n.d.	n.d.
Japon	75	78	60	107
Luxembourg	8	14	12	22
Norvège	70	64	104	75
Nouvelle-Zélande	1	2	2	1
Pays-Bas	25	136	107	318
Portugal	8	10	10	10
Royaume-Uni	295	358	428	312
Suède	73	59	96	148
Suisse	24	26	23	14
<b>Pays du CAD</b>	<b>1 861</b>	<b>2 436</b>	<b>2 652</b>	<b>3 456</b>
CE	93	226	239	241

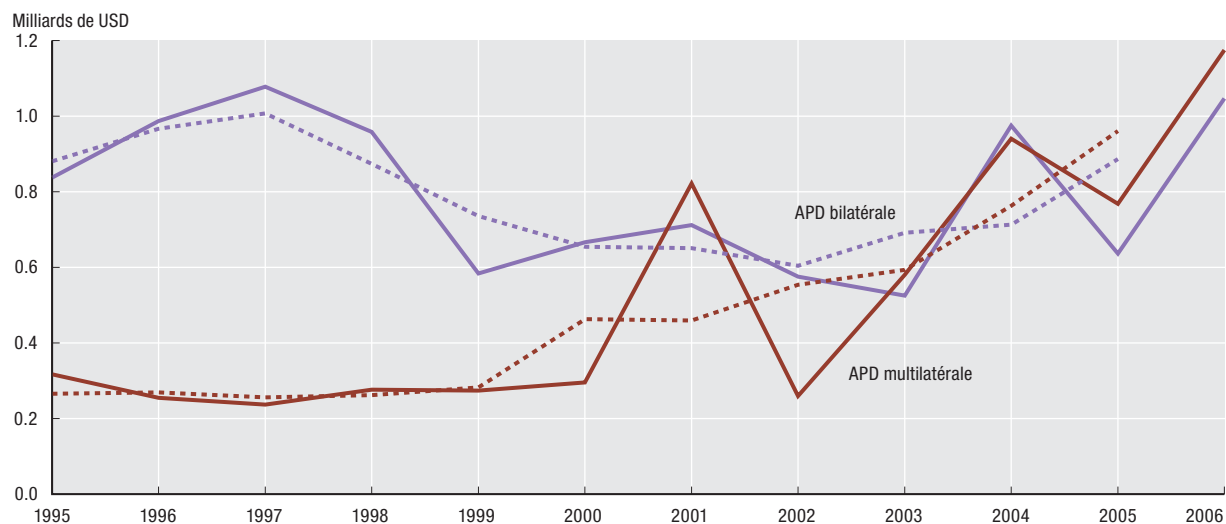
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/412814864810>

### 2.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD À L'AFRIQUE

#### Eau

#### 2.3.17. APD totale dans le secteur de l'eau

Milliards de USD, prix et taux de change constants en 2005, engagements  
Montants annuels (lignes continues), moyennes mobiles sur 3 ans (lignes en pointillés)



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/412826823033>

#### 2.3.18. 10 premiers bénéficiaires en 2006

Engagements, en millions de USD

	Maroc	Éthiopie	Nigeria	Tanzanie	Ghana	Kenya	Madagascar	Ouganda	Mozambique	Bénin	Autres	Total
<b>Top 10 premiers donateurs en 2006</b>												
CE	50	63	–	2	–	5	–	5	39	1	296	<b>463</b>
FAfD	–	64	–	81	68	–	75	59	–	–	104	<b>451</b>
IDA	–	22	124	–	–	–	4	–	–	–	129	<b>278</b>
Allemagne	97	0	0	1	0	15	0	1	0	12	109	<b>237</b>
Pays-Bas	–	–	–	–	1	–	–	–	32	59	137	<b>229</b>
France	77	–	–	–	–	59	–	–	–	–	78	<b>214</b>
Japon	1	7	0	15	–	5	0	0	0	–	104	<b>133</b>
Belgique	3	0	–	0	20	0	0	0	0	2	35	<b>62</b>
Royaume-Uni	–	1	–	–	14	–	–	–	0	–	28	<b>43</b>
Danemark	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	32	<b>32</b>
Autres donateurs	2	18	1	17	1	7	0	12	4	1	63	<b>125</b>
<b>Total</b>	<b>231</b>	<b>175</b>	<b>126</b>	<b>116</b>	<b>103</b>	<b>92</b>	<b>80</b>	<b>77</b>	<b>76</b>	<b>76</b>	<b>1 115</b>	<b>2 267</b>

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/412826823033>

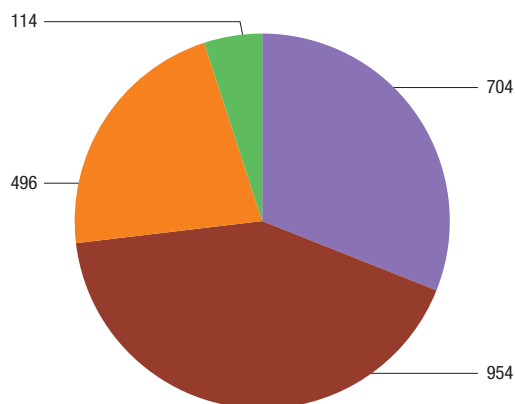
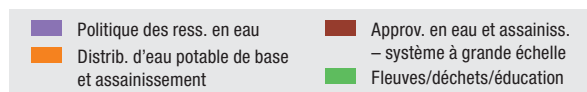


## 2.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD À L'AFRIQUE

## Eau

## 2.3.19. APD dans le secteur de l'eau par sous-secteur en 2006

Millions de USD, engagements

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/412826823033>**Objectifs du Millénaire pour le développement associés**« Assurer un environnement durable »  
(objectif 7)

« Réduire de moitié, d'ici à 2015, le pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable » (cible 10)

## 2.3.20. Engagements d'APD dans le secteur de l'eau

Millions de USD

	2003	2004	2005	2006
Allemagne	81	229	169	237
Australie	0	0	0	–
Autriche	11	5	3	10
Belgique	16	11	40	62
Canada	23	66	20	4
Danemark	16	206	36	32
Espagne	5	7	11	16
États-Unis	11	11	15	9
Finlande	0	4	4	14
France	112	136	38	214
Grèce	0	0	–	0
Irlande	18	17	15	15
Italie	2	2	n.d.	n.d.
Japon	120	183	103	133
Luxembourg	5	9	6	6
Norvège	1	3	24	5
Nouvelle-Zélande	–	0	0	0
Pays-Bas	8	51	74	229
Portugal	0	2	2	1
Royaume-Uni	4	6	6	43
Suède	34	9	58	16
Suisse	6	2	14	16
<b>Pays du CAD</b>	<b>474</b>	<b>961</b>	<b>637</b>	<b>1 061</b>
CE	267	215	443	463

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/412826823033>





## **3. AMÉRIQUE**

<b>3.1. APD À L'AMÉRIQUE : RÉSUMÉ .....</b>	<b>68</b>
<b>3.2. APD À L'AMÉRIQUE PAR DONNEUR ET BÉNÉFICIAIRE .....</b>	<b>72</b>
<b>3.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD À L'AMÉRIQUE .....</b>	<b>78</b>

## 3.1. APD À L'AMÉRIQUE : RÉSUMÉ

### 3.1.1. 10 premiers bénéficiaires d'APD

Millions de USD, versements nets en 2006

1 Colombie	988	14 %
2 Nicaragua	733	11 %
3 Honduras	587	9 %
4 Haïti	581	8 %
5 Bolivie	581	8 %
6 Guatemala	487	7 %
7 Pérou	468	7 %
8 Mexique	247	4 %
9 Équateur	189	3 %
10 Guyana	173	3 %
Autres bénéficiaires	1 876	27 %
<b>Total</b>	<b>6 910</b>	<b>100 %</b>

### 3.1.2. 10 premiers donneurs d'APD

Millions de USD, versements nets en 2006

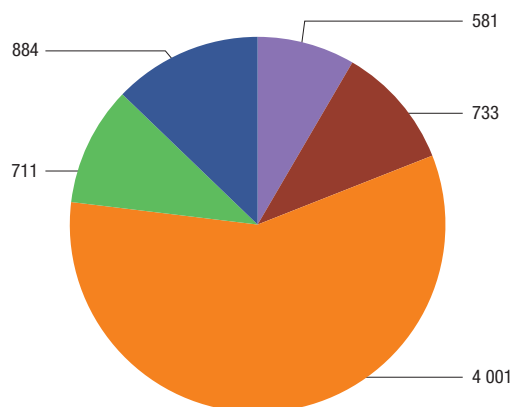
1 États-Unis	1 955	28 %
2 CE	826	12 %
3 Espagne	784	11 %
4 Allemagne	447	6 %
5 Japon	432	6 %
6 Canada	370	5 %
7 France	305	4 %
8 BID F. spé.	216	3 %
9 Suède	187	3 %
10 Pays-Bas	168	2 %
Autres donneurs	1 220	18 %
<b>Total</b>	<b>6 910</b>	<b>100 %</b>

### 3.1.3. Tendances de l'APD

	2005	2006	% de variation
Versements nets d'APD (millions de USD 2005)	6 550	6 730	2.8
Engagements d'APD (millions de USD 2005)	8 489	8 956	5.5
Population (milliers)	551 496	557 624	1.1
APD nette par habitant (USD)	11.9	12.4	-

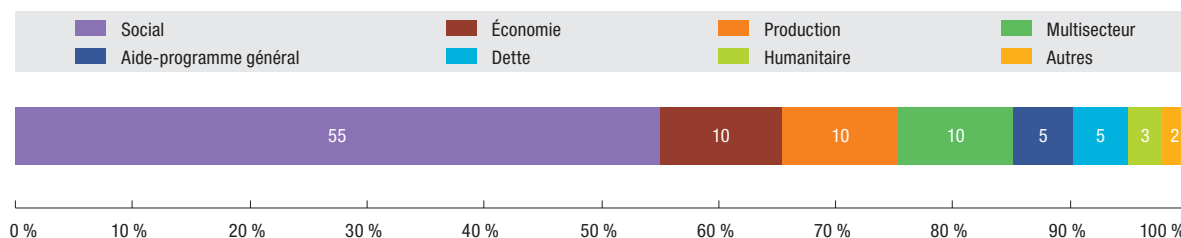
### 3.1.4. APD par groupe de revenu

Millions de USD, versements nets en 2006



### 3.1.5. Répartition sectorielle de l'APD en 2006

Engagements

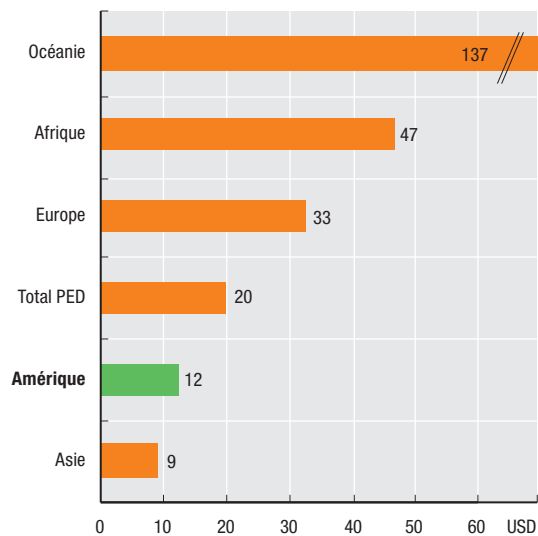


StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/413036335068>

## 3.1. APD À L'AMÉRIQUE : RÉSUMÉ

## 3.1.6. APD nette reçue par habitant en 2006

En USD

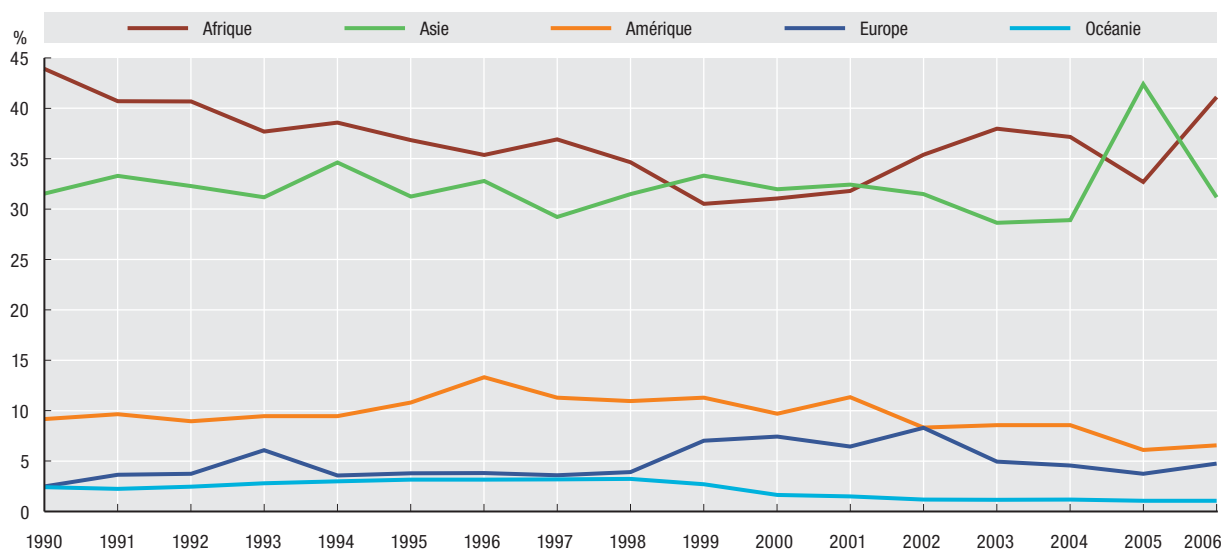


## 3.1.7. APD nette et population des pays bénéficiaires de l'aide par région en 2006

Région	APD nette millions de USD	Population millions
Afrique	43 402	926
Asie	32 885	3 635
Amérique	6 910	558
Europe	5 032	155
Océanie	1 127	8
Aide, régions non spécifiées	15 936	-
<b>Total des bénéficiaires de l'APD</b>	<b>105 292</b>	<b>5 282</b>

## 3.1.8. Distribution régionale de l'APD nette totale

En pourcentage de l'APD totale

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/413076246173>

### 3.1. APD À L'AMÉRIQUE : RÉSUMÉ

#### Faits saillants

en 2006, les apports nets d'aide publique au développement (APD) à l'Amérique ont atteint 6.9 milliards USD. La Colombie a été le principal bénéficiaire avec 988 millions USD (14 %), suivie du Nicaragua avec 733 millions USD (11 %) et du Honduras, d'Haïti et de la Bolivie avec un peu moins de 600 millions USD chacun (environ 8 %).

L'APD nette par habitant s'est élevée à 12.4 USD, contre 11.9 USD en 2005.

Plus de la moitié de l'aide (55 %) est allée à des programmes sociaux. Les programmes économiques, multisectoriels et d'aide à la production ont bénéficié chacun de 10 % de l'aide.

Les engagements nets d'aide ont augmenté de 5.5 % et les versements de 2.8 % sur la période 2005-2006.

Les États-Unis ont été le principal donneur (28 %), suivis de la CE (12 %) et de l'Espagne (11 %).

#### Étude de cas sur Haïti

##### **Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide**

##### **Principe 3 – Harmonisation**

*« Les actions des donateurs sont mieux harmonisées et plus transparentes, et permettent une plus grande efficacité collective. »*

Haïti, qui occupe la partie occidentale de l'île d'Hispaniola, fut autrefois la colonie la plus riche du monde. Aujourd'hui, selon le Premier ministre haïtien, pas moins d'un million d'habitants sur les neuf millions que compte sa population sont sans abri et avant même la série d'ouragans et d'inondations qui ont dévasté l'île durant l'été 2008, plus de la moitié de la population (53.9 %) vivait dans la pauvreté. Le RNB par habitant est de 481 USD. Le pays n'a atteint aucun des Objectifs du Millénaire pour le développement même si, avant les ouragans, il enregistrait des progrès sur la voie de la réalisation de l'Objectif 2, « Assurer l'éducation primaire pour tous », 50 % des garçons et des filles d'âge scolaire étant alors scolarisés, selon l'UNICEF. Les ouragans et les inondations ont détruit 400 écoles et transformé les autres en abris de fortune où vivaient encore plus de 65 000 personnes au début de l'année scolaire 2008. Haïti est citée dans une étude de l'OCDE comme l'exemple même de la forme la plus grave de fragilité de l'État où la légitimité de l'État est remise en question, où les capacités et ressources de l'État sont faibles, et où le

pays dispose seulement de mécanismes politiques rudimentaires ou fragmentés pour gérer les tensions qui en découlent. Dans une telle situation, une aide de l'extérieur est vitale, au sens propre du terme. Depuis qu'une rébellion armée a renversé le gouvernement en 2004, l'aide n'a cessé de s'accroître : elle a ainsi augmenté de 93 % en 2004-2005 et de 16 % de plus en 2005-2006. L'APD totale allouée en 2006, soit 581 millions USD, représente un peu plus de 13 % du RNB, ce qui donne à penser que la dépendance du pays à l'égard de l'aide est relativement faible.

Toutefois, cette aide est complétée par divers autres types d'assistance. Par suite de l'effondrement de l'ordre public, la sécurité est assurée par une force des Nations Unies comptant 9 000 hommes et 15 agences des Nations Unies œuvrent dans le pays. De plus, un grand nombre d'associations caritatives et d'ONG sont également présentes en Haïti. On ne connaît pas le nombre exact de groupes, de structures et de programmes, mais ils se comptent par milliers.

Il peut sembler grotesque de se demander si tel ou tel indicateur a monté ou baissé de quelques points dans une situation où l'État s'est pratiquement effondré et où les individus en sont réduits à manger de la terre mélangée avec un peu de sel et de margarine – les « gâteaux de boue ». Mais quand la situation est aussi mauvaise qu'en Haïti, il importe plus que jamais de savoir comment renforcer l'efficacité de l'aide. Dans ce contexte, il convient notamment de s'assurer que les nombreux programmes mis en œuvre ne sont pas contradictoires. C'est ce que vise l'harmonisation.

La chose paraît assez simple, mais la plupart des pays donateurs ont des dispositifs d'aide complexes faisant intervenir plusieurs organismes ou ministères, de sorte que l'« harmonisation interne » peut poser un problème avant même que soit recherchée une collaboration avec d'autres pays et ONG. De plus, certains donateurs se heurtent à des contraintes juridiques qui les empêchent de conclure des accords harmonisés ou sont soumis à de fortes pressions pour que leur action demeure visible et transparente. Comme indiqué plus haut, il est difficile de savoir exactement combien d'organisations œuvrent à Haïti, mais le nombre de « structures parallèles » mises en place par les donateurs en marge des institutions nationales pour acheminer l'APD peut être calculé. Selon l'Enquête 2008 de suivi de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris, il existerait 39 structures de ce type en Haïti. L'objectif fixé au niveau mondial est de réduire le nombre de ces structures des deux





## 3.1. APD À L'AMÉRIQUE : RÉSUMÉ

tiers d'ici 2010, et de le ramener de 1 800 environ à quelque 600.

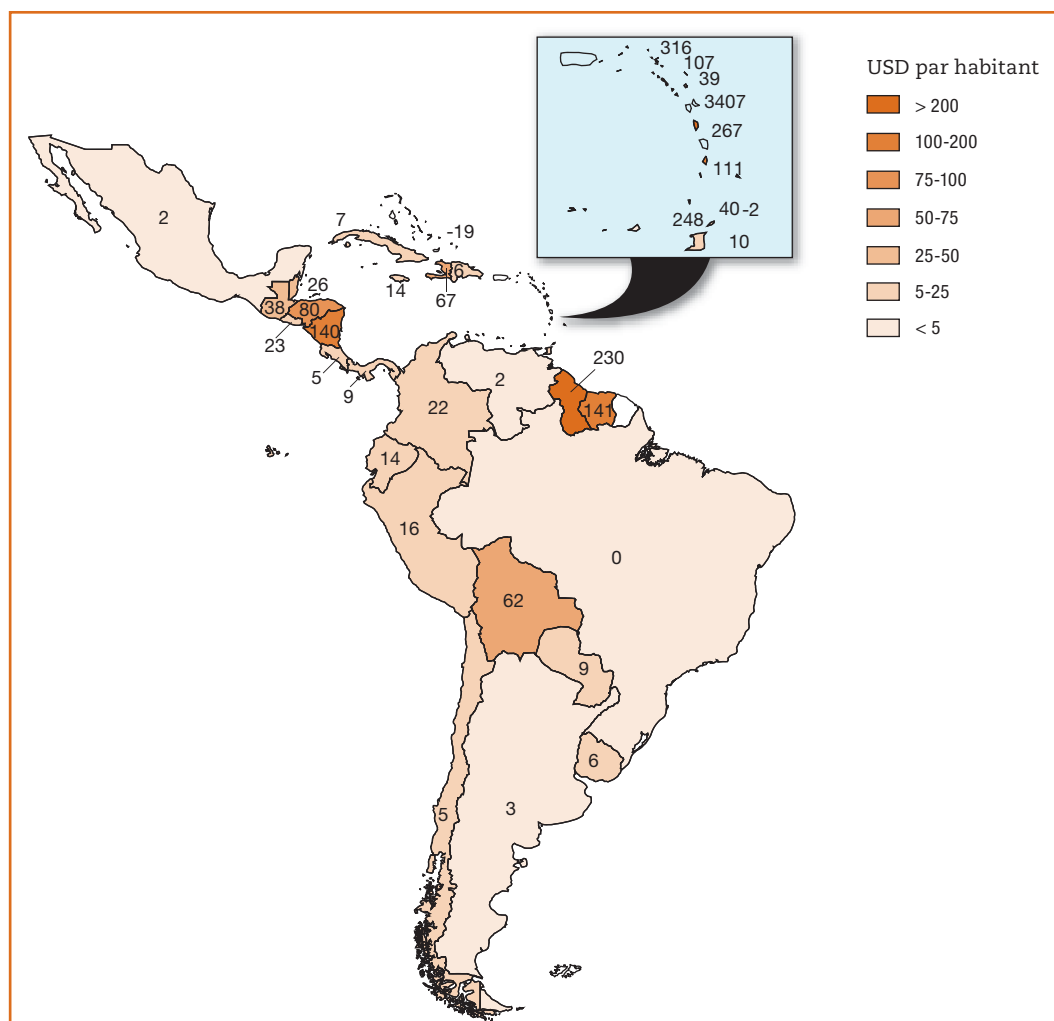
L'harmonisation est mesurée au moyen d'un certain nombre d'indicateurs. Le premier est le pourcentage de l'aide allouée dans le cadre d'approches fondées sur des programmes, et non à des projets individuels. La part de cette aide en Haïti était de 61 % en 2007 et le pays est donc en bonne voie pour atteindre l'objectif de 66 % fixé dans la Déclaration de Paris pour 2010. L'harmonisation implique également la réalisation conjointe de missions sur le terrain et de travaux d'analyse. Ici aussi, Haïti enregistre de bons résultats, avec un

score de 21 % pour les missions conjointes contre un objectif de 40 %, et un score de 53 % pour les travaux d'analyse, ce qui n'est pas loin de l'objectif fixé à 66 %.

Personne ne saurait prétendre que l'obtention de meilleurs scores est une fin en soi. La situation sur le terrain peut se détériorer alors même que les indicateurs s'améliorent et *vice versa*. Des indicateurs comme ceux de l'harmonisation aident toutefois à éviter les gaspillages et les activités redondantes, et à faire en sorte qu'un plus grand volume d'aide parvienne à ceux qui en ont besoin.

### APD par habitant aux pays bénéficiaires, en 2006

Versements nets par habitants en USD



## 3.2. APD À L'AMÉRIQUE PAR DONNEUR ET BÉNÉFICIAIRE

### APD par donneur


#### 3.2.1. 10 premiers pays donateurs du CAD à l'Amérique

Millions de USD, versements bilatéraux nets

a) 10 premiers pays donateurs du CAD selon le montant

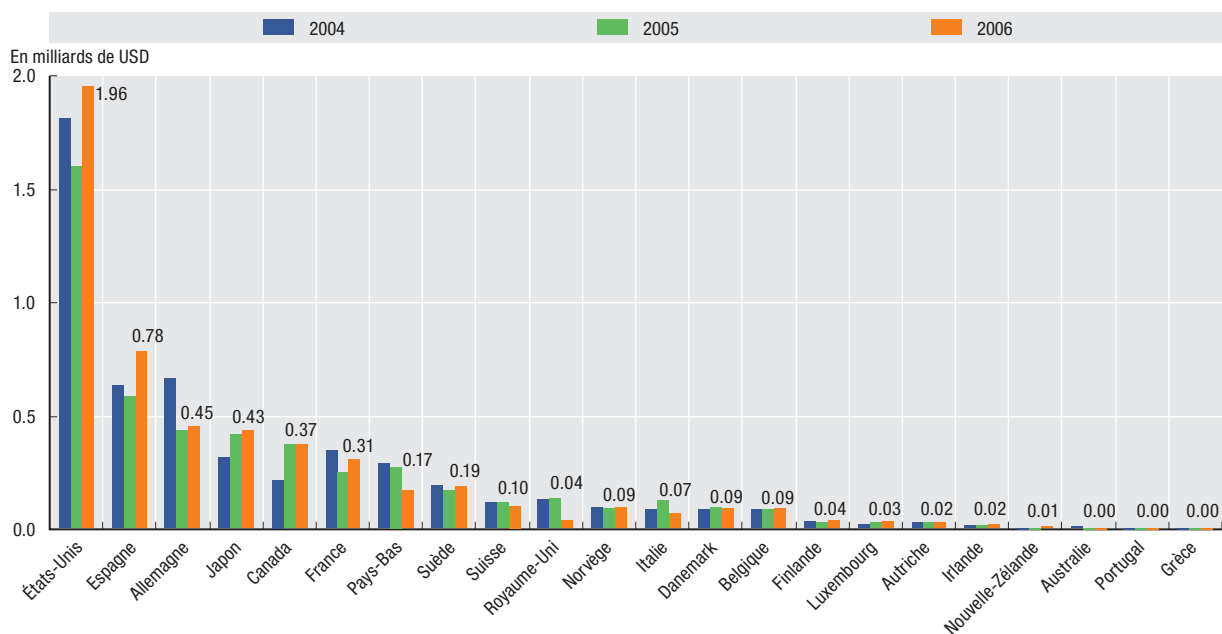
b) 10 premiers pays donateurs du CAD selon la part de leur aide destinée à l'Amérique

	2004	2005	2006	Moyenne sur 3 ans	% des pays du CAD	Part de l'aide destinée à l'Amérique pour chaque donneur (%) 2004-2006					
						2004	2005	2006	Moyenne sur 3 ans		
1 États-Unis	1 810	1 596	1 955	<b>1 787</b>	35	1 Espagne	632	584	784	<b>666</b>	43
2 Espagne	632	584	784	<b>666</b>	13	2 Canada	212	370	370	<b>317</b>	16
3 Allemagne	663	433	447	<b>514</b>	10	3 Luxembourg	21	24	28	<b>24</b>	15
4 Japon	309	415	432	<b>385</b>	8	4 Suisse	115	116	101	<b>111</b>	13
5 Canada	212	370	370	<b>317</b>	6	5 Suède	189	171	187	<b>182</b>	11
6 France	343	250	305	<b>300</b>	6	6 Pays-Bas	289	273	168	<b>243</b>	11
7 Pays-Bas	289	273	168	<b>243</b>	5	7 États-Unis	1 810	1 596	1 955	<b>1 787</b>	10
8 Suède	189	171	187	<b>182</b>	4	8 Allemagne	663	433	447	<b>514</b>	10
9 Suisse	115	116	101	<b>111</b>	2	9 Belgique	82	84	87	<b>84</b>	9
10 Royaume-Uni	129	132	36	<b>99</b>	2	10 Danemark	78	94	87	<b>86</b>	8
Autres pays du CAD	432	485	451	<b>456</b>	9	Autres pays du CAD	1 032	1 080	1 023	<b>1 045</b>	4
<b>Total pays du CAD</b>	<b>5 122</b>	<b>4 826</b>	<b>5 236</b>	<b>5 061</b>	<b>100</b>	<b>Total pays du CAD</b>	<b>5 122</b>	<b>4 826</b>	<b>5 236</b>	<b>5 061</b>	<b>9</b>

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/413166621885>

#### 3.2.2. L'aide des pays donateurs du CAD à l'Amérique

Milliards de USD, valeurs montrées pour 2006, versement bilatéraux nets



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/413166621885>


## 3.2. APD À L'AMÉRIQUE PAR DONNEUR ET BÉNÉFICIAIRE

## APD par donneur

## 3.2.3. APD à l'Amérique par pays donneur du CAD

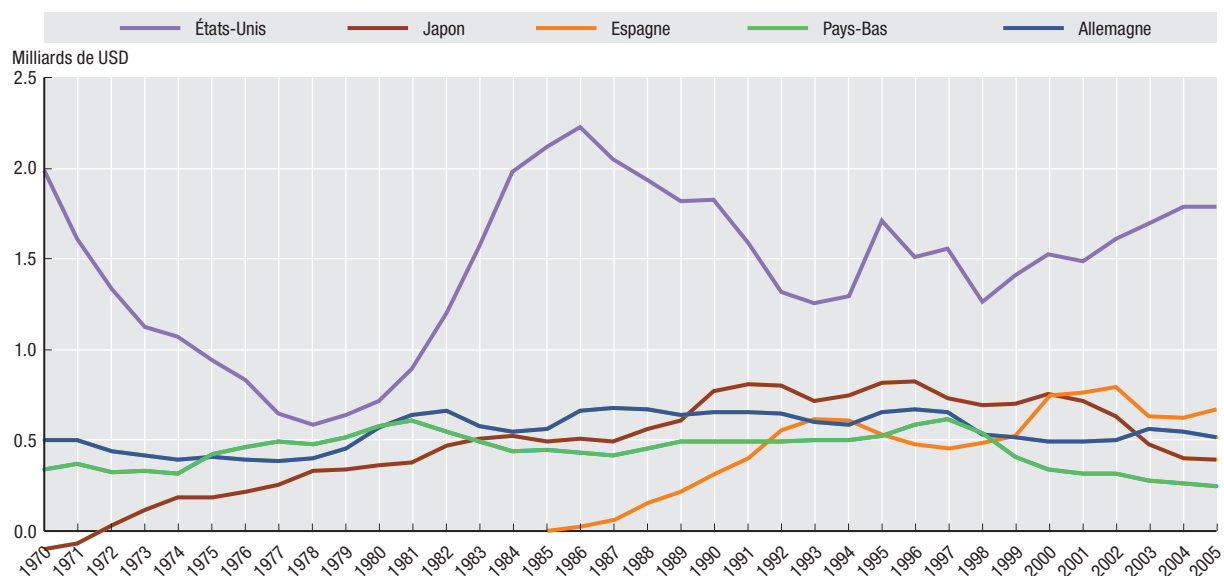
Millions de USD, prix et taux de change constants de 2005, moyennes pluriannuelles, versements bilatéraux nets

	1970-79	1980-89	1990-99	2000-06	2000-06 % des pays du CAD	2000-06 Part de l'aide destinée à l'Amérique pour chaque donneur (%)
Allemagne	421	618	616	503	10	11
Australie	1	2	1	2	0	0
Autriche	8	18	30	36	1	5
Belgique	32	42	78	77	2	9
Canada	119	214	210	245	5	17
Danemark	11	14	71	101	2	9
Espagne	–	47	493	697	14	48
États-Unis	1 059	1 650	1 473	1 673	33	13
Finlande	7	17	24	27	1	9
France	116	295	289	245	5	5
Grèce	–	–	0	1	0	1
Irlande	0	0	3	13	0	4
Italie	1	229	278	49	1	5
Japon	148	485	764	542	11	8
Luxembourg	–	–	12	25	0	16
Norvège	8	42	107	100	2	7
Nouvelle-Zélande	1	1	2	4	0	3
Pays-Bas	403	489	515	268	5	11
Portugal	–	–	1	2	0	1
Royaume-Uni	321	177	228	194	4	4
Suède	26	81	152	184	4	13
Suisse	26	74	98	103	2	14
<b>Total pays du CAD</b>	<b>2 708</b>	<b>4 495</b>	<b>5 444</b>	<b>5 093</b>	<b>100</b>	<b>10</b>
CE	86	232	621	681	–	10

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/413177365382>

## 3.2.4. APD à l'Amérique par principaux pays donneurs du CAD depuis 1970

Milliards de USD, prix et taux de change constants en 2005, moyennes mobiles sur 3 ans, versements bilatéraux nets

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/413177365382>

## 3. AMÉRIQUE


### 3.2. APD À L'AMÉRIQUE PAR DONNEUR ET BÉNÉFICIAIRE

#### APD par donneur

#### 3.2.5. 10 premiers donateurs multilatéraux à l'Amérique

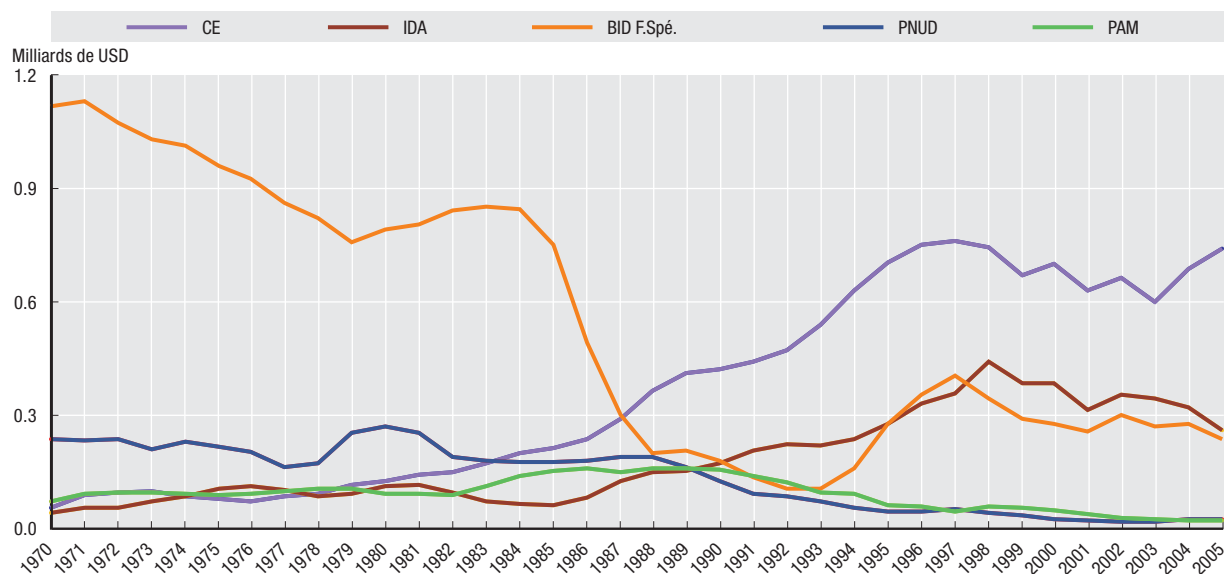
USD million, net disbursements

	2004	2005	2006	Moyenne sur 3 ans	% du total multilatéraux
1 CE	664	755	826	748	46
2 IDA	328	292	160	260	16
3 BID F. spé.	261	231	216	236	14
4 FMSTP	80	114	110	101	6
5 ATNU	60	77	60	66	4
6 FGE	49	60	37	49	3
7 UNFPA	43	51	49	48	3
8 Caribank	40	28	32	33	2
9 UNICEF	27	31	26	28	2
10 PNUD	22	26	27	25	2
Autres multilatéraux	29	15	91	45	3
<b>Total multilatéraux</b>	<b>1 603</b>	<b>1 679</b>	<b>1 634</b>	<b>1 639</b>	<b>100</b>

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/41437770343>

#### 3.2.6. APD à l'Amérique par principaux donateurs multilatéraux depuis 1970

Milliards de USD, prix et taux de change constants en 2005, moyennes mobiles sur 3 ans, versements nets



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/413185575632>



## 3.2. APD À L'AMÉRIQUE PAR DONNEUR ET BÉNÉFICIAIRE

## APD par bénéficiaire

## 3.2.7. 10 premiers bénéficiaires d'APD en Amérique

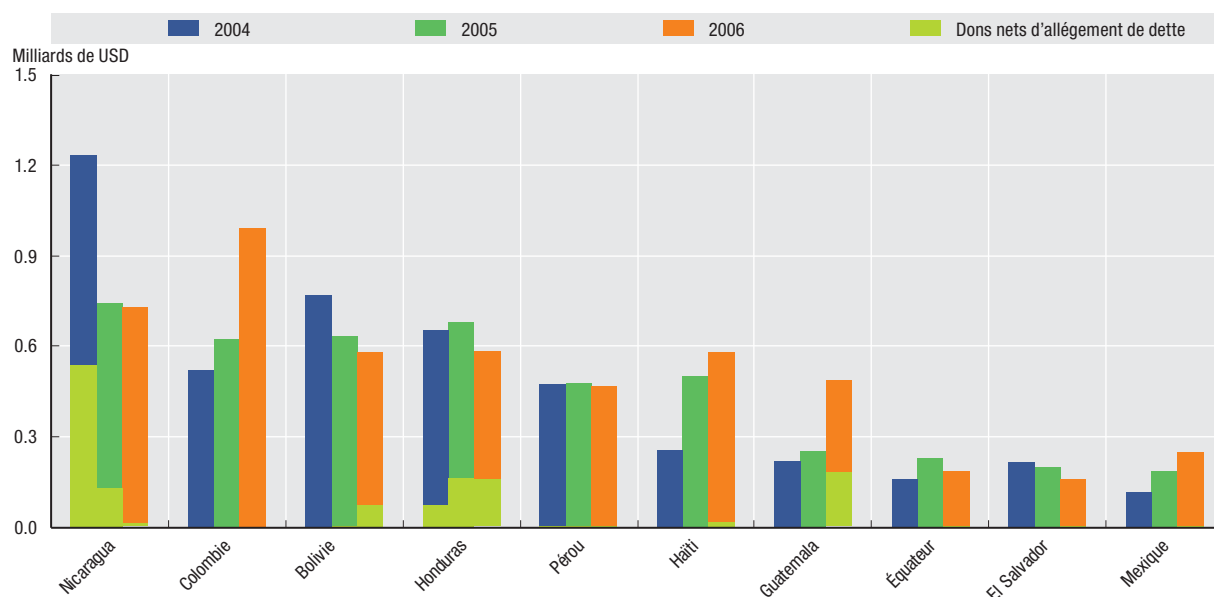
Millions de USD, montants reçus de tous les donateurs, recettes nettes d'APD

	2004	2005	2006	Moyenne sur 3 ans	% total bénéficiaires
1 Nicaragua	1 235	740	733	903	13
2 Colombie	519	626	988	711	11
3 Bolivie	770	632	581	661	10
4 Honduras	650	679	587	639	9
5 Pérou	473	477	468	472	7
6 Haïti	260	502	581	448	7
7 Guatemala	220	254	487	320	5
8 Équateur	158	228	189	192	3
9 El Salvador	217	200	157	191	3
10 Mexique	116	189	247	184	3
Autres bénéficiaires	2 142	2 024	1 892	2 019	30
<b>Total bénéficiaires de l'APD</b>	<b>6 759</b>	<b>6 550</b>	<b>6 910</b>	<b>6 740</b>	<b>100</b>

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/413215861652>

## 3.2.8. 10 premiers bénéficiaires d'APD en Amérique et indications de la part allouée aux annulations de dettes

Milliards de USD, versements nets

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/413215861652>

### 3. AMÉRIQUE


#### 3.2. APD À L'AMÉRIQUE PAR DONNEUR ET BÉNÉFICIAIRE

##### APD par bénéficiaire

##### 3.2.9. APD à l'Amérique par pays bénéficiaire

Millions de USD, prix et taux de change constants de 2005, 50 premiers pays bénéficiaires depuis 1970, recettes nettes

	2000-06	1970-79	1980-89	1990-99	2000-06	2003	2004	2005	2006
	Part (%)	Moyennes annuelles				Montants annuels			
Anguilla	0.1	3	7	6	4	5	3	4	4
Antigua et Barbuda	0.1	7	10	7	8	6	2	8	3
Antilles néerlandaises	0.0	138	144	124	-	-	-	-	-
Argentine	1.7	100	137	195	114	121	95	97	111
Aruba	0.0	-	22	27	-	-	-	-	-
Bahamas	0.0	3	6	2	-	-	-	-	-
Barbades	0.1	22	19	4	7	22	29	-2	-1
Belize	0.3	41	36	33	17	13	8	12	8
Bermudes	0.0	0	1	2	-	-	-	-	-
Bolivie	11.7	222	461	756	785	1 030	784	632	573
Brésil	3.2	480	347	190	213	216	158	196	79
Îles Caïmans	0.0	4	3	0	-	-	-	-	-
Chili	1.1	154	29	154	76	89	60	152	82
Colombie	8.9	366	167	195	599	861	535	626	958
Costa Rica	0.4	90	307	95	24	36	16	30	24
Cuba	1.2	64	81	67	82	85	101	89	76
Rép. dominicaine	1.5	120	241	107	98	77	86	77	52
Dominique	0.3	13	32	23	23	12	29	21	19
El Salvador	3.4	102	501	366	232	213	223	200	154
Équateur	3.1	157	219	248	209	194	163	228	183
Îles Falkland	0.0	8	22	2	-	-	-	-	-
Grenade	0.3	5	29	14	22	11	16	53	26
Guatemala	4.6	131	222	270	309	274	226	254	473
Guyana	1.9	58	70	156	127	97	137	138	169
Haïti	4.7	123	269	400	318	234	269	502	560
Honduras	9.3	127	393	479	626	436	665	679	583
Jamaïque	0.7	130	316	127	46	8	87	39	34
Mexique	1.8	214	248	282	123	104	117	189	242
Montserrat	0.6	7	8	30	42	43	45	28	31
Nicaragua	13.6	124	310	725	912	937	1 261	740	715
Panama	0.4	98	83	77	28	31	25	20	30
Paraguay	0.9	111	118	111	60	55	23	51	57
Pérou	7.5	321	497	516	504	540	481	477	453
Ste Lucie	0.2	13	20	31	14	17	-22	10	18
St-Kitts et Nevis	0.1	6	12	9	9	0	0	3	5
St-Vincent et Grenadines	0.1	11	19	22	7	6	10	4	5
Suriname	0.5	197	85	88	34	12	24	44	62
Trinité et Tobago	0.0	20	16	20	-2	-4	-2	-2	13
Îles Turks et Caïques	0.1	8	17	14	5	3	3	5	0
Uruguay	0.3	52	27	65	20	19	23	15	20
Venezuela	1.0	34	37	45	70	93	46	49	57
Îles Vierges (RU)	0.0	5	7	5	-	-	-	-	-
Amérique N. et C., régional	4.3	147	160	190	291	268	286	250	269
Amérique du Sud, régional	3.0	50	43	99	199	97	475	104	96
Amérique, régional	7.0	226	348	720	473	430	439	533	485
<b>Total Amérique</b>	<b>100.0</b>	<b>4 314</b>	<b>6 147</b>	<b>7 100</b>	<b>6 729</b>	<b>6 693</b>	<b>6 925</b>	<b>6 550</b>	<b>6 730</b>

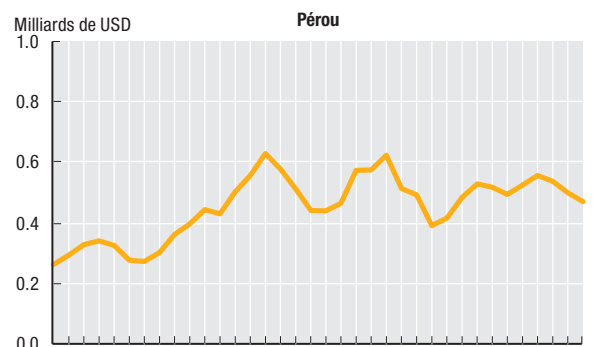
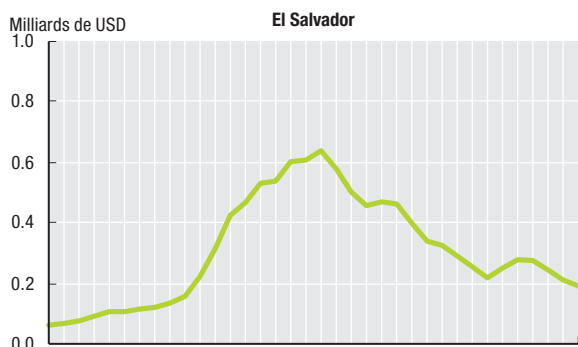
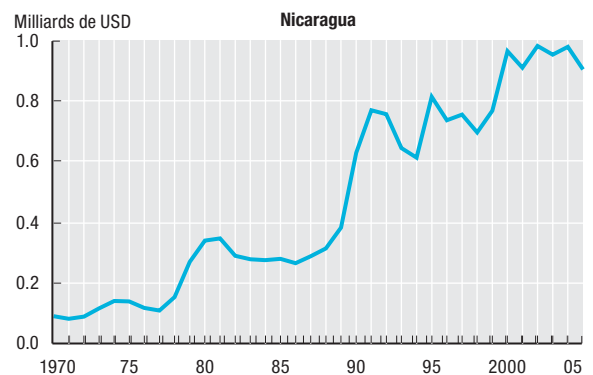
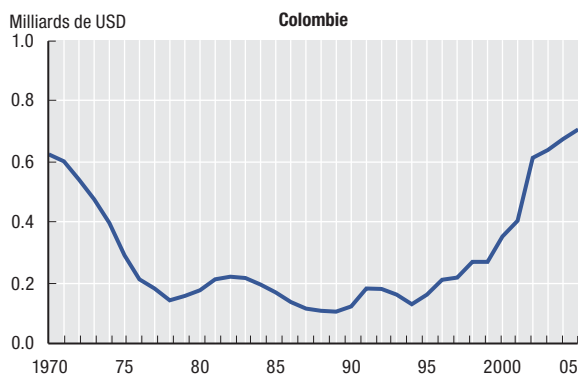
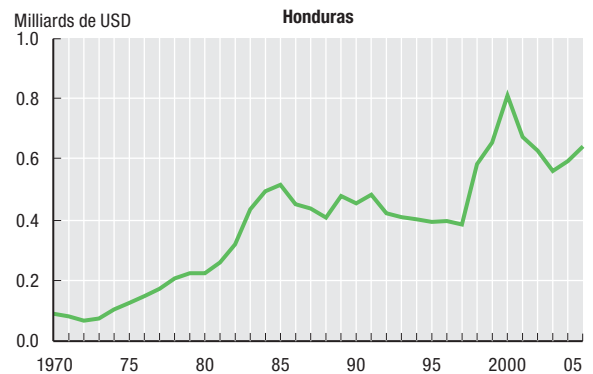
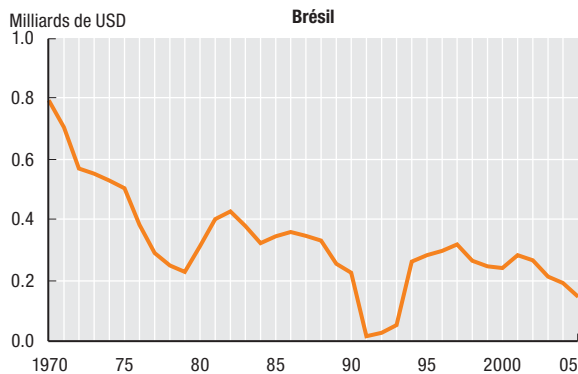
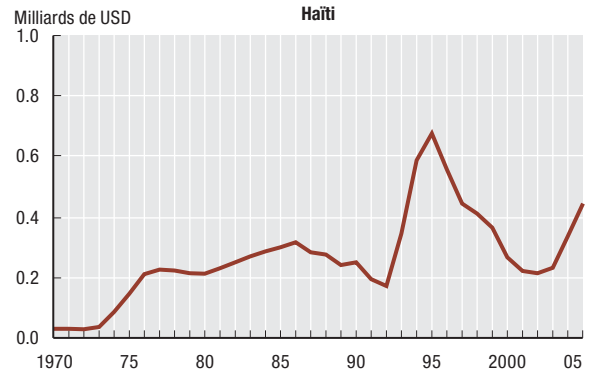
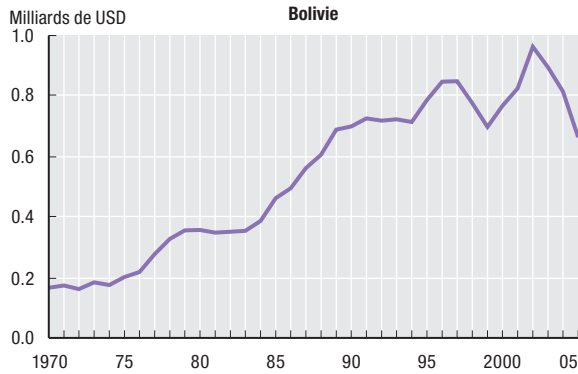

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/413245276670>

## 3.2. APD À L'AMÉRIQUE PAR DONNEUR ET BÉNÉFICIAIRE

## APD par bénéficiaire

## 3.2.10. Tendances de l'aide aux principaux bénéficiaires américains depuis 1970

Milliards de USD, prix et taux de change constants en 2005, moyennes mobiles sur 3 ans, versements nets

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/413245276670>

### 3.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD À L'AMÉRIQUE

#### GROS PLAN SUR LA SANTÉ : ENVIRONNEMENT ET SANTÉ

Lors de leur réunion de 2002, les ministres de la Santé et de l'Environnement des Amériques (MSEA) ont présenté une ambitieuse série de programmes mis en œuvre dans la perspective du Sommet de la Terre de Johannesburg prévu pour cette même année. Les principales questions traitées ont été les suivantes : gestion intégrée des ressources en eau; qualité de l'air; conséquences pour la santé des catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme; gestion des produits chimiques; impacts potentiels sur la santé de la variabilité et du changement du climat, eu égard notamment aux petits États insulaires en développement; santé des travailleurs, en particulier impact préjudiciable du VIH/sida sur la productivité; sécurité des approvisionnements alimentaires et innocuité des aliments; et éthique du développement durable du point de vue de la santé et de l'environnement. L'eau a été considérée comme un secteur prioritaire, les données d'observation donnant à penser que les problèmes d'environnement peuvent avoir un impact considérable sur la santé humaine.

Les problèmes d'accès à une eau salubre, à l'assainissement et à l'hygiène sont à l'origine d'un pourcentage non négligeable de l'ensemble des décès et de 4.4 % de l'ensemble des années de vie perdues dans le monde. Presque tous ces décès se produisent dans des pays n'appartenant pas à la zone de l'OCDE et 90 % des victimes sont des enfants. Selon l'OMS, près d'un dixième de la charge mondiale de morbidité pourrait être évité en améliorant l'approvisionnement en eau, l'assainissement, l'hygiène et la gestion des ressources en eau. On estime que la pollution atmosphérique est responsable, chaque année, d'environ 800 000 décès prématurés, soit 1.4 % de l'ensemble des décès dans le monde, et de 6.4 millions d'années de vie perdues, soit 0.7 % du total mondial. Ici encore, les pays en développement sont les plus durement touchés.

Les analyses économiques tendent à montrer qu'une limitation de la dégradation de l'environnement, générerait des avantages, non seulement pour la santé humaine, mais aussi pour l'économie, notamment dans les pays qui connaissent des niveaux élevés de pollution de l'air et de l'eau. Les sommes en jeu peuvent être considérables. La ville de Mexico a fait réaliser une analyse coût-avantages pour déterminer quelle serait l'efficacité d'une politique visant à promouvoir l'utilisation de combustibles à très faible teneur en soufre. Il en ressort qu'une réduction de la teneur en soufre s'accompagnerait effectivement d'avantages

considérables sur le plan de la santé. Qui plus est, si le coût de cette politique a été chiffré à 648 millions USD, les avantages annuels à en attendre ont été estimés à 9.7 milliards USD.

Comme on l'a vu plus haut, c'est sur les pauvres que pèse l'essentiel de la charge de morbidité résultant d'un accès insuffisant à l'eau salubre, d'un déficit de services, de la mauvaise qualité de l'eau, d'approvisionnements peu fiables et de l'évacuation insalubre des eaux usées. Les populations pauvres doivent aussi consacrer une plus grande proportion de leurs revenus à l'accès à l'eau. Pour répondre à leurs besoins il faut venir à bout de deux types de problèmes différents, à savoir les faibles taux de raccordement aux réseaux centralisés d'alimentation en eau et une faible capacité de paiement. Se pose aussi le problème général du financement d'infrastructures nouvelles ou améliorées. Les estimations des dépenses annuelles consacrées aux services relatifs à l'eau varient considérablement en raison du manque de données et de la prise en compte dans les calculs d'éléments différents (l'irrigation, par exemple, peut ne pas être prise en considération). Les chiffres varient entre 0.54 % et 2.60 % du PIB pour les pays à revenu intermédiaire et entre 0.70 % et 6.30 % pour les pays à faible revenu.

Des études menées tant dans des pays de l'OCDE que dans des pays non membres sur les interventions en faveur de la distribution d'eau et de l'assainissement font apparaître que le rapport coûts-avantages varie entre 1 et 3.1, ce qui tend à montrer que ces interventions peuvent générer d'importantes économies en termes de santé. Le fait que la plupart de ces analyses coûts-avantages ne prennent en considération que les impacts sur la santé d'interventions spécifiques permet de penser que les gains totaux (dont les gains pour l'économie et l'environnement) sont peut-être sous-estimés.

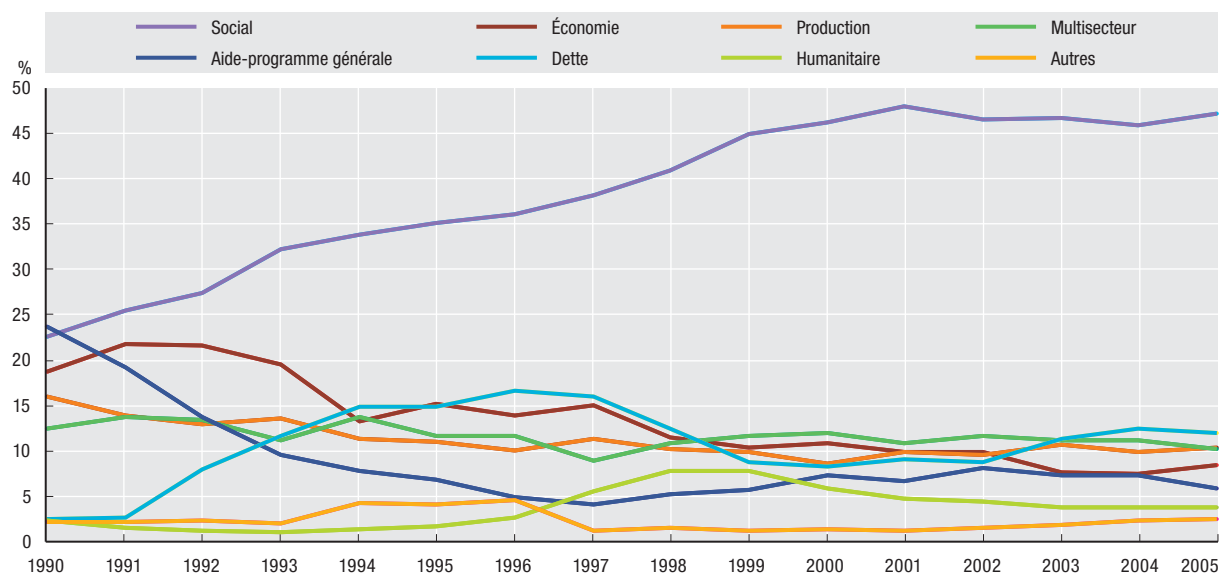
S'il est difficile de les chiffrer précisément, les sommes en jeu sont énormes. L'aide publique au développement peut être utile dans ce contexte. Dans la plupart des cas, les principales sources de financement de l'investissement sont nationales et non pas extérieures, mais un financement externe peut s'avérer très précieux dans les pays les plus démunis et il peut jouer un rôle important de catalyseur dans d'autres pays. Un financement externe peut aussi favoriser les réformes financières et de gouvernance dans le secteur considéré, et aider à renforcer les capacités et à faire adopter des disciplines et bonnes pratiques internationales.



## 3.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD À L'AMÉRIQUE

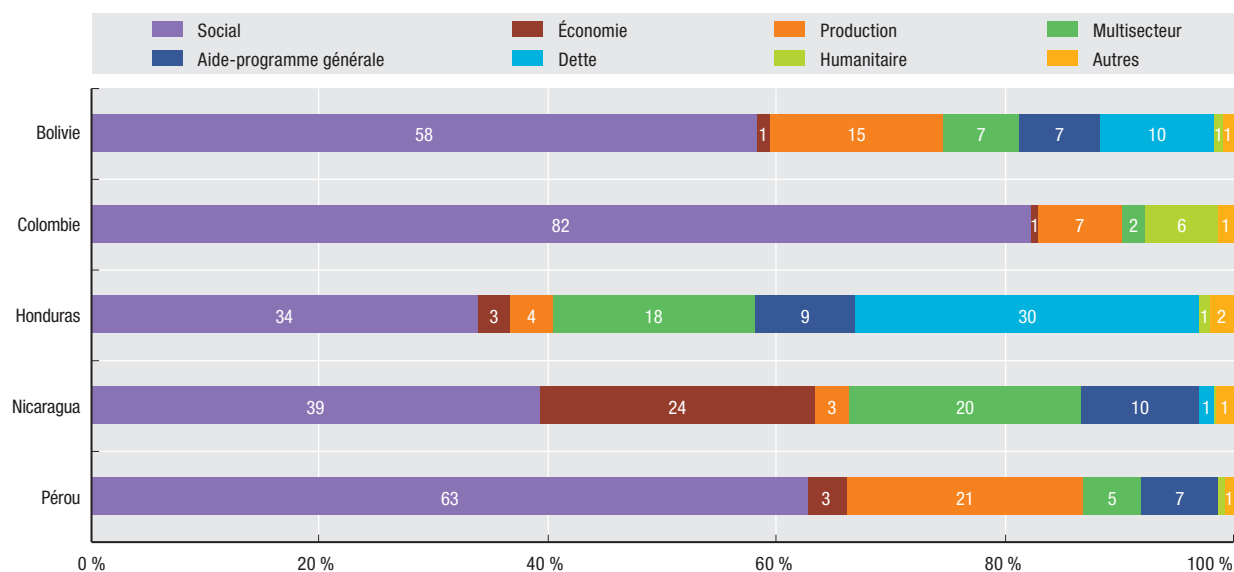

## 3.3.1. APD à l'Amérique par secteur depuis 1990

En pourcentage de l'APD totale, moyennes mobiles sur 3 ans, engagements

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/413264122751>

## 3.3.2. APD par secteurs aux 5 premiers bénéficiaires américains en 2006

En pourcentage de l'APD totale engagée pour chaque pays

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/413264122751>

## 3.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD À L'AMÉRIQUE

### 3.3.3. APD à l'Amérique par donneur et par secteur en 2006

En pourcentage du total des engagements bilatéraux

	Allemagne	Australie	Autriche	Belgique	Canada	Danemark	Espagne	États-Unis	Finlande	France	Grèce	Irlande	Italie	Japon
<b>Sociale</b>	<b>51.9</b>	<b>70.8</b>	<b>66.9</b>	<b>54.3</b>	<b>60.8</b>	<b>49.9</b>	<b>47.1</b>	<b>70.9</b>	<b>45.1</b>	<b>50.3</b>	<b>59.3</b>	<b>83.2</b>	-	<b>33.4</b>
Éducation	13.5	1.8	40.6	15.8	7.9	12.2	16.3	1.1	9.0	32.0	35.9	10.8	-	4.6
<i>Dont : éducation de base</i>	1.5	-	12.9	1.1	0.3	12.2	3.6	0.2	2.2	4.2	-	6.9	-	1.3
Santé	0.4	-	0.6	8.2	20.8	-	4.0	2.9	12.6	8.4	6.3	9.3	-	6.2
<i>Dont : santé de base</i>	0.3	-	0.1	6.0	11.6	-	2.8	2.4	1.1	0.5	-	6.6	-	4.4
Population, santé et fertilité	1.2	-	7.9	1.9	6.8	-	1.8	4.5	3.0	-	16.3	1.9	-	0.1
Distribution d'eau et assainissement	7.8	-	0.5	3.4	3.6	-	4.2	1.6	0.5	0.3	-	0.6	-	17.0
Gouvernement et société civile	22.7	39.6	15.7	13.1	20.5	36.3	13.2	6.2	18.5	0.7	0.4	60.0	-	2.3
Autres infrast. et services sociaux	6.2	29.4	1.6	12.0	1.2	1.4	7.7	54.5	1.4	9.0	0.4	0.7	-	3.2
<b>Économique</b>	<b>24.9</b>	-	<b>0.8</b>	<b>8.8</b>	<b>9.4</b>	-	<b>1.1</b>	<b>4.0</b>	<b>12.7</b>	<b>2.6</b>	-	<b>0.3</b>	-	<b>26.8</b>
Transport, communication	0.1	-	0.3	0.1	1.9	-	0.3	3.0	0.1	2.4	-	0.2	-	8.1
Énergie	13.9	-	0.1	-	7.3	-	0.2	0.0	7.8	0.2	-	-	-	18.3
Banques, services aux entreprises	10.9	-	0.5	8.7	0.2	-	0.6	1.0	4.8	-	-	0.0	-	0.3
<b>Production</b>	<b>8.2</b>	<b>14.8</b>	<b>21.6</b>	<b>17.6</b>	<b>11.8</b>	<b>50.1</b>	<b>8.2</b>	<b>5.7</b>	<b>6.4</b>	<b>5.5</b>	-	<b>4.9</b>	-	<b>14.3</b>
Agriculture, sylviculture et pêche	7.0	2.1	7.0	13.9	8.1	34.5	5.3	4.8	5.3	4.9	-	4.5	-	11.4
Industrie, industries extractives et construction	1.1	-	14.5	3.4	1.5	15.6	2.0	0.1	1.1	0.7	-	0.4	-	1.9
Commerce et tourisme	0.0	12.7	0.1	0.2	2.1	-	0.9	0.7	-	-	-	-	-	1.0
<b>Multisecteur</b>	<b>7.2</b>	<b>14.3</b>	<b>8.4</b>	<b>9.0</b>	<b>6.6</b>	-	<b>10.0</b>	<b>10.1</b>	<b>8.5</b>	<b>13.1</b>	<b>34.6</b>	<b>1.4</b>	-	<b>2.5</b>
<b>Aide-programme générale</b>	<b>4.9</b>	-	-	-	-	-	<b>2.0</b>	<b>6.2</b>	<b>16.8</b>	<b>1.4</b>	-	-	-	<b>0.4</b>
<b>Dette</b>	<b>0.3</b>	-	-	-	-	-	<b>24.9</b>	<b>0.3</b>	<b>4.2</b>	<b>9.7</b>	-	-	-	<b>18.2</b>
<b>Humanitaire</b>	<b>1.7</b>	-	<b>0.8</b>	<b>1.3</b>	<b>7.4</b>	-	<b>3.7</b>	<b>2.9</b>	<b>2.6</b>	<b>0.1</b>	-	<b>10.2</b>	-	<b>0.0</b>
<b>Autres</b>	<b>1.0</b>	-	<b>1.5</b>	<b>9.0</b>	<b>4.0</b>	-	<b>3.0</b>	-	<b>3.7</b>	<b>17.2</b>	<b>6.1</b>	<b>0.0</b>	-	<b>4.3</b>
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	-	<b>100</b>
Aide alimentaire (aide d'urgence et à visée développementale)	1.1	-	-	-	4.9	-	1.9	6.7	-	0.7	-	-	-	0.4

## 3.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD À L'AMÉRIQUE

## 3.3.3. APD à l'Amérique par donneur et par secteur en 2006 (suite)

En pourcentage du total des engagements bilatéraux

Pourcentage des financements  
multilatéraux

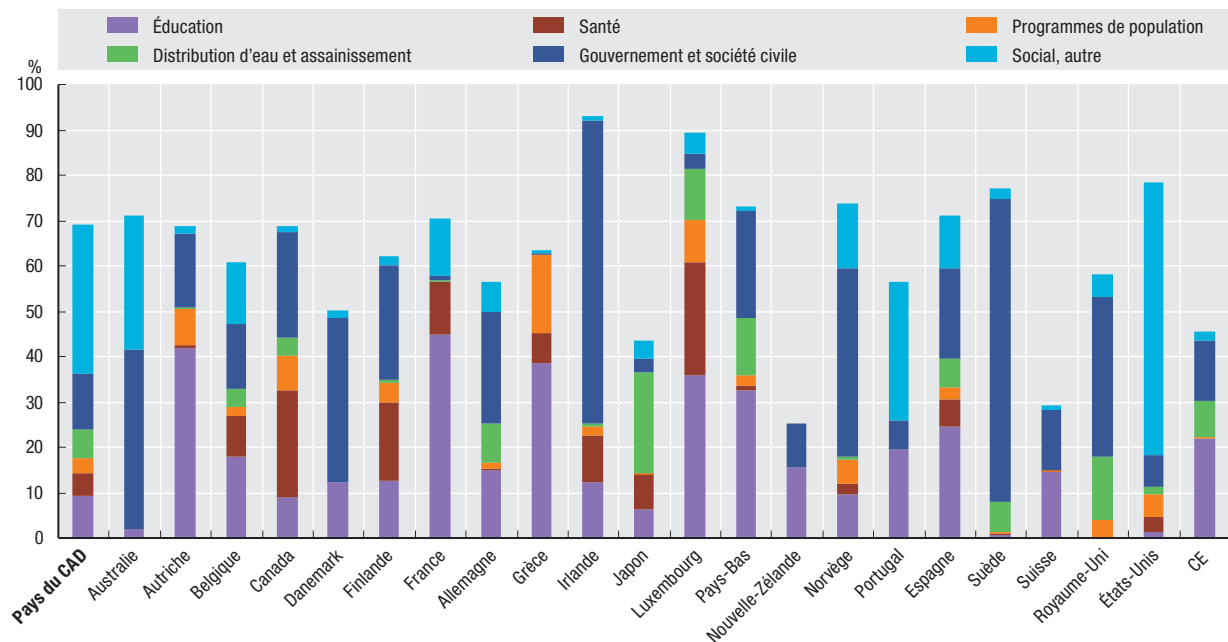
	Luxembourg	Norvège	Nouvelle-Zélande	Pays-Bas	Portugal	Royaume-Uni	Suède	Suisse	Total des pays du CAD	CE	Banque mondiale (IDA)	UNICEF et ONUSIDA	Total des organismes multilatéraux
<b>Sociale</b>	<b>77.2</b>	<b>57.9</b>	<b>19.3</b>	<b>59.9</b>	<b>53.0</b>	<b>55.7</b>	<b>66.9</b>	<b>22.7</b>	<b>58.2</b>	<b>36.3</b>	<b>15.8</b>	<b>56.9</b>	<b>41.2</b>
Éducation	31.0	7.4	11.9	26.8	18.3	–	0.4	11.5	7.8	17.4	0.1	1.7	9.2
<i>Dont</i> : éducation de base	4.9	4.0	–	18.7	–	–	0.4	0.3	1.9	0.6	0.1	1.7	0.6
Santé	21.5	1.8	–	0.8	–	–	0.5	0.0	4.2	–	0.2	6.6	2.3
<i>Dont</i> : santé de base	20.4	1.4	–	–	–	–	0.4	0.0	2.7	–	–	3.8	2.2
Population, santé et fertilité	7.9	4.3	–	1.9	–	3.6	0.1	0.1	2.9	0.4	–	33.8	5.5
Distribution d'eau et assainissement	9.8	0.6	–	10.2	–	13.5	6.0	–	5.1	6.3	8.3	0.5	7.1
Gouvernement et société civile	3.0	32.4	7.4	19.4	6.0	33.8	57.8	10.3	10.5	10.5	6.2	–	11.0
Autres infrast. et services sociaux	4.0	11.4	–	0.8	28.6	4.7	2.2	0.8	27.8	1.8	1.0	14.3	6.1
<b>Économique</b>	<b>1.0</b>	<b>5.6</b>	<b>–</b>	<b>3.0</b>	<b>–</b>	<b>8.8</b>	<b>2.0</b>	<b>15.5</b>	<b>9.1</b>	<b>6.2</b>	<b>52.8</b>	<b>–</b>	<b>15.8</b>
Transport, communication	0.2	–	–	–	–	7.0	0.4	0.3	2.8	1.8	23.3	–	7.9
Énergie	0.1	0.5	–	0.5	–	–	–	3.3	4.3	4.4	26.9	–	7.4
Banques, services aux entreprises	0.7	5.1	–	2.5	–	1.8	1.6	11.9	2.0	–	2.6	–	0.5
<b>Production</b>	<b>6.0</b>	<b>8.7</b>	<b>24.9</b>	<b>8.3</b>	<b>2.2</b>	<b>30.5</b>	<b>–</b>	<b>24.3</b>	<b>8.3</b>	<b>23.0</b>	<b>9.8</b>	<b>–</b>	<b>16.2</b>
Agriculture, sylviculture et pêche	4.7	8.2	24.7	8.3	1.9	9.0	–	20.1	6.6	9.4	8.8	–	8.5
Industrie, industries extractives et construction	0.4	0.3	0.2	–	0.2	0.8	–	0.9	0.9	3.5	1.1	–	2.5
Commerce et tourisme	0.8	0.1	–	–	–	20.7	–	3.4	0.8	10.1	–	–	5.2
<b>Multisecteur</b>	<b>2.2</b>	<b>6.4</b>	<b>33.0</b>	<b>11.1</b>	<b>39.1</b>	<b>1.0</b>	<b>18.0</b>	<b>15.3</b>	<b>8.8</b>	<b>14.3</b>	<b>11.4</b>	<b>–</b>	<b>13.7</b>
<b>Aide-programme générale</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>9.2</b>	<b>15.1</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>4.3</b>	<b>12.8</b>	<b>9.4</b>	<b>–</b>	<b>8.3</b>
<b>Dette</b>	<b>–</b>	<b>11.8</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>3.8</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>6.0</b>	<b>–</b>	<b>0.7</b>	<b>–</b>	<b>0.1</b>
<b>Humanitaire</b>	<b>4.7</b>	<b>8.2</b>	<b>1.2</b>	<b>2.2</b>	<b>–</b>	<b>0.4</b>	<b>9.2</b>	<b>22.2</b>	<b>2.8</b>	<b>6.7</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>3.4</b>
<b>Autres</b>	<b>8.9</b>	<b>1.5</b>	<b>12.4</b>	<b>0.4</b>	<b>5.7</b>	<b>–</b>	<b>3.8</b>	<b>–</b>	<b>2.4</b>	<b>0.6</b>	<b>–</b>	<b>43.1</b>	<b>1.3</b>
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
Aide alimentaire (aide d'urgence et à visée développementale)	0.3	–	9.2	0.7	–	–	–	10.4	3.8	2.9	–	–	1.5

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/413316718534>

## 3.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD À L'AMÉRIQUE

### 3.3.4. Analyse de l'APD à l'Amérique par donneur dans le secteur social

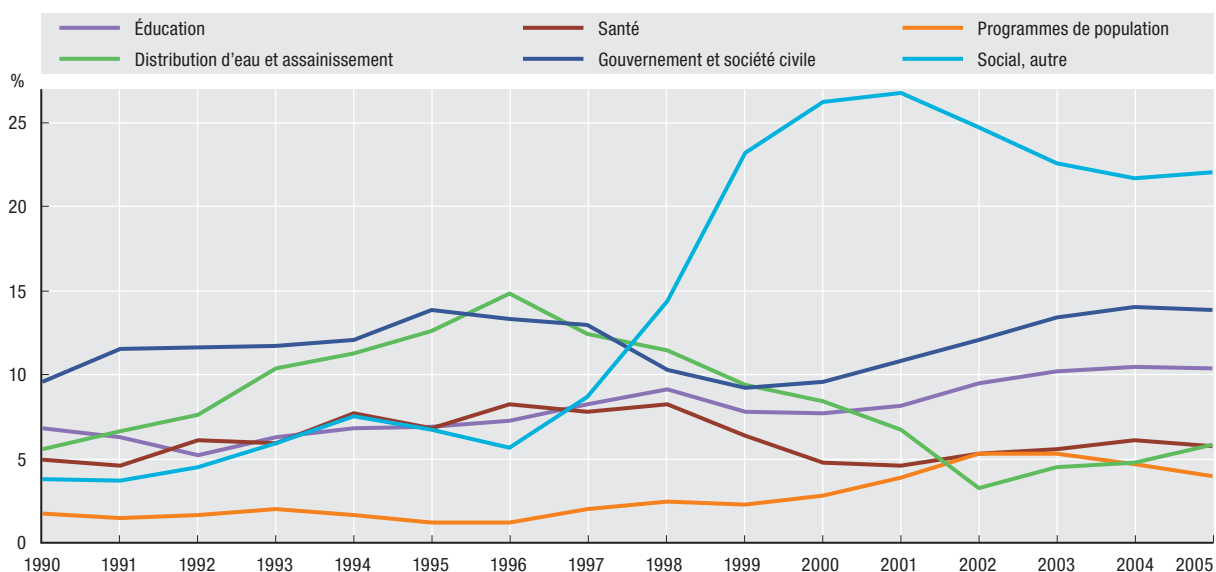
En pourcentage des engagements totaux allouables par secteur pour chaque donneur en 2006



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/413316718534>

### 3.3.5. Analyse de l'APD à l'Amérique dans le secteur social depuis 1990

En pourcentage de l'APD totale allouable par secteur, moyennes mobiles sur 3 ans, engagements

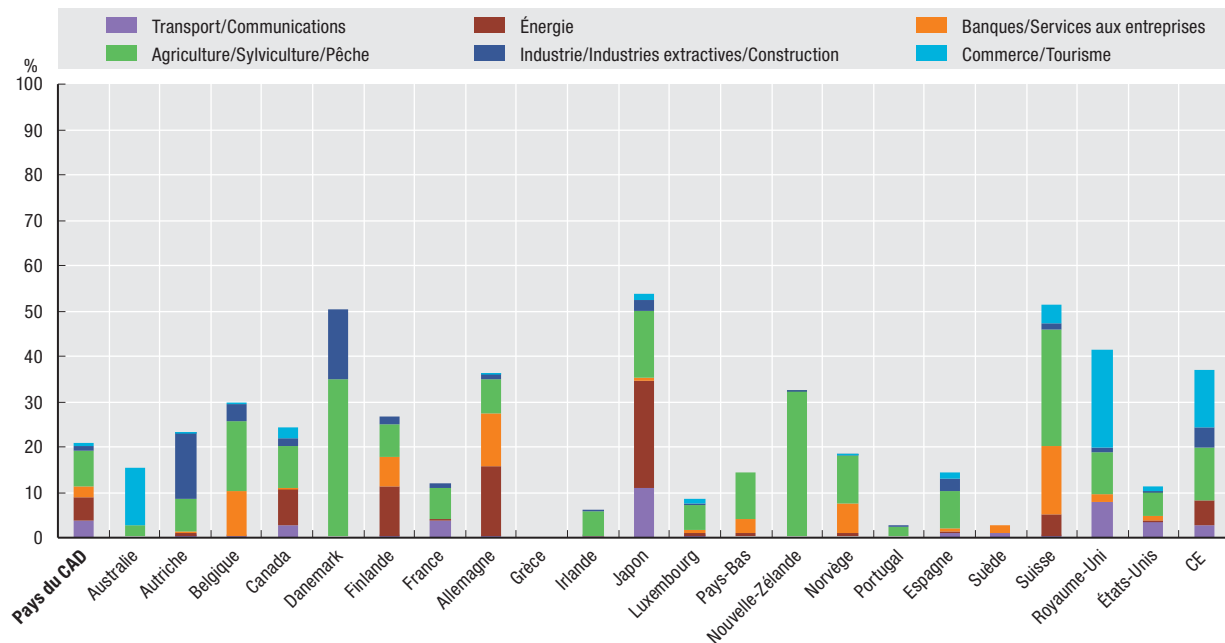


StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/413322484802>

## 3.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD À L'AMÉRIQUE

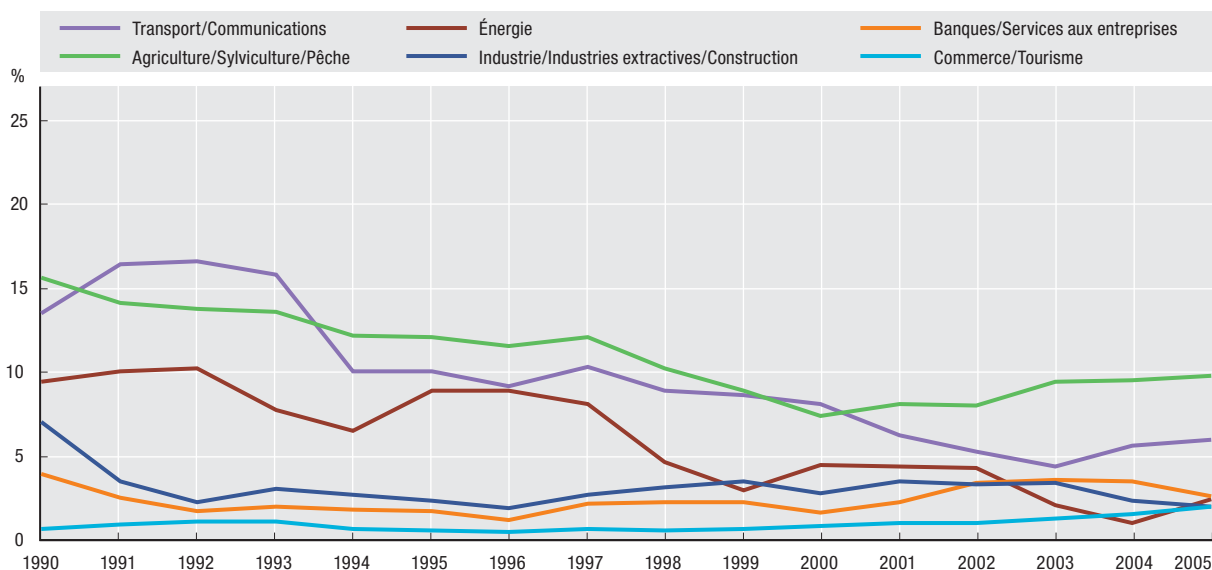
## 3.3.6. Analyse de l'APD à l'Amérique par donneur dans le secteur de l'économie et de la production

En pourcentage des engagements totaux allouables par secteur pour chaque donneur en 2006

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/413316718534>

## 3.3.7. Analyse de l'APD à l'Amérique dans le secteur de l'économie et de la production depuis 1990

En pourcentage de l'APD totale allouable par secteur, moyennes mobiles sur 3 ans, engagements

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/413322484802>

### 3.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD À L'AMÉRIQUE

#### 3.3.8. APD à l'Amérique par secteur et par bénéficiaire en 2006

Millions de USD, engagements

	Social	Économie	Production	Multisecteur	Aide-prog. générale	Dette	Humanitaire	Autres	Total
Anguilla	0	10	–	–	–	–	–	–	<b>10</b>
Antigua et Barbuda	0	0	0	0	–	–	–	0	<b>0</b>
Argentine	41	3	21	7	0	0	0	3	<b>76</b>
Barbades	3	0	3	0	–	–	0	0	<b>7</b>
Belize	4	5	7	2	–	–	0	0	<b>17</b>
Bolivie	410	8	107	46	51	69	5	7	<b>702</b>
Brésil	171	8	37	52	0	–	1	12	<b>282</b>
Chili	29	5	4	5	–	–	1	3	<b>47</b>
Colombie	1 303	10	115	32	0	–	100	20	<b>1 580</b>
Costa Rica	155	6	11	23	–	–	1	2	<b>199</b>
Cuba	34	1	6	5	0	–	4	2	<b>53</b>
Rép. dominicaine	133	2	29	11	56	16	10	4	<b>260</b>
Dominique	1	0	5	0	0	1	–	0	<b>8</b>
El Salvador	108	2	22	30	0	1	9	7	<b>179</b>
Équateur	206	2	14	28	9	3	4	8	<b>274</b>
Grenade	9	–	1	0	0	–	0	0	<b>10</b>
Guatemala	160	69	22	83	39	179	36	8	<b>598</b>
Guyana	42	0	9	1	10	1	–	1	<b>64</b>
Haïti	396	39	41	24	53	1	22	5	<b>581</b>
Honduras	161	14	18	84	41	142	5	9	<b>473</b>

## 3.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD À L'AMÉRIQUE

## 3.3.8. APD à l'Amérique par secteur et par bénéficiaire en 2006 (suite)

Millions de USD, engagements

	Social	Économie	Production	Multisecteur	Aide-prog. générale	Dettes	Humanitaire	Autres	Total
Jamaïque	44	4	13	6	5	0	–	1	73
México	278	89	14	64	–	–	0	5	451
Montserrat	6	4	14	0	–	–	–	–	24
Nicaragua	404	248	29	209	106	13	3	14	1 026
Panama	28	1	11	11	–	–	0	6	57
Paraguay	51	187	6	45	31	–	0	3	323
Pérou	440	24	146	36	46	1	3	5	701
Ste Lucie	2	0	7	0	1	–	–	0	11
St-Kitts et Nevis	4	–	0	–	–	–	–	0	4
St-Vincent et Grenadines	1	0	11	0	0	–	–	0	11
Suriname	29	0	6	1	–	–	4	0	40
Trinité et Tobago	36	0	1	0	–	–	–	0	38
Îles Turks et Caïques	–	–	–	–	13	–	–	–	13
Uruguay	17	1	2	2	–	–	–	2	22
Venezuela	30	1	1	1	–	–	0	2	35
Amérique N. et C., régional	113	31	96	33	7	–	23	8	311
Amérique du Sud, régional	49	121	18	9	–	–	3	2	202
Amérique, régional	124	64	57	41	–	–	30	56	372
<b>Amérique total</b>	<b>5 023</b>	<b>958</b>	<b>904</b>	<b>894</b>	<b>467</b>	<b>429</b>	<b>266</b>	<b>194</b>	<b>9 135</b>

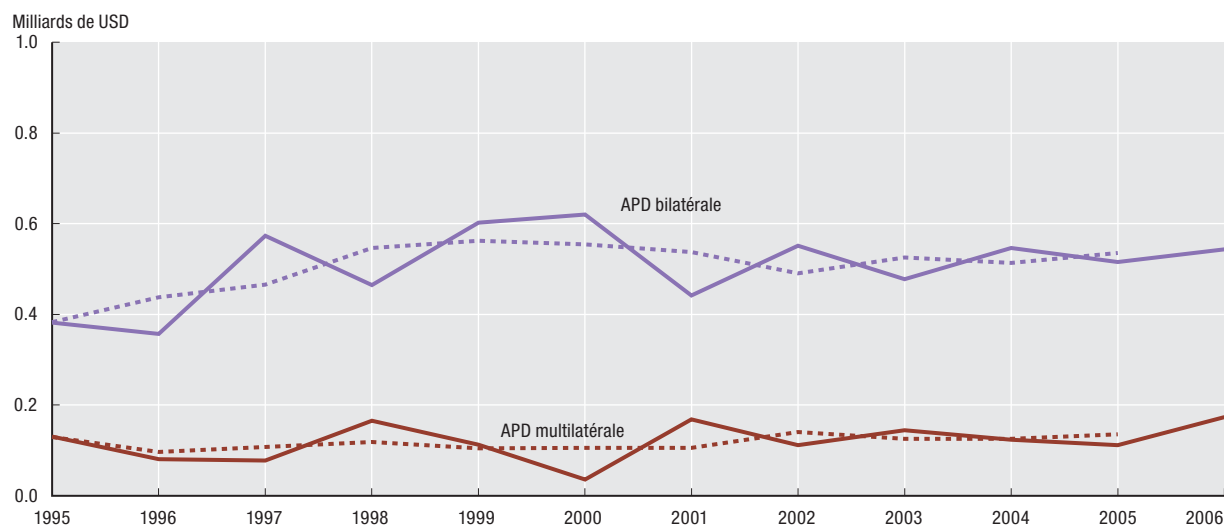
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/414408812742>

## 3.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD À L'AMÉRIQUE

### Éducation

#### 3.3.9. APD totale dans le secteur de l'éducation

Milliards de USD, prix et taux de change constants en 2005, engagements  
Montants annuels (lignes continues), moyennes mobiles sur 3 ans (lignes en pointillés)



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/413366715230>

#### 3.3.10. 10 premiers bénéficiaires en 2006

Engagements, en millions de USD

	Nicaragua	Rép. dominicaine	Pérou	Brésil	Haïti	Mexique	Colombie	Bolivie	Équateur	Trinité et Tobago	Autres	Total
<b>10 premiers donneurs en 2006</b>												
CE	18	65	26	-	7	13	-	-	-	34	10	173
France	0	8	6	23	12	14	20	3	4	0	32	121
Espagne	5	3	12	8	4	3	8	13	22	0	39	118
Allemagne	1	1	7	19	0	13	9	2	3	0	32	88
Pays-Bas	43	-	2	1	-	-	4	11	1	-	12	74
Japon	14	1	2	6	0	3	1	2	2	0	13	47
États-Unis	-	0	5	-	10	-	-	-	0	-	20	35
Canada	-	-	-	-	16	0	-	0	-	-	3	20
Belgique	0	-	1	1	1	0	1	3	2	-	4	13
Luxembourg	2	-	0	1	0	-	0	0	0	-	5	9
Autres donneurs	5	0	1	3	1	1	3	6	1	0	18	38
<b>Total</b>	<b>89</b>	<b>79</b>	<b>63</b>	<b>62</b>	<b>51</b>	<b>46</b>	<b>45</b>	<b>40</b>	<b>36</b>	<b>35</b>	<b>188</b>	<b>734</b>

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/413366715230>



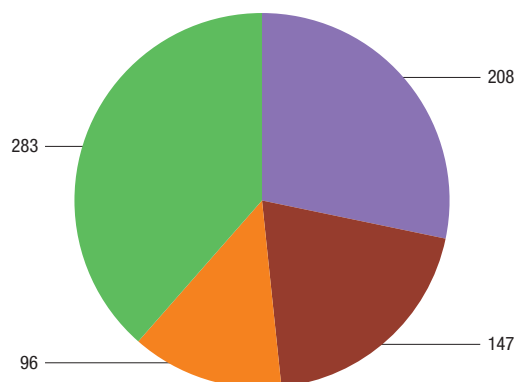
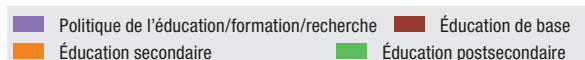


## 3.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD À L'AMÉRIQUE

## Éducation

## 3.3.11. APD dans le secteur de l'éducation par sous-secteurs en 2006

Millions de USD, engagements

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/413366715230>

### Objectif du Millénaire pour le développement associé

« Assurer l'éducation primaire pour tous »  
(objectif 2)

« D'ici à 2015, donner à tous les enfants, garçons et filles, partout dans le monde, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires » (cible 3)

## 3.3.12. Engagements d'APD dans le secteur de l'éducation

Millions de USD

	2003	2004	2005	2006
Allemagne	84	84	47	88
Australie	–	–	0	0
Autriche	6	6	7	8
Belgique	11	12	12	13
Canada	33	29	36	20
Danemark	0	31	29	2
Espagne	81	80	127	118
États-Unis	40	28	29	35
Finlande	0	9	7	4
France	59	69	71	121
Grèce	0	0	1	1
Irlande	1	1	2	2
Italie	7	16	n.d.	n.d.
Japon	54	67	71	47
Luxembourg	3	5	7	9
Norvège	5	4	1	6
Nouvelle-Zélande	1	1	1	1
Pays-Bas	10	85	25	74
Portugal	–	1	1	0
Royaume-Uni	4	2	1	–
Suède	17	2	38	1
Suisse	4	4	3	8
<b>Pays du CAD</b>	<b>423</b>	<b>536</b>	<b>516</b>	<b>556</b>
CE	86	40	86	173

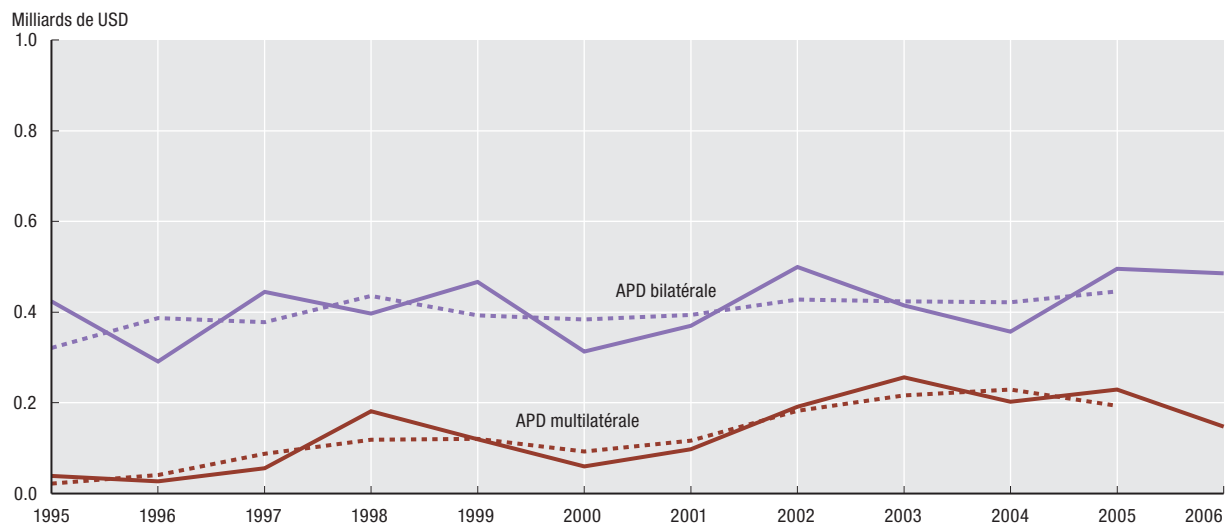
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/413366715230>

## 3.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD À L'AMÉRIQUE

### Santé

#### 3.3.13. APD totale dans le secteur de la santé

Milliards de USD, prix et taux de change constants en 2005, engagements  
Montants annuels (lignes continues), moyennes mobiles sur 3 ans (lignes en pointillés)



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/413270524456>

#### 3.3.14. 10 premiers bénéficiaires en 2006

Engagements, en millions de USD

	Haïti	Pérou	Nicaragua	Bolivie	Honduras	Guatemala	El Salvador	Brésil	Jamaïque	Paraguay	Autres	Total	
10 premiers donateurs en 2006	États-Unis	75	17	7	16	15	17	12	5	5	2	69	240
	FMSTP	19	34	10	6	14	–	8	12	16	–	11	128
	Canada	53	0	4	3	0	2	1	1	–	0	4	69
	Japon	2	1	14	9	2	9	1	2	1	14	9	63
	Espagne	1	6	4	7	3	4	4	0	–	0	14	42
	France	2	3	0	12	–	–	0	6	–	0	9	32
	UNICEF	2	1	1	1	1	1	0	2	0	1	8	18
	Allemagne	0	0	0	0	–	1	0	0	–	–	8	10
	Luxembourg	–	0	4	–	–	–	3	–	–	–	0	8
	Belgique	–	2	0	2	–	0	0	0	–	–	4	8
	Autres donateurs	1	0	18	0	0	1	0	1	0	–	10	31
<b>Total</b>	<b>155</b>	<b>63</b>	<b>62</b>	<b>57</b>	<b>35</b>	<b>34</b>	<b>30</b>	<b>30</b>	<b>22</b>	<b>17</b>	<b>145</b>	<b>650</b>	

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/413270524456>

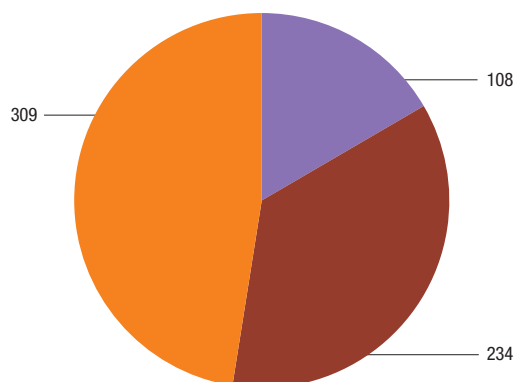


## 3.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD À L'AMÉRIQUE

Santé

## 3.3.15. APD à la santé par sous-secteur en 2006

Millions de USD, engagements



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/413270524456>

### Objectifs du Millénaire pour le développement associés

- « Réduire la mortalité infantile » (**objectif 4**)
- « Améliorer la santé maternelle » (**objectif 5**)
- « Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies » (**objectif 6**)

## 3.3.16. Engagements d'APD à la santé

Millions de USD

	2003	2004	2005	2006
Allemagne	17	6	3	10
Australie	–	0	–	–
Autriche	2	1	7	2
Belgique	4	2	14	8
Canada	19	7	40	69
Danemark	2	–	1	–
Espagne	34	43	44	42
États-Unis	182	160	213	240
Finlande	1	7	0	7
France	26	34	36	32
Grèce	0	0	–	0
Irlande	1	2	1	2
Italie	4	5	n.d.	n.d.
Japon	52	40	41	63
Luxembourg	1	4	4	8
Norvège	1	1	1	5
Nouvelle-Zélande	–	–	–	–
Pays-Bas	17	20	28	8
Portugal	–	–	–	–
Royaume-Uni	3	11	6	2
Suède	14	5	35	1
Suisse	1	–	1	0
<b>Pays du CAD</b>	<b>380</b>	<b>349</b>	<b>477</b>	<b>499</b>
CE	15	57	46	4

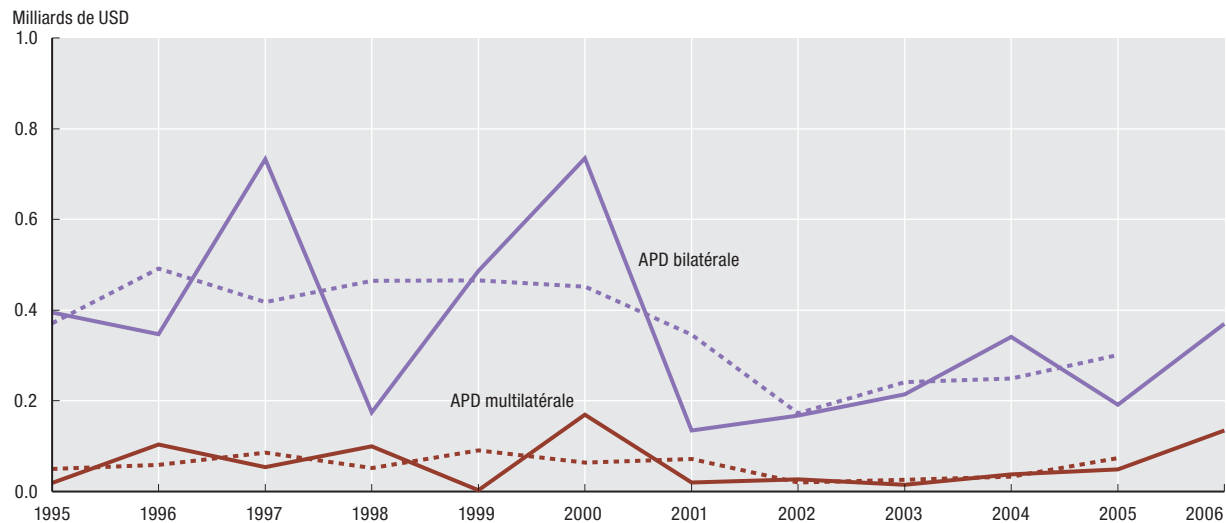
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/413270524456>

## 3.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD À L'AMÉRIQUE

### Eau

#### 3.3.17. APD totale dans le secteur de l'eau

Milliards de USD, prix et taux de change constants en 2005, engagements  
Montants annuels (lignes continues), moyennes mobiles sur 3 ans (lignes en pointillés)



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/413278726442>

#### 3.3.18. 10 premiers bénéficiaires en 2006

Engagements, en millions de USD

	Costa Rica	Bolivie	Mexique	Nicaragua	Pérou	Haïti	Équateur	Guatemala	Honduras	Guyana	Autres	Total
<b>Top 10 premiers donateurs en 2006</b>												
Japon	129	0	0	1	0	–	21	7	1	6	6	171
CE	–	16	–	–	–	9	–	–	–	–	38	63
États-Unis	–	–	53	–	0	–	0	–	–	–	0	54
Allemagne	4	4	1	15	23	–	0	0	0	–	4	51
BID F. spé.	–	–	–	30	–	15	–	–	–	–	–	45
IDA	3	20	0	–	–	–	–	–	–	–	7	31
Espagne	1	1	0	1	8	1	2	6	4	–	7	30
Pays-Bas	–	17	–	–	–	–	–	8	–	–	3	28
Canada	–	3	–	–	–	–	0	–	5	–	1	9
Suède	–	5	–	–	–	–	0	–	3	–	–	8
Autres donateurs	0	0	–	2	0	2	1	0	0	4	6	15
<b>Total</b>	<b>136</b>	<b>67</b>	<b>54</b>	<b>49</b>	<b>31</b>	<b>26</b>	<b>24</b>	<b>21</b>	<b>13</b>	<b>10</b>	<b>73</b>	<b>504</b>

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/413278726442>

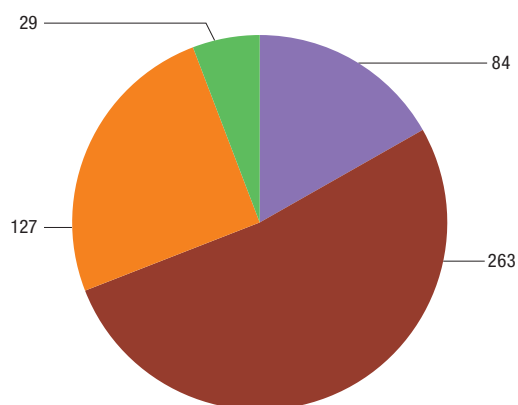
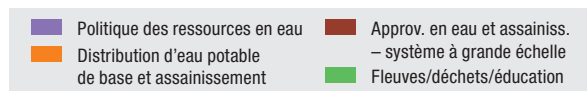


## 3.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD À L'AMÉRIQUE

Eau

## 3.3.19. APD dans le secteur de l'eau par sous-secteur en 2006

Millions de USD, engagements

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/413278726442>**Objectif du Millénaire pour le développement associé**« Assurer un environnement durable »  
(objectif 7)

« Réduire de moitié, d'ici à 2015, le pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable » (cible 10)

## 3.3.20. Engagements d'APD dans le secteur de l'eau

Millions de USD

	2003	2004	2005	2006
Allemagne	19	35	29	51
Australie	–	–	0	–
Autriche	3	0	0	0
Belgique	2	2	5	3
Canada	2	9	3	9
Danemark	–	–	–	–
Espagne	64	24	38	30
États-Unis	5	9	71	54
Finlande	–	–	0	0
France	0	1	0	1
Grèce	–	–	–	–
Irlande	0	0	0	0
Italie	18	0	n.d.	n.d.
Japon	60	222	31	171
Luxembourg	6	2	4	3
Norvège	–	0	0	0
Nouvelle-Zélande	–	–	–	–
Pays-Bas	3	23	2	28
Portugal	–	–	–	–
Royaume-Uni	0	0	–	7
Suède	1	4	0	8
Suisse	10	12	5	–
<b>Pays du CAD</b>	<b>192</b>	<b>345</b>	<b>189</b>	<b>365</b>
CE	13	28	15	63

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/413278726442>





## **4. ASIE**

<b>4.1. APD À L'ASIE : RÉSUMÉ .....</b>	<b>94</b>
<b>4.2. APD À L'ASIE PAR DONNEUR ET BÉNÉFICIAIRE .....</b>	<b>98</b>
<b>4.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD À L'ASIE .....</b>	<b>104</b>

## 4.1. APD À L'ASIE : RÉSUMÉ

## 4.1.1. 10 premiers bénéficiaires d'APD

Millions de USD, versements nets en 2006

1	Irak	8 661	26 %
2	Afghanistan	3 000	9 %
3	Pakistan	2 147	7 %
4	Viet Nam	1 846	6 %
5	Zones/ad. palestinienne	1 449	4 %
6	Indonésie	1 405	4 %
7	Inde	1 379	4 %
8	Chine	1 245	4 %
9	Bangladesh	1 223	4 %
10	Sri Lanka	796	2 %
	Autres bénéficiaires	9 734	30 %
	<b>Total</b>	<b>32 885</b>	<b>100 %</b>

## 4.1.2. 10 premiers donneurs d'APD

Millions de USD, versements nets en 2006

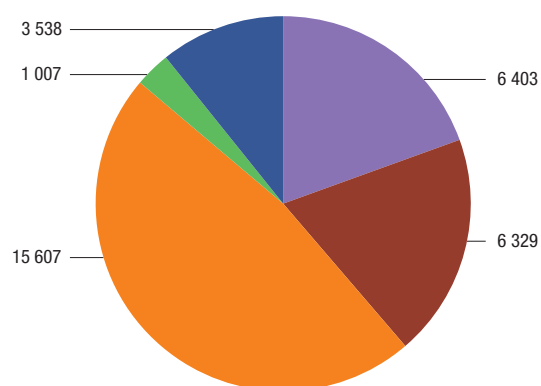
1	États-Unis	8 788	27 %
2	Japon	2 926	9 %
3	IDA	2 444	7 %
4	CE	2 074	6 %
5	Arabie Saoudite	1 839	6 %
6	Allemagne	1 813	6 %
7	Royaume-Uni	1 674	5 %
8	France	1 535	5 %
9	FAsD	1 008	3 %
10	Australie	987	3 %
	Autres donneurs	7 798	24 %
	<b>Total</b>	<b>32 885</b>	<b>100 %</b>

## 4.1.3. Tendances de l'APD

	2005	2006	% de variation
Versements nets d'APD (millions de USD 2005)	45 600	32 204	-29.4
Engagements d'APD (millions de USD 2005)	52 764	37 893	-28.2
Population (milliers)	3 594 639	3 635 185	1.1
APD nette par habitant (USD)	12.7	9.0	-

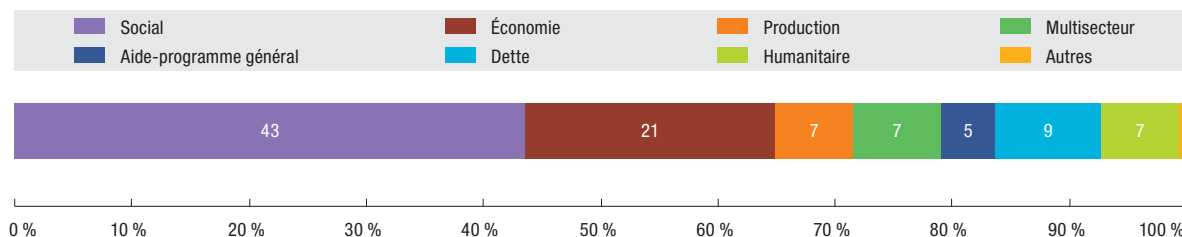
## 4.1.4. APD par groupe de revenu

Millions de USD, versements nets en 2006



## 4.1.5. Répartition sectorielle de l'APD en 2006

Engagements

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/413370064271>

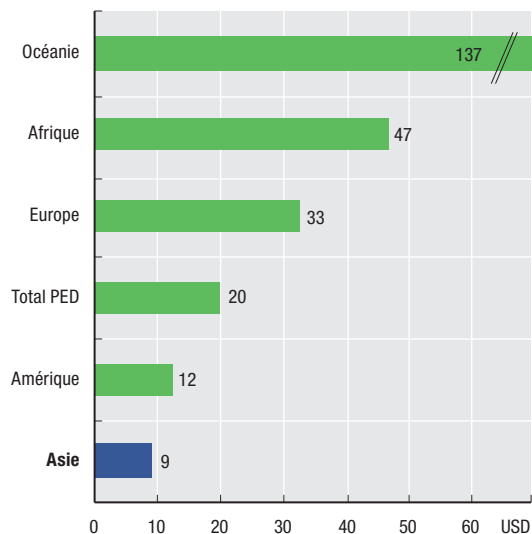




## 4.1. APD À L'ASIE : RÉSUMÉ

### 4.1.6. APD nette reçue par habitant en 2006

En USD

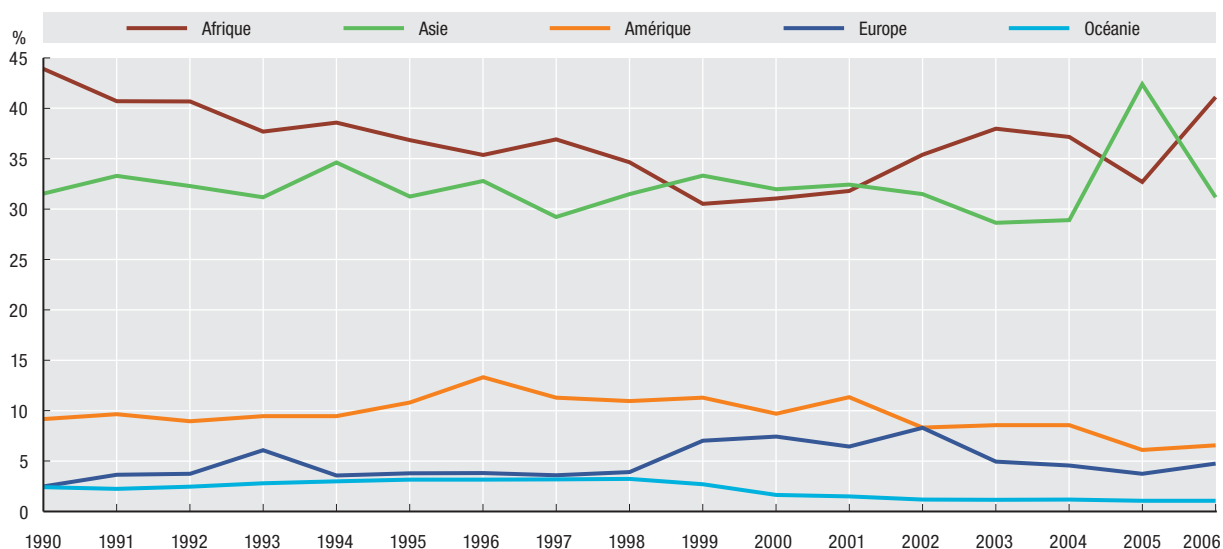


### 4.1.7. APD nette et population des pays bénéficiaires de l'aide par région en 2006

Région	APD nette millions de USD	Population millions
Afrique	43 402	926
Asie	32 885	3 635
Amérique	6 910	558
Europe	5 032	155
Océanie	1 127	8
Aide régions non spécifiées	15 936	-
<b>Total des bénéficiaires de l'APD</b>	<b>105 292</b>	<b>5 282</b>

### 4.1.8. Répartition régionale de l'APD nette totale

En pourcentage du total de l'APD



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/413370328725>

### 4.1. APD À L'ASIE : RÉSUMÉ

#### Faits saillants

En 2006, les apports nets d'aide publique au développement (APD) à l'Asie ont atteint 32.9 milliards USD, dont 8.6 milliards USD en faveur de l'Irak et 3 milliards USD en faveur de l'Afghanistan.

L'APD nette par habitant s'est élevée à 9 USD, contre 12.7 USD en 2005.

Moins de la moitié de l'aide (43 %) a été affectée à des programmes sociaux et 21 % sont allés à des programmes économiques.

Les engagements nets d'aide ont diminué de 28.2 % et les versements de 29.4 % sur la période 2005-2006.

Les États-Unis ont été le principal donneur (27 %), suivis du Japon (9 %).

#### Étude de cas sur le Laos

##### **Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide**

##### **Principe 5 – Responsabilité mutuelle**

*« Les donateurs et les pays partenaires sont responsables des résultats obtenus en matière de développement. »*

Le Laos est un État à parti unique qui, sous l'impulsion de la Chine, a mis en œuvre une série de réformes économiques au milieu des années 80. Son taux de croissance s'est établi, en moyenne, à 6 % par an durant la période 1988-2007, bien que le pays soit parti d'une base extrêmement faible. L'agriculture de subsistance entre pour 40 % dans le PIB et pour 80 % dans l'emploi même si 5 % seulement des terres s'y prêtent. En 2006, le revenu national brut du pays s'est élevé à 2 050 USD par habitant (en termes de parité de pouvoir d'achat). Environ 27 % de la population vit avec moins d'un dollar par jour et 74 % avec moins de deux dollars par jour. Le pays est en bonne voie pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement concernant l'éducation primaire pour tous, la réduction de la mortalité infantile et l'amélioration de la santé maternelle. En 2006, l'APD totale s'est chiffrée à 364 millions USD, soit environ 12 % du RNB.

Le principal projet de développement est le projet de barrage Nam Theun 2 qui doit générer de l'hydroélectricité destinée à être exportée vers la Thaïlande et stimuler l'économie locale. Il s'agit d'un projet de construction-possession-exploitation-transfert ayant une période de concession de 31 ans, dont une période d'exploitation de 25 ans. Les

recettes publiques correspondantes sont estimées à 1.9-2 milliards USD en termes nominaux au cours des 25 premières années et le gouvernement espère que les revenus générés par le barrage et la croissance économique qu'il favorisera lui permettront de se passer, à terme, d'apports d'APD.

L'aide est plus efficace lorsque tant les donateurs que les gouvernements des pays partenaires sont responsables devant leurs opinions publiques respectives et les uns envers les autres s'agissant de l'utilisation qui est faite des ressources pour obtenir des résultats en matière de développement. Le projet Nam Theun 2 est la parfaite illustration d'un type particulier de responsabilité qui n'est pas mentionné dans la Déclaration de Paris, mais qui est dans l'esprit que celle-ci cherche à promouvoir. Le projet est piloté par la multinationale française EDF. En 2004, « Les Amis de la Terre » ont soumis une demande d'examen au point de contact national (PCN) français chargé de veiller au respect des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, en se fondant sur les chapitres concernant le développement durable, le respect des droits de l'homme, l'hygiène et la sécurité, l'information et la communication, et les relations professionnelles.

Le PCN est parvenu à la conclusion qu'il n'y avait pas de violation des Principes directeurs de l'OCDE, mais il a insisté sur le fait que les entreprises multinationales opérant dans des pays où le dispositif législatif et réglementaire en matière environnementale et sociale est réputé faible devraient produire leurs meilleurs efforts afin de mettre en œuvre sur le chantier et envers les personnes affectées par leur activité les bonnes pratiques internationalement reconnues qu'elles suivent dans leur propre pays. Le PCN a également proposé de conduire des consultations périodiques avec l'entreprise pour suivre l'évolution du projet et de ses impacts.

Le Laos applique aussi la Déclaration de Paris par le biais de la Déclaration de Vientiane, sa version locale. En vertu de cet accord, le gouvernement laotien et ses partenaires doivent procéder conjointement à des examens annuels des progrès accomplis dans la mise en œuvre des engagements souscrits en ce qui concerne l'efficacité de l'aide et l'amélioration des résultats en matière de développement en utilisant les mécanismes de plus en plus objectifs existant à l'échelon local. Ils cherchent à élaborer des indicateurs appropriés et des cibles (indicatives) concernant l'efficacité de l'aide. Le gouvernement s'attache à associer ses partenaires à l'évaluation des progrès réalisés dans l'exécution des plans nationaux de



## 4.1. APD À L'ASIE : RÉSUMÉ

développement. Les partenaires s'emploient à fournir en temps opportun des informations précises et complètes sur les apports d'aide et les programmes envisagés pour permettre au gouvernement de présenter des rapports budgétaires à l'Assemblée nationale et aux citoyens, et d'assurer une coordination plus efficace de l'aide.

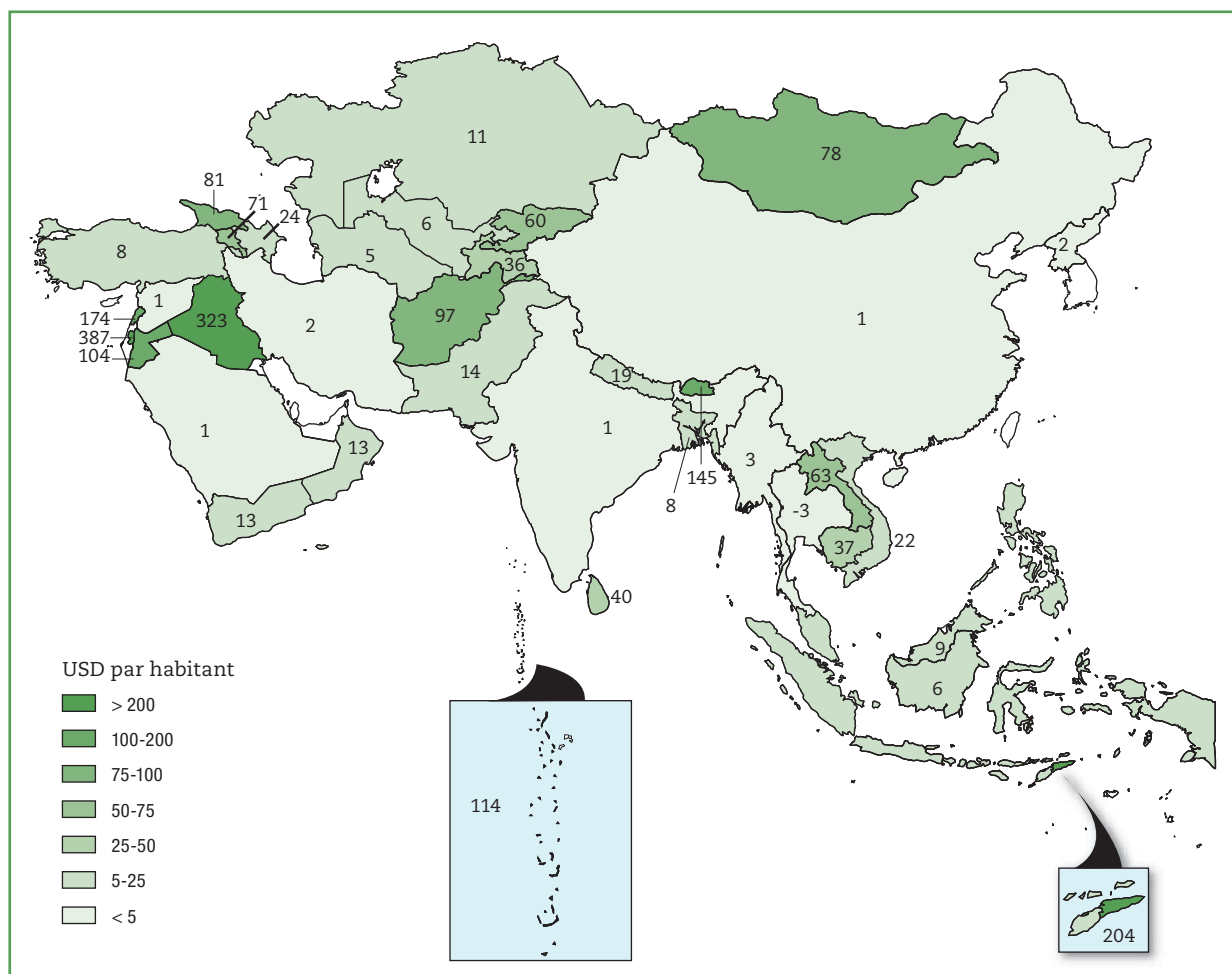
Un mécanisme a maintenant été mis en place et des évaluations sont en cours. Le Plan d'action du gouvernement couvre les actions concrètes à mener pour atteindre les objectifs fixés d'ici 2010, conformément aux principes énoncés, et recense aussi les organismes publics et les donateurs chargés d'assurer la mise en œuvre. Le processus de Table

ronde, qui se déroule aussi bien au niveau national qu'au niveau sectoriel, aide à garantir la collaboration entre les donateurs et le gouvernement. Le deuxième rapport d'étape sur la réalisation des OMD et l'examen à mi-parcours du Plan national de développement socio-économique contribueront encore à favoriser l'émergence d'une concordance de vues sur les priorités nationales en matière de développement.

Le principe de la responsabilité mutuelle a été élaboré dans le cadre de la Déclaration de Paris, mais comme le montre le cas du Laos, il peut s'appliquer, au-delà de l'APD et des dispositifs intergouvernementaux, à des situations où les enjeux sont également considérables pour le secteur privé et la société civile.

### APD par habitant aux pays bénéficiaires, en 2006

Versements nets par habitants en USD



## 4.2. APD À L'ASIE PAR DONNEUR ET BÉNÉFICIAIRE

## APD par donneur


## 4.2.1. 10 premiers pays donneurs du CAD à l'Asie

Millions de USD, versements bilatéraux nets

a) 10 premiers pays donneurs du CAD selon le montant

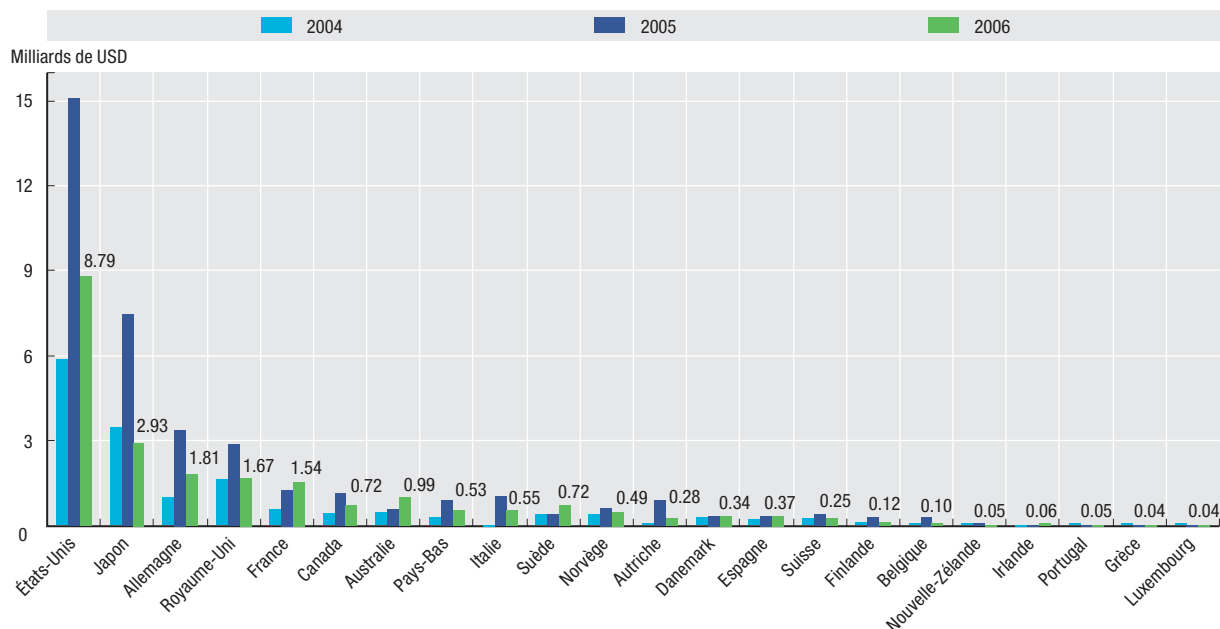

b) 10 premiers pays donneurs du CAD selon la part de leur aide destinée à l'Asie

	2004	2005	2006	Moyenne sur 3 ans	% des pays du CAD		2004	2005	2006	Moyenne sur 3 ans	Part de l'aide destinée à l'Asie pour chaque donneur (%) 2004-2006
2 Japon	3 462	7 473	2 926	<b>4 620</b>	18	2 États-Unis	5 826	15 075	8 788	<b>9 896</b>	57
3 Allemagne	982	3 397	1 813	<b>2 064</b>	8	3 Australie	466	588	987	<b>680</b>	56
4 Royaume-Uni	1 597	2 879	1 674	<b>2 050</b>	8	4 Autriche	55	892	279	<b>409</b>	49
5 France	555	1 296	1 535	<b>1 129</b>	4	5 Finlande	79	293	115	<b>163</b>	42
6 Canada	417	1 136	723	<b>759</b>	3	6 Allemagne	982	3 397	1 813	<b>2 064</b>	38
7 Australie	466	588	987	<b>680</b>	3	7 Canada	417	1 136	723	<b>759</b>	37
8 Pays-Bas	277	919	526	<b>574</b>	2	8 Suisse	242	419	247	<b>303</b>	36
9 Italie	10	1 029	548	<b>529</b>	2	9 Norvège	372	621	493	<b>495</b>	35
10 Suède	374	427	718	<b>506</b>	2	10 Italie	10	1 029	548	<b>529</b>	35
Autres pays du CAD	1 463	3 562	2 185	<b>2 403</b>	10	Autres pays du CAD	3 516	6 859	5 504	<b>5 293</b>	25
<b>Total pays du CAD</b>	<b>15 428</b>	<b>37 781</b>	<b>22 424</b>	<b>25 211</b>	<b>100</b>	<b>Total pays du CAD</b>	<b>15 428</b>	<b>37 781</b>	<b>22 424</b>	<b>25 211</b>	<b>43</b>

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/413402383546>

## 4.2.2. L'aide des pays donneurs du CAD à l'Asie

Milliards de USD, valeurs montrées pour 2006, versement bilatéraux nets

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/413402383546>



## 4.2. APD À L'ASIE PAR DONNEUR ET BÉNÉFICIAIRE

### APD par donneur

#### 4.2.3. APD à l'Asie par pays donneur du CAD

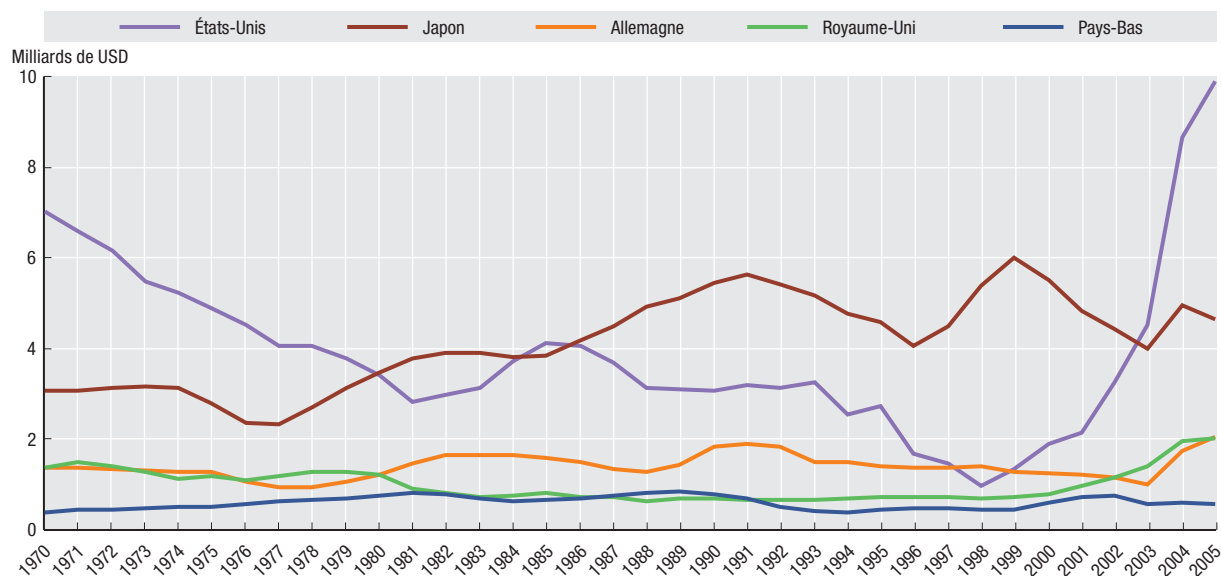
Millions de USD, prix et taux de change constants de 2005, moyennes pluriannuelles, versements bilatéraux nets

	1970-79	1980-89	1990-99	2000-06	2000-06 % des pays du CAD	2000-06 Part de l'aide destinée à l'Asie pour chaque donneur (%)
Allemagne	1 204	1 474	1 569	1 528	8	35
Australie	264	338	452	585	3	54
Autriche	25	100	52	211	1	38
Belgique	105	84	60	110	1	13
Canada	608	510	394	457	2	33
Danemark	131	217	233	301	2	29
Espagne	–	7	222	245	1	18
États-Unis	5 188	3 372	2 354	5 844	32	48
Finlande	7	58	95	116	1	39
France	428	569	704	757	4	15
Grèce	–	–	5	34	0	22
Irlande	0	1	8	36	0	11
Italie	139	224	212	255	1	25
Japon	2 878	4 137	5 130	4 635	25	71
Luxembourg	–	–	11	36	0	23
Norvège	132	237	307	448	2	33
Nouvelle-Zélande	43	17	23	51	0	32
Pays-Bas	547	765	512	649	4	28
Portugal	–	–	10	71	0	20
Royaume-Uni	1 301	786	694	1 490	8	34
Suède	315	365	309	403	2	29
Suisse	97	145	195	253	1	34
<b>Total pays du CAD</b>	<b>13 410</b>	<b>13 407</b>	<b>13 551</b>	<b>18 517</b>	<b>100</b>	<b>40</b>
CE	410	546	900	1 551	–	23

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/413424264606>

#### 4.2.4. APD à l'Asie par principaux pays donneurs du CAD depuis 1970

Milliards de USD, prix et taux de change constants en 2005, moyennes mobiles sur 3 ans, versements bilatéraux nets



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/413424264606>

## 4. ASIE


### 4.2. APD À L'ASIE PAR DONNEUR ET BÉNÉFICIAIRE

#### APD par donneur

##### 4.2.5. 10 premiers donateurs multilatéraux à l'Asie

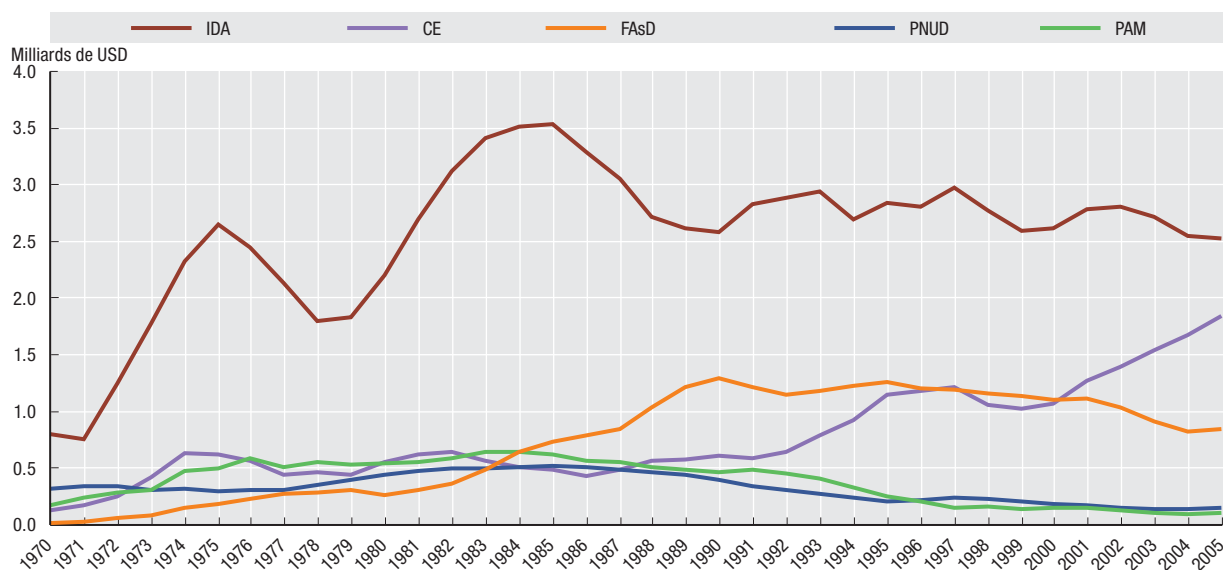
Millions de USD, versements nets


	2004	2005	2006	Moyenne sur 3 ans	% du total multilatéraux
1 IDA	2 645	2 508	2 444	2 532	36
2 CE	1 658	1 839	2 074	1 857	27
3 FAsD	682	855	1 008	848	12
4 UNRWA	449	508	600	519	7
5 FMSTP	139	189	303	210	3
6 UNICEF	134	163	174	157	2
7 ATNU	157	162	140	153	2
8 PNUD	145	145	149	146	2
9 UNFPA	107	123	124	118	2
10 PAM	72	100	130	101	1
Autres multilatéraux	486	204	348	346	5
<b>Total multilatéraux</b>	<b>6 673</b>	<b>6 796</b>	<b>7 494</b>	<b>6 988</b>	<b>100</b>

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/414485202427>

##### 4.2.6. APD à l'Asie par principaux donateurs multilatéraux depuis 1970

Milliards de USD, prix et taux de change constants en 2005, moyennes mobiles sur 3 ans, versements nets



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/413425056445>



## 4.2. APD À L'ASIE PAR DONNEUR ET BÉNÉFICIAIRE

## APD par bénéficiaire

## 4.2.7. 10 premiers bénéficiaires d'APD en Asie

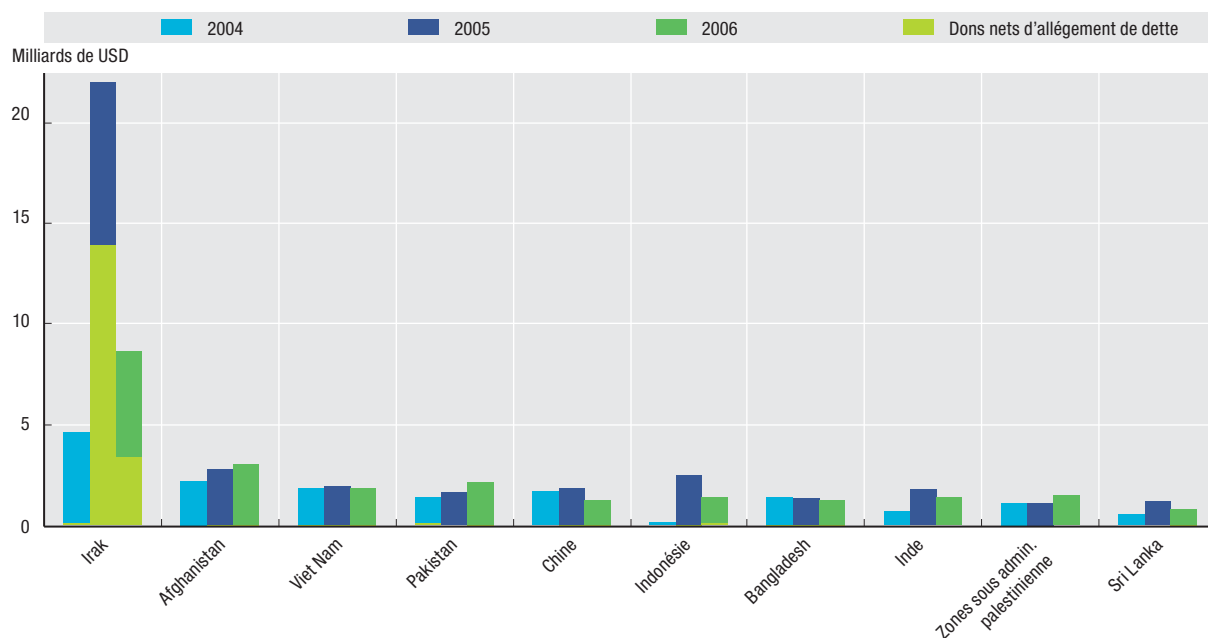
Millions de USD, montants reçus de tous les donateurs, recettes nettes d'APD

	2004	2005	2006	Moyenne sur 3 ans	% du total bénéficiaires
1 Irak	4 650	22 052	8 661	<b>11 788</b>	35
2 Afghanistan	2 171	2 752	3 000	<b>2 641</b>	8
3 Viet Nam	1 840	1 907	1 846	<b>1 865</b>	6
4 Pakistan	1 424	1 626	2 147	<b>1 732</b>	5
5 Chine	1 685	1 802	1 245	<b>1 577</b>	5
6 Indonésie	130	2 522	1 405	<b>1 352</b>	4
7 Bangladesh	1 412	1 336	1 223	<b>1 324</b>	4
8 Inde	694	1 728	1 379	<b>1 267</b>	4
9 Zones/ad. palestinienne	1 116	1 116	1 449	<b>1 227</b>	4
10 Sri Lanka	520	1 192	796	<b>836</b>	2
Autres bénéficiaires	7 181	7 567	9 734	<b>8 161</b>	24
<b>Total bénéficiaires de l'APD</b>	<b>22 824</b>	<b>45 600</b>	<b>32 885</b>	<b>33 770</b>	<b>100</b>

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/413471624567>

## 4.2.8. 10 premiers bénéficiaires d'APD en Asie et indications de la part allouée aux annulations de dettes

Milliards de USD, versements nets

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/413471624567>

## 4. ASIE


### 4.2. APD À L'ASIE PAR DONNEUR ET BÉNÉFICIAIRE

#### APD par bénéficiaire

#### 4.2.9. APD à l'Asie par pays bénéficiaire

Millions de USD, prix et taux de change constants de 2005, 50 premiers pays bénéficiaires depuis 1970, recettes nettes

	2000-06	1970-79	1980-89	1990-99	2000-06	2003	2004	2005	2006
	Part (%)	Moyennes annuelles				Montants annuels			
Afghanistan	6.5	211	63	276	1 730	1 772	2 226	2 752	2 915
Arabie Saoudite	0.1	13	56	21	20	13	19	26	24
Arménie	1.0	–	–	170	258	274	260	193	208
Azerbaïdjan	1.0	–	–	118	256	328	177	225	199
Bahreïn	0.2	126	208	81	46	86	59	–	–
Bangladesh	5.1	1 702	2 566	1 819	1 362	1 567	1 448	1 336	1 186
Bhoutan	0.3	5	44	73	85	85	79	90	94
Brunei	0.0	0	3	3	–	–	–	–	–
Cambodge	2.0	266	116	334	539	567	493	541	524
Chine	6.3	4	1 734	2 935	1 680	1 433	1 674	1 802	1 265
Corée	0.0	1 005	116	–42	–	–	–	–	–
Corée, Rép. dém.	0.6	13	7	59	150	146	165	87	53
Émirats arabes unis	0.0	22	25	–3	–	–	–	–	–
Géorgie	1.2	–	–	184	314	249	320	309	352
Hong-Kong, Chine	0.0	10	32	13	–	–	–	–	–
Inde	5.6	3 932	3 619	2 177	1 491	956	717	1 728	1 342
Indonésie	5.9	2 273	1 837	1 697	1 584	1 889	160	2 522	1 356
Irak	20.4	114	32	283	5 461	2 468	4 753	22 052	8 491
Iran	0.5	79	64	179	145	147	189	104	117
Israël	0.0	1 232	2 119	1 312	–	–	–	–	–
Jordanie	2.7	1 085	1 403	623	725	1 338	618	668	562
Kazakhstan	0.8	–	–	108	223	289	264	225	168
Kirghize, Rép.	1.0	–	–	183	254	219	261	268	302
Koweït	0.0	2	11	2	–	–	–	–	–
Laos	1.2	203	100	275	323	332	273	296	360
Liban	1.4	191	319	241	374	252	270	244	685
Macao	0.0	0	2	0	–	–	–	–	–
Malaisie	0.5	254	383	123	125	113	289	28	253
Maldives	0.1	8	27	36	36	23	28	77	38
Mongolie	0.9	4	7	174	245	275	257	221	201
Myanmar	0.5	355	606	120	138	138	126	145	145
Népal	1.8	172	494	483	475	518	436	425	503
Oman	0.1	205	180	61	33	43	55	–5	34
Ouzbékistan	0.7	–	–	88	198	209	245	169	146
Pakistan	6.5	1 861	1 788	1 212	1 734	1 165	1 449	1 626	2 107
Philippines	2.3	613	949	1 162	617	751	450	564	571
Qatar	0.0	1	3	1	–	–	–	–	–
Singapour	0.0	99	54	8	–	–	–	–	–
Sri Lanka	2.3	441	909	653	625	748	527	1 192	791
Syrie	0.5	1 592	1 617	391	121	134	109	79	22
Tadjikistan	0.8	–	–	78	211	163	248	251	234
Thaïlande	0.0	433	870	784	–2	–963	51	–165	–253
Timor-Leste	0.9	0	0	22	242	203	168	185	205
Turkménistan	0.2	–	–	22	42	30	35	29	25
Viet Nam	6.9	1 459	359	863	1 840	1 945	1 855	1 907	1 848
Yémen	1.5	640	840	366	404	259	257	336	277
Zones/ad. palestinienne	4.7	–	–	418	1 265	1 091	1 148	1 116	1 411
Moyen-Orient, régional	1.6	646	334	415	438	197	205	326	2 005
Extrême-Orient, régional	0.5	97	59	111	146	118	181	339	167
Asie du Sud et C., régional	1.0	24	61	70	275	352	429	374	378
Asie, régional	1.9	188	845	330	495	281	274	917	890
<b>Asie total</b>	<b>100.0</b>	<b>21 578</b>	<b>24 860</b>	<b>21 112</b>	<b>26 727</b>	<b>22 203</b>	<b>23 251</b>	<b>45 600</b>	<b>32 204</b>

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/413486251314>



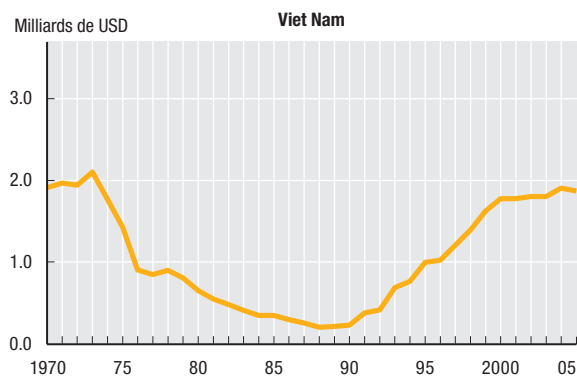
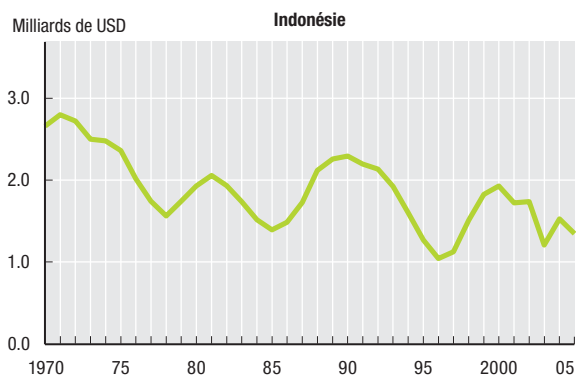
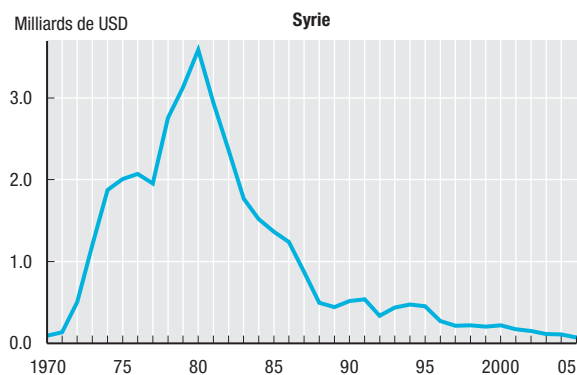
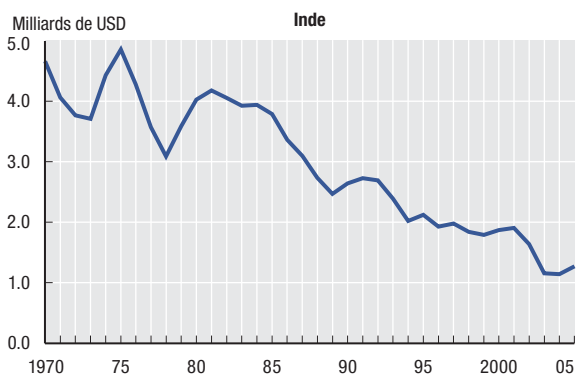
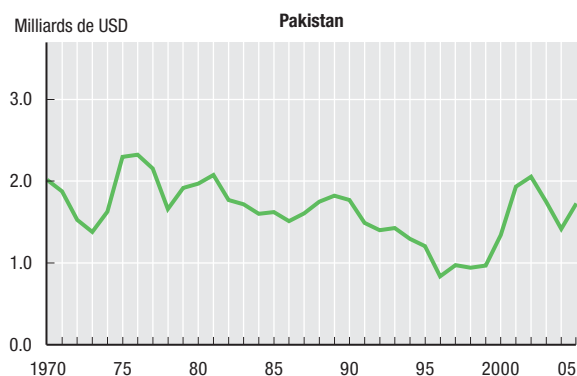
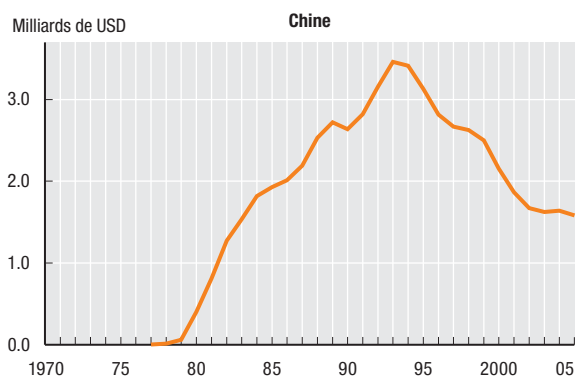
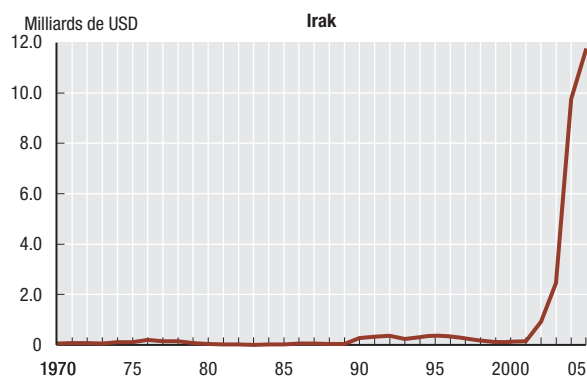
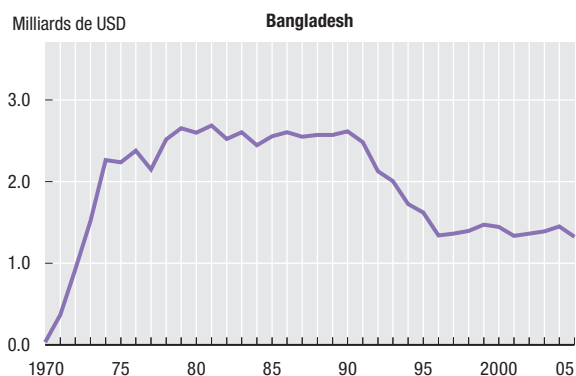


## 4.2. APD À L'ASIE PAR DONNEUR ET BÉNÉFICIAIRE

## APD par bénéficiaire

## 4.2.10. Tendances de l'aide aux principaux bénéficiaires asiatiques depuis 1970

Milliards de USD, prix et taux de change constants en 2005, moyennes mobiles sur 3 ans, versements nets

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/413486251314>

### 4.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD À L'ASIE

#### GROS PLAN SUR LA SANTÉ : LES ÉCHANGES DE SERVICES DE SANTÉ

Les soins de santé sont en soi un sujet politiquement sensible et ils le sont encore davantage dans le cadre des échanges internationaux. De grands marchés mondiaux des médicaments et des équipements sanitaires existent depuis un certain nombre d'années, notamment en Asie. C'est ainsi que l'Inde exporte davantage de produits pharmaceutiques qu'elle n'en importe depuis le début des années 90. Plus récemment, les échanges de services de santé ont commencé à se développer eux aussi et, ici encore, les pays d'Asie sont des acteurs majeurs. De fait, ils interviennent dans les quatre types d'échanges de services de santé, à savoir la prestation de services transfrontières, la consommation à l'étranger, la présence commerciale et le déplacement de fournisseurs de services.

Ainsi, les Philippines exportent des services de transcription médicale vers les États-Unis (transcription de rapports oraux) et fournissent plus de 100 000 infirmiers et infirmières aux pays de l'OCDE. La Thaïlande et la Malaisie retirent près de 500 millions et 40 millions USD respectivement du « tourisme sanitaire » en accueillant des patients étrangers aussi bien pour des interventions courantes que pour des interventions spécialisées. La plupart des patients sont asiatiques. Les Japonais sont, par exemple, les clients les plus nombreux en Thaïlande tandis que le Viet Nam exporte principalement ses services vers le Cambodge. Les données disponibles sur la présence commerciale sont limitées mais il semble qu'il existe dans la plupart des pays une participation étrangère dans le secteur privé des soins de santé.

Les échanges de services de santé posent un certain nombre de problèmes tant aux pays en développement qu'aux pays donateurs. Les deux premiers modes de fourniture mentionnés plus haut (échanges de services transfrontières et consommation à l'étranger) devraient procurer les avantages généralement liés au commerce international, comme des gains d'efficacité et des économies, par exemple en matière de main-d'œuvre. L'inconvénient est qu'une croissance rapide des exportations entraîne souvent des augmentations des prix intérieurs des biens et services concernés. Même si l'économie nationale y trouve son compte d'une manière générale, les inégalités peuvent être renforcées. Les professionnels de la santé, formés aux frais de l'État, peuvent être attirés vers le secteur privé en vertu du phénomène qu'on qualifie parfois de fuite interne des cerveaux.

La présence commerciale peut aussi avoir des impacts positifs et des impacts négatifs. Côté positif, l'investissement étranger peut offrir des capitaux et des compétences faisant particulièrement défaut, ce

qui peut expliquer les régimes libéraux qu'appliquent le Cambodge, le Laos et le Viet Nam en ce qui concerne l'établissement d'hôpitaux étrangers. Mais comme dans le cas des échanges de services transfrontières et de la consommation à l'étranger, l'investissement étranger peut aggraver les inégalités. A contrario, les nouveaux services répondent aux besoins d'un nouveau marché et influent sur la consommation des patients plus démunis.

Le déplacement de professionnels de la santé des pays en développement vers les pays développés est peut-être la question la plus sujette à controverse. L'Asie est la principale région source de professionnels de la santé pour de nombreux pays de l'OCDE. Aux États-Unis, par exemple, plus de la moitié des médecins nés à l'étranger (et 40 % des infirmières) viennent d'Asie. Les autres pays où le pourcentage de médecins étrangers d'origine asiatique est particulièrement élevé sont l'Australie (43 %), l'Irlande (48 %) et le Royaume-Uni (55 %). Les pourcentages correspondants pour les infirmières asiatiques sont beaucoup plus faibles (24 %, 29 % et 24 % respectivement).

Le principal avantage que le déplacement de professionnels de la santé procure aux pays d'accueil est évident : il leur permet de remédier aux pénuries de main-d'œuvre. Pour les pays d'origine, les avantages sont largement fonction de ce que les travailleurs étrangers font de leurs revenus – la question est de savoir s'ils les dépensent dans le pays hôte ou s'ils envoient des fonds dans leur pays d'origine. Les travailleurs étrangers peuvent aussi rester dans le pays d'accueil ou retourner chez eux après avoir gagné de l'argent et acquis des connaissances et des compétences qui pourront être utiles à leur pays. Il convient toutefois de souligner que des chiffres sortis de leur contexte peuvent donner une image déformée de la réalité. L'Inde, le Pakistan et l'Indonésie « exportent » un grand nombre de professionnels de la santé, mais le pourcentage de leur main-d'œuvre médicale à l'étranger n'est que de 8 % environ.

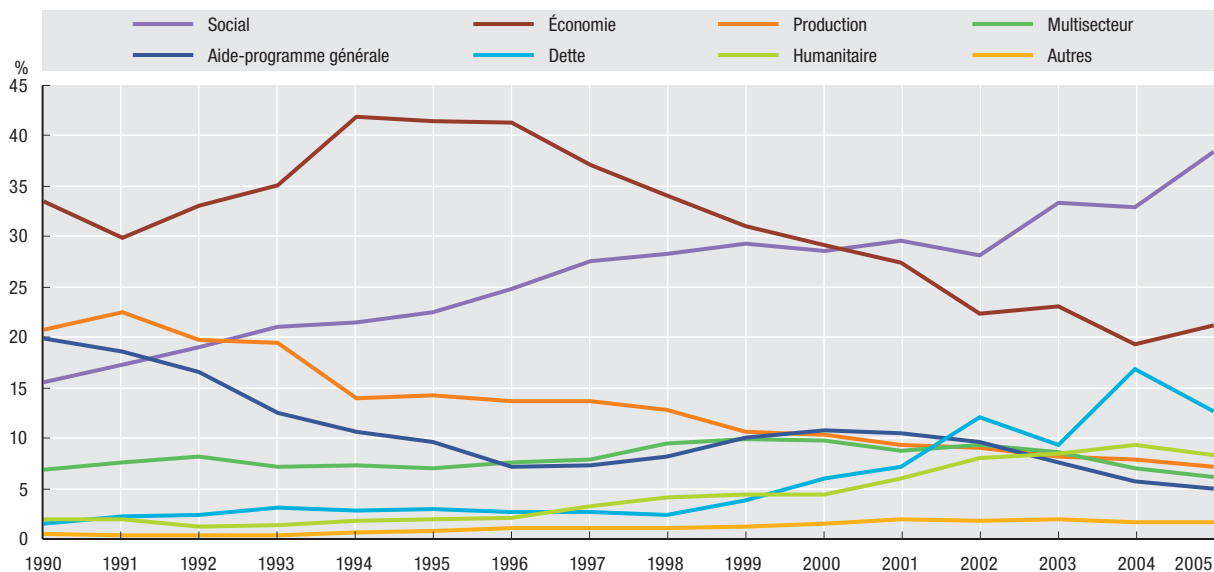
Les donateurs peuvent décider de centrer l'attention sur les échanges de services de santé dans le cadre de l'aide à l'appui des échanges. Il leur faudra toutefois trouver un délicat équilibre entre la réalisation des gains potentiels au profit des pays en développement et la promotion d'un accès équitable à la santé pour tous. Ils pourraient aussi étudier l'impact qu'a la santé sur les échanges, comme lorsqu'un programme sanitaire favorise une multiplication des échanges à partir de lieux où la charge de morbidité constituait précédemment une contrainte.



### 4.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD À L'ASIE

#### 4.3.1. APD à l'Asie par secteur depuis 1990

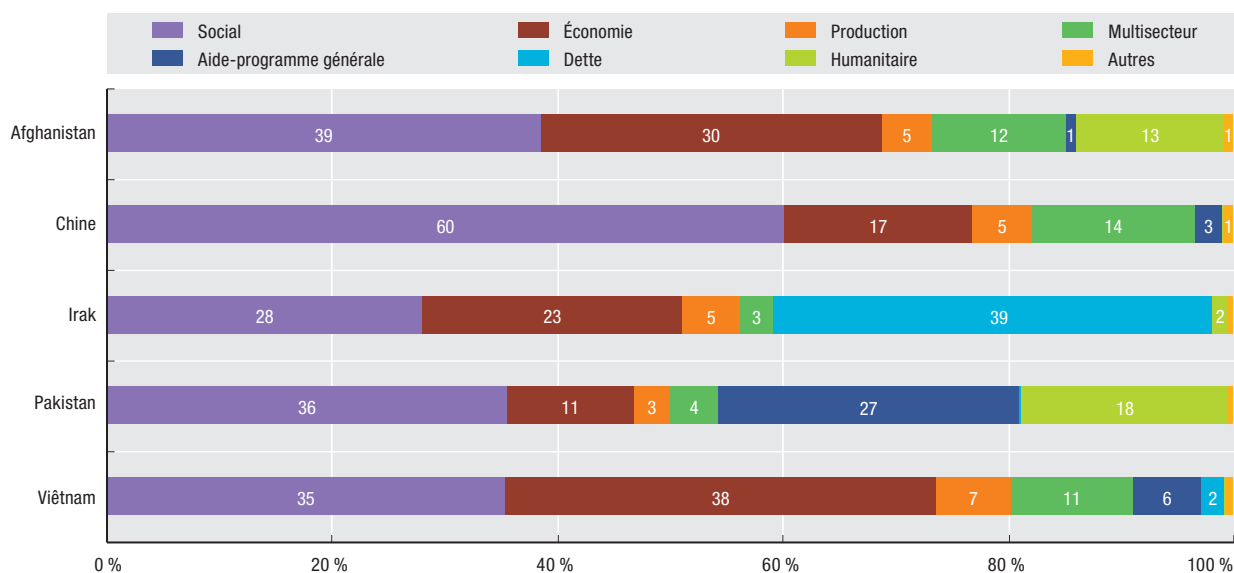
En pourcentage de l'APD totale, moyennes mobiles sur 3 ans, engagements



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/413506216720>

#### 4.3.2. APD par secteur aux 5 premiers bénéficiaires asiatiques en 2006

En pourcentage de l'APD totale engagée pour chaque pays



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/413506216720>

## 4.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD À L'ASIE

## 4.3.3. APD à l'Asie par donneur et par secteur en 2006

En pourcentage du total des engagements bilatéraux


	Allemagne	Australie	Autriche	Belgique	Canada	Danemark	Espagne	États-Unis	Finlande	France	Grèce	Irlande	Italie	Japon
<b>Sociale</b>	<b>45.3</b>	<b>46.4</b>	<b>16.2</b>	<b>59.3</b>	<b>65.4</b>	<b>45.3</b>	<b>15.1</b>	<b>39.7</b>	<b>48.4</b>	<b>24.7</b>	<b>47.6</b>	<b>49.5</b>	<b>-</b>	<b>28.1</b>
Éducation	21.3	9.8	6.6	21.8	10.6	1.4	3.5	1.7	3.9	16.8	15.3	6.0	-	9.0
<i>Dont : éducation de base</i>	1.6	2.2	0.0	10.0	5.1	0.7	1.1	0.9	0.5	0.5	-	2.5	-	0.3
Santé	5.9	12.3	3.3	14.5	7.9	2.7	2.4	7.5	8.1	2.9	4.5	6.5	-	1.4
<i>Dont : santé de base</i>	3.9	11.4	3.2	13.4	7.2	2.2	1.4	6.7	1.7	-	2.8	3.9	-	0.6
Population, santé et fertilité	3.2	2.3	0.0	0.6	0.2	0.2	0.3	2.3	0.2	-	1.1	0.1	-	0.1
Distribution d'eau et assainissement	6.2	0.8	1.8	2.9	1.3	27.7	1.7	8.4	19.5	1.5	1.3	2.2	-	12.8
Gouvernement et société civile	5.7	20.1	4.1	12.4	29.8	10.8	3.6	15.3	14.8	0.1	25.0	33.4	-	3.5
Autres infrast. et services sociaux	3.0	1.1	0.3	7.1	15.5	2.5	3.6	4.5	1.9	3.3	0.4	1.3	-	1.4
<b>Économique</b>	<b>23.5</b>	<b>1.7</b>	<b>0.5</b>	<b>9.4</b>	<b>5.8</b>	<b>16.0</b>	<b>21.3</b>	<b>31.6</b>	<b>9.4</b>	<b>15.9</b>	<b>2.1</b>	<b>2.9</b>	<b>-</b>	<b>37.3</b>
Transport, communication	8.7	0.4	0.3	5.2	2.0	6.9	18.1	8.2	0.3	12.5	0.6	0.0	-	24.3
Énergie	7.7	0.1	0.2	0.5	0.0	8.2	3.0	14.8	8.8	-	0.2	-	-	12.7
Banques/Services aux entreprises	7.1	1.2	0.0	3.8	3.8	0.9	0.3	8.6	0.2	3.4	1.3	2.8	-	0.3
<b>Production</b>	<b>4.2</b>	<b>5.9</b>	<b>0.9</b>	<b>3.2</b>	<b>13.0</b>	<b>18.4</b>	<b>1.6</b>	<b>6.4</b>	<b>6.7</b>	<b>2.1</b>	<b>2.6</b>	<b>8.3</b>	<b>-</b>	<b>6.9</b>
Agriculture, sylviculture et pêche	2.2	5.2	0.7	2.9	11.4	16.2	1.2	3.2	4.0	1.9	1.6	4.9	-	5.0
Industrie, industries extractives et construction	1.8	0.4	0.0	0.1	1.3	2.1	0.2	3.1	2.7	0.2	0.2	3.2	-	1.5
Commerce et tourisme	0.1	0.4	0.2	0.2	0.4	-	0.2	0.1	0.0	-	0.8	0.2	-	0.4
<b>Multisecteur</b>	<b>5.4</b>	<b>7.4</b>	<b>0.5</b>	<b>7.7</b>	<b>4.4</b>	<b>12.6</b>	<b>3.9</b>	<b>8.9</b>	<b>20.1</b>	<b>4.7</b>	<b>8.6</b>	<b>1.6</b>	<b>-</b>	<b>6.2</b>
<b>Aide-programme générale</b>	<b>0.8</b>	<b>0.3</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>0.1</b>	<b>-</b>	<b>13.5</b>	<b>6.7</b>	<b>-</b>	<b>2.8</b>	<b>6.9</b>	<b>0.1</b>	<b>-</b>	<b>1.8</b>
<b>Dettes</b>	<b>14.7</b>	<b>26.7</b>	<b>79.8</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>34.8</b>	<b>0.8</b>	<b>-</b>	<b>40.1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>15.4</b>
<b>Humanitaire</b>	<b>5.8</b>	<b>11.0</b>	<b>1.9</b>	<b>19.4</b>	<b>10.5</b>	<b>7.2</b>	<b>8.8</b>	<b>5.9</b>	<b>11.0</b>	<b>1.6</b>	<b>32.2</b>	<b>35.1</b>	<b>-</b>	<b>3.0</b>
<b>Autres</b>	<b>0.3</b>	<b>0.7</b>	<b>0.2</b>	<b>1.0</b>	<b>0.8</b>	<b>0.5</b>	<b>0.9</b>	<b>0.0</b>	<b>4.5</b>	<b>8.2</b>	<b>0.0</b>	<b>2.6</b>	<b>-</b>	<b>1.2</b>
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>-</b>	<b>100</b>
Aide alimentaire (aide d'urgence et à visée développementale)	0.8	1.3	0.0	3.8	1.2	0.5	1.0	4.1	-	0.4	0.0	-	-	0.4



## 4.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD À L'ASIE

## 4.3.3. APD à l'Asie par donneur et par secteur en 2006 (suite)

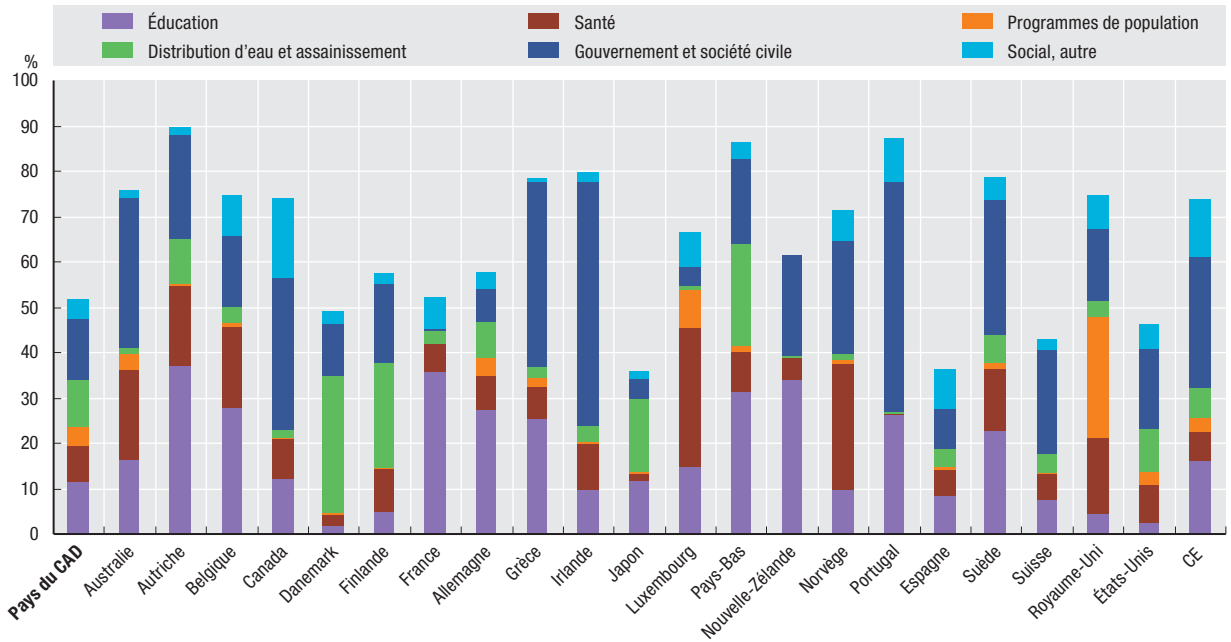
	En pourcentage du total des engagements bilatéraux								Pourcentage des financements multilatéraux				
	Luxembourg	Norvège	Nouvelle-Zélande	Pays-Bas	Portugal	Royaume-Uni	Suède	Suisse	Total des pays du CAD	CE	Banque mondiale (IDA)	UNICEF et ONUSIDA	Total des organismes multilatéraux
<b>Sociale</b>	<b>39.7</b>	<b>58.3</b>	<b>40.0</b>	<b>74.9</b>	<b>74.8</b>	<b>61.3</b>	<b>41.3</b>	<b>30.8</b>	<b>40.0</b>	<b>47.5</b>	<b>56.2</b>	<b>89.3</b>	<b>55.4</b>
Éducation	8.6	7.7	22.0	27.0	22.4	3.3	11.7	5.1	<b>8.5</b>	10.2	6.2	7.4	<b>8.4</b>
<i>Dont</i> : éducation de base	0.5	3.5	3.3	19.2	6.8	2.9	11.5	3.4	<b>2.0</b>	5.8	3.5	7.1	<b>3.6</b>
Santé	18.6	23.0	3.3	7.8	0.3	13.9	7.5	4.6	<b>6.4</b>	4.2	11.6	15.1	<b>9.8</b>
<i>Dont</i> : santé de base	7.2	22.4	3.3	0.2	0.1	5.6	4.0	2.7	<b>4.4</b>	4.2	9.9	14.1	<b>8.9</b>
Population, santé et fertilité	5.1	0.6	–	1.2	–	22.0	0.7	0.0	<b>3.1</b>	1.8	9.6	40.9	<b>9.3</b>
Distribution d'eau et assainissement	0.5	1.2	0.2	19.5	0.1	2.9	3.2	2.8	<b>8.0</b>	4.3	16.6	6.6	<b>12.3</b>
Gouvernement et société civile	2.3	20.4	14.5	16.3	43.6	13.2	15.6	16.6	<b>10.5</b>	18.7	10.9	–	<b>11.2</b>
Autres infrast. et services sociaux	4.6	5.3	–	3.0	8.3	6.0	2.6	1.8	<b>3.5</b>	8.2	1.3	19.3	<b>4.4</b>
<b>Économique</b>	<b>1.8</b>	<b>9.4</b>	<b>1.4</b>	<b>1.8</b>	<b>4.2</b>	<b>5.7</b>	<b>2.2</b>	<b>15.5</b>	<b>24.0</b>	<b>2.1</b>	<b>15.2</b>	<b>–</b>	<b>9.9</b>
Transport, communication	–	0.2	0.7	0.1	4.0	1.4	1.1	7.3	<b>10.9</b>	0.9	9.7	–	<b>6.3</b>
Énergie	–	5.5	0.7	1.6	–	0.3	1.1	2.5	<b>8.8</b>	1.1	4.8	–	<b>2.9</b>
Banques/Services aux entreprises	1.8	3.7	0.0	0.1	0.1	4.1	0.1	5.7	<b>4.2</b>	–	0.7	–	<b>0.7</b>
<b>Production</b>	<b>4.3</b>	<b>2.6</b>	<b>11.7</b>	<b>1.7</b>	<b>3.0</b>	<b>3.1</b>	<b>5.1</b>	<b>8.6</b>	<b>5.6</b>	<b>9.1</b>	<b>11.0</b>	<b>–</b>	<b>10.4</b>
Agriculture, sylviculture et pêche	1.9	1.0	5.8	1.7	1.4	0.7	5.0	5.8	<b>3.5</b>	1.7	10.1	–	<b>7.9</b>
Industrie, industries extractives et construction	–	0.8	1.2	0.0	1.6	1.9	0.1	0.9	<b>1.8</b>	5.0	0.9	–	<b>1.8</b>
Commerce et tourisme	2.4	0.8	4.8	–	–	0.5	0.1	2.0	<b>0.3</b>	2.5	–	–	<b>0.7</b>
<b>Multisecteur</b>	<b>14.2</b>	<b>11.4</b>	<b>12.0</b>	<b>8.6</b>	<b>3.7</b>	<b>11.9</b>	<b>4.0</b>	<b>17.2</b>	<b>7.6</b>	<b>5.9</b>	<b>4.2</b>	<b>0.1</b>	<b>7.3</b>
<b>Aide-programme générale</b>	<b>0.3</b>	<b>0.7</b>	<b>4.9</b>	<b>5.0</b>	<b>–</b>	<b>4.9</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>3.6</b>	<b>7.7</b>	<b>13.4</b>	<b>–</b>	<b>8.5</b>
<b>Dette</b>	<b>–</b>	<b>0.7</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>0.4</b>	<b>36.2</b>	<b>0.0</b>	<b>11.5</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>
<b>Humanitaire</b>	<b>28.3</b>	<b>11.3</b>	<b>13.5</b>	<b>7.7</b>	<b>11.3</b>	<b>12.6</b>	<b>10.8</b>	<b>27.2</b>	<b>6.4</b>	<b>24.9</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>7.5</b>
<b>Autres</b>	<b>11.2</b>	<b>5.5</b>	<b>16.5</b>	<b>0.3</b>	<b>3.1</b>	<b>–</b>	<b>0.4</b>	<b>0.6</b>	<b>1.2</b>	<b>2.8</b>	<b>–</b>	<b>10.6</b>	<b>1.1</b>
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
Aide alimentaire (aide d'urgence et à visée développementale)	4.7	1.3	0.6	1.0	–	0.1	0.1	3.6	<b>1.7</b>	8.0	–	–	<b>2.3</b>

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/413547408880>

4.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD À L'ASIE

4.3.4. Analyse de l'APD à l'Asie par donneur dans le secteur social

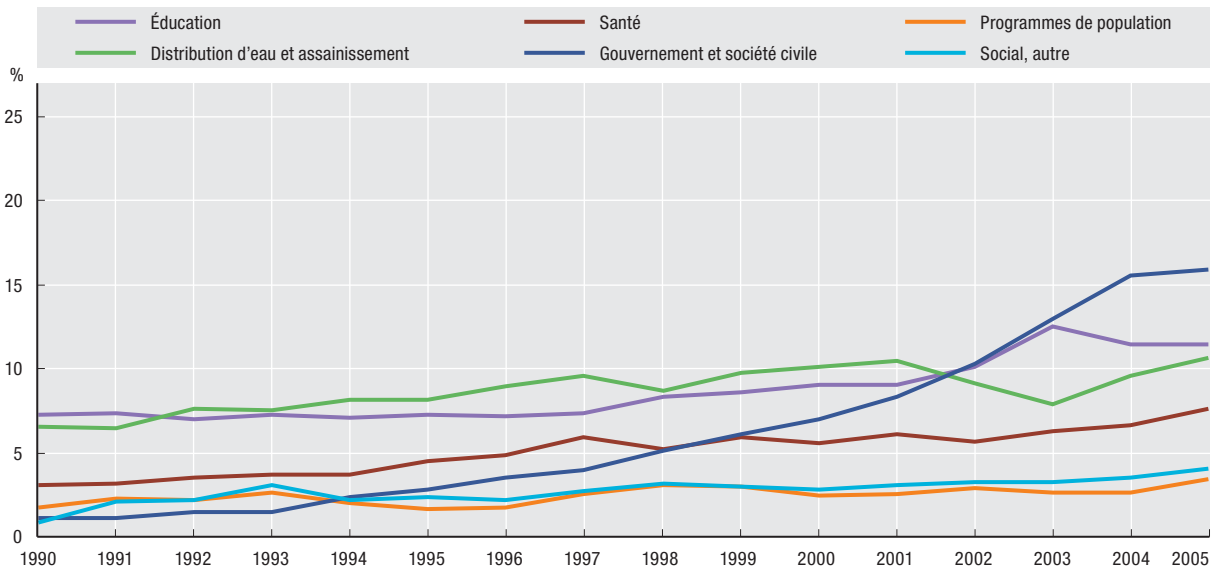
En pourcentage des engagements totaux allouables par secteur pour chaque donneur en 2006



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/413547408880>

4.3.5. Analyse de l'APD à l'Asie dans le secteur social depuis 1990

En pourcentage de l'APD totale allouable par secteur, moyennes mobiles sur 3 ans, engagements



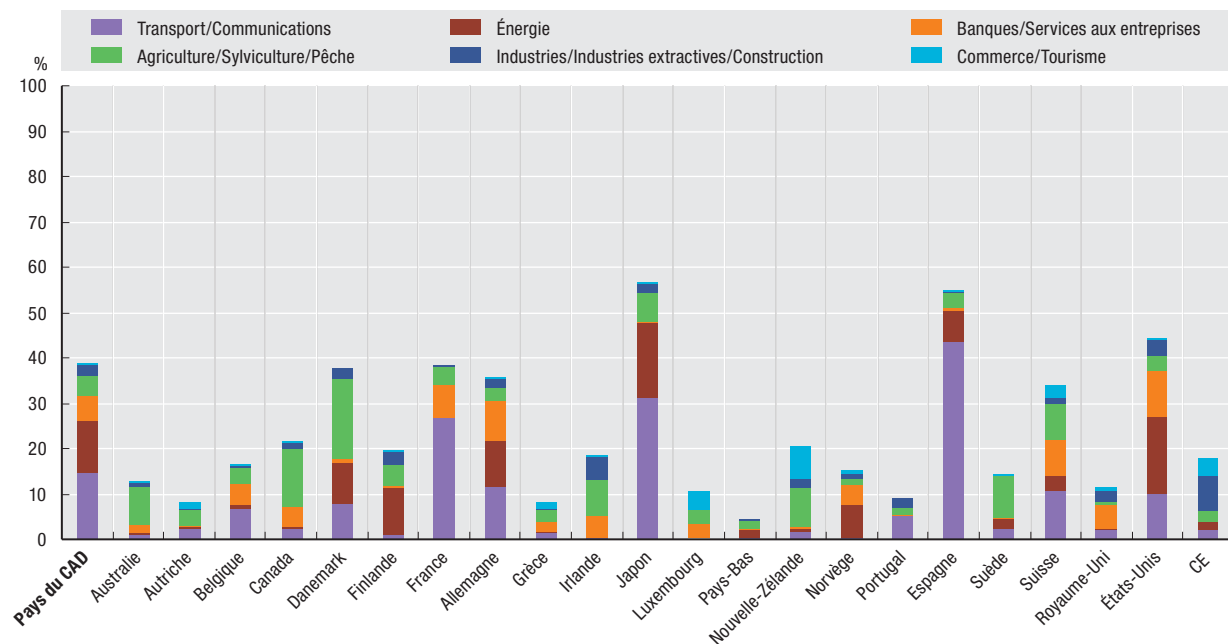
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/413566387310>



## 4.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD À L'ASIE

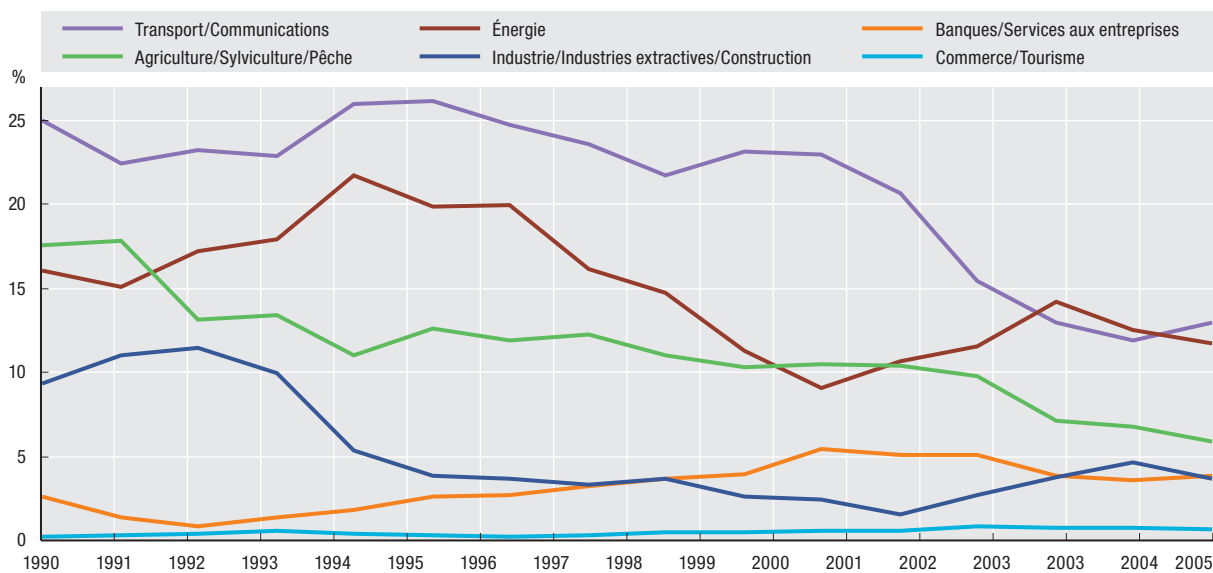
## 4.3.6. Analyse de l'APD à l'Asie par donneur dans le secteur de l'économie et de la production

En pourcentage des engagements totaux allouables par secteur pour chaque donneur en 2006

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/413547408880>

## 4.3.7. Analyse de l'APD à l'Asie dans le secteur de l'économie et de la production depuis 1990

En pourcentage de l'APD totale allouable par secteur, moyennes mobiles sur 3 ans, engagements

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/413566387310>

## 4.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD À L'ASIE

## 4.3.8. APD à l'Asie par secteur et par bénéficiaire en 2006

Millions de USD, engagements

	Social	Économie	Production	Multisecteur	Aide-prog. générale	Dette	Humanitaire	Autres	Total
Afghanistan	1 266	985	151	385	29	–	433	21	<b>3 269</b>
Arabie Saoudite	8	0	1	0	–	–	–	1	<b>11</b>
Arménie	129	98	158	41	39	1	9	2	<b>477</b>
Azerbaïdjan	144	31	43	37	–	–	4	3	<b>261</b>
Bangladesh	1 172	338	149	272	221	249	4	6	<b>2 410</b>
Bhoutan	11	5	11	26	15	–	0	1	<b>70</b>
Cambodge	358	123	70	71	7	–	8	17	<b>653</b>
Chine	1 480	409	131	352	63	–	3	17	<b>2 454</b>
Corée, Rép. dém.	5	1	4	0	3	–	32	0	<b>46</b>
Géorgie	180	332	4	58	88	5	10	3	<b>680</b>
Inde	2 757	1 079	442	167	46	–	17	7	<b>4 515</b>
Indonésie	1 563	764	92	187	113	111	398	15	<b>3 243</b>
Irak	2 064	1 717	362	222	1	2 867	115	21	<b>7 369</b>
Iran	64	1	1	2	–	–	39	9	<b>116</b>
Jordanie	281	3	2	56	168	17	4	3	<b>534</b>
Kazakhstan	44	53	2	21	12	–	0	2	<b>133</b>
Kirghize, Rép.	129	30	36	14	12	17	1	2	<b>239</b>
Laos	103	61	43	24	11	0	2	7	<b>251</b>
Liban	176	20	25	13	13	–	370	5	<b>622</b>
Malaisie	96	2	6	8	–	–	0	3	<b>116</b>
Maldives	12	0	0	5	2	–	34	0	<b>54</b>






## 4.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD À L'ASIE

## 4.3.8. APD à l'Asie par secteur et par bénéficiaire en 2006 (suite)

Millions de USD, engagements

	Social	Économie	Production	Multisecteur	Aide-prog. générale	Dette	Humanitaire	Autres	Total
Mongolie	113	80	50	17	3	0	1	4	269
Myanmar	86	3	9	9	3	4	23	7	143
Népal	203	108	73	24	9	32	32	4	484
Oman	5	0	1	0	–	–	–	1	7
Ouzbékistan	113	32	2	8	–	–	0	3	158
Pakistan	786	250	71	92	589	5	408	5	2 207
Philippines	293	49	23	35	31	–	19	7	457
Sri Lanka	228	223	64	67	18	66	134	7	807
Syrie	87	2	18	13	–	–	4	5	129
Tadjikistan	109	38	25	21	31	–	18	3	245
Thaïlande	212	5	34	39	–	–	39	9	339
Timor-Leste	143	16	7	6	5	–	21	4	202
Turkménistan	7	1	0	7	–	–	–	1	16
Viet Nam	912	988	171	276	156	54	4	13	2 575
Yémen	197	51	21	1	30	10	1	3	313
Zones/ad. palestinienne	654	18	30	58	32	–	255	11	1 058
Moyen-Orient, régional	86	10	39	39	1	–	19	13	207
Extrême-Orient, régional	82	12	40	16	–	–	25	5	181
Asie du Sud et C., régional	109	82	25	140	–	–	27	26	408
Asie, régional	151	71	105	33	–	–	35	172	568
<b>Total Asie</b>	<b>16 617</b>	<b>8 094</b>	<b>2 542</b>	<b>2 861</b>	<b>1 750</b>	<b>3 438</b>	<b>2 548</b>	<b>447</b>	<b>38 298</b>

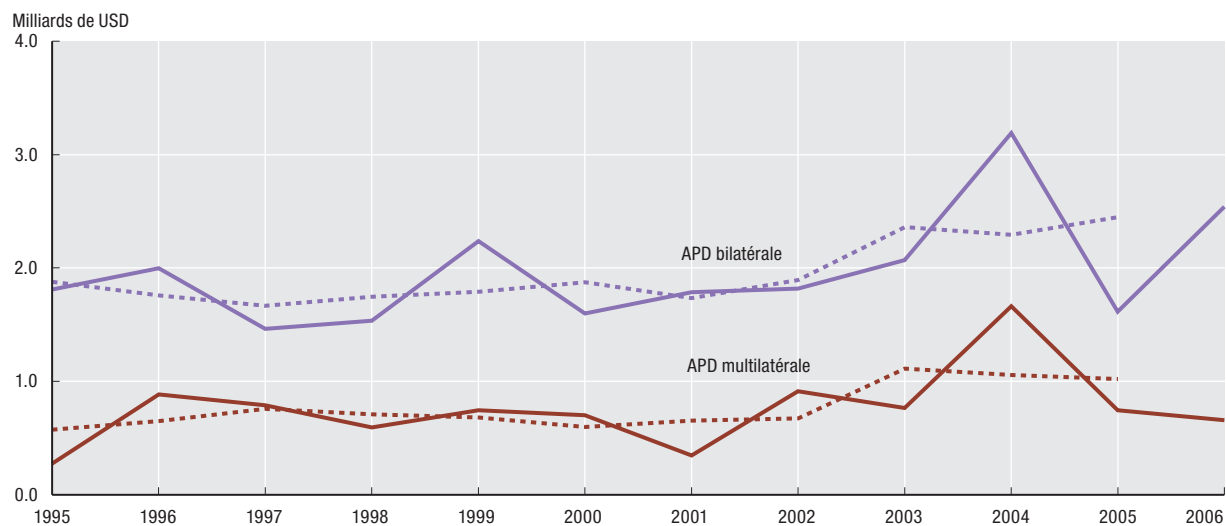
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/414487346052>

## 4.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD À L'ASIE

## Éducation

## 4.3.9. APD totale dans le secteur de l'éducation

Milliards de USD, prix et taux de change constants en 2005, engagements  
Montants annuels (lignes continues), moyennes mobiles sur 3 ans (lignes en pointillés)



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/413585342135>

## 4.3.10. 10 premiers bénéficiaires en 2006

Engagements, en millions de USD

	Chine	Indonésie	Bangladesh	Viet Nam	Pakistan	Inde	Afghanistan	Zones/ad. palestinienne	Malaisie	Jordanie	Autres	Total
<b>10 premiers donateurs en 2006</b>												
Japon	386	17	7	65	11	2	5	0	77	1	90	<b>661</b>
Allemagne	237	62	5	29	15	45	10	21	6	13	208	<b>649</b>
France	134	3	0	47	2	7	4	7	3	2	132	<b>341</b>
CE	12	22	18	-	-	42	-	13	-	53	79	<b>238</b>
IDA	-	75	-	-	22	50	-	13	-	-	72	<b>232</b>
Pays-Bas	1	130	20	10	52	2	0	1	-	0	13	<b>230</b>
FAsD	-	-	117	-	-	-	-	-	-	-	64	<b>182</b>
États-Unis	-	28	-	-	44	0	11	6	-	-	65	<b>154</b>
Australie	3	60	2	14	-	1	0	-	0	-	19	<b>99</b>
Suède	2	-	-	-	-	-	58	-	-	-	26	<b>85</b>
Autres donateurs	79	6	39	26	17	12	33	26	0	1	110	<b>350</b>
<b>Total</b>	<b>853</b>	<b>403</b>	<b>209</b>	<b>191</b>	<b>164</b>	<b>160</b>	<b>120</b>	<b>86</b>	<b>86</b>	<b>70</b>	<b>877</b>	<b>3 220</b>

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/413585342135>

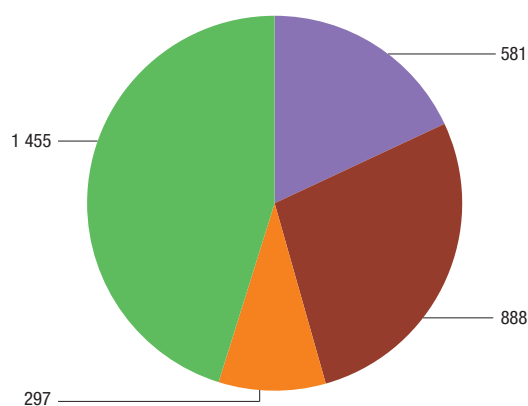
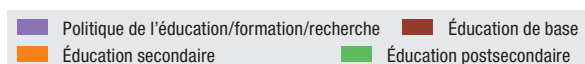


## 4.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD À L'ASIE

## Éducation

## 4.3.11. APD dans le secteur de l'éducation par sous-secteurs en 2006

Millions de USD, engagements

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/413585342135>

### Objectif du Millénaire pour le développement associé

« Assurer l'éducation primaire pour tous »  
(objectif 2)

« D'ici à 2015, donner à tous les enfants, garçons et filles, partout dans le monde, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires » (cible 3)

## 4.3.12. Engagements d'APD dans le secteur de l'éducation

Millions de USD

	2003	2004	2005	2006
Allemagne	478	564	149	649
Australie	19	74	26	99
Autriche	14	14	18	19
Belgique	11	8	23	25
Canada	86	48	80	63
Danemark	14	44	20	6
Espagne	12	5	16	19
États-Unis	38	311	329	154
Finlande	1	26	4	6
France	158	216	241	341
Grèce	5	6	15	7
Irlande	3	3	4	4
Italie	3	11	n.d.	n.d.
Japon	730	933	471	661
Luxembourg	0	3	2	3
Norvège	97	58	24	53
Nouvelle-Zélande	5	8	8	15
Pays-Bas	23	133	72	230
Portugal	5	8	11	10
Royaume-Uni	139	643	72	84
Suède	23	43	30	85
Suisse	17	13	1	12
<b>Pays du CAD</b>	<b>1 881</b>	<b>3 171</b>	<b>1 616</b>	<b>2 545</b>
CE	178	171	215	238

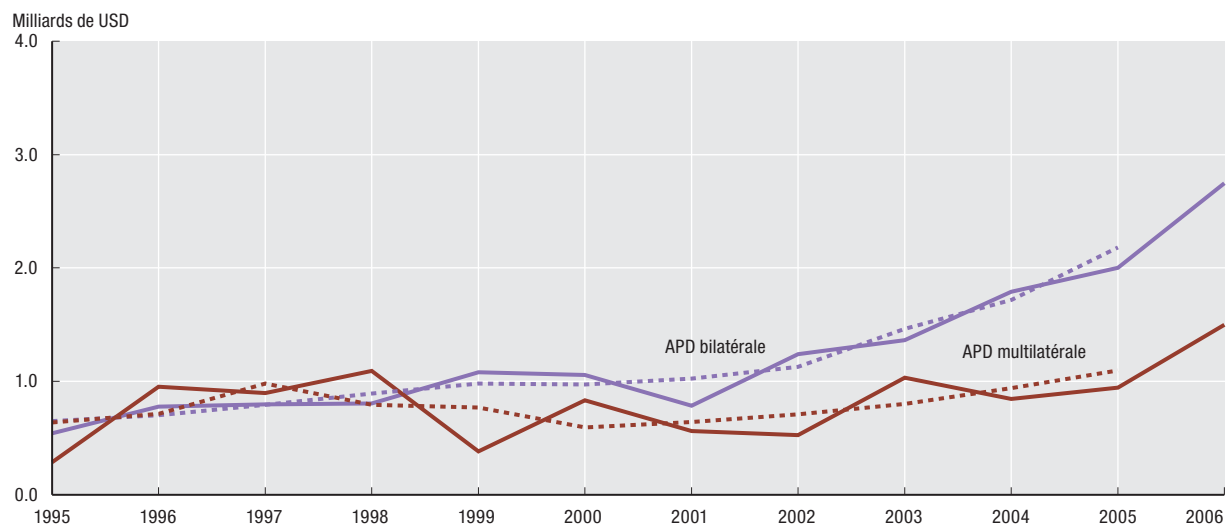
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/413585342135>


## 4.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD À L'ASIE

## Santé

## 4.3.13. APD totale dans le secteur de la santé

Milliards de USD, prix et taux de change constants en 2005, engagements  
Montants annuels (lignes continues), moyennes mobiles sur 3 ans (lignes en pointillés)




StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/413511668510>

## 4.3.14. 10 premiers bénéficiaires en 2006

Engagements, en millions de USD

	Inde	Bangladesh	Pakistan	Afghanistan	Indonésie	Irak	Chine	Viet Nam	Thaïlande	Zones/ad. palestinienne	Autres	Total
Royaume-Uni	464	185	187	–	9	–	46	8	–	–	24	923
États-Unis	80	16	63	172	23	215	9	23	13	62	197	873
IDA	594	–	–	30	8	–	1	70	–	29	64	797
FMSTP	22	49	6	15	31	–	116	12	94	–	148	493
Allemagne	39	64	40	1	64	–	1	10	0	–	56	276
Norvège	136	0	–	3	1	1	1	1	0	12	7	162
Australie	1	0	0	–	110	–	12	0	0	–	24	147
CE	42	–	–	51	–	–	–	–	–	–	48	141
Japon	5	1	9	7	2	1	4	28	2	7	45	110
UNICEF	22	7	10	12	6	1	5	3	1	1	39	108
Autres donateurs	7	89	3	19	9	0	18	56	27	26	85	339
<b>Total</b>	<b>1 414</b>	<b>413</b>	<b>319</b>	<b>310</b>	<b>261</b>	<b>219</b>	<b>214</b>	<b>212</b>	<b>137</b>	<b>136</b>	<b>736</b>	<b>4 370</b>

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/413511668510>

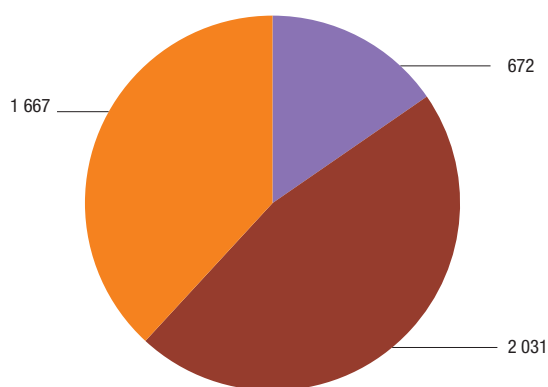


## 4.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD À L'ASIE

## Santé

## 4.3.15. APD à la santé par sous-secteur en 2006

Millions de USD, engagements

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/413511668510>

### Objectifs du Millénaire pour le développement associés

- « Réduire la mortalité infantile » (**objectif 4**)
- « Améliorer la santé maternelle » (**objectif 5**)
- « Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies » (**objectif 6**)

## 4.3.16. Engagements d'APD à la santé

Millions de USD

	2003	2004	2005	2006
Allemagne	80	150	108	276
Australie	29	22	59	147
Autriche	10	18	16	10
Belgique	6	7	10	18
Canada	48	39	38	49
Danemark	23	10	12	11
Espagne	24	22	25	15
États-Unis	424	812	723	873
Finlande	23	5	12	13
France	18	23	20	60
Grèce	3	5	9	2
Irlande	2	2	3	4
Italie	14	20	n.d.	n.d.
Japon	160	409	126	110
Luxembourg	12	10	9	9
Norvège	13	14	26	162
Nouvelle-Zélande	5	2	2	2
Pays-Bas	32	9	34	77
Portugal	0	0	0	0
Royaume-Uni	277	155	662	923
Suède	20	19	104	60
Suisse	4	12	5	11
<b>Pays du CAD</b>	<b>1 227</b>	<b>1 767</b>	<b>2 004</b>	<b>2 831</b>
CE	45	93	212	141

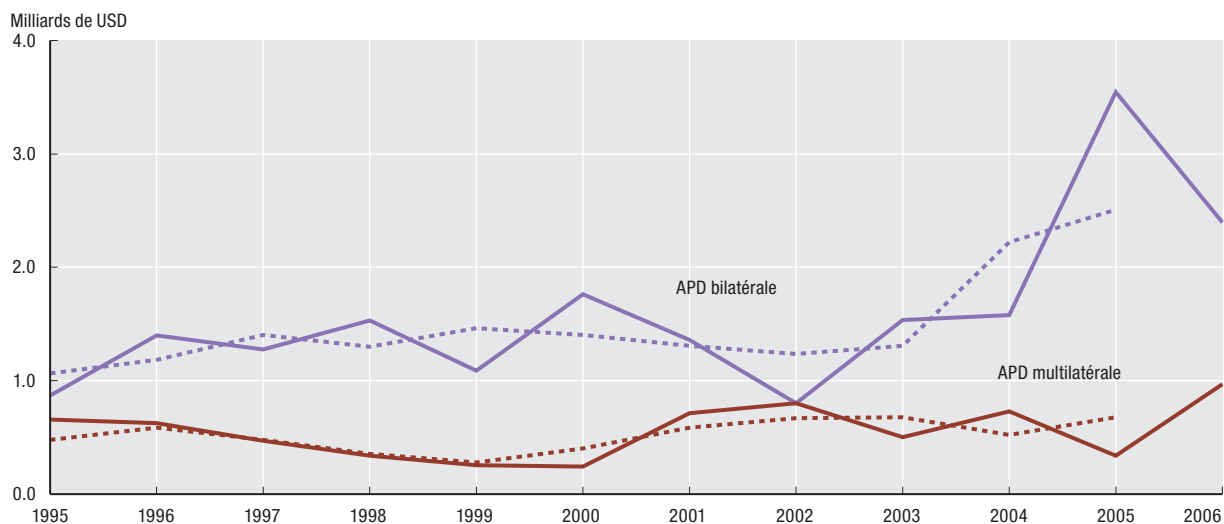
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/413511668510>


## 4.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD À L'ASIE

## Eau

## 4.3.17. APD totale dans le secteur de l'eau

Milliards de USD, prix et taux de change constants en 2005, engagements  
Montants annuels (lignes continues), moyennes mobiles sur 3 ans (lignes en pointillés)




StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/413545541481>

## 4.3.18. 10 premiers bénéficiaires en 2006

Engagements, en millions de USD

	Inde	Irak	Viet Nam	Bangladesh	Indonésie	Chine	Afghanistan	Jordanie	Yémen	Zones/ad. palestinienne	Autres	Total
Japon	350	3	40	106	145	230	3	6	1	5	54	944
États-Unis	10	668	–	–	–	1	4	45	–	21	1	751
IDA	260	–	102	4	126	5	76	–	–	9	41	624
FAsD	–	–	131	62	–	–	64	–	–	–	–	257
Allemagne	6	–	6	–	2	5	19	26	50	4	71	188
Pays-Bas	–	–	35	82	6	–	0	–	19	–	24	167
Danemark	–	–	72	–	–	–	–	–	–	–	38	111
CE	94	–	–	–	–	–	–	–	–	–	6	100
Royaume-Uni	5	–	–	66	0	0	–	–	–	1	3	75
France	–	–	–	–	1	1	–	–	–	15	14	31
Autres donateurs	8	3	5	2	11	7	3	1	1	4	72	117
<b>Total</b>	<b>733</b>	<b>675</b>	<b>391</b>	<b>323</b>	<b>291</b>	<b>249</b>	<b>169</b>	<b>77</b>	<b>71</b>	<b>60</b>	<b>325</b>	<b>3 364</b>

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/413545541481>

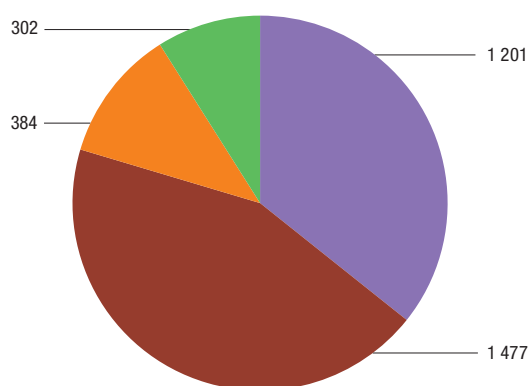


## 4.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD À L'ASIE

## Eau

## 4.3.19. APD dans le secteur de l'eau par sous-secteur en 2006

Millions de USD, engagements

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/413545541481>

### Objectif du Millénaire pour le développement associé

« Assurer un environnement durable »  
(objectif 7)

« Réduire de moitié, d'ici à 2015, le pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable » (cible 10)

## 4.3.20. Engagements d'APD dans le secteur de l'eau

Millions de USD

	2003	2004	2005	2006
Allemagne	176	104	168	188
Australie	36	11	2	8
Autriche	3	7	0	5
Belgique	4	2	12	3
Canada	48	4	16	8
Danemark	35	43	60	111
Espagne	11	5	6	9
États-Unis	90	934	935	751
Finlande	17	1	38	29
France	48	30	74	31
Grèce	1	1	0	1
Irlande	1	1	1	1
Italie	25	4	n.d.	n.d.
Japon	773	296	1 986	944
Luxembourg	–	1	1	0
Norvège	8	8	7	8
Nouvelle-Zélande	0	1	2	0
Pays-Bas	69	51	106	167
Portugal	0	0	1	0
Royaume-Uni	44	18	7	75
Suède	31	11	45	23
Suisse	9	21	20	7
<b>Pays du CAD</b>	<b>1 428</b>	<b>1 554</b>	<b>3 486</b>	<b>2 371</b>
CE	35	88	30	100

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/413545541481>







## 5. EUROPE

5.1. APD À L'EUROPE : RÉSUMÉ.....	120
5.2. APD À L'EUROPE PAR DONNEUR ET BÉNÉFICIAIRE .....	124
5.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD À L'EUROPE .....	130

## 5.1. APD À L'EUROPE : RÉSUMÉ

## 5.1.1. 10 premiers bénéficiaires d'APD

Millions de USD, versements nets en 2006

1	Serbie	1 586	32 %
2	Turquie	570	11 %
3	Bosnie-Herzégovine	494	10 %
4	Ukraine	484	10 %
5	Albanie	321	6 %
6	Moldavie	228	5 %
7	Croatie	200	4 %
8	Macédoine (ex-Rép. yougoslave)	200	4 %
9	Monténégro	96	2 %
10	Bélarus	73	1 %
	Non spécifié	781	16 %
	<b>Total</b>	<b>5 032</b>	<b>100 %</b>

## 5.1.2. 10 premiers donneurs d'APD

Millions de USD, versements nets en 2006






1	CE	1 340	27 %
2	États-Unis	705	14 %
3	Allemagne	449	9 %
4	France	307	6 %
5	Italie	215	4 %
6	Royaume-Uni	208	4 %
7	Suisse	167	3 %
8	Suède	162	3 %
9	IDA	146	3 %
10	Espagne	146	3 %
	Autres donneurs	1186	24 %
	<b>Total</b>	<b>5 032</b>	<b>100 %</b>

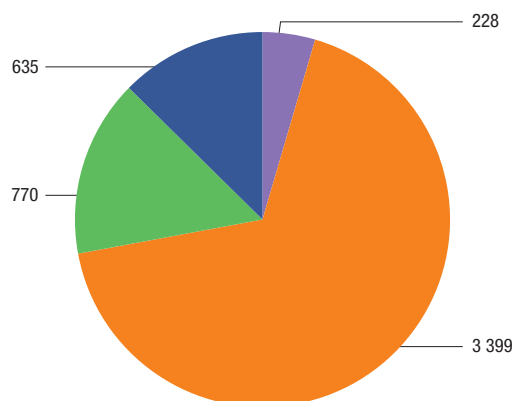
## 5.1.3. Tendances de l'APD

	2005	2006	% de variation
Versements nets d'APD (millions de USD 2005)	4040	4894	21.1 %
Engagements d'APD (millions de USD 2005)	5 542	5 430	-2.0
Population (milliers)	155 412	154 632	-0.5
APD nette par habitant (USD)	26.0	32.5	-

## 5.1.4. APD par groupe de revenu

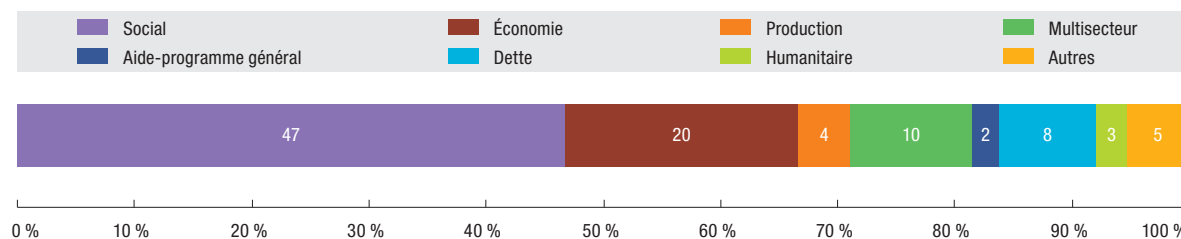
Millions de USD, versements nets en 2006

 Pays les moins avancés	 Autres pays à faible revenu
 Pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure	 Pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure
 Non spécifié	



## 5.1.5. Répartition sectorielle de l'APD en 2006

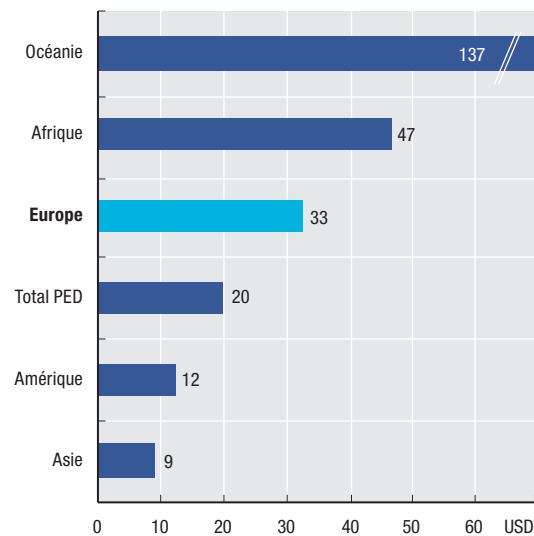
Engagements

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/413607346141>

## 5.1. APD À L'EUROPE : RÉSUMÉ

## 5.1.6. APD nette reçue par habitant en 2006

En USD

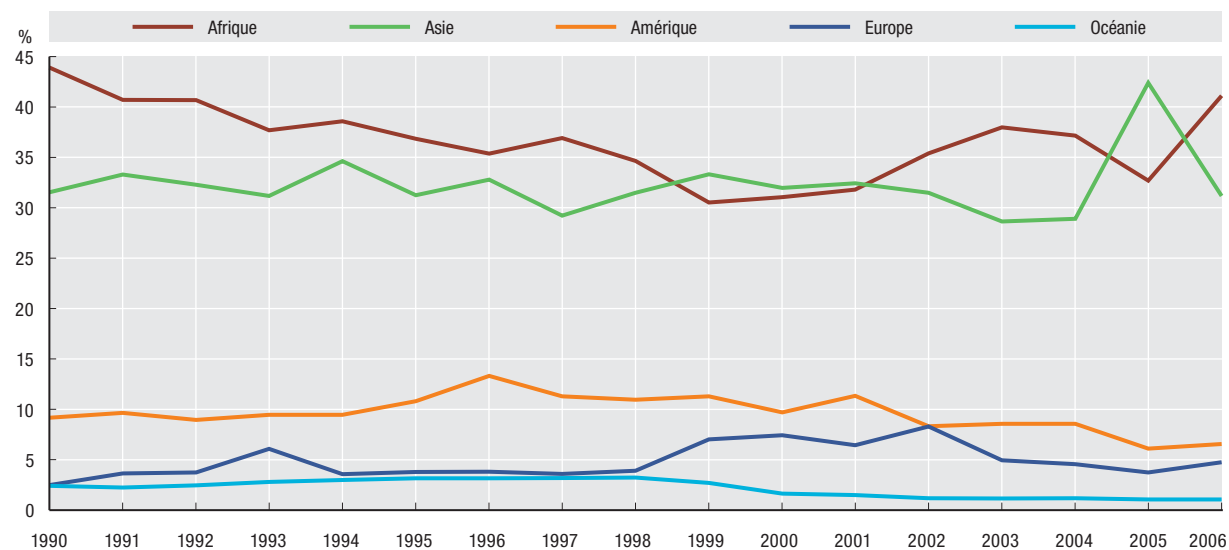


## 5.1.7. APD nette et population des pays bénéficiaires de l'aide par région en 2006

Région	APD nette millions de USD	Population millions
Afrique	43 402	926
Asie	32 885	3 635
Amérique	6 910	558
Europe	5 032	155
Océanie	1 127	8
Aide régions non spécifiées	15 936	-
<b>Total des bénéficiaires de l'APD</b>	<b>105 292</b>	<b>5 282</b>

## 5.1.8. Répartition régionale de l'APD nette totale

En pourcentage du total de l'APD

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/413640052446>

### 5.1. APD À L'EUROPE : RÉSUMÉ

#### Faits saillants

En 2006, les apports nets d'aide publique au développement (APD) à l'Europe ont atteint 5.03 milliards USD.

La Serbie a été le principal pays bénéficiaire (32 %), suivie de la Turquie (11 %), de la Bosnie-Herzégovine et de l'Ukraine (10 %).

L'APD nette par habitant s'est élevée à 32.5 USD, contre 26 USD en 2005. Près de la moitié de l'aide (47 %) a été affectée à des programmes sociaux et un cinquième est allé à des programmes économiques.

Les engagements nets d'aide ont diminué de 2 %, mais les versements ont augmenté de 21.1 % sur la période 2005-2006.

La Commission européenne a été le principal donneur (27 %), suivie des États-Unis (14 %), de l'Allemagne (9 %) et de la France (6 %).

#### Étude de cas sur l'Albanie

##### **Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide**

##### **Principe 2 – Alignement**

*« Les donateurs font reposer l'ensemble de leur soutien sur les stratégies nationales de développement, les institutions et les procédures des pays partenaires. »*

L'Albanie est l'un des pays les plus pauvres d'Europe. Son revenu national brut (RNB) par habitant est de 2 960 USD, soit un dixième environ de la moyenne de l'Union européenne. En 2004, 10 % de la population vivait avec moins de 2 dollars par jour, et 2 % avec moins d'un dollar par jour. En 2006, l'Albanie a signé un accord de stabilisation et d'association avec l'Union européenne et elle est maintenant considérée comme un « candidat potentiel » à l'adhésion.

L'Albanie a réalisé des progrès dans la mise en place d'un cadre institutionnel pour le développement. Le système de planification intégrée pose une série de principes de fonctionnement pour faire en sorte que la planification et l'exécution des politiques et du budget se déroulent d'une manière cohérente, efficiente et intégrée. En vertu du processus de planification budgétaire à moyen terme, chaque ministère est tenu d'élaborer un plan triennal fixant des objectifs d'action intermédiaires à réaliser aux fins de la mise en œuvre de la Stratégie nationale

de développement et d'intégration (SNDI). Le service Stratégie et coordination des donateurs joue maintenant un rôle accru puisque c'est lui qui est responsable de la coordination de l'aide extérieure.

Selon le ministère du Travail, l'Albanie compte plus d'un million d'émigrés sur une population de seulement 3.4 millions d'individus – soit six fois la moyenne enregistrée pour les pays en développement. En conséquence, les envois de fonds ont un poids économique important. D'après les chiffres qui ont été communiqués au FMI par la Banque centrale, les travailleurs albanais vivant à l'étranger ont envoyé chez eux 1 161 millions USD en 2005, ce qui équivaut à près des deux tiers de la balance commerciale.

L'ampleur de ces envois de fonds – leur montant a été plus de trois fois supérieur à celui de l'APD allouée à l'Albanie en 2006, soit 321 millions USD – donne à penser qu'ils jouent un rôle beaucoup plus grand dans la réduction de la pauvreté que l'aide au développement. Le développement doit toutefois être envisagé dans une perspective à plus long terme et dans un contexte plus large. Selon une enquête auprès des ménages effectuée par la Banque d'Albanie, les envois de fonds sont devenus une source essentielle de revenus pour les ménages : ils représentent 33 % du revenu disponible pour une famille bénéficiaire moyenne. Les fonds transférés sont essentiellement affectés à l'achat de biens de consommation importés et de services, et à l'acquisition ou à la construction de logements.

Il s'agit là d'une situation potentiellement dangereuse. En effet, le contrôle des politiques migratoires et de la situation économique générale qui permet les envois de fonds échappe en grande partie à l'Albanie. Ce pays peut toutefois s'employer à faire en sorte que l'APD soit plus prévisible et mieux alignée sur sa propre stratégie de développement. La mise en place de systèmes fiables de gestion des finances publiques et de passation des marchés constitue une première étape sur la voie d'un meilleur alignement. À cet égard, la Banque mondiale a attribué à l'Albanie la note de 4 sur 6 pour ce qui est de la qualité de ses systèmes de gestion des finances publiques en 2005, contre une moyenne de 3.2 pour l'ensemble des pays évalués. En 2007, l'Albanie a cessé de faire l'objet d'une évaluation au moyen de cette méthodologie puisqu'elle est devenue inéligible à l'aide de l'IDA.

Toutefois, malgré les bons scores enregistrés, seulement 12 % de l'aide au secteur public a transité par les systèmes de gestion des finances publiques du pays et 10 % par le système national de passation des marchés. Préoccupés par le manque apparent de

## 5.1. APD À L'EUROPE : RÉSUMÉ

transparence et de contrôle, certains donateurs ont préféré mettre en œuvre des projets en marge des institutions albanaises de sorte qu'en 2007, on a dénombré 24 unités parallèles de mise en œuvre de projets. Cela est mieux qu'en 2005 où l'on en avait compté 57, et on peut penser que l'objectif consistant à réduire des deux tiers le nombre total d'unités parallèles pour le ramener à 18 d'ici 2010 est réalisable. On se préoccupe aussi actuellement de la question de la transparence. Seulement 32 % de l'aide versée en faveur du secteur public est apparu dans le budget de 2005, mais en 2007, ce pourcentage a grimpé à 73 %, ce qui porte à croire que l'objectif consistant à comptabiliser dans le budget 85 % des apports d'aide d'ici 2010 est réaliste.

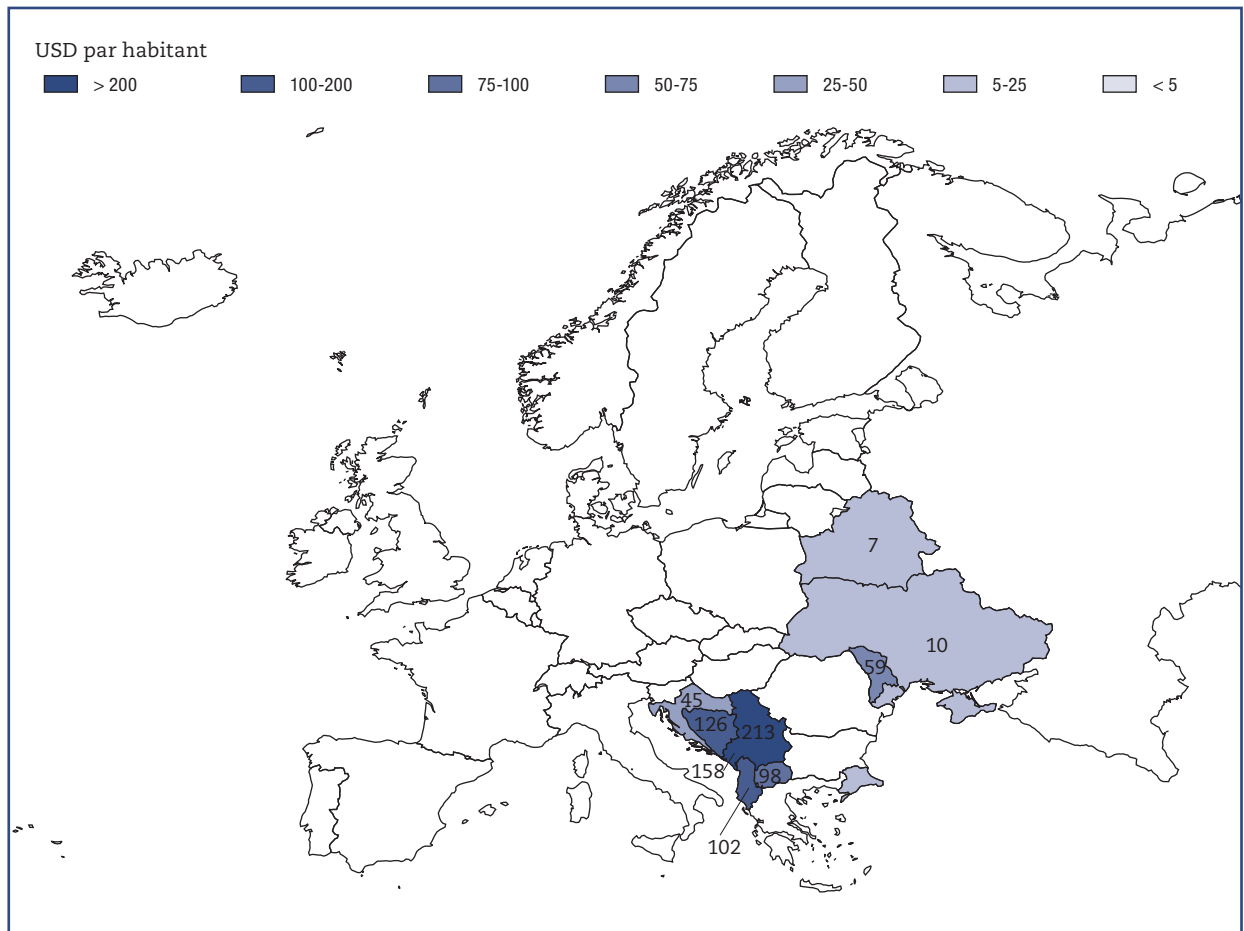
L'objectif relatif à la mise en œuvre d'une coopération technique coordonnée, conforme à la stratégie nationale a été atteint à un stade précoce –

51 % en 2007 alors que l'objectif fixé pour 2010 concernant les apports de coopération technique à fournir d'une manière coordonnée était de 50 %. Des progrès ont aussi été accomplis pour ce qui est d'éviter que les donateurs ne compromettent les efforts déployés à l'appui du renforcement des capacités en mettant en place des structures parallèle de mise en œuvre de leurs projets d'aide.

La manière dont l'APD et les envois de fonds sont utilisés en Albanie souligne combien il est important d'aligner l'aide sur les stratégies nationales de développement. Seule une très petite partie des fonds transférés est économisée ou investie dans des entreprises, principalement dans le secteur agricole. Autrement dit, ces fonds servent essentiellement à aider les familles à faire face au problème du retard de développement et non pas à promouvoir le développement.

### APD par habitant aux pays bénéficiaires, en 2006

Versements nets par habitants en USD



## 5.2. APD À L'EUROPE PAR DONNEUR ET BÉNÉFICIAIRE

## APD par donneur


## 5.2.1. 10 premiers pays donateurs du CAD à l'Europe

Millions de USD, versements bilatéraux nets

a) 10 premiers pays donateurs du CAD selon le montant

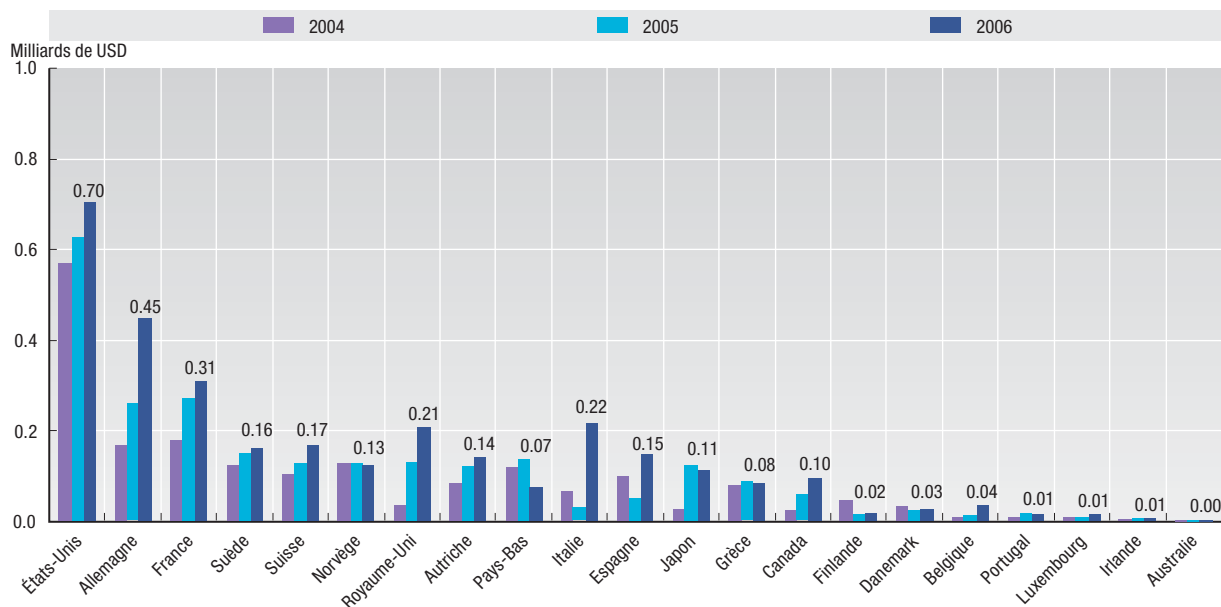
b) 10 premiers pays donateurs du CAD selon la part de leur aide destinée à l'Europe

	2004	2005	2006	Moyenne sur 3 ans	% des pays du CAD	Part de l'aide destinée à l'Europe pour chaque donneur (%) 2004-2006					
						2004	2005	2006	Moyenne sur 3 ans		
1 États-Unis	568	627	705	633	26	1 Grèce	80	87	83	83	57
2 Allemagne	167	260	449	292	12	2 Suisse	104	127	167	132	16
3 France	180	272	307	253	10	3 Autriche	84	120	142	115	14
4 Suède	125	150	162	146	6	4 Suède	125	150	162	146	9
5 Suisse	104	127	167	132	5	5 Norvège	128	127	125	127	9
6 Norvège	128	127	125	127	5	6 Finlande	46	14	19	27	7
7 Royaume-Uni	36	131	208	125	5	7 Luxembourg	10	10	14	11	7
8 Autriche	84	120	142	115	5	8 Italie	68	28	215	104	7
9 Pays-Bas	118	136	74	109	4	9 Espagne	97	50	146	98	6
10 Italie	68	28	215	104	4	10 Allemagne	167	260	449	292	5
Autres pays du CAD	334	401	550	428	17	Autres pays du CAD	1 003	1 406	1 582	1 330	3
<b>Total pays du CAD</b>	<b>1 911</b>	<b>2 378</b>	<b>3 104</b>	<b>2 465</b>	<b>100</b>	<b>Total pays du CAD</b>	<b>1 911</b>	<b>2 378</b>	<b>3 104</b>	<b>2 465</b>	<b>4</b>

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/413666674502>

## 5.2.2. L'aide des pays donateurs du CAD à l'Europe

Milliards de USD, valeurs montrées pour 2006, versement bilatéraux nets

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/413666674502>


## 5.2. APD À L'EUROPE PAR DONNEUR ET BÉNÉFICIAIRE

### APD par donneur

#### 5.2.3. APD à l'Europe par pays donneur du CAD

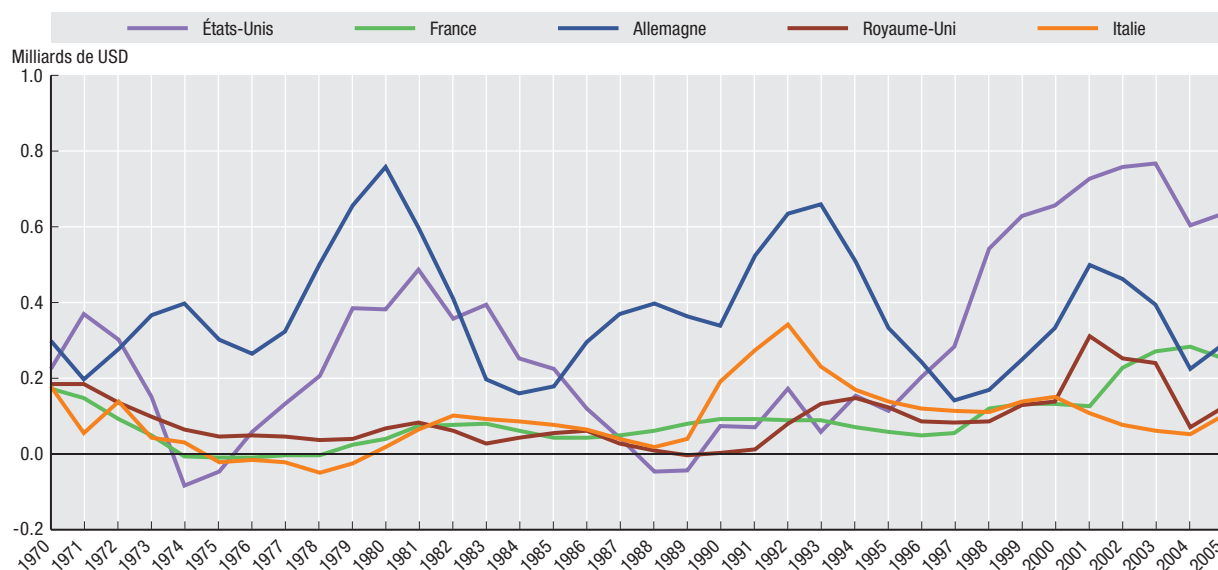
Millions de USD, prix et taux de change constants de 2005, moyennes pluriannuelles, versements bilatéraux nets

	1970-79	1980-89	1990-99	2000-06	2000-06 % des pays du CAD	2000-06 Part de l'aide destinée à l'Europe pour chaque donneur (%)
Allemagne	352	370	379	374	13	8
Australie	0	0	9	8	0	1
Autriche	10	40	128	115	4	19
Belgique	10	11	3	22	1	2
Canada	12	4	23	77	3	5
Danemark	2	0	3	39	1	3
Espagne	–	1	21	114	4	8
États-Unis	155	229	241	667	24	5
Finlande	0	1	18	26	1	8
France	40	61	90	218	8	4
Grèce	–	–	20	115	4	69
Irlande	–	–	5	9	0	2
Italie	16	58	187	98	4	8
Japon	30	96	126	84	3	1
Luxembourg	–	–	4	13	0	8
Norvège	11	11	92	167	6	12
Nouvelle-Zélande	0	0	0	0	0	0
Pays-Bas	16	11	131	176	6	7
Portugal	–	–	1	8	0	3
Royaume-Uni	90	45	85	193	7	4
Suède	6	2	84	127	5	9
Suisse	4	4	46	124	4	16
<b>Total pays du CAD</b>	<b>754</b>	<b>945</b>	<b>1 695</b>	<b>2 774</b>	<b>100</b>	<b>6</b>
CE	103	80	501	1 336	–	18

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/413675436181>

#### 5.2.4. APD à l'Europe par principaux pays donneurs du CAD depuis 1970

Milliards de USD, prix et taux de change constants en 2005, moyennes mobiles sur 3 ans, versements bilatéraux nets



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/413675436181>

## 5. EUROPE


### 5.2. APD À L'EUROPE PAR DONNEUR ET BÉNÉFICIAIRE

#### APD par donneur

##### 5.2.5. 10 premiers donateurs multilatéraux à l'Europe

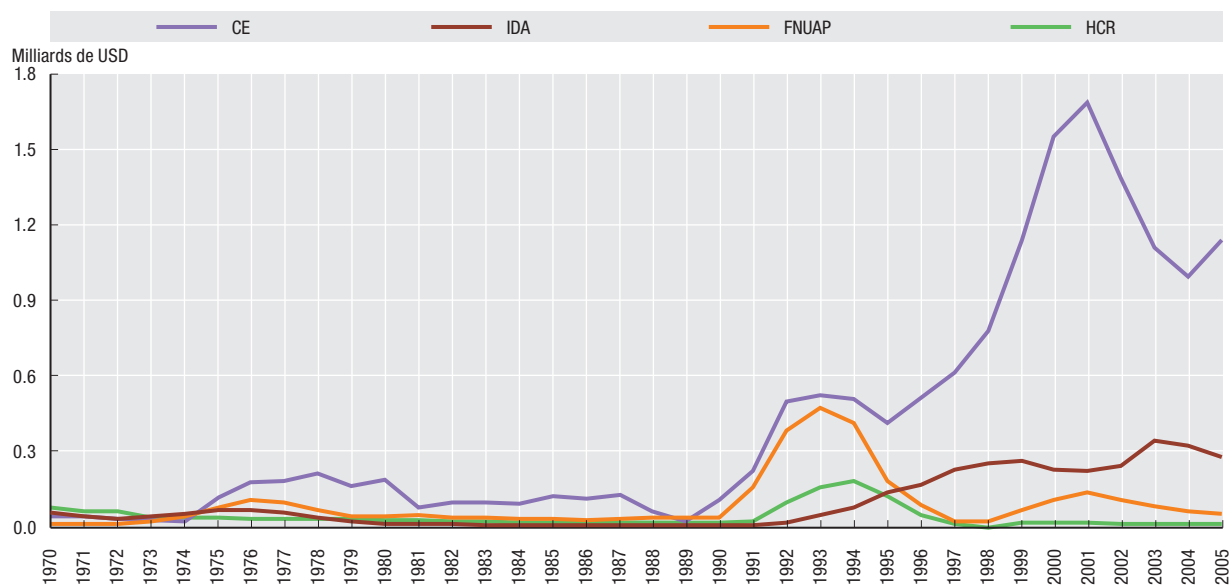
Millions de USD, versements nets

	2004	2005	2006	Moyenne sur 3 ans	% du total multilatéraux
1 CE	1 006	1 090	1 340	1 145	71
2 IDA	455	203	146	268	17
3 FNUAP	48	45	40	44	3
4 ATNU	27	35	34	32	2
5 BERD	33	37	8	26	1.6
6 FMSTP	5	9	44	19	1.2
7 FMIPRGF	-6	-5	48	12	0.8
8 PNUD	7	12	15	12	0.7
9 FIDA	10	9	10	10	0.6
10 UNICEF	5	9	14	10	0.6
Autres multilatéraux	13	34	37	28	1.7
<b>Total multilatéraux</b>	<b>1 602</b>	<b>1 477</b>	<b>1 737</b>	<b>1 605</b>	<b>100</b>

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/414501822176>

##### 5.2.6. APD à l'Europe par principaux donateurs multilatéraux depuis 1970

Milliards de USD, prix et taux de change constants en 2005, moyennes mobiles sur 3 ans, versements nets



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/413717754524>




## 5.2. APD À L'EUROPE PAR DONNEUR ET BÉNÉFICIAIRE

## APD par bénéficiaire

## 5.2.7. Principaux bénéficiaires d'APD en Europe

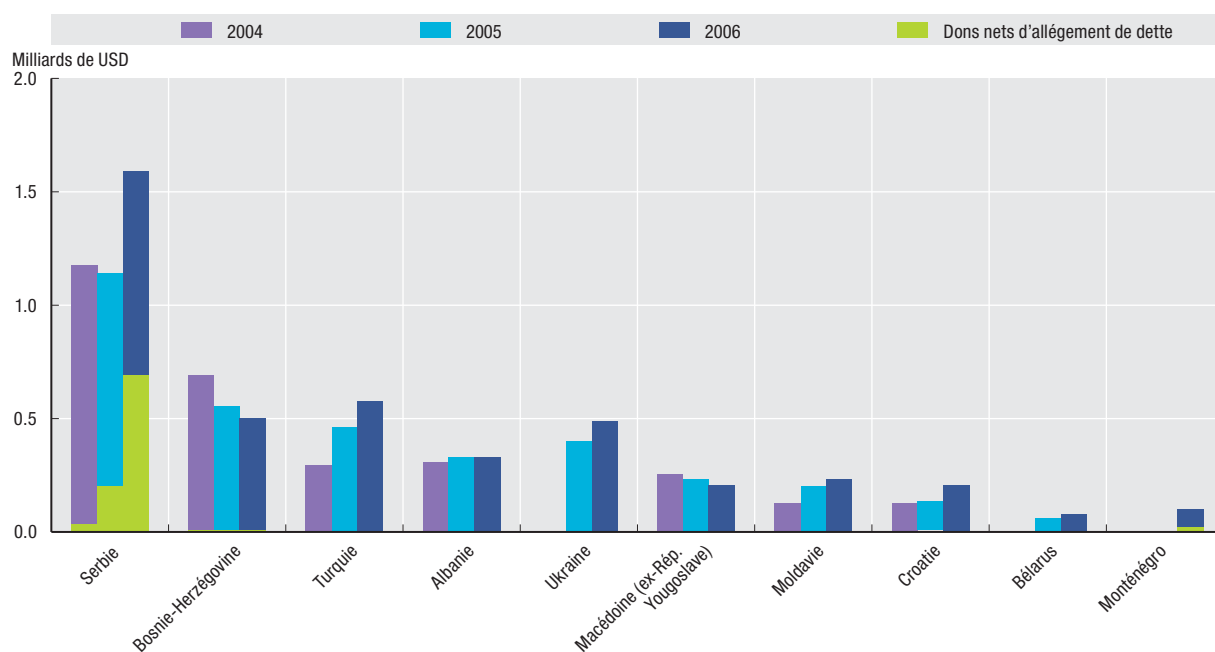
Millions de USD, montants reçus de tous les donateurs, recettes nettes d'APD

	2004	2005	2006	Moyenne sur 3 ans	% total bénéficiaires
1 Serbie	1 170	1 136	1 586	1 297	31
2 Bosnie-Herzégovine	684	553	494	577	14
3 Turquie	286	459	570	438	10
4 Albanie	299	319	321	313	7
5 Ukraine	–	396	484	293	7
6 Macédoine (ex-Rép. yougoslave)	250	229	200	226	5
7 Moldavie	120	191	228	180	4
8 Croatie	121	127	200	149	4
9 Bélarus	–	54	73	42	1
10 Monténégro	–	–	96	32	1
Non spécifié	671	577	781	676	16
<b>Total bénéficiaires de l'APD</b>	<b>3 600</b>	<b>4 040</b>	<b>5 032</b>	<b>4 224</b>	<b>100</b>

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/413748641263>

## 5.2.8. Principaux bénéficiaires d'APD en Europe et indications de la part allouée aux annulations de dettes

Milliards de USD, versements nets

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/413748641263>


## 5.2. APD À L'EUROPE PAR DONNEUR ET BÉNÉFICIAIRE

## APD par bénéficiaire

## 5.2.9. APD à l'Europe par pays bénéficiaire

Millions de USD, prix et taux de change constants de 2005, recettes nettes d'APD

	2000-06	1970-79	1980-89	1990-99	2000-06	2003	2004	2005	2006
	Part (%)	Moyennes annuelles				Montants annuels			
Albanie	7.7	–	2	314	362	395	306	319	311
Bélarus	0.4	–	–	–	18	–	–	54	71
Bosnie-Herzégovine	15.1	–	–	609	714	606	698	553	480
Chypre	0.0	95	68	29	–	–	–	–	–
Croatie	3.0	–	–	51	141	136	125	127	194
Gibraltar	0.0	23	29	1	–	–	–	–	–
Macédoine (ex-Rép. yougoslave)	6.1	–	–	93	289	297	256	229	195
Malte	0.2	110	42	34	7	–	–	–	–
Moldavie	3.5	–	–	26	164	130	122	191	223
Monténégro	0.3	–	–	–	13	–	–	–	93
Serbie	34.4	–	–	141	1 619	1 486	1 198	1 136	1 542
Slovénie	1.1	–	–	42	50	–	–	–	–
Turquie	8.3	592	819	522	390	194	293	459	559
Ukraine	2.6	–	–	–	124	–	–	396	470
États ex-Yougoslavie	6.8	71	18	818	321	134	101	57	140
Europe, régional	10.6	145	252	201	499	557	587	520	617
<b>Total Europe</b>	<b>100.0</b>	<b>1 036</b>	<b>1 231</b>	<b>2 880</b>	<b>4 713</b>	<b>3 935</b>	<b>3 686</b>	<b>4 040</b>	<b>4 894</b>

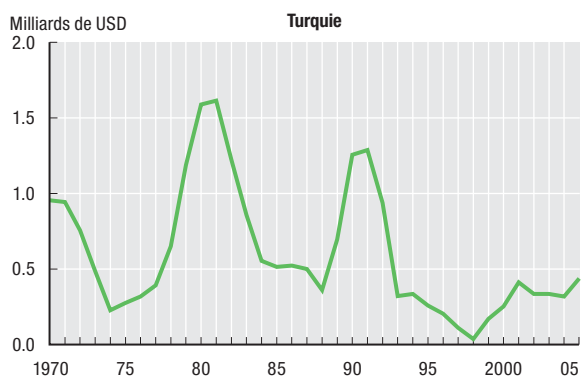
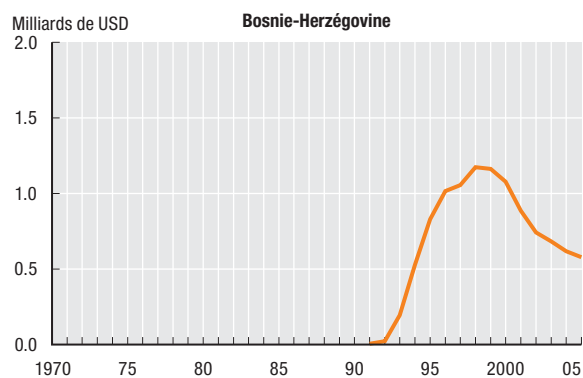
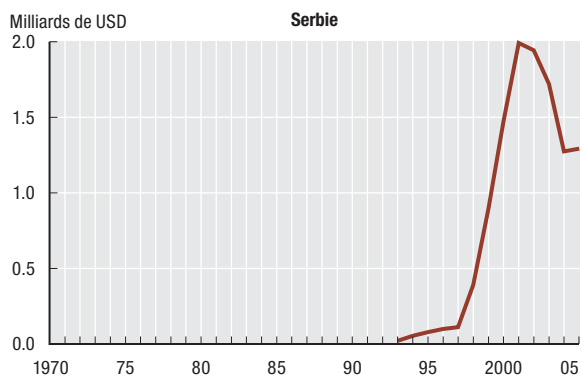
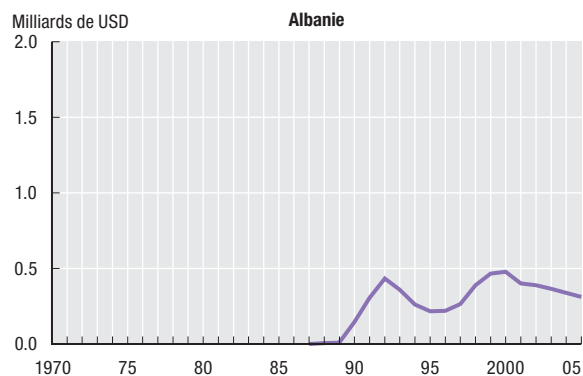
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/413761418035>

## 5.2. APD À L'EUROPE PAR DONNEUR ET BÉNÉFICIAIRE

## APD par bénéficiaire

## 5.2.10. Tendances de l'aide aux principaux bénéficiaires européens depuis 1970

Milliards de USD, prix et taux de change constants en 2005, moyennes mobiles sur 3 ans, versements net

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/413761418035>

### 5.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD À L'EUROPE

#### GROS PLAN SUR LA SANTÉ : EFFACER LE LEGS DU PASSÉ

La réforme des soins de santé est un dossier politiquement sensible et délicat d'un point de vue moral. Dans les pays de l'OCDE, elle est opérée dans un cadre médical et administratif relativement stable, et son objectif est d'améliorer le système existant compte tenu de l'évolution des critères scientifiques, financiers, démographiques et autres. Même dans ces conditions, les changements proprement dits qu'on prévoit d'apporter, les données sur les quelles s'appuient les propositions, et les avantages à retirer de l'adoption d'une nouvelle approche suscitent toujours de très longues discussions et maints désaccords. De nombreux pays européens bénéficiant de l'APD se trouvent confrontés à un défi beaucoup plus grand, avec des ressources bien moindres. C'est le cas des pays où le legs du communisme se fait encore sentir au niveau tant des problèmes de santé que des systèmes censés permettre d'en venir à bout, et qui doivent mettre en place un système de santé entièrement nouveau, souvent dans un contexte d'agitation politique.

Avant de poursuivre, il convient de souligner que les « pays européens bénéficiant de l'APD » forment un groupe très hétérogène qui comprend la Turquie, pays membre de l'OCDE, ainsi que l'ex-Yougoslavie et un certain nombre de pays qui ont autrefois fait partie de l'URSS. Les paragraphes ci-après traitent des systèmes de santé de pays en transition, qui sont encore typiques des économies à planification centrale.

Une moins bonne santé a fait partie du legs communiste. C'est ainsi qu'en 2000, l'espérance de vie à la naissance dans les pays de l'ex-URSS était de 12 ans inférieure à celle enregistrée en Europe occidentale. De plus, cette région a été l'une des deux régions au monde seulement, l'autre étant l'Afrique subsaharienne, où l'espérance de vie a diminué. Certains des pays considérés ont aussi connu un renversement de la tendance globale à une diminution de la charge de morbidité imputable aux maladies transmissibles puisque l'infection par le VIH, d'autres maladies sexuellement transmissibles et la tuberculose y ont progressé. C'est ainsi que l'Ukraine est le pays d'Europe où la prévalence du VIH est la plus élevée.

Une réforme radicale des soins primaires est indispensable pour pouvoir s'attaquer à ces

problèmes. De fait, dans certains cas, il s'agit pratiquement de créer des structures de soins primaires. Ici aussi, cela suppose un abandon des comportements et pratiques de l'ère soviétique où le rôle des médecins généralistes se limitait souvent à aiguiller les patients vers le vaste réseau hospitalier existant, sans guère prêter attention à la prévention. Les soins de santé mentale requièrent une attention particulière en raison non seulement du faible degré de priorité qui leur est partout accordé, mais aussi de l'hostilité à la psychiatrie que nourrissent les pays en transition en raison de l'utilisation qui en a été faite dans le passé à l'encontre des dissidents.

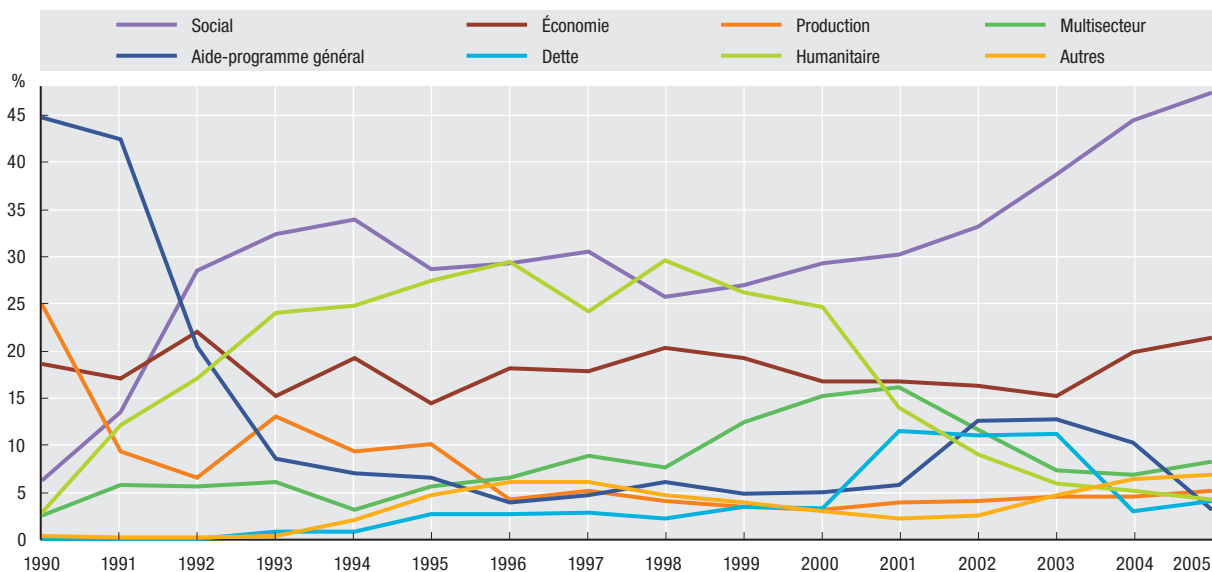
Le financement des soins de santé a déjà été l'objet de vastes réformes, notamment avec l'adoption de systèmes d'assurance sociale. La mise en œuvre s'avère toutefois difficile. Ainsi, de nombreuses personnes travaillent dans l'économie informelle et ne bénéficient donc d'aucune couverture. Même dans le secteur formel, il arrive que tant les employeurs que les salariés soient réticents à supporter les coûts et préfèrent qu'une partie des salaires soit versée en liquide. Autrement dit, les personnes non assurées ou insuffisamment assurées ont également recours à des dispositifs informels pour les soins de santé, ce qui ouvre la voie à la corruption. La situation peut être aggravée par les mauvaises conditions de rémunération et de travail faites aux professionnels de la santé qui sont de plus en plus nombreux à souhaiter émigrer vers l'Europe occidentale.

La promotion des soins basés sur des preuves scientifiques est une contribution efficace par rapport à son coût que l'aide publique au développement peut apporter aux systèmes de santé des pays européens bénéficiaires de l'APD. Comme le souligne un rapport spécial publié dans le *British Medical Journal* de juillet 2005, malgré toute l'attention que les médias portent à la région, il existe étonnamment peu de publications consacrées à la santé et aux soins de santé. Des données fiables et de solides canaux de diffusion de l'information sont indispensables non seulement pour les responsables de l'élaboration des politiques, mais aussi pour permettre aux citoyens de comprendre les problèmes qui se posent et de s'engager dans la recherche et l'application de solutions.

## 5.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD À L'EUROPE

### 5.3.1. APD à l'Europe par secteur depuis 1990

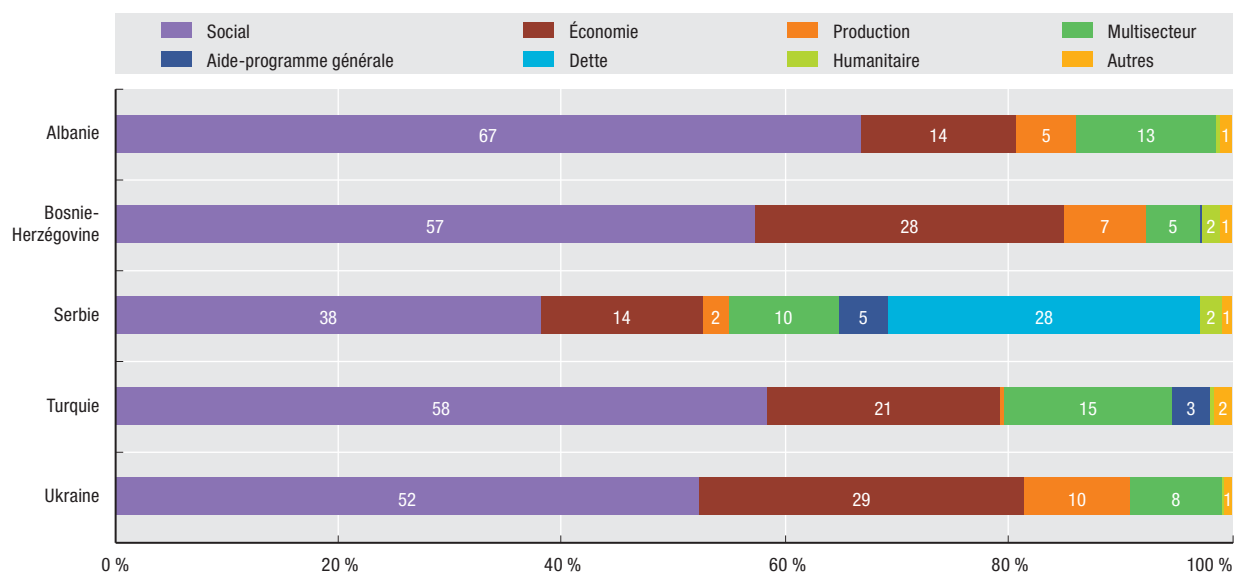
En pourcentage de l'APD totale, moyennes mobiles sur 3 ans, engagements



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/413773758401>

### 5.3.2. APD par secteur aux 5 premiers bénéficiaires européens en 2006

En pourcentage de l'APD totale engagée pour chaque pays



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/413773758401>

## 5.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD À L'EUROPE

## 5.3.3. APD à l'Europe par donneur et par secteur en 2006

En pourcentage du total des engagements bilatéraux

	Allemagne	Australie	Autriche	Belgique	Canada	Danemark	Espagne	États-Unis	Finlande	France	Grèce	Irlande	Italie	Japon
<b>Sociale</b>	<b>38.8</b>	<b>42.9</b>	<b>70.4</b>	<b>56.7</b>	<b>26.3</b>	–	<b>3.9</b>	<b>42.2</b>	<b>48.6</b>	<b>17.1</b>	<b>65.4</b>	<b>95.9</b>	–	<b>69.7</b>
Éducation	22.2	–	43.3	0.4	–	–	1.0	0.1	1.6	13.4	11.7	22.2	–	7.7
<i>Dont</i> : éducation de base	0.0	–	0.1	–	–	–	0.0	0.0	1.0	0.4	–	19.4	–	–
Santé	0.3	–	1.6	–	1.4	–	0.1	2.4	3.0	0.0	5.3	19.9	–	24.9
<i>Dont</i> : santé de base	0.2	–	1.6	–	0.0	–	0.1	2.4	0.3	–	4.3	15.8	–	8.2
Population, santé et fertilité	0.3	–	0.0	–	3.8	–	–	0.8	0.7	–	3.6	–	–	–
Distribution d'eau et assainissement	2.2	–	3.5	–	–	–	0.1	0.1	0.2	–	0.3	–	–	11.3
Gouvernement et société civile	11.0	42.9	19.3	55.7	19.6	–	2.3	36.7	41.6	0.3	36.4	53.0	–	14.6
Autres infrast. et services sociaux	2.7	–	2.6	0.6	1.5	–	0.4	2.2	1.4	3.3	8.0	0.8	–	11.2
<b>Économique</b>	<b>33.1</b>	–	<b>4.3</b>	<b>2.0</b>	<b>1.0</b>	–	<b>84.5</b>	<b>14.2</b>	<b>0.9</b>	<b>6.7</b>	<b>16.3</b>	<b>0.1</b>	–	<b>5.1</b>
Transport, communication	0.0	–	0.1	–	–	–	81.7	0.0	0.9	0.2	15.4	0.1	–	2.3
Énergie	10.1	–	3.1	0.2	–	–	2.7	5.7	–	–	0.3	–	–	1.2
Banques/Services aux entreprises	23.0	–	1.1	1.8	1.0	–	0.1	8.5	–	6.5	0.7	–	–	1.6
<b>Production</b>	<b>4.1</b>	–	<b>2.9</b>	–	<b>9.7</b>	–	<b>0.3</b>	<b>1.9</b>	<b>25.0</b>	<b>0.0</b>	<b>9.8</b>	<b>4.0</b>	–	<b>11.3</b>
Agriculture, sylviculture et pêche	0.4	–	0.7	–	9.7	–	0.2	0.5	–	0.0	1.3	4.0	–	6.8
Industrie, industries extractives et construction	3.5	–	0.5	–	–	–	–	1.3	25.0	0.0	8.5	–	–	3.4
Commerce et tourisme	0.1	–	1.7	–	–	–	0.1	0.1	–	–	0.0	–	–	1.1
<b>Multisecteur</b>	<b>3.3</b>	<b>57.1</b>	<b>3.6</b>	<b>0.6</b>	<b>9.1</b>	–	<b>0.2</b>	<b>11.9</b>	<b>7.9</b>	<b>17.5</b>	<b>5.2</b>	–	–	<b>4.0</b>
<b>Aide-programme générale</b>	–	–	–	–	–	–	<b>10.6</b>	<b>0.1</b>	–	–	–	–	–	–
<b>Dette</b>	<b>18.2</b>	–	<b>18.3</b>	<b>40.7</b>	<b>53.8</b>	–	–	<b>9.3</b>	–	<b>26.5</b>	–	–	–	–
<b>Humanitaire</b>	<b>1.5</b>	–	<b>0.5</b>	<b>0.0</b>	–	–	<b>0.3</b>	<b>10.1</b>	<b>7.2</b>	<b>0.1</b>	<b>2.9</b>	–	–	<b>2.4</b>
<b>Autres</b>	<b>1.1</b>	–	<b>0.0</b>	–	–	–	<b>0.2</b>	<b>10.2</b>	<b>10.4</b>	<b>32.1</b>	<b>0.3</b>	–	–	<b>7.5</b>
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	–	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	–	<b>100</b>
Aide alimentaire (aide d'urgence et à visée développementale)	–	–	–	0.0	–	–	–	0.1	–	–	–	–	–	–

## 5.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD À L'EUROPE

## 5.3.3. APD à l'Europe par donneur et par secteur en 2006 (suite)

En pourcentage du total des engagements bilatéraux

Pourcentage des financements multilatéraux

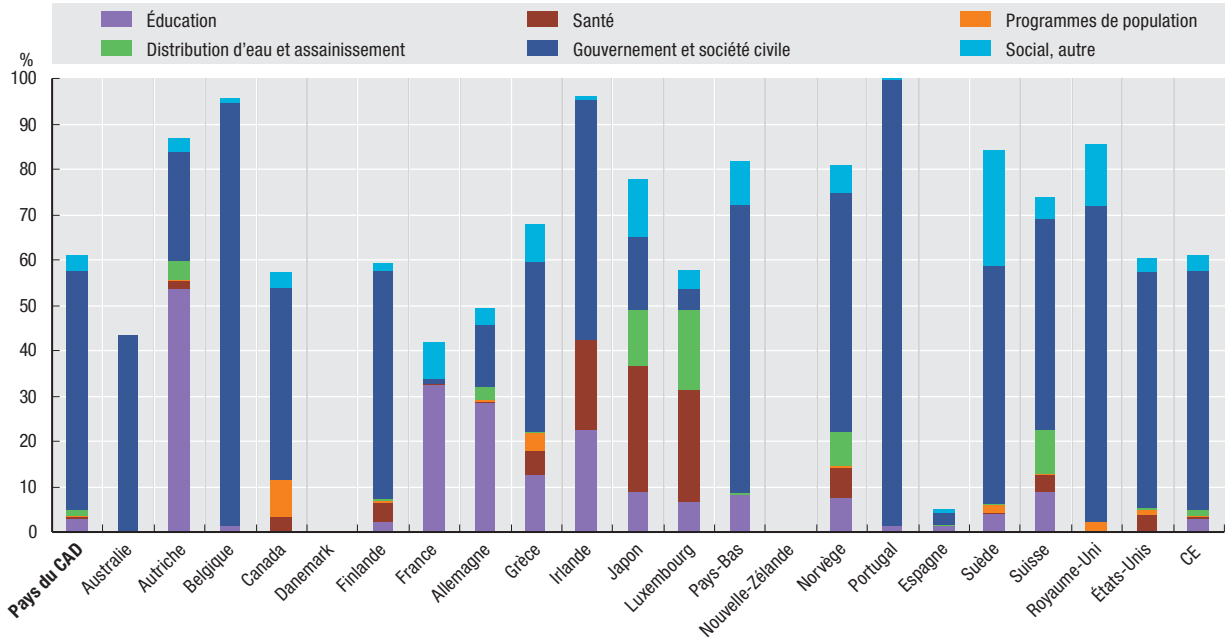
	Luxembourg	Norvège	Nouvelle-Zélande	Pays-Bas	Portugal	Royaume-Uni	Suède	Suisse	Total des pays du CAD	CE	Banque mondiale (IDA)	UNICEF et ONUSIDA	Total des organismes multilatéraux
<b>Sociale</b>	<b>51.7</b>	<b>72.8</b>	-	<b>77.5</b>	<b>99.9</b>	<b>80.2</b>	<b>83.1</b>	<b>47.1</b>	<b>41.6</b>	<b>55.9</b>	<b>41.7</b>	<b>58.8</b>	<b>55.0</b>
Éducation	5.6	6.5	-	7.7	0.9	-	3.3	5.4	<b>9.9</b>	2.3	13.0	3.5	<b>3.1</b>
<i>Dont</i> : éducation de base	0.1	0.8	-	5.3	-	-	0.1	1.6	<b>0.3</b>	-	6.5	2.4	<b>0.5</b>
Santé	22.4	5.9	-	0.0	-	0.3	0.5	2.4	<b>1.8</b>	0.5	10.1	5.4	<b>1.6</b>
<i>Dont</i> : santé de base	21.7	3.7	-	-	-	0.2	0.4	1.9	<b>1.3</b>	0.5	2.6	4.9	<b>1.0</b>
Population, santé et fertilité	-	0.4	-	-	-	1.5	1.8	0.1	<b>0.6</b>	0.0	-	27.5	<b>1.3</b>
Distribution d'eau et assainissement	15.7	6.8	-	0.0	-	-	0.1	6.3	<b>1.5</b>	1.4	0.3	0.1	<b>1.3</b>
Gouvernement et société civile	4.2	47.9	-	60.5	98.5	65.5	52.0	29.9	<b>23.8</b>	48.7	17.4	-	<b>44.8</b>
Autres infrast. et services sociaux	3.8	5.3	-	9.3	0.6	13.0	25.3	3.1	<b>4.0</b>	2.9	0.9	22.4	<b>2.9</b>
<b>Économique</b>	<b>0.8</b>	<b>7.0</b>	-	<b>16.3</b>	<b>0.0</b>	<b>1.2</b>	<b>5.5</b>	<b>0.6</b>	<b>22.5</b>	<b>13.5</b>	<b>46.1</b>	-	<b>15.7</b>
Transport, communication	-	0.0	-	0.2	-	-	-	0.2	<b>9.0</b>	2.8	-	-	<b>2.5</b>
Énergie	-	4.7	-	-	-	-	2.6	0.0	<b>4.5</b>	9.9	40.9	-	<b>12.1</b>
Banques/Services aux entreprises	0.8	2.4	-	16.1	0.0	1.2	2.8	0.4	<b>9.0</b>	0.8	5.3	-	<b>1.1</b>
<b>Production</b>	<b>19.7</b>	<b>6.7</b>	-	<b>1.2</b>	-	<b>12.7</b>	<b>8.4</b>	<b>5.7</b>	<b>3.5</b>	<b>6.3</b>	<b>6.1</b>	-	<b>6.1</b>
Agriculture, sylviculture et pêche	12.7	4.0	-	1.2	-	0.2	8.4	2.6	<b>1.4</b>	1.7	4.8	-	<b>1.9</b>
Industrie, industries extractives et construction	7.0	2.1	-	-	-	11.3	-	2.1	<b>1.9</b>	1.5	1.3	-	<b>1.5</b>
Commerce et tourisme	-	0.6	-	-	-	1.3	-	1.1	<b>0.2</b>	3.0	-	-	<b>2.7</b>
<b>Multisecteur</b>	<b>17.8</b>	<b>4.0</b>	-	<b>0.1</b>	-	-	<b>2.1</b>	<b>10.5</b>	<b>7.2</b>	<b>16.7</b>	<b>0.3</b>	-	<b>15.5</b>
<b>Aide-programme générale</b>	-	-	-	<b>4.0</b>	-	-	-	-	<b>1.2</b>	<b>3.9</b>	<b>5.8</b>	-	<b>4.0</b>
<b>Dette</b>	-	<b>0.4</b>	-	-	-	-	-	<b>28.5</b>	<b>13.5</b>	-	-	-	-
<b>Humanitaire</b>	<b>0.0</b>	<b>5.5</b>	-	<b>0.9</b>	-	<b>5.8</b>	<b>0.7</b>	<b>5.9</b>	<b>3.7</b>	<b>1.0</b>	-	-	<b>0.9</b>
<b>Autres</b>	<b>9.9</b>	<b>3.6</b>	-	<b>0.0</b>	<b>0.1</b>	-	<b>0.3</b>	<b>1.6</b>	<b>6.9</b>	<b>2.8</b>	-	<b>41.2</b>	<b>2.9</b>
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	-	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
Aide alimentaire (aide d'urgence et à visée développementale)	-	-	-	-	-	-	-	0.3	<b>0.0</b>	0.7	-	-	<b>0.6</b>

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/413784474334>

5.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD À L'EUROPE

5.3.4. Analyse de l'APD à l'Europe par donneur dans le secteur social

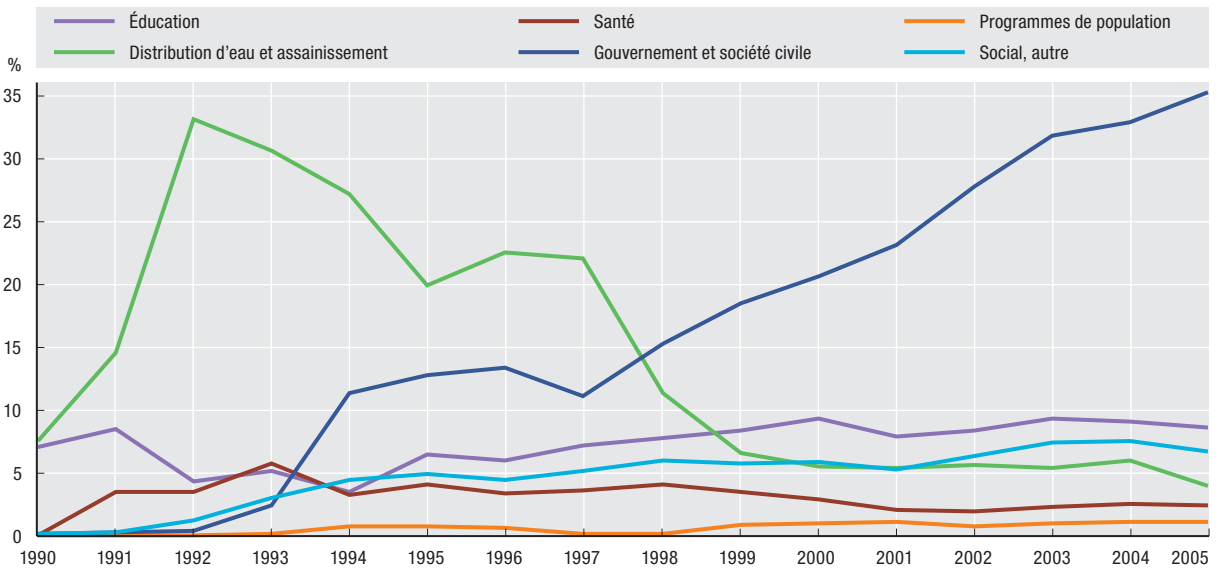
En pourcentage des engagements totaux allouables par secteur pour chaque donneur en 2006



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/413784474334>

5.3.5. Analyse de l'APD à l'Europe dans le secteur social depuis 1990

En pourcentage de l'APD totale allouable par secteur, moyennes mobiles sur 3 ans, engagements



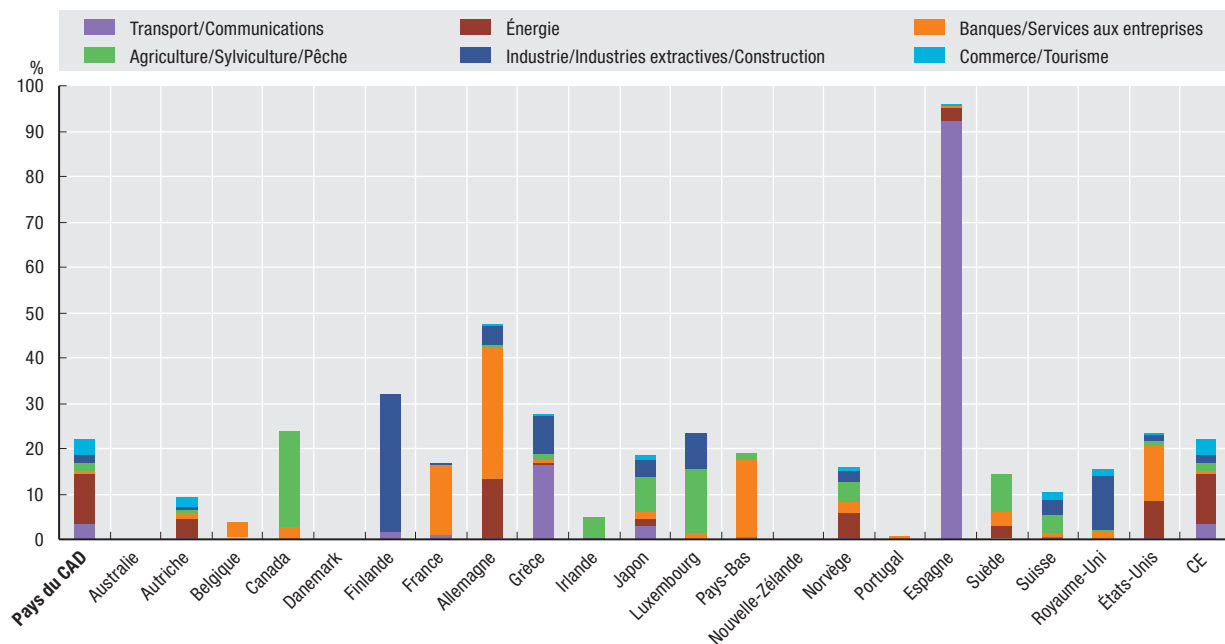
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/413814830517>



## 5.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD À L'EUROPE

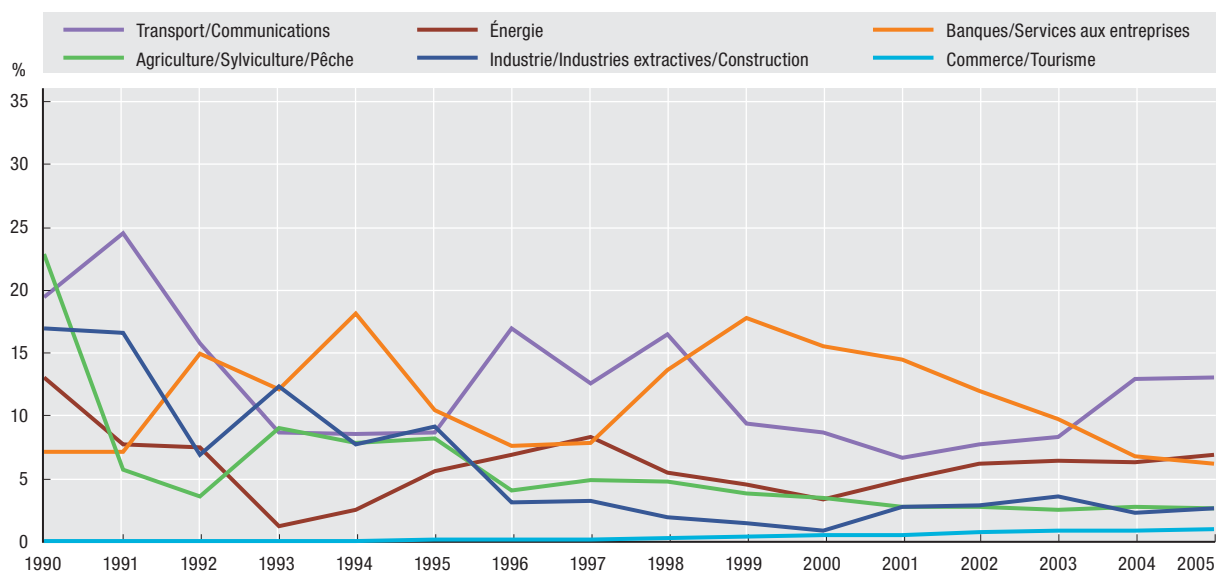
## 5.3.6. Analyse de l'APD à l'Europe par donneur dans le secteur de l'économie et de la production

En pourcentage des engagements totaux allouables par secteur pour chaque donneur en 2006

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/413784474334>

## 5.3.7. Analyse de l'APD à l'Europe dans le secteur de l'économie et de la production depuis 1990

En pourcentage de l'APD totale allouable par secteur, moyennes mobiles sur 3 ans, engagements

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/413814830517>





## 6. OCÉANIE

6.1. APD À L'OCÉANIE : RÉSUMÉ .....	138
6.2. APD À L'OCÉANIE PAR DONNEUR ET BÉNÉFICIAIRE .....	142
6.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD À L'OCÉANIE .....	148

## 6.1. APD À L'OCÉANIE : RÉSUMÉ

## 6.1.1. 10 premiers bénéficiaires d'APD

Millions de USD, versements nets en 2006

1	Papouasie-Nlle-Guinée	279	25 %
2	Îles Salomon	205	18 %
3	Micronésie, États fédérés	109	10 %
4	Wallis et Futuna	102	9 %
5	Fidji	56	5 %
6	Marshall, îles	55	5 %
7	Vanuatu	49	4 %
8	Samoa	47	4 %
9	Palau	37	3 %
10	Îles Cook	32	3 %
	Autres bénéficiaires	156	14 %
	<b>Total</b>	<b>1 127</b>	<b>100 %</b>

## 6.1.2. 10 premiers donneurs d'APD

Millions de USD, versements nets en 2006






1	Australie	480	43 %
2	États-Unis	187	17 %
3	Nouvelle-Zélande	113	10 %
4	France	112	10 %
5	CE	78	7 %
6	Japon	76	7 %
7	Italie	24	2 %
8	FAsD	12	1 %
9	ATNU	8	1 %
10	PNUD	6	1 %
	Autres donneurs	30	3 %
	<b>Total</b>	<b>1 127</b>	<b>100 %</b>

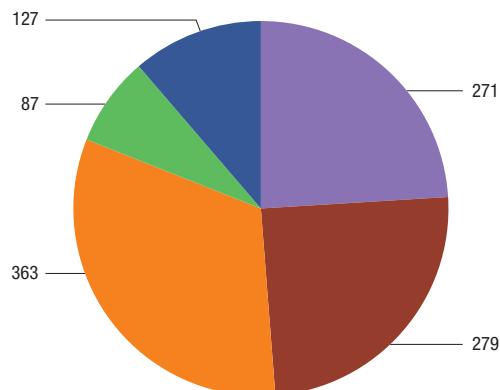
## 6.1.3. Tendances de l'APD

	2005	2006	% de variation
Versements nets d'APD (millions de USD 2005)	1 144	1 112	-2.8
Engagements d'APD (millions de USD 2005)	1 116	1 155	3.5
Population (milliers)	8 070	8 205	1.7
APD nette par habitant (USD)	141.8	137.4	-

## 6.1.4. APD par groupe de revenu

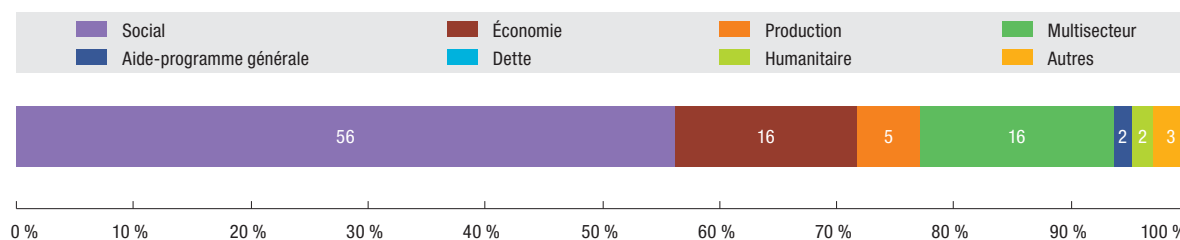
Millions de USD, versements nets en 2006

 Pays les moins avancés	 Autres pays à faible revenu
 Pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure	 Pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure
 Non spécifié	



## 6.1.5. Répartition sectorielle de l'APD en 2006

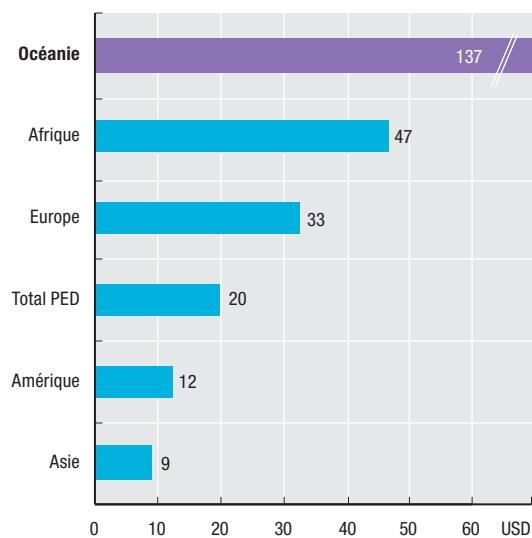
Engagements

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/413830242416>

## 6.1. APD À L'OCÉANIE : RÉSUMÉ

## 6.1.6. APD nette reçue par habitant en 2006

En USD

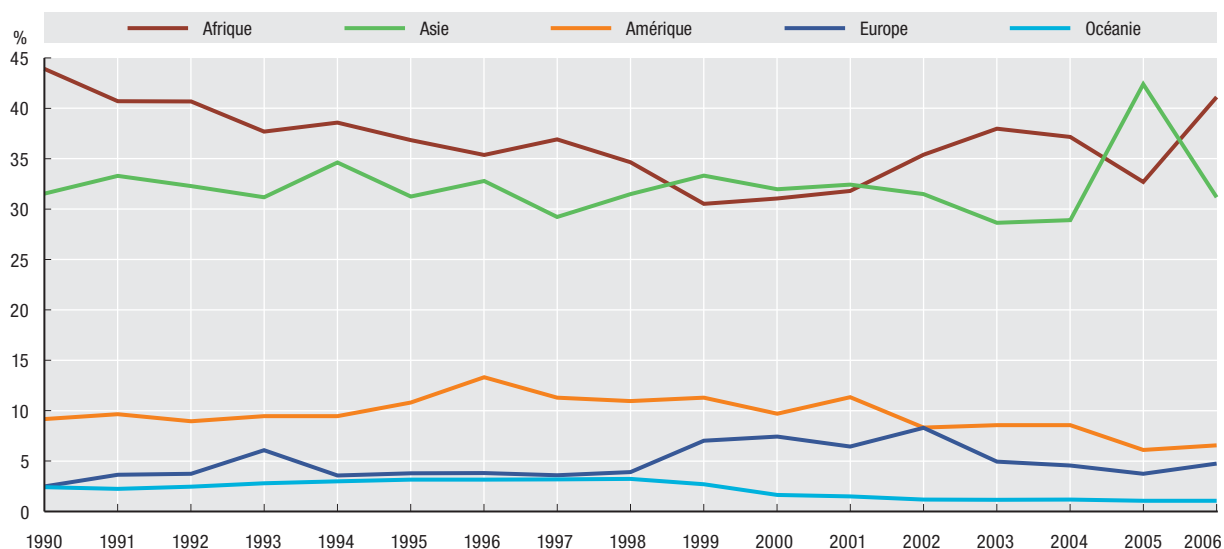


## 6.1.7. APD nette et population des pays bénéficiaires de l'aide par région en 2006

Région	APD nette millions de USD	Population millions
Afrique	43 402	926
Asie	32 885	3 635
Amérique	6 910	558
Europe	5 032	155
Océanie	1 127	8
Aide, régions non spécifiées	15 936	-
<b>Total des bénéficiaires de l'APD</b>	<b>105 292</b>	<b>5 282</b>

## 6.1.8. Répartition régionale de l'APD nette totale

En pourcentage du total de l'APD

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/413862184212>

### 6.1. APD À L'OCÉANIE : RÉSUMÉ

#### Faits saillants

En 2006, les apports nets d'APD à l'Océanie ont atteint 1.1 milliard USD, dont 279 millions USD sont allés à la Papouasie-Nouvelle-Guinée et 205 millions USD aux îles Salomon.

L'APD nette par habitant s'est élevée à 137.4 USD, contre 141.8 USD en 2005.

Plus de la moitié de l'aide (56 %) a été affectée à des programmes sociaux. Les programmes économiques et les programmes multisectoriels ont bénéficié chacun de 16 % de l'aide.

Les engagements nets d'aide ont augmenté de 3.5 % mais les versements ont diminué de 2.8 % sur la période 2005-2006.

L'Australie a été le principal donneur (43 %), suivie des États-Unis (17 %) et de la Nouvelle-Zélande et de la France (10 % chacun).

#### Étude de cas sur la Papouasie-Nouvelle-Guinée

##### **Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide**

##### **Principe 4 – Gestion axée sur les résultats**

*« Axer la gestion sur les résultats signifie gérer et mettre en œuvre l'aide en se concentrant sur les résultats souhaités et en utilisant les données disponibles en vue d'améliorer le processus de décision. »*

En 2006, le revenu national brut (RNB) de la Papouasie-Nouvelle-Guinée s'élevait à 2 410 USD par habitant en termes de parité de pouvoir d'achat. Cette même année, le Comité des politiques de développement des Nations Unies a demandé que la Papouasie-Nouvelle-Guinée figure dans la liste des pays les moins avancés et non des pays en développement en raison de la longue stagnation économique et sociale du pays. L'agitation politique constitue aussi un problème et c'est pourquoi l'Océanie a été qualifiée d'« arc d'instabilité ». On ne dispose pas d'estimations récentes de la pauvreté « en dollar par jour », mais des projections effectuées à partir de données pour 1996 donnent à penser que celle-ci a progressé de 37.5 % cette année-là à 54 % en 2005. Le pays a donc très peu de chances d'atteindre l'un des Objectifs du Millénaire pour le développement convenus à l'échelle internationale.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée est dotée d'abondantes ressources naturelles, dont d'importantes réserves de minerais et un vaste patrimoine forestier et halieutique, et son potentiel de développement agricole est considérable. Le tourisme pourrait aussi être développé compte tenu de la remarquable diversité biologique de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et de la richesse de ses ressources culturelles et linguistiques.

La Stratégie de développement à moyen terme pour 2005-2010 s'appuie sur un programme de redressement et de développement qui s'articule autour

de trois grands objectifs, à savoir une bonne gouvernance; une croissance économique induite par les exportations; enfin, le développement rural, la réduction de la pauvreté et l'autonomisation grâce à la valorisation des ressources humaines. Les grandes priorités de la Stratégie de développement à moyen terme sont l'éducation, la santé, les infrastructures, le droit et la justice, et la promotion de possibilités d'activités rémunératrices.

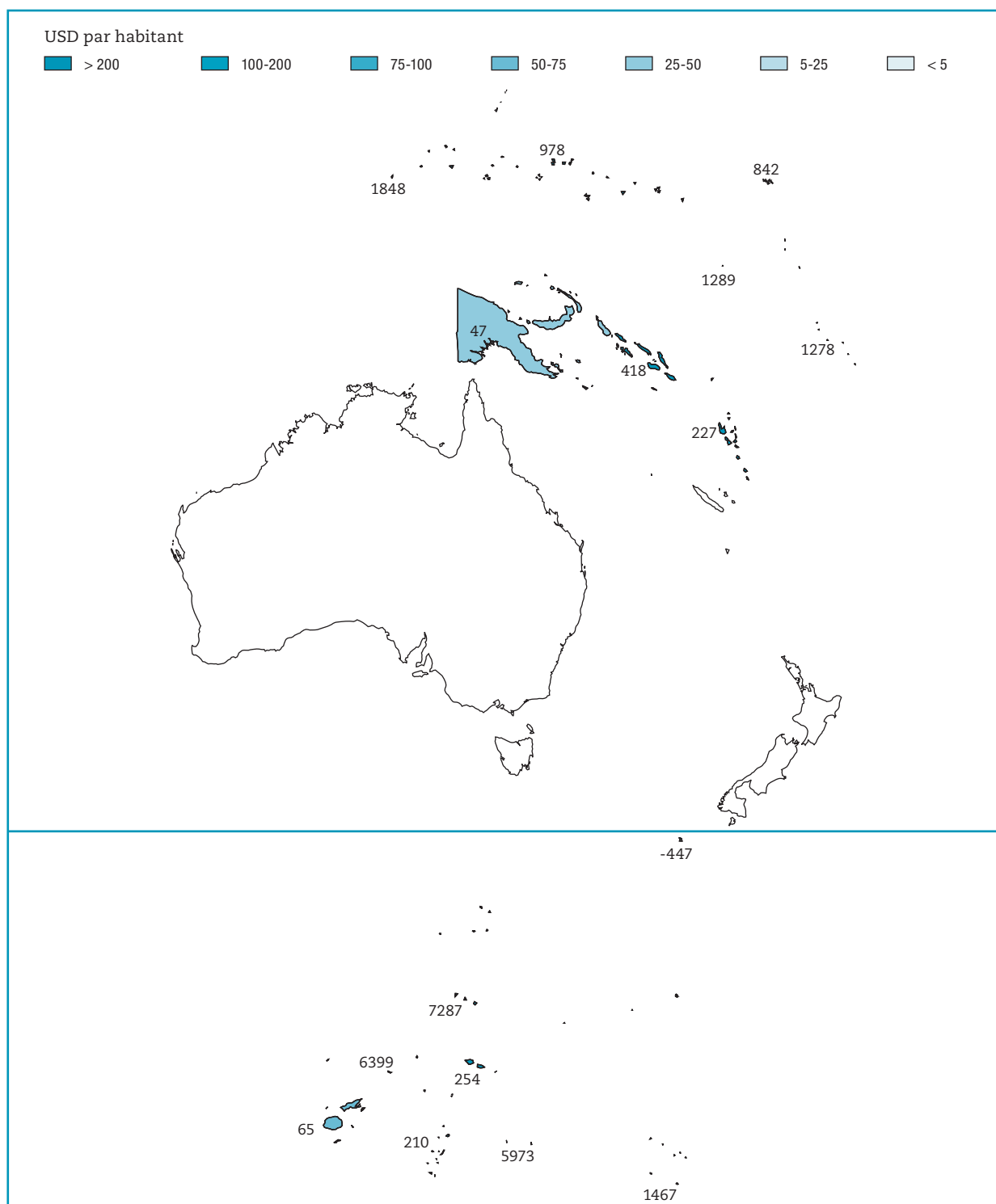
La Papouasie-Nouvelle-Guinée n'a pas participé à l'exercice de suivi 2006 de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris, mais elle a pris part à l'enquête de 2008. Elle a aussi adapté la Déclaration de Paris à sa propre situation et a signé, en février 2008, la Déclaration de Kavieng, accord national sur l'efficacité de l'aide, avec ses principaux donateurs. Cette Déclaration est alignée tant sur les objectifs de la Stratégie de développement à moyen terme (pour 2010) que sur les Objectifs du Millénaire pour le développement (pour 2015). Elle décrit les actions prioritaires qu'il a été convenu de mettre en œuvre sans délai dans le cadre d'un plan d'action à horizon mobile. L'existence d'objectifs aussi précis renforce l'importance de la gestion axée sur les résultats. En d'autres termes, il ne s'agit pas d'envisager l'aide seulement sous l'angle des montants dépensés, mais de centrer l'attention sur les changements réels que ces montants ont favorisés s'agissant des comportements et de la qualité de la vie. Dans le contexte de l'APD, les pays partenaires doivent avoir des objectifs clairs et des plans précis pour les atteindre, et il leur faut recueillir de solides informations sur les performances. Pour cela, il importe de renforcer les capacités, aussi bien pour disposer de l'expertise nécessaire pour établir des plans réalistes que pour collecter et analyser les données utilisées pour assurer leur suivi et améliorer la prise de décision.

La Déclaration de Kavieng fixe un objectif pour 2012 concernant la mise en place d'un cadre de gestion des performances destiné à évaluer les progrès accomplis dans l'application de la Stratégie de développement à moyen terme, de rapports et des examens conjoints devant être consacrés chaque année aux programmes d'aide. Cet objectif renvoie à deux des trois composantes des cadres orientés vers les résultats – établissement de cadres d'évaluation des performances transparents et se prêtant à un suivi, et amélioration des capacités statistiques en vue de la notification administrative des résultats. La troisième composante, à savoir la mise à profit des informations en retour sur les performances dans le cadre de la prise de décision, ne peut être évaluée qu'après que le processus ait été engagé. Il apparaît que peu de progrès ont été accomplis au regard du principal repère prévu dans la Déclaration de Paris pour les pays partenaires, c'est-à-dire avoir mis en place en 2010 des cadres d'évaluation des performances transparents et se prêtant à un suivi pour évaluer les progrès réalisés dans la mise en œuvre de leurs stratégies et programmes nationaux de développement.

## 6.1. APD À L'OCÉANIE : RÉSUMÉ

## APD par habitant aux pays bénéficiaires, en 2006

Versements nets par habitants en USD



## 6.2. APD À L'OCÉANIE PAR DONNEUR ET BÉNÉFICIAIRE

## APD par donneur

## 6.2.1. 10 premiers pays donateurs du CAD à l'Océanie

Millions de USD, versements bilatéraux nets

a) 10 premiers pays donateurs du CAD selon le montant

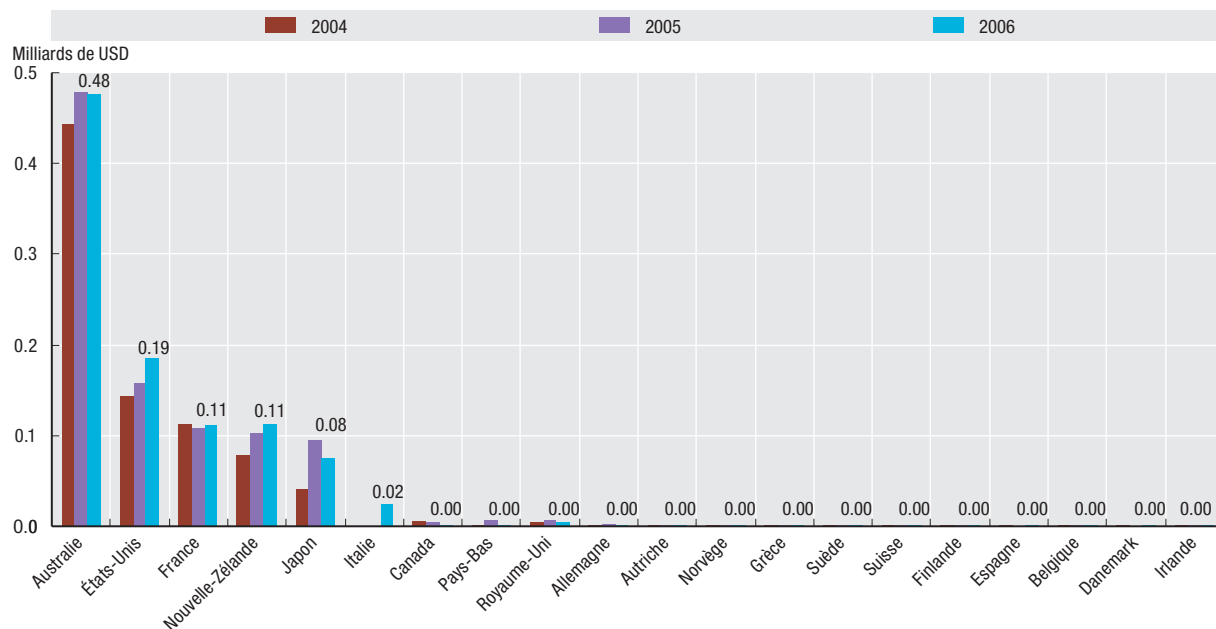
b) 10 premiers pays donateurs du CAD selon la part de leur aide destinée à l'Océanie

		2004	2005	2006	Moyenne sur 3 ans	% des pays du CAD					Part de l'aide destinée à l'Océanie pour chaque donneur (%) 2004-2006		
							2004	2005	2006	Moyenne sur 3 ans			
1	Australie	446	483	480	470	50	1	Nouvelle-Zélande	79	104	113	99	55.9
2	États-Unis	145	159	187	164	17	2	Australie	446	483	480	470	38.7
3	France	114	110	112	112	12	3	France	114	110	112	112	1.8
4	Nouvelle-Zélande	79	104	113	99	11	4	Japon	42	97	76	72	1.1
5	Japon	42	97	76	72	8	5	États-Unis	145	159	187	164	0.9
	Autres pays du CAD	8	24	33	22	2		Autres pays du CAD	8	24	33	22	0.1
	<b>Total pays du CAD</b>	<b>834</b>	<b>977</b>	<b>1 002</b>	<b>938</b>	<b>100</b>		<b>Total pays du CAD</b>	<b>834</b>	<b>977</b>	<b>1 002</b>	<b>938</b>	<b>1.6</b>

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/413871152865>

## 6.2.2. L'aide des pays donateurs du CAD à l'Océanie

Milliards de USD, valeurs montrées pour 2006, versement bilatéraux nets

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/413871152865>




## 6.2. APD À L'OCÉANIE PAR DONNEUR ET BÉNÉFICIAIRE

## APD par donneur

## 6.2.3. APD à l'Océanie par pays donneur du CAD

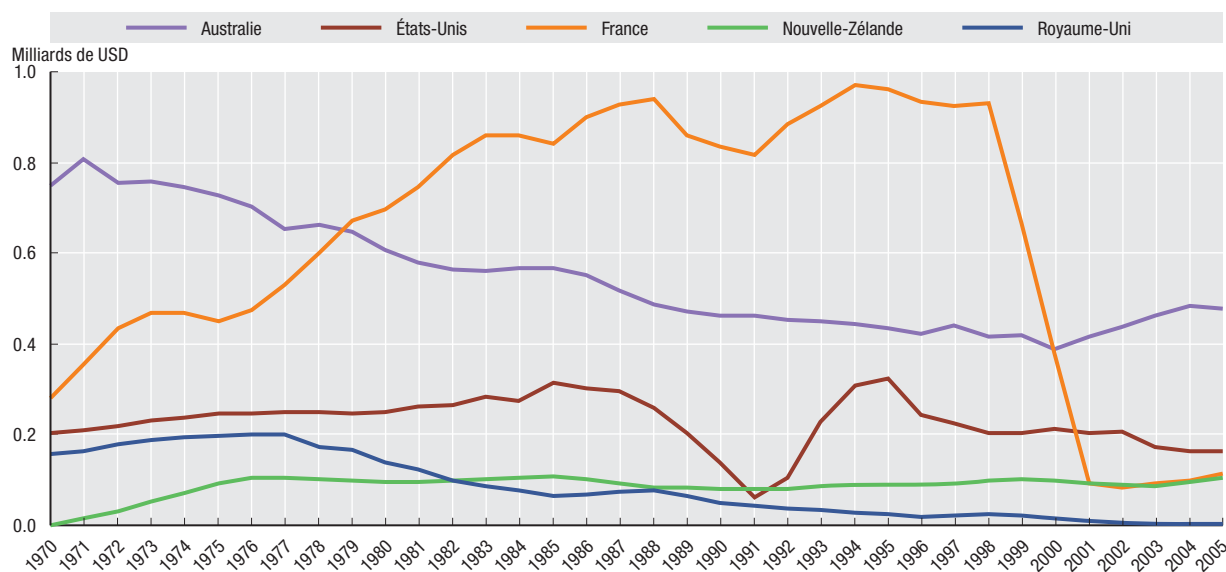
Millions de USD, prix et taux de change constants de 2005, moyenne pluriannuelle, versements bilatéraux nets

	1970-79	1980-89	1990-99	2000-06	2000-06 % des pays du CAD	2000-06 Part de l'aide destinée à l'Océanie pour chaque donneur (%)
Allemagne	6	20	13	3	0	0.1
Australie	725	545	436	451	48	40.5
Autriche	0	1	0	1	0	0.1
Belgique	0	0	0	0	0	0.0
Canada	0	3	6	4	0	0.3
Danemark	0	0	0	0	0	0.0
Espagne	-	-	0	0	0	0.0
États-Unis	234	275	199	184	20	1.5
Finlande	0	0	0	0	0	0.1
France	473	852	908	97	10	1.9
Grèce	-	-	0	0	0	0.1
Irlande	-	0	0	0	0	0.0
Italie	0	0	0	4	0	0.4
Japon	13	66	141	88	9	1.4
Luxembourg	-	-	0	-	0	0.0
Norvège	1	2	0	0	0	0.0
Nouvelle-Zélande	65	94	87	95	10	57.5
Pays-Bas	2	5	4	3	0	0.1
Portugal	-	-	-	-	0	0.0
Royaume-Uni	179	86	28	4	0	0.1
Suède	0	0	1	0	0	0.0
Suisse	0	0	1	0	0	0.0
<b>Total pays du CAD</b>	<b>1 699</b>	<b>1 950</b>	<b>1 825</b>	<b>936</b>	<b>100</b>	<b>1.8</b>
CE	12	90	68	65	-	0.9

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/414025841564>

## 6.2.4. APD à l'Océanie par principaux pays donneurs du CAD depuis 1970

Milliards de USD, prix et taux de change constants en 2005, moyennes mobiles sur 3 ans, versements bilatéraux nets

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/414025841564>

## 6.2. APD À L'OCÉANIE PAR DONNEUR ET BÉNÉFICIAIRE

## APD par donneur

## 6.2.5. 5 premiers donateurs multilatéraux à l'Océanie

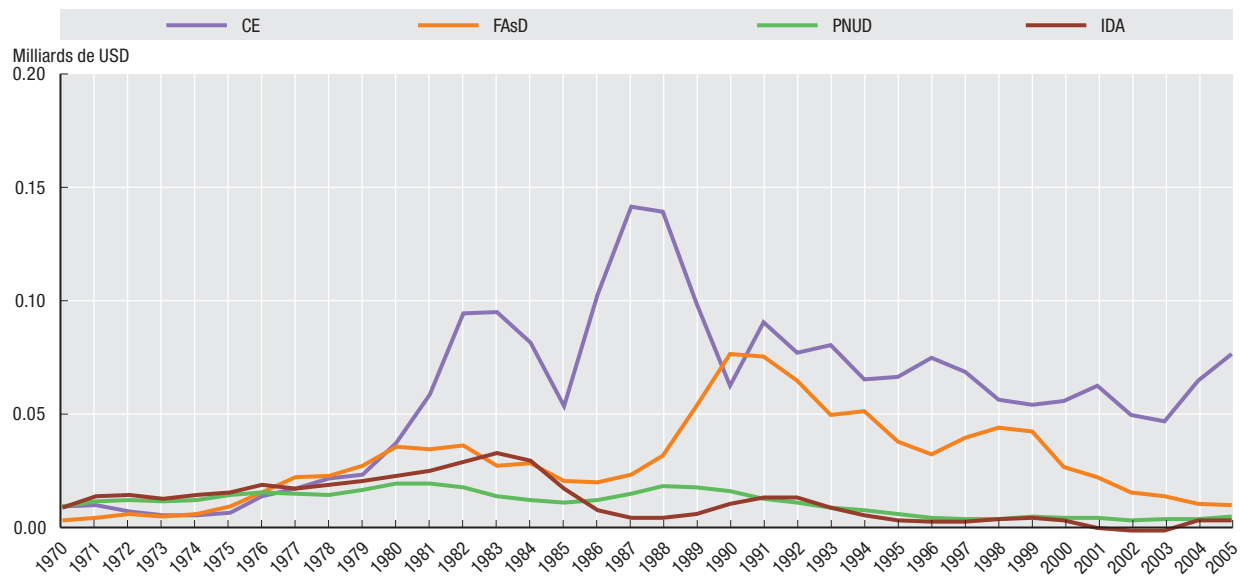
Millions de USD, versements nets

	2004	2005	2006	Moyenne sur 3 ans	% du total multilatéraux
1 CE	66	85	78	77	59
2 ATNU	10	47	8	22	17
3 FAsD	12	4	12	9	7
4 FMSTP	5	9	5	6	5
5 PNUD	4	5	6	5	4
Autres multilatéraux	4	16	11	10	8
<b>Total multilatéraux</b>	<b>102</b>	<b>165</b>	<b>120</b>	<b>129</b>	<b>100</b>

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/414513677341>

## 6.2.6. APD à l'Océanie par principaux donateurs multilatéraux depuis 1970

Milliards de USD, prix et taux de change constants en 2005, moyennes annuelles sur 3 ans, versements nets

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/414056037770>


## 6.2. APD À L'OCÉANIE PAR DONNEUR ET BÉNÉFICIAIRE

## APD par bénéficiaire

## 6.2.7. 10 premiers bénéficiaires d'APD en Océanie

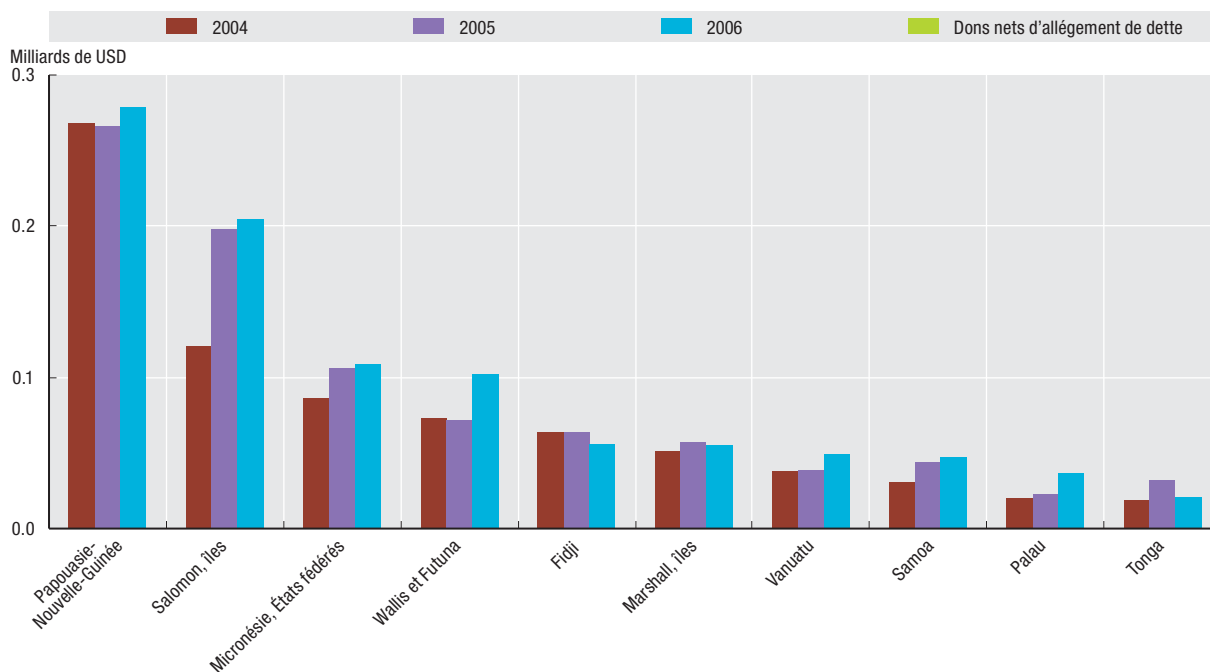

Millions de USD, montants reçus de tous les donateurs, recettes nettes d'APD

	2004	2005	2006	Moyenne sur 3 ans	% total bénéficiaires
1 Papouasie-Nlle-Guinée	268	266	279	271	25
2 Îles Salomon	121	198	205	175	16
3 Micronésie, États fédérés	86	106	109	100	9
4 Wallis et Futuna	73	72	102	82	8
5 Fidji	64	64	56	61	6
6 Îles Marshall	51	57	55	54	5
7 Vanuatu	38	39	49	42	4
8 Samoa	31	44	47	41	4
9 Palau	20	23	37	27	3
10 Tonga	19	32	21	24	2
Autres bénéficiaires	165	243	167	192	18
<b>Total bénéficiaires de l'APD</b>	<b>936</b>	<b>1 144</b>	<b>1 127</b>	<b>1 069</b>	<b>100</b>

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/414074747243>

## 6.2.8. 10 premiers bénéficiaires d'APD en Océanie et indications de la part allouée aux annulations de dettes

Milliards de USD, versements nets

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/414074747243>


## 6.2. APD À L'OCÉANIE PAR DONNEUR ET BÉNÉFICIAIRE

## APD par bénéficiaire

## 6.2.9. APD à l'Océanie par pays bénéficiaire

Millions de USD, prix et taux de change constants de 2005, recettes nettes d'APD

	2000-06	1970-79	1980-89	1990-99	2000-06	2003	2004	2005	2006
	Part (%)	Moyennes annuelles				Montants annuels			
Îles Cook	1.0	19	26	16	11	7	9	8	32
Fidji	4.8	72	74	57	51	57	66	64	56
Kiribati	1.3	26	32	22	13	22	17	28	-42
Mariannes du Nord	0.0	234	269	24	-	-	-	-	-
Îles Marshall	6.0	-	-	44	63	60	52	57	54
Micronésie, États fédérés	11.0	-	-	76	116	122	89	106	106
Nauru	1.3	0	0	4	14	20	15	9	17
Niue	1.0	9	10	9	11	11	15	21	9
Nouvelle-Calédonie	0.0	238	392	447	-	-	-	-	-
Palau	3.0	-	-	67	31	27	20	23	37
Papouasie-Nlle-Guinée	29.1	735	578	462	305	280	290	266	271
Polynésie française	0.0	198	426	438	-	-	-	-	-
Îles Salomon	11.5	76	71	54	121	81	131	198	201
Samoa	4.2	33	50	51	44	38	32	44	48
Tokelau	0.9	3	5	6	9	8	9	16	11
Tonga	2.6	17	35	34	27	32	20	32	22
Tuvalu	1.0	5	16	9	10	7	8	9	16
Vanuatu	4.3	60	66	51	45	39	40	39	48
Wallis et Futuna	7.3	8	7	13	76	63	74	72	100
Océanie, régional	9.7	29	63	99	102	92	100	152	127
<b>Total Océanie</b>	<b>100.0</b>	<b>1 760</b>	<b>2 120</b>	<b>1 983</b>	<b>1 051</b>	<b>968</b>	<b>988</b>	<b>1 144</b>	<b>1 112</b>

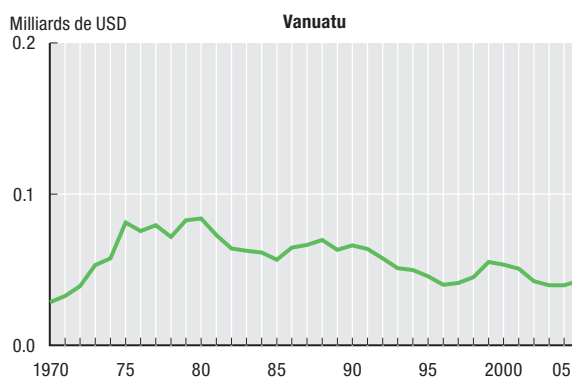
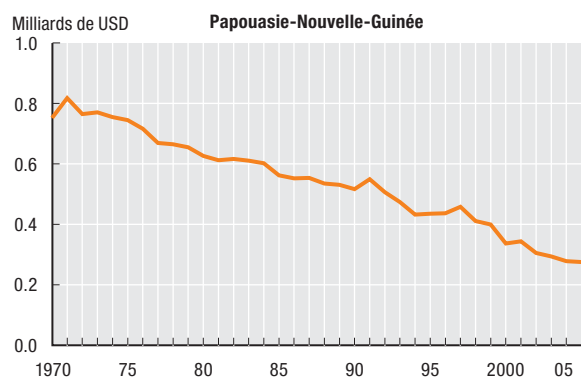
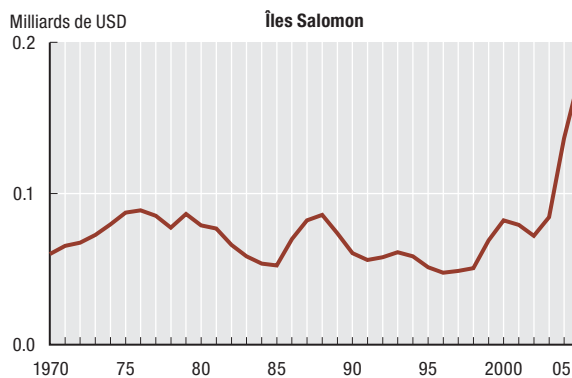
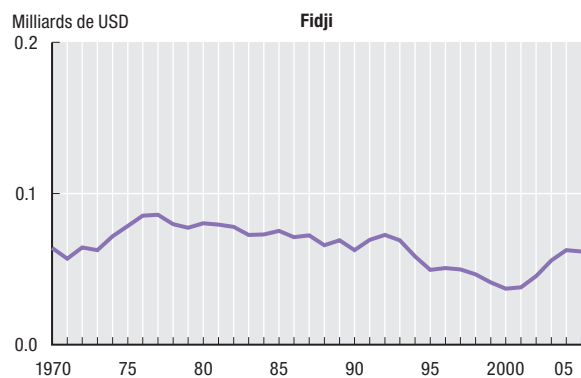
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/414167081713>

## 6.2. APD À L'OCÉANIE PAR DONNEUR ET BÉNÉFICIAIRE

## APD par bénéficiaire

## 6.2.10. Tendances de l'aide aux principaux bénéficiaires océaniques depuis 1970

Milliards de USD, prix et taux de change constants en 2005, moyennes mobiles sur 3 ans, versements nets

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/414167081713>

### 6.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD À L'OCÉANIE

#### GROS PLAN SUR LA SANTÉ : MALADIES ASSOCIÉES AU MODE DE VIE

En Océanie, les taux de mortalité sont deux à trois fois supérieurs à ceux enregistrés dans les pays développés voisins, mais comme dans ces pays, ce ne sont plus les maladies infectieuses mais les maladies non transmissibles (MNT) qui sont aujourd'hui la principale source de préoccupation en matière de santé. Les MNT entrent pour les trois quarts dans les décès, sauf en Papouasie-Nouvelle-Guinée où les deux tiers environ des décès leur sont imputables. Le mode de vie est largement à l'origine de ce type de maladie. En effet, l'amélioration du niveau de vie a eu pour corollaires l'adoption d'une alimentation très riche en graisses, l'augmentation de la consommation de tabac et d'alcool, et une diminution de l'activité physique. La région connaît aussi un taux élevé de morbidité et de mortalité prématurée (deux à trois fois supérieur à celui de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande), cette situation étant ici aussi principalement imputable aux maladies non transmissibles. Les troubles neuropsychiatriques sont des causes importantes de mauvaise santé dans la région, mais la plupart des pays d'Océanie (comme la plupart des pays d'autres régions du monde) considèrent que le financement des services de santé mentale revêt un faible degré de priorité.

Les taux de surpoids et d'obésité en Océanie comptent parmi les plus élevés du monde. Cette situation est due en partie aux changements dans le mode de vie mais elle est peut-être aussi aggravée par des facteurs génétiques. S'il existe un débat au sein de la communauté médicale sur la question de savoir si l'obésité doit ou non être classée comme une maladie, il est incontestable qu'elle est à l'origine d'une série d'autres maladies, comme le diabète. Dans la région du Pacifique occidental, plus de 30 millions de personnes souffrent de diabète et ce chiffre devrait doubler en l'espace de vingt ans. À Nauru, 30 à 40 % des adultes en souffrent. À Fidji, un quart des femmes et un homme sur six sont touchés par cette maladie. Conséquence particulièrement préoccupante de cette évolution, le diabète est en train de toucher les jeunes, ce qui amplifie son impact économique. Ainsi, selon des estimations prudentes de l'OMS, le coût pour Nauru des maladies non transmissibles correspondrait à 14 % de son PIB en 2004. Pour Fidji, le coût serait de « seulement » 1.4 %, ce qui équivaut toutefois à un montant de 27 millions USD.

La fourniture de soins de santé est compliquée par le fait que la population est dispersée sur de très

vastes étendues. Même dans les îles mélanésiennes à relativement forte densité de population que sont la Papouasie-Nouvelle-Guinée, Fidji et les îles Salomon, la plupart des individus vivent dans des zones rurales et des îles périphériques. La fourniture de soins s'en trouve plus onéreuse et les communautés rurales en particulier souffrent de la pénurie de professionnels de la santé. Dans le même temps, certaines zones connaissent une urbanisation rapide et un accroissement des concentrations de population, mais sans augmentation correspondante des ressources affectées à la santé. Les faibles niveaux d'investissement dans ce secteur viennent encore aggraver la situation, les équipements et les infrastructures étant eux aussi inadéquats.

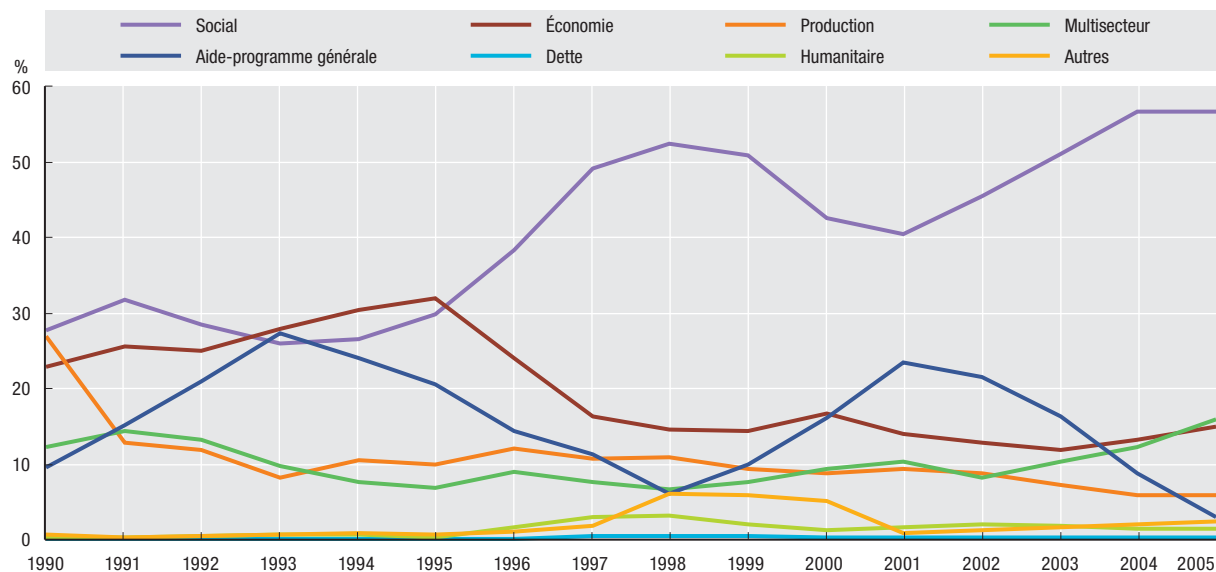
Le manque de financements publics est compensé par l'aide et les versements supportés directement par les patients ou par leurs familles. À Tonga, par exemple, plus de la moitié des dépenses totales de santé en 2002 ont été financées par des sources privées, principalement par des versements directs. Les contributions des partenaires au développement sont importantes dans certains pays et il arrive même que certaines fonctions essentielles de santé publique soient prises en charge par les donateurs. On peut en outre craindre que les donateurs ne modifient leurs priorités en matière d'aide et privent ainsi des programmes de financements indispensables.

Étant donné le type de difficultés que rencontrent actuellement les systèmes de santé pour répondre même aux besoins courants, une réorganisation à l'échelle régionale de la fourniture des soins de santé pourrait être l'unique solution. La petite taille des populations et leur dispersion géographique rendent des économies d'échelle pratiquement impossibles à réaliser à l'échelon national, mais certains services, comme les services de formation ou certains services spécialisés pourraient faire l'objet d'un regroupement régional malgré les problèmes de distance. En dépit de niveaux d'aide relativement élevés, les résultats obtenus sur le plan de la santé sont décevants dans de nombreux pays d'Océanie. L'efficacité des crédits d'aide au développement affectés à la santé pourrait être accrue grâce à un alignement plus strict sur les priorités nationales et régionales. La Déclaration de Rome sur l'harmonisation de l'aide et la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide offrent un cadre pour y parvenir.

## 6.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD À L'OCÉANIE

### 6.3.1. APD à l'Océanie par secteur depuis 1990

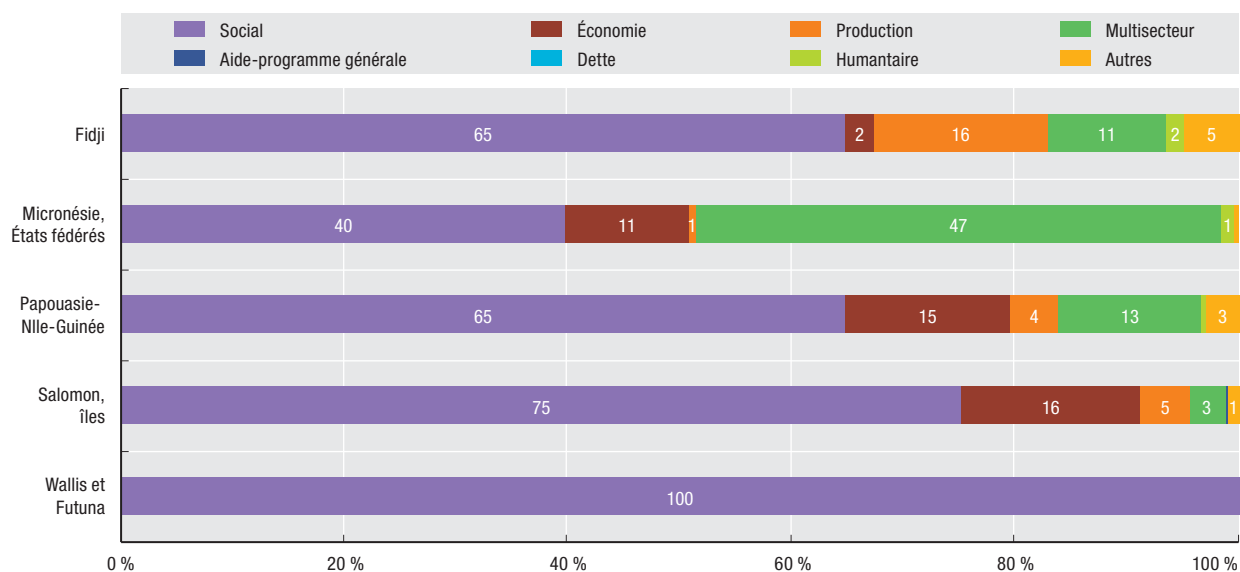
En pourcentage de l'APD totale, moyennes mobiles sur 3 ans, engagements



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/414215647347>

### 6.3.2. APD par secteur aux 5 premiers bénéficiaires océaniques en 2006

En pourcentage de l'APD totale engagée pour chaque pays



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/414215647347>

## 6.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD À L'OCÉANIE

## 6.3.3. APD à l'Océanie par donneur et par secteur en 2006

En pourcentage du total des engagements bilatéraux

	Allemagne	Australie	Autriche	Belgique	Canada	Danemark	Espagne	États-Unis	Finlande	France	Grèce	Irlande	Italie	Japon
<b>Sociale</b>	<b>49.9</b>	<b>74.6</b>	<b>84.9</b>	<b>100</b>	-	-	<b>2.2</b>	<b>24.6</b>	-	<b>54.3</b>	<b>8.5</b>	<b>64.8</b>	-	<b>35.6</b>
Éducation	10.8	8.6	64.9	95.7	-	-	2.2	15.0	-	35.9	8.5	64.8	-	13.4
<i>Dont</i> : éducation de base	-	1.9	5.0	-	-	-	-	-	-	3.0	-	-	-	5.2
Santé	34.3	10.9	5.0	-	-	-	-	9.4	-	3.4	-	-	-	6.5
<i>Dont</i> : santé de base	33.3	3.9	-	-	-	-	-	0.4	-	-	-	-	-	0.8
Population, santé et fertilité	-	3.4	2.9	-	-	-	-	0.1	-	-	-	-	-	0.0
Distribution d'eau et assainissement	-	0.1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4.2
Gouvernement et société civile	1.7	50.8	-	-	-	-	-	0.1	-	0.4	-	-	-	5.5
Autres infrast. et services sociaux	3.1	0.9	12.1	4.3	-	-	-	0.0	-	14.6	-	-	-	6.0
<b>Économique</b>	-	<b>7.1</b>	-	-	-	-	-	<b>25.6</b>	<b>100</b>	-	-	-	-	<b>37.6</b>
Transport, communication	-	4.5	-	-	-	-	-	23.9	100	-	-	-	-	27.3
Énergie	-	1.2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	9.6
Banques/Services aux entreprises	-	1.4	-	-	-	-	-	1.7	-	-	-	-	-	0.6
<b>Production</b>	<b>33.3</b>	<b>2.5</b>	-	-	-	-	-	-	-	<b>1.6</b>	-	-	-	<b>16.9</b>
Agriculture, sylviculture et pêche	33.3	2.4	-	-	-	-	-	-	-	1.3	-	-	-	13.5
Industrie, industries extractives et construction	-	0.0	-	-	-	-	-	-	-	0.3	-	-	-	2.3
Commerce et tourisme	-	0.0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1.1
<b>Multisecteur</b>	<b>16.7</b>	<b>12.0</b>	<b>15.1</b>	-	-	-	<b>97.8</b>	<b>44.0</b>	-	<b>31.3</b>	-	-	-	<b>2.6</b>
<b>Aide-programme générale</b>	-	<b>0.2</b>	-	-	-	-	-	<b>3.9</b>	-	-	-	-	-	-
<b>Dette</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Humanitaire</b>	-	<b>1.8</b>	-	-	-	-	-	<b>1.8</b>	-	-	-	-	-	-
<b>Autres</b>	-	<b>1.9</b>	-	-	-	-	-	-	-	<b>12.9</b>	<b>91.5</b>	<b>35.2</b>	-	<b>7.3</b>
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	-	-	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	-	<b>100</b>
Aide alimentaire (aide d'urgence et à visée développementale)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-



## 6.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD À L'OCÉANIE

## 6.3.3. APD à l'Océanie par donneur et par secteur en 2006 (suite)

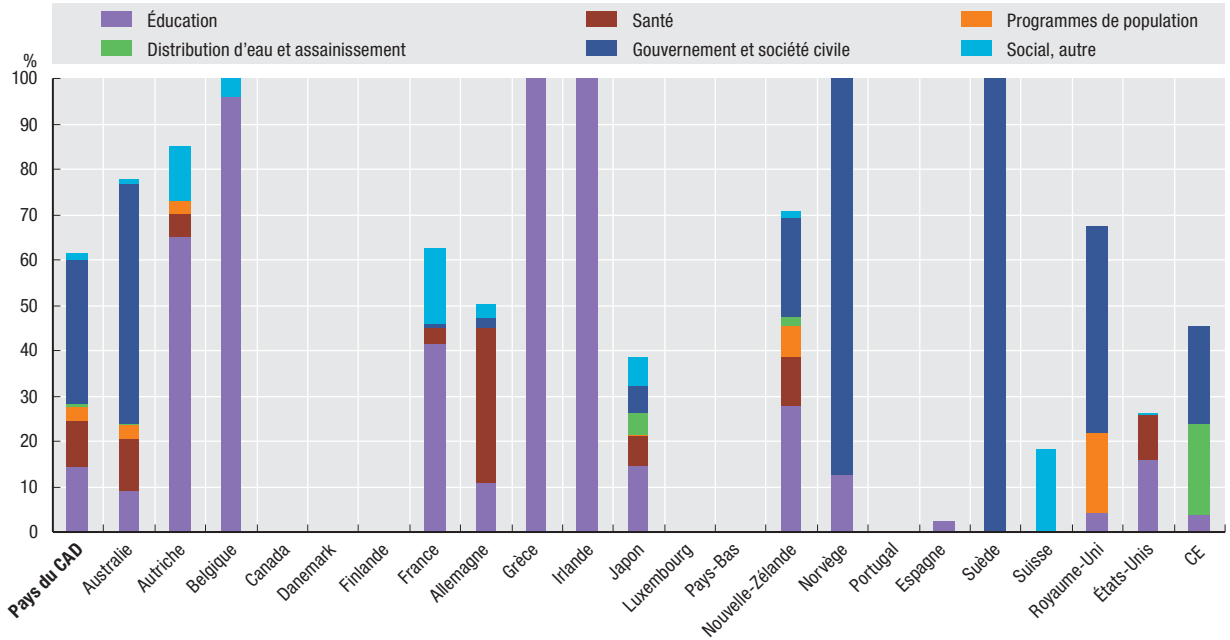
	En pourcentage du total des engagements bilatéraux								Pourcentage des financements multilatéraux			
	Luxembourg	Norvège	Nouvelle-Zélande	Pays-Bas	Portugal	Royaume-Uni	Suède	Suisse	Total des pays du CAD	CE	Banque mondiale (IDA)	Total des organismes multilatéraux
<b>Sociale</b>	-	<b>76.6</b>	<b>58.3</b>	-	-	<b>67.1</b>	<b>100.0</b>	<b>18.1</b>	<b>57.1</b>	<b>45.0</b>	<b>74.0</b>	<b>45.2</b>
Éducation	-	9.6	23.0	-	-	4.1	-	-	<b>13.0</b>	3.3	-	<b>11.3</b>
<i>Dont</i> : éducation de base	-	-	7.9	-	-	-	-	-	<b>2.7</b>	2.2	-	<b>1.5</b>
Santé	-	-	8.8	-	-	-	-	-	<b>9.8</b>	-	-	<b>2.9</b>
<i>Dont</i> : santé de base	-	-	3.1	-	-	-	-	-	<b>2.7</b>	-	-	<b>2.8</b>
Population, santé et fertilité	-	-	5.6	-	-	17.6	-	-	<b>2.8</b>	-	-	<b>3.8</b>
Distribution d'eau et assainissement	-	-	1.7	-	-	-	-	-	<b>0.6</b>	20.4	-	<b>12.4</b>
Gouvernement et société civile	-	67.0	18.1	-	-	45.4	100.0	-	<b>29.8</b>	21.3	74.0	<b>14.3</b>
Autres infrast. et services sociaux	-	-	1.2	-	-	-	-	18.1	<b>1.2</b>	-	-	<b>0.5</b>
<b>Économique</b>	-	-	<b>12.9</b>	-	-	<b>32.9</b>	-	-	<b>14.6</b>	<b>11.0</b>	-	<b>26.1</b>
Transport, communication	-	-	10.2	-	-	30.8	-	-	<b>11.7</b>	-	-	<b>19.4</b>
Énergie	-	-	1.1	-	-	2.1	-	-	<b>1.5</b>	11.0	-	<b>6.7</b>
Banques/Services aux entreprises	-	-	1.6	-	-	-	-	-	<b>1.4</b>	-	-	-
<b>Production</b>	-	-	<b>6.5</b>	-	-	-	-	-	<b>3.6</b>	<b>42.5</b>	<b>26.0</b>	<b>26.3</b>
Agriculture, sylviculture et pêche	-	-	4.2	-	-	-	-	-	<b>2.9</b>	21.7	26.0	<b>13.7</b>
Industrie, industries extractives et construction	-	-	1.2	-	-	-	-	-	<b>0.4</b>	20.8	-	<b>12.6</b>
Commerce et tourisme	-	-	1.1	-	-	-	-	-	<b>0.3</b>	-	-	-
<b>Multisecteur</b>	-	-	<b>4.9</b>	-	-	-	-	<b>81.9</b>	<b>17.9</b>	<b>1.1</b>	-	<b>0.7</b>
<b>Aide-programme générale</b>	-	-	<b>4.0</b>	-	-	-	-	-	<b>1.7</b>	<b>0.2</b>	-	<b>0.1</b>
<b>Dette</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Humanitaire</b>	-	-	<b>4.0</b>	-	-	-	-	-	<b>2.0</b>	-	-	-
<b>Autres</b>	-	<b>23.4</b>	<b>9.5</b>	-	-	-	-	-	<b>3.1</b>	<b>0.1</b>	-	<b>1.6</b>
<b>Total</b>	-	<b>100</b>	<b>100</b>	-	-	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
Aide alimentaire (aide d'urgence et à visée développementale)	-	-	0.3	-	-	-	-	-	<b>0.0</b>	-	-	-

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/414217572100>

## 6.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD À L'OCÉANIE

### 6.3.4. Analyse de l'APD à l'Océanie par donneur dans le secteur social

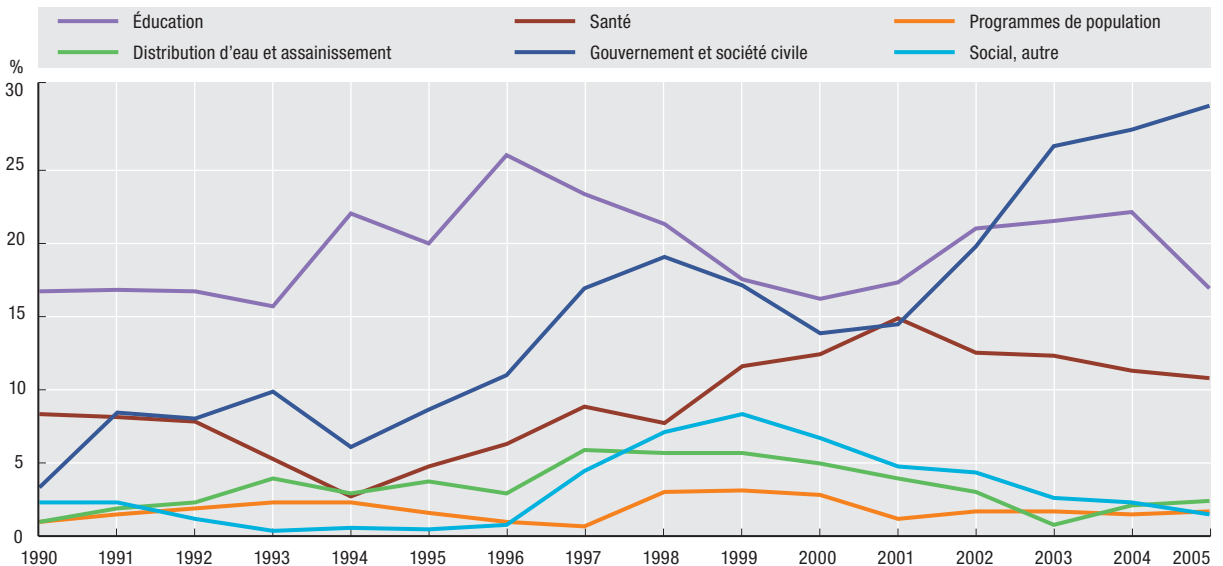
En pourcentage des engagements totaux allouables par secteur pour chaque donneur en 2006



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/414217572100>

### 6.3.5. Analyse de l'APD à l'Océanie dans le secteur social depuis 1990

En pourcentage de l'APD totale allouable par secteur, moyennes mobiles sur 3 ans, engagements

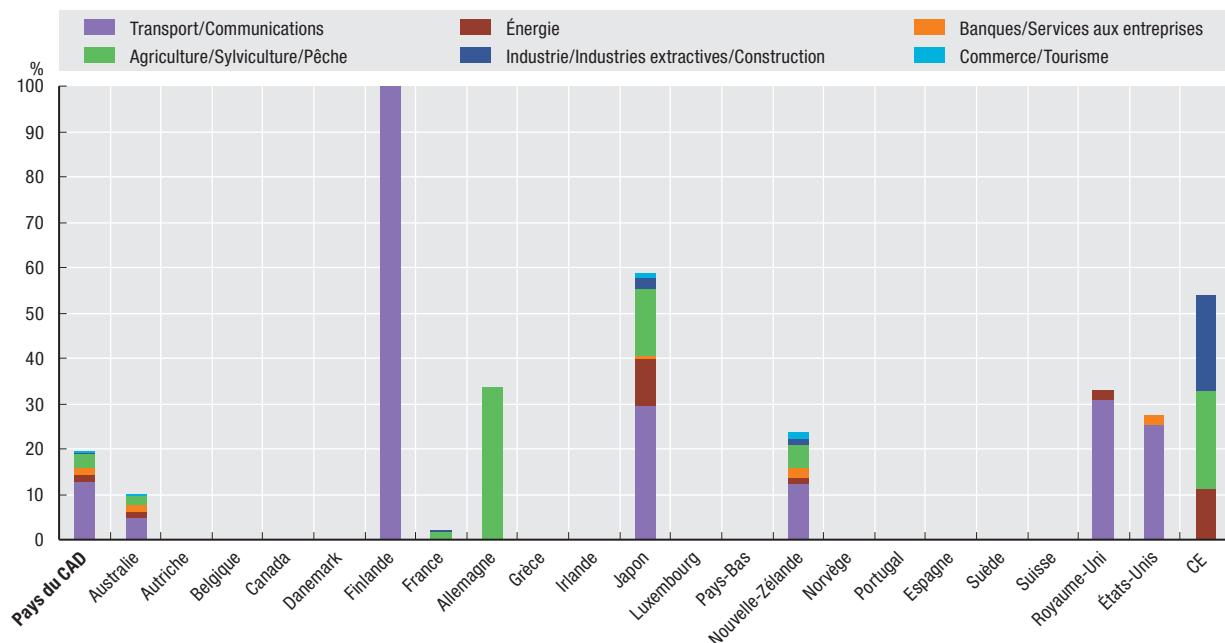


StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/414254764108>

## 6.3. RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'APD À L'OCÉANIE

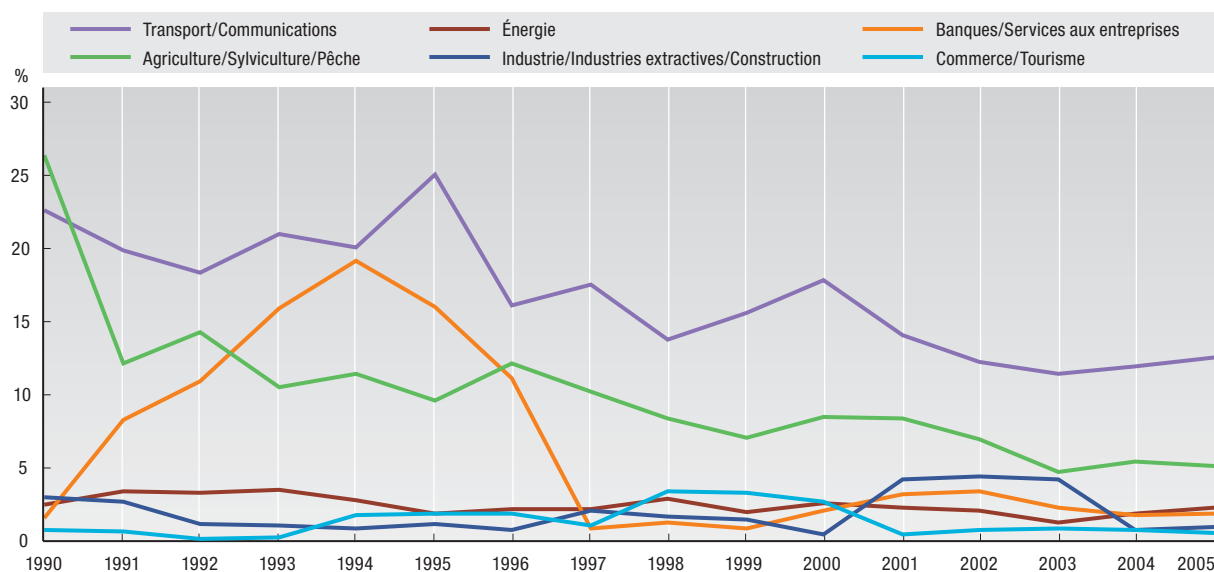
## 6.3.6. Analyse de l'APD à l'Océanie par donneur dans le secteur de l'économie et de la production

En pourcentage des engagements totaux allouables par secteur pour chaque donneur en 2006

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/414217572100>

## 6.3.7. Analyse de l'APD à l'Océanie dans le secteur de l'économie et de la production depuis 1990

En pourcentage de l'APD totale allouable par secteur, moyennes mobiles sur 3 ans, engagements

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/414254764108>

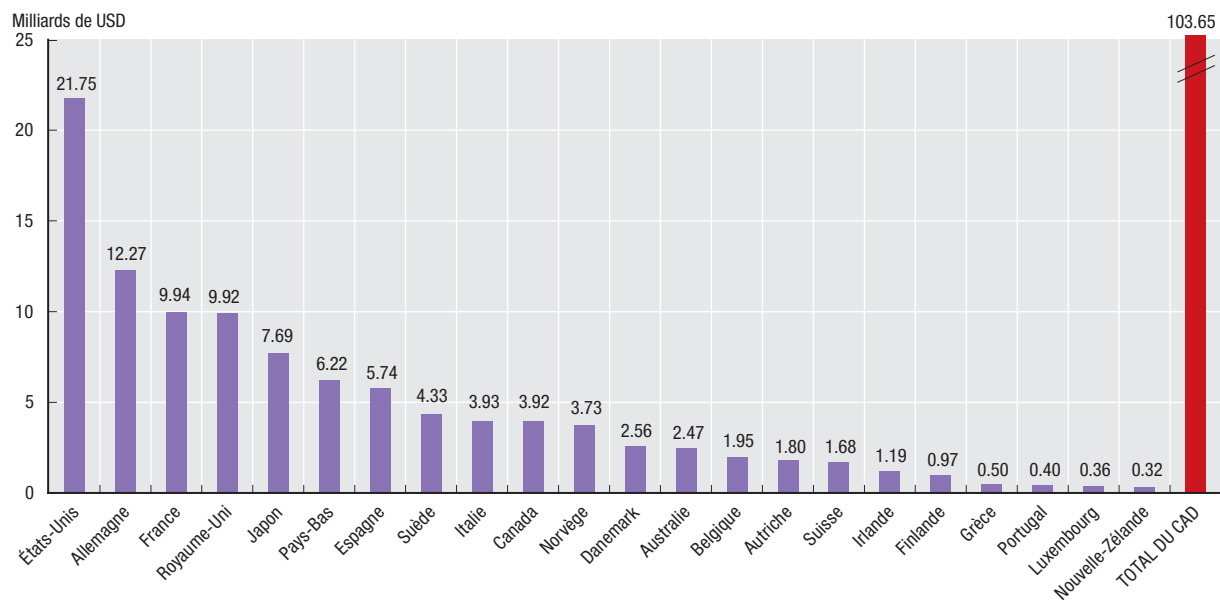


# Annexe

## Total APD en 2007 et projections pour le futur

### A.1. APD nette totale en 2007 par pays donneur du CAD

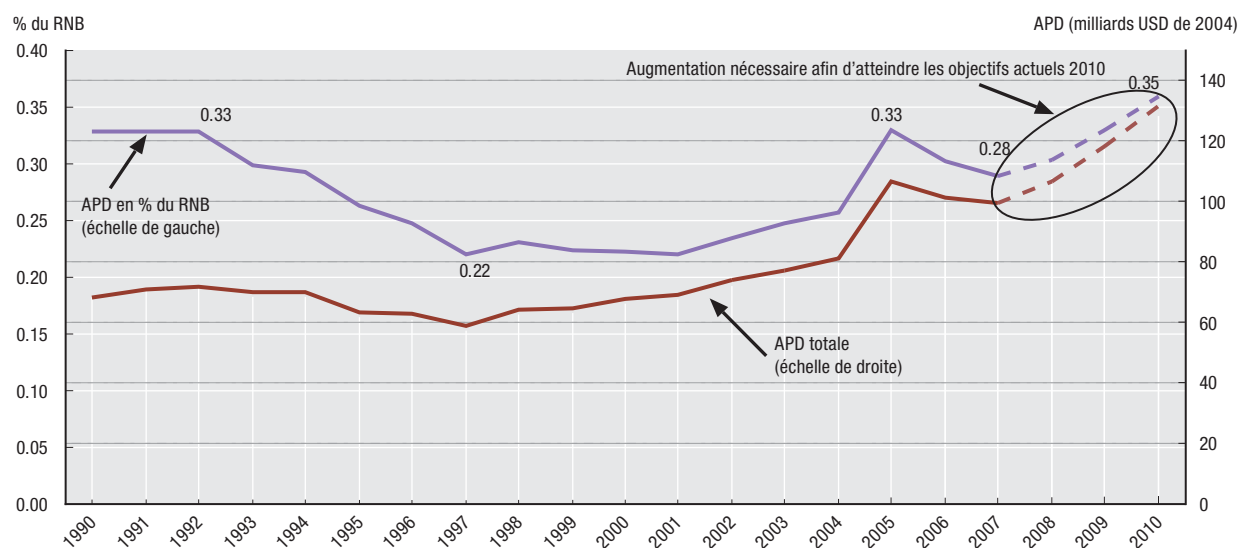
Données préliminaires, milliards USD, prix courants, versements nets



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/412228808875>

### A.2. APD nette des pays du CAD entre 1990-2007, et simulation de l'OCDE pour l'ADP nette 2008-2010

Projections après 2007 basées sur les annonces publiques des pays membres du CAD, versements nets bilatéraux et multilatéraux



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/412251630818>

ÉDITIONS OCDE, 2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16  
IMPRIMÉ EN FRANCE  
(43 2007 09 2 P) ISBN 978-92-64-04792-1 – n° 56236 2009

# Panorama de l'aide au développement 2008

## STATISTIQUES PAR RÉGION

Le *Panorama de l'aide au développement 2008* est une publication globale qui présente de nombreux aspects des statistiques de l'aide par région. Pour chaque continent, il fournit 40 tableaux et graphiques décrivant l'aide par donneur et pays bénéficiaire ainsi que sa répartition par secteur, complétés par de courts textes présentant les divers aspects de l'aide au développement dans chaque région. Il se concentre également sur les efforts fournis dans les domaines de l'eau, la santé et l'éducation, qui sont en rapport étroit avec les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Avec chaque tableau, la publication propose un lien dynamique (*StatLink*) qui dirige l'utilisateur vers une page Internet où les données correspondantes sont disponibles sous format Excel®. Le *Panorama de l'aide au développement 2008* est une référence pour quiconque s'intéresse à la question de l'aide.

Le texte complet de cet ouvrage est disponible en ligne à l'adresse suivante :

[www.sourceocde.org/developpement/9789264047921](http://www.sourceocde.org/developpement/9789264047921)

Les utilisateurs ayant accès à tous les ouvrages en ligne de l'OCDE peuvent également y accéder via :

[www.sourceocde.org/9789264047921](http://www.sourceocde.org/9789264047921)

**SourceOCDE** est une bibliothèque en ligne qui a reçu plusieurs récompenses. Elle contient les livres, périodiques et bases de données statistiques de l'OCDE. Pour plus d'informations sur ce service ou pour obtenir un accès temporaire gratuit, veuillez contacter votre bibliothécaire ou **SourceOECD@oecd.org**.